

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

SCIENCES ÉCONOMIQUES
DROIT COLONIAL

La Doctrine de l'Association des Indigènes et des Français en Algérie

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Paul HUTIN

JURY	{	<i>Président</i> : M. MAUNIER.		{	<i>Professeurs</i>
		<i>Suffragants</i>	M. G. PERREAU M. PIROU		



LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C¹⁰

160, Rue Saint-Jacques

PARIS

1933

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

SCIENCES ÉCONOMIQUES

DROIT COLONIAL

La Doctrine de l'Association des Indigènes et des Français en Algérie

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Paul HUTIN

JURY	{	<i>Président : M. MAUNIER.</i>	
		<i>Suffragants</i> {	<i>Professeurs</i>
		M. C. PERREAU	
		M. PIROU	



LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

PARIS

1933

*29686.



BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES BIBLIOGRAPHIQUES

- MAUNIER. — *Manuel bibliographique des sciences sociales et économiques.* — Paris 1920.
- MERCIER. — *La question indigène en Algérie.* — Paris 1913.
- TAILLIART. — *L'Algérie dans la littérature française.* — Essai de bibliographie méthodique et raisonnée jusqu'à l'année 1924. — Paris 1925.

II. — OUVRAGES DIVERS

- AJAM. — *Problèmes algériens* (Préface de M. Caillaux). — Paris 1913.
- AYNARD (R.) — *L'œuvre française en Algérie.* — Paris 1912.
- AZAN. — *Recherche d'une solution de la question indigène en Algérie.* — Paris 1903.
- BARRACHIN (Dr.) — *Discours préliminaire exposant les considérations qui doivent servir de base au système administratif propre à la Régence d'Alger.* — Paris 1833.
- BAUDE. — *Alger : Du système à suivre.* — Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1835. — Paris.
- BAVOUX. — *Alger : Voyage politique et descriptif dans le Nord de l'Afrique.* — Paris 1841.

- BENOIST (Charles). — *Enquête algérienne*. — Paris 1892.
- BERARD-VARAGNAC. — *Questions algériennes*. — Revue Politique (Revue Bleue). — Paris 1889.
- BERNARD (Augustin). — Conférence faite en 1913.
- BERT (Paul). — *Lettres de Kabylie*. — Paris 1845.
- BODICHON (Dr.) — *Considérations sur l'Algérie*. — Paris 1845.
- BOURDARIE. — *La Revue indigène*. — Paris 1921.
- BRUNET. — *La question algérienne*. — Paris 1847.
- BUGEAUD. — *L'Algérie : Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*. — Paris 1842.
- Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Algérie*. — Paris 1846.
- Observations de M. le Maréchal Gouverneur Général sur le projet de colonisation présenté pour la province d'Oran par M. le Lieutenant Général De Lamoricière*. — Paris 1847.
- De la colonisation de l'Algérie*. — Paris 1847.
- BUSSY (Genty de). — *De l'établissement des Français à Alger*. — Paris 1835.
- CASTELLI (Abbé). — *La colonisation pacifique et la civilisation des provinces françaises en Algérie*. — Paris 1846.
- CASTRIES (Comte de). — *L'Islam*. — Paris 1896.
- CHARVERIAT. — *Huit jours en Kabylie*. — Paris 1889.
- CHATRIEUX. — *Etudes algériennes*. — Paris 1893.
- COEUR (Mme Pierre). — *De l'assimilation des indigènes musulmans*. — Paris 1890.
- CORRECH. — *Le désastre de Constantine et le système de colonisation de la Régence d'Alger*. — Paris 1837.
- DELASSUS. — *Métropoles et colonies*. — Alger 1913.

- DELFRAISSY. — *Colonisation de l'Algérie par le système du Maréchal Bugeaud.* — Paris 1871.
 DEMONTES. — *Le peuple algérien.* — Alger 1906.
 DUBOIS (S.-J.) — *Assimilation ou adaptation.* — *Revue Africa.* — Janvier 1929. — Oxford.
 DUMAS. — *Les Français d'Afrique et le traitement des indigènes.* — Paris 1889.
 DUPONCHEL. — *Cent mille hommes en Algérie.* — Paris 1860.
 DUVERNOIS (Clément). — *La réorganisation de l'Algérie.* Lettre au Prince Napoléon chargé du ministère de l'Algérie. — Alger 1858.
 DUVERNOIS (Clément) et E. de GIRARDIN. — *Civilisation de l'Algérie.* — Paris 1860.
 DUVIVIER (Gal). — *Solution de la question d'Algérie.* — Paris 1841.
 ENFANTIN. — *Colonisation de l'Algérie.* — Paris 1843.
 Correspondance politique. — Alger 1840.
 EERDE (Van). — *Ethnologie coloniale : L'Européen et l'indigène.* — Paris 1927 (Traduction).
 FABAR. — *L'Algérie et l'opinion.* — Paris 1847.
 FERRY (Jules). — *Le Gouvernement de l'Algérie.* — Paris 1892.
 FEUILLIDE (Capo de). — *L'Algérie Française.* Paris 1856.
 FROMENTAL. — *Essai sur la pacification, la colonisation et la civilisation de l'Algérie.* — Nancy 1836.
 GAUTIER. — *Un siècle de colonisation en Algérie.* — Paris 1930 (Cahiers du Centenaire de l'Algérie).
 L'Algérie et la Métropole. — Paris 1920. — Un chapitre consacré à la question indigène.
 L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930. — Paris 1931 (Cahiers du Centenaire de l'Algérie).

- GIRARDIN (Emile de). — *Civilisation de l'Algérie*. — Paris 1860.
- GOURGEOT (Baron). — *Les Sept Plaies d'Algérie*. — Alger 1860.
- HARDY. — *Histoire coloniale et psychologie ethnique*. — Paris 1925.
Nos Grands Problèmes Coloniaux. — Paris 1929.
- HESS (Jean). — *Une Algérie Nouvelle*. — Paris 1909.
- JAVARY. — *Etudes sur le Gouvernement militaire de l'Algérie*. — Paris 1855.
- JOHNART. — Conférence faite en 1913 sur : *Les relations des colons et des indigènes*.
- LANDMANN (Abbé). — *Les Fermes du Petit-Atlas*. — Paris 1841.
Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie. Paris 1848.
- LAVERGNE (Léonce de). — *L'Afrique sous le Gouvernement républicain*. — *Revue des Deux-Mondes*. — 1848. — Paris.
- LAVIGERIE (Mgr). — *Recueil de lettres sur les œuvres et missions africaines*. — Paris 1869.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *La politique française en Algérie*. — Articles extraits du « *Journal des Débats* » du 5 juillet 1881 et de l'« *Economiste Français* » du 9 juillet 1881. — Paris.
De la colonisation chez les peuples modernes. — Paris 1874.
L'Algérie et la Tunisie. — Paris 1887.
- LINGAY. — *La France en Afrique*. — Paris 1846.
- MAUNIER. — *Introduction à la Sociologie*. — Paris 1929.
Loi française et coutume indigène. — Paris 1932.
Sociologie coloniale. — Paris 1932.

- Essais sur les groupements sociaux.* — Paris 1929.
Contact des races, contact des classes. — Annales de l'Université de Paris VII. — Janvier-Février 1932, pp. 16 à 25.
Le mélange des races dans les colonies. — Annales de l'Université de Paris VI. — Mars-Avril 1931, pp. 116-127.
- MONTABELLO (Comte de). — *Quelques mots sur l'Algérie à propos de l'enquête.*
- NAPOLÉON III. — *Lettre au Maréchal de Mac-Mahon, Gouverneur de l'Algérie.* — Paris 1865.
- OLIVIER (Marcel). — *Six ans de politique sociale à Madagascar.* — Paris.
- PEYRONNET. — *Le problème Nord-Africain.* — Tome II. — Paris 1930.
- PIQUET. — *La colonisation française dans l'Afrique du Nord.* — Paris 1912.
- POLIGNAC (De). — *France et Islamisme.* — Alger 1893.
- RAOUSSET-BOULBON (Comte de). — *De la colonisation en Algérie.* — Paris 1847.
- RECLUS (Onésime). — *Un grand destin commence.* — Paris 1917.
- ROUIRE. — *Les indigènes algériens.* — Revue des Deux-Mondes. — 1909. — Paris.
- ROUMI (Une). — *Idées de femme sur l'Algérie.* — Nouvelle Revue. — Paris 1892.
- SAGNES. — *Enfantin et la colonisation de l'Algérie.* — Thèse pour le Doctorat. — Poitiers 1904.
- SAINT-AYMOUR (Caix de). — *Questions algériennes : Arabes et Kabyles.* — Paris 1891.
- SARRAUT (Albert). — Préface du Livre : « *Six ans de politique sociale à Madagascar* », de Marcel Olivier.

- Rapport* — dans la Revue Indigène. — Paris 1921.
Grandeur et Servitude coloniales. — Paris 1931.
 Discours prononcé à l'Ecole Coloniale de Paris en
 Novembre 1932.
- SARRAUTON (de). — *La question algérienne*. — Oran 1891.
- SAUSSURE (de). — *Psychologie de la colonisation française
 dans ses rapports avec les indigènes*. — Paris 1899.
- STODDARD. — *Le Nouveau Monde de l'Islam*. — Paris
 1925 (traduction).
- TAILLIART. — *L'Algérie dans la littérature française*. —
 Paris 1925, pp. 125-160.
- THOMAS. — *De l'emploi des Arabes et de leur réforme*. —
 Alger 1847.
- TROLARD. — *En Algérie. Le testament d'un assimilateur*
 Alger 1903.
- URBAIN (Voisin). — *L'Algérie pour les Algériens*. — Paris
 1861.
Indigènes et immigrants. — Paris 1862.
*Le Gouvernement des Tribus en Algérie. Français
 et Indigènes*. — Revue de l'Orient et de l'Algérie. —
 Deux articles 1847-1848. — Paris.
- VIGNON. — *La France en Algérie*. — Paris 1893. — livre
 III^e : *La question indigène*.
Les questions indigènes. — Paris 1919.
- WAHL. — *La France aux Colonies*. — Paris 1896.
L'Algérie. — Paris 1882.
- WARNIER (Dr). — *L'Algérie devant l'opinion publique*. —
 Alger 1864.
*Examen des « moyens d'assurer la domination
 française en Algérie » du Général de Létang*. —
 Paris 1846.
- WALEWSKI. — *Un mot sur la question d'Afrique*. — Paris
 1837.
- X... — *L'Algérie et la lettre à l'Empereur*. — Paris 1863.

INTRODUCTION

« Le Dey, écrivait en Mars 1830 le Moniteur Journal Gouvernemental pour le moins officieux, semble avoir tout épuisé pour rendre une guerre inévitable et pour animer le courage de nos soldats auxquels est réservée la noble mission de venger la dignité de la couronne et de délivrer la France et l'Europe du triple fléau que les puissances chrétiennes ont enduré trop longtemps : l'esclavage de leurs sujets, les tributs que le Dey exige d'elles et la piraterie qui ôte toute sécurité aux côtes de la Méditerranée. »

Le légendaire coup d'éventail du 30 Avril 1827 portait ses fruits ; relevant le défi, la France décidait l'expédition d'Alger ; et le 5 Juillet 1830, le drapeau national flottait sur la Casbah. Le même jour, le général Comte de Bourmont spécifiait dans sa proclamation : « l'exercice de la religion mahométane restera libre ; la liberté des habitants de toutes classes, leur religion, leur propriété, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Leurs femmes seront respectées. » C'était reconnaître et souligner, en lui promettant la vie sauve, l'existence sur le sol conquis d'une population autochtone ; c'était déjà, et malgré l'imprécision voulue des termes, poser un principe — timide, il est vrai — de politique coloniale, engager la parole de la France ; c'était aussi, c'était surtout, par l'évident souci d'éluider tout détail, volontairement ignorer cette vérité fondamentale que tout territoire offrant les caractéristiques, l'es-

sence d'une colonie, doit nécessairement et par définition même, s'il est déjà peuplé, être l'asile à la fois des colonisateurs et des indigènes vaincus ; vérité d'autant plus certaine lorsque cette colonie s'appelle l'Algérie, terre antique de colonisation, où peut s'acclimater l'Européen, disons le Français.

Le jour où, au cours de ses migrations, un peuple rencontre dans le pays qu'il veut occuper une population déjà établie, le problème se pose pour lui et dans ses grandes lignes la solution s'offre sous deux faces : ou composer, ou lutter. La question n'était point nouvelle sur cette terre d'Afrique, où Romains, Vandales et Turcs avaient tour à tour implanté leur domination. Mais si le problème était semblable, il n'était pas identique, les éléments en étaient modifiés. Les Romains, certes, par leur génie qui était chez eux un instinct, par la majesté de leur nom, avaient su conquérir les côtes africaines et y créer le grenier du monde ; mais, conquérants et acquéreurs, guerriers et cultivateurs, ils n'eurent avec les indigènes que des relations de vainqueurs à vaincus, de maîtres à esclaves ; il n'entraîna point dans leur destinée d'y chercher autre chose que des cavaliers numides pour leurs armées ou des gladiateurs pour leurs cirques. Et Tertullien pouvait écrire : « Ce ne sont pas tant les Carthaginois qui sont devenus Romains que les Romains Carthaginois. » L'empereur Claude pouvait bien prêcher entre les Romains et les peuples exotiques — que les Grecs décoraient du nom de Barbares — une égalité toute théorique ; il demandait à Rome chancelant sous le poids d'un Empire trop étendu de trouver des groupements humains capables de continuer l'effort du patriciat mourant ; mais dans l'âme de ces aristocrates beaucoup plus préoccupés de leur plaisir que de l'avenir de la Patrie, aucun

écho ne répondait à sa parole. Et l'Afrique se détacha de Rome, comme de l'arbre sans sève se détache le fruit mûr. C'est que les Romains avaient gouverné, administré l'Afrique, ils avaient même donné à la classe dirigeante une culture intellectuelle fort grande ; bien plus, ils avaient dirigé, en certains points, les travaux agricoles, mais comme propriétaires et non pas comme cultivateurs ; en un mot, ils n'avaient pas fondé. Une doctrine n'étayait point les relations politiques de Rome avec ses sujets. Qu'eût-elle enseigné ? Rome était déesse et les peuples vaincus étaient esclaves.

Par delà les Vandales dont l'influence, pour avoir été relativement brève, n'en a pas moins laissé quelques traces, les Turcs, successeurs de l'Empire Byzantin, forts de la faiblesse de leurs rivaux, s'emparent de l'Afrique septentrionale. Pendant plusieurs siècles, quelques milliers d'entre eux vont gouverner, durement parfois, plus d'un million d'indigènes. Pour expliquer cette fantaisie de la politique, il est superflu de faire appel à la traditionnelle apathie ou au fatalisme de l'Arabe ; il y a là une cause bien plus humaine et bien plus vraie. Colonisateurs — gardons le mot, encore qu'il puisse nous choquer ici — et indigènes avaient une parenté commune, une même religion, puissante, indiscutée et respectée ; leurs âmes vibraient aux mêmes appels d'un même muezzin. Faut-il ajouter que, soigneux de ménager les coutumes et les préjugés des indigènes, les Turcs ont toujours évité vis-à-vis d'eux tous contacts étrangers aux opérations commerciales qui rapprochent les hommes sans les mêler ? Et puis, les cimenteries bien aiguës, entre leurs mains farouches, faisaient taire souvent les réclamations des plus turbulents et les cris des plus séditionnaires. Aussi bien, n'y avait-il pas mieux à faire qu'à s'entre-tuer ? Il était si facile de partager l'immense butin que des pirates à peine désavoués

savaient faire affluer à Alger ou bien les rançons des Chrétiens retenus prisonniers !

Pour avoir érigé la violence et l'exaction en systèmes de gouvernement, pour avoir abusé du pillage et avoir trop souvent violé la parole donnée, les Turcs s'attirèrent la haine des nations européennes, lasses de payer des tributs et désireuses de commercer en paix. Déjà Bossuet, d'un accent prophétique, s'écriait : « Tu céderas, Alger, riche des dépouilles de la chrétienté. Tu disais en ton cœur avare : je tiens la mer sous mes lois, et les nations sont ma proie ; la légèreté de tes vaisseaux te donnait de la confiance, mais tu te verras attaquée dans tes murailles comme un oiseau ravissant qu'on irait chercher parmi ses rochers et dans son nid où il partage son butin à ses petits » (1).

1830, et la prophétie se réalise, Alger tombe aux mains des Français, puis, un peu à l'aventure, sans plan nettement tracé, car on n'ose pas s'aliéner l'Angleterre et l'on ne sait même pas si la France doit conserver l'Algérie, nos troupes avancent à l'intérieur. Les Arabes, qui effrayés d'abord avaient fui, se ravisent et se fient à nos promesses ; ils s'installent à nouveau sur ce territoire qui est le leur. Quelques aventuriers — le mot n'est pas excessif — se hasardent à traverser la Méditerranée : les uns suivent l'armée, à l'affût de quelque prébende ou de quelque emploi ; d'autres se risquent à vivre au milieu des Arabes, à se créer là-bas une situation, peut-être à se faire oublier.

Situation de fait, aspect très particulier, en un lieu et à une époque donnés, du problème beaucoup plus général et infiniment complexe du contact des races : il s'agissait de concilier les intérêts respectables — nous l'avions proclamé

(1) Oraison Funèbre de Marie-Thérèse d'Autriche.

dès notre entrée à Alger — des autochtones et ceux non moins puissants des colons. Comme s'opposant l'une à l'autre, « il y a face à face deux races des plus dissemblables l'une, le Gaulois, vif, gai, moqueur, qui s'amuse de tout, qui n'aime que ce qui change et qui ne respecte rien ; — cela était écrit en 1892 — l'autre, l'Arabe, immobile, silencieux, qui aime ce qui dure et qui a besoin de tout respecter, jusqu'à son vainqueur. » (1)

Il y a deux blocs, l'un conquérant, l'autre conquis ; l'un chrétien, l'autre musulman ; et « ce qui est en cause ici, dit M. Gautier, l'historien du centenaire de la prise d'Alger, ce n'est pas tant une divergence de dogme, de catéchisme. C'est quelque chose de bien plus profond : une opposition totale dans l'organisation de la famille, de la justice, de l'Etat. » (2)

Et voilà ce qui faisait de notre entreprise africaine une œuvre complètement neuve : elle n'avait point d'exemple à imiter, point de modèle à copier. C'est, ajoutait Enfantin, ce qui rend notre tâche bien difficile, mais aussi bien belle et bien grande, puisqu'elle est le premier signe d'un droit nouveau entre les nations, quelle que soit leur croyance religieuse.

Ces divergences, ces antinomies profondes entre les deux races en contact, il ne suffisait point de les faire ressortir ; les ayant signalées il fallait les aplanir, ou du moins trouver un « *modus vivendi* » acceptable. C'est à cela que, depuis tantôt cent ans s'emploient de multiples théoriciens, divers par l'origine, divers par les solutions, ne s'accordant que sur

(1) Charvet : *Notes sur l'Algérie par un Algérien*, Paris, 1892, p. 53.

(2) Gautier : *L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930*, Paris, 1931, p. 33.

un point : la critique des actes accomplis par ceux qui, là-bas, sont aux prises avec les difficultés de la vie, autrement délicates à régler que la belle ordonnance d'une âpre discussion académique. Il n'en est pas moins digne de remarque que la question algérienne, ainsi qu'on l'a dénommée, en même temps qu'elle préoccupera l'opinion publique, va susciter une foule de brochures, d'articles, de discours ; il y a plus : elle va donner naissance à toute une doctrine qui formera corps. Le propre du Français n'est-il pas, après tout, de découvrir le chemin qui mène à la perfection, puis, comme s'il prenait peur devant l'idéal à atteindre, à moins que, dédaigneux, il ne juge indigne de lui de s'abaisser aux détails d'exécution, de laisser à d'autres la tâche de dessiner l'image qu'il n'a fait qu'ébaucher ?

Dès l'abord, quatre solutions semblent possibles, sinon également recommandables : en donnant aux termes une signification très large, quitte à la préciser ensuite, disons que l'on peut s'arrêter à l'une des quatre hypothèses suivantes : extermination de la race vaincue, son refoulement, sa domination ou sa collaboration. Pour défendre et justifier son opinion, chacun entre en lice.

L'extermination, forme d'une destruction brutale et totale, dont le seul mérite est d'être définitive, n'a plus dès 1830 que de très rares partisans chez nous. Si quelques voix, de temps à autre, s'élèvent pour la préconiser encore, elles sonnent faux au milieu du concert de réprobation qui les accueille. Il est facile, quand on ne se donne pas la peine de le justifier, de poser un principe comme celui-ci : « Avant de construire, il faut détruire ; avant de peupler, refouler. » Mais nous nous expliquons assez mal le cynisme du Docteur Bodichon exposant en 1847 ses idées sur l'Algérie : « Sans violer, écrivait-il, les lois de la morale, de la jurisprudence

internationales, nous pourrons combattre nos ennemis africains par la poudre et le fer joints à la famine, les divisions intestines, la guerre entre les Arabes et les Kabyles, entre les tribus du Tell et du Sahara, par l'eau de vie, la corruption et la désorganisation. Que les philanthropes se pénétrant bien de la mission dont certains peuples sont chargés ; qu'ils reconnaissent que certains peuples sont chargés de détruire un état social qui outrage à la fois la nature et l'humanité. C'est là le rôle des pionniers en Amérique, des Anglais en Océanie et dans l'Afrique Australe ; c'est la nôtre dans l'Afrique Septentrionale. » (1) Singulière mission, à la vérité, et qui impose de bien étranges devoirs !

Ce ne sont là, d'ailleurs, que pensées de philosophes qui, par amour du paradoxe ou par réaction contre une sentimentalité exagérée s'offraient le luxe d'une publicité facile : elles n'ont jamais porté à conséquence, car plus haut qu'elles, les dominant de loin, l'opinion française tout entière, par la voix de ses théoriciens, s'élevait contre de telles prétentions. Dès 1840, dans une brochure qui fit à l'époque quelque bruit, Jablonowski faisait justice des idées d'extermination exprimées par quelques écrivains : « Ne permettez pas, disait-il, usant d'une métaphore hardie, l'expulsion des indigènes, la plume à la main, car la plume employée à cet usage, à la seconde page, au second mot, au lieu de l'encre, trempe dans le sang, traîne après elle une mare qui ensanglante toute la feuille, qui reste là comme un monument indestructible de l'injustice de la nation qui l'emploie,

(1) Dr. Bodichon : *Etudes sur l'Algérie et l'Afrique*, Alger, 1847, pp. 151-152.

et qui appellera sur elle la réprobation des siècles à venir. » (1)

Un pays pétri de charité chrétienne, à l'âme chevaleresque, aux principes humanitaires, ne pouvait renier ses engagements ; ayant promis le respect des vaincus, il ne pouvait songer à les exterminer. Dès lors, au nom de cette générosité, beaucoup vont se dispenser de discuter une opinion qu'ils regardent comme une monstruosité historique ; ils se contenteront de la condamner. « Il y a, écrivait Wahl en 1882, une opinion brutale qui résout le problème par la suppression des indigènes ; elle ne vaut pas l'honneur d'être discutée ici : la générosité française répugne à de semblables idées. Supprimer une force est inepte, il faut savoir se l'approprier pour en faire usage » (2). Dès 1837, lorsque nous commençons à peine notre colonisation intérieure en Afrique, Genty de Bussy proclamait que le système de l'extermination, condamné par tous les hommes de sens, était inadmissible dans l'état actuel de la société, incompatible avec les idées contemporaines, repoussé par nos mœurs et contraire à la foi jurée : l'adopter eût été soulever contre soi des flots d'indignation. Il eût été choquant, à une époque où le libéralisme était à l'ordre du jour et la liberté le mot d'ordre, de voir donner un démenti aussi cruel à des idées qui étaient alors une charte. « Il ne s'agissait pas ici d'une Pologne à détruire, fait inique qui crie devant Dieu et devant les hommes : la France eût reculé d'horreur au seul soupçon d'une telle tentative. » « A quoi bon discuter une théorie

(1) Jablonowski : *Esquisse d'un système de civilisation et de colonisation de l'Algérie par un étranger qui a habité ce pays et qui n'y possède rien*, Paris, 1840, p. 30.

(2) Wahl : *L'Algérie*, Paris, 1882, pp. 245-246.

aussi indigne d'une nation qui se targue à juste titre de donner aux autres l'exemple de la justice et de l'humanité ? » Et jusqu'à la tribune du Parlement, des voix éloquentes se firent entendre pour proclamer qu'une race conquérante n'a jamais trouvé dans la conquête même le secret de sa force et la garantie de sa durée. Il y a une vérité qu'il est impossible de méconnaître : le plus grand péril de la domination, c'est de ne régner que sur la haine. Il se peut que l'on fonde ainsi de grands empires, mais l'histoire d'un Pizarre est là pour nous enseigner que la cruauté est impuissante à engendrer la stabilité d'un royaume ou d'une dynastie.

Aussi bien est-il plus facile de décréter à Paris une extermination plus ou moins avouée que de la réaliser à Alger. Et c'est ce que ne manquèrent point de faire ressortir ceux qui, connaissant le pays et ses habitants, alliaient à des sentiments plus pacifiques une conception plus nette des choses. Ce n'est pas, à première vue, chose aisée que de faire disparaître trois millions d'indigènes : « le tenter, écrivait Bugaud, ce serait — en dehors de toute question de sentiment et d'honneur — s'exposer à une guerre sans fin où nous trouverions peut-être nos maîtres ; et où chercherez-vous les Guise de cette gigantesque Saint-Barthélemy ? » Il est toujours vrai que détruire sans savoir utiliser les matériaux de la démolition c'est jouer le rôle d'un brutal manœuvre, non celui d'un habile architecte : Rome a su se servir des forces de Carthage et de celles de Massinissa pour soumettre la Macédoine et la Grèce.

Ajoutez à cela le respect qu'inspire toujours aux Français un peuple dont la vaillance égale la sienne et vous conviendrez que Burdeau, député de l'Algérie en 1891, synthétisait assez fidèlement l'opinion quand il déclarait « l'indigène est trop brave, nous sommes trop humains pour que l'exter-

mination soit applicable en Algérie », (1) traduction d'un de ces aphorismes dont trente ans plus tôt, Napoléon III avait le secret : « j'aime mieux, disait-il utiliser la bravoure des Arabes que pressurer leur pauvreté. »

Contre elle, la théorie de l'extermination rencontrait une résistance qu'accroissaient encore sa brutalité non voilée et — défaut grave pour des esprits séduits par la grâce attique — son inélégance même. Sous une forme moins vigoureuse en apparence, au fond tout aussi efficace et plus raffinée, une certaine doctrine va enseigner qu'il existe une façon plus douce de se débarrasser des Arabes : il suffit d'importer en Algérie une population européenne assez nombreuse et assez forte pour que, s'emparant des terres délaissées par les indigènes, elle les mette en valeur. Un jour viendra où cette population, trop nombreuse pour demeurer dans les étroites limites où elle aura été parquée tout d'abord, et mue par une force d'expansion irrésistible, élargira ses frontières. Rencontrant les Arabes, elle les repoussera, les refoulera vers le Sud, jusqu'au jour où, satisfaite de sa victoire, elle s'arrêtera sur les bords du Sahara. Ainsi, plus de brutalité, plus de cruauté, à peine des expropriations, et, comme une goutte d'huile répandue fait tache et s'étend, peu à peu la population européenne se dispersera dans tous les territoires cultivables et habitables de l'Algérie. Quant aux indigènes, eh bien ! personne ne les a chassés, dira-t-on, ils ont fui, sans que de notre part aucun moyen de contrainte ait été employé ! Les apparences sont sauves, le procédé sans violence ; mais le but n'a pas changé, et cela seul importe : de quoi s'agit-il, sinon de spolier les Arabes, de s'emparer de leur territoire et de s'y installer

en leurs lieu et place ? La fameuse tache d'huile, rêve d'esprits par ailleurs distingués, ne veut pas dire autre chose que cela : la colonisation, comme la tache d'huile, s'étendrait tout doucement, imperceptiblement, en poussant devant elle les indigènes, comme un berger emmène son troupeau.

C'était jouer avec les mots, présenter sous un aspect irréal ce qui, au fond, n'était qu'une nuance de l'extermination : moins barbare et moins sauvage, la théorie du refoulement n'en demeurait pas moins inhumaine. Disons qu'elle était plus redoutable pour les Arabes, puisqu'avant de les amener au pays de la soif où ils devaient infailliblement périr ou disparaître, on avait la cynique audace de les spolier : faire souffrir avant de faire mourir, jeu cruel qui dénote une âme de bourreau. Donner au monde le spectacle d'une race qui fuit devant des hordes conquérantes qui ne sont à leur aise qu'en présence du désert, c'était peut-être l'idéal de certaines nations, ce n'était point celui de la France. (1) Lorsqu'on reprochait au Maréchal Bugeaud quelques actes de sévérité au cours de la conquête, n'avait-il pas le droit de répondre, indigné : « Nous ne parlerons pas de l'extermination, elle est trop contraire à nos mœurs ; nous nous bornerons à faire observer que la spoliation et le refoulement ne sont pas des moyens beaucoup plus humains et qu'il est étrange que personne ne se soit récrié contre de semblables propositions, lorsqu'on a fait tant de bruit pour des actes partiels de rigueur qui sont la conséquence inévitable de toutes les guerres possibles, mais qui ne produisent que des désastres partiels » ? (2)

(1) Léon Faucher : *Etudes sur l'Angleterre*, Paris, 1845, T. I, p. 11.

(2) Bugeaud : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris 1847, p. 87.

Il n'est donc pas surprenant qu'une pareille doctrine ait rencontré chez nous beaucoup moins d'adeptes que de contradicteurs : « A quoi bon, écrivait Fabar en 1847, faire ressortir les dangers d'exécution, quand la monstruosité morale d'un semblable projet saute aux yeux ? » (3) Le refoulement compromettait les deux grandes questions de la pacification du pays et du commerce avec les contrées limitrophes et avec l'intérieur de l'Afrique. Rejeter dans le désert une population de trois millions d'habitants, c'était nous créer des difficultés inouïes, placer à nos côtés trois millions d'ennemis acharnés, ayant dans la lutte tout à gagner — le droit à la vie et la libération du sol natal — et rien à perdre. Voilà ce qui faisait dire à Paul Dumas : « En élevant une pareille prétention, nous serions encore plus stupides que sauvages. Que ferions-nous de l'Algérie sans l'indigène ? Il serait inepte autant qu'injuste de dépeupler l'Algérie des indigènes, et le jour où nous chasserions les populations arabes par un bout de l'Algérie, nous n'aurions plus nous-mêmes qu'à prendre la porte par l'autre bout » (1).

Nous ne pouvons ni exterminer ni refouler les autochtones ? Soit ! Mais alors, si nous voulons conserver une conquête qui nous a déjà coûté beaucoup de sang et d'argent, sachons du moins dominer ceux que nous avons vaincus ! La théorie de la domination est née : marquons ce qu'elle a de conciliant dans son principe et d'absolu dans ses effets. Dominer, au sens où l'entendent à cette époque les partisans de cette doctrine, c'est accepter de vivre à côté

(1) Fabar : *L'Algérie et l'opinion*, Paris, 1847, p. 96.

(2) Dumas : *Les Français d'Afrique et le traitement des indigènes*, Paris, 1889, p. 14.

de l'Arabe, et cette concession, cette condescendance est peut-être la seule générosité que renferme la théorie. Il ne s'agit plus d'exterminer une race rebelle, il ne s'agit même plus de l'expulser : vainqueurs et vaincus vivront sur le même sol ; plus généreux que les peuples antiques — plus hypocrites peut-être — nous permettrons à l'Arabe de demeurer en Algérie. Mais à une condition : il ne devra gêner en rien l'installation des conquérants sur cette terre qui était sienne et que nous ferons nôtre. Quel sera le lien qui rattachera colonisateurs et colonisés ?

Ce ne saurait être un lien d'égalité, le « *modus vivendi* » ne saurait consister en relations de bon voisinage. Non : le prestige du vainqueur demande que l'Arabe soit l'inférieur, qu'il soit subjugué ; sa présence aux côtés de l'Européen qui l'accepte implique qu'il soit dominé. Moins d'un demi-siècle après la Proclamation des Droits de l'Homme, à une époque où tous les pays d'Europe subissent le contre-coup parfois violent des idées de liberté et d'égalité, voici que sur les côtes de la Méditerranée vont retentir les mots de servage et d'esclavage. Mais comprenons bien du moins qu'il s'agit rarement, dans la pensée des auteurs, de ressusciter aux colonies un état social disparu en France pour le seul plaisir de rester fidèles à des traditions politiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles semblaient en 1830 avoir fait leur temps. Le problème était autre, il était à leurs yeux beaucoup plus vaste, de lui dépendaient la grandeur et l'avenir du pays. S'élevant avec violence contre ceux qui désirent l'abandon de notre colonie naissante, ils démontrent à leurs contemporains les avantages matériels et moraux que la France retirera de sa conservation et de son exploitation. Et c'est une vérité indéniable, ajoutent-ils, que nous ne pouvons rien en Algérie sans les

indigènes. D'autre part, si nous leur laissons toute liberté d'agir, ils exploiteront contre nous notre magnanimité ; notre beau geste, nous l'aurons fait en vain ; en peu de temps nous aurons perdu notre colonie, malgré le sang répandu et les sommes dépensées. Donc — et c'est à la fois la conclusion d'une doctrine et le point par où se manifeste le mieux la cruauté de ses principes — rendons esclaves ceux que nous ne pouvons pas exterminer. Il est vrai que personne ne prétendait alors imposer l'esclavage absolu au sens où l'entendaient les philosophes anciens et où Rome l'appliqua : cette conception barbare ne correspondait plus à une époque où les mœurs s'étaient affinées et où la sentimentalité romantique commandait tout de même un peu plus d'humanité. Maîtres du travail des vaincus, les conquérants n'auraient plus sur eux le droit de vie et de mort ; et ce n'était pas d'hier que philosophes, prêtres et rhéteurs avaient imposé des obligations aux vainqueurs et avaient assorti leurs droits de devoirs correspondants. Cet adoucissement relatif apporté aux relations domestiques entre maîtres et esclaves faisait que, vu de loin et par ceux qui n'en étaient point les victimes, l'esclavage paraissait acceptable. Il n'en demeurerait pas moins que cette doctrine était profondément illogique, qui voulait instaurer dans un pays neuf, champ d'expériences, un ordre de choses révolu chez nous. D'un autre point de vue, la théorie était fautive : syllogisme en apparence irréfutable, les prémisses en étaient inexactes : énonçant un fait, elles avaient oublié de le constater. Personne ne pouvait affirmer que, laissés à eux-mêmes, les Arabes nous déclareraient une guerre sans merci ; et nous verrons au cours de cette étude qu'il existait une autre solution, à laquelle on ne voulait pas penser. En outre, s'il est vrai, comme l'affirme La Bruyère, qu'il y ait

« une mode pour les idées aussi bien que pour les habits », on peut affirmer que la doctrine de la domination n'avait point la vogue : il est un mot qu'elle devait à tout prix éviter de prononcer, parce qu'il faisait peur — en France. les termes effraient parfois beaucoup plus que la réalité qu'ils recouvrent — nous voulons parler de l'esclavage. Aussi bien, contenait-elle, de même que la théorie du refoulement, un principe certain de spoliation : expulsion indirecte, expropriation violente.

Pour toutes ces raisons, la doctrine de la domination n'a pas obtenu en France un succès durable, ses promoteurs n'ont point trouvé beaucoup de partisans. Une brochure anonyme résumait assez bien l'opinion courante lorsqu'elle déclarait : « on ne fera jamais comprendre à notre pays qu'il soit juste, qu'il soit licite de dépouiller des gens qui travaillent et possèdent, pour donner leurs terres à d'autres. » (1) Dès 1833, et comme pour guider en Algérie nos pas incertains, le Général Brossard donnait cet avertissement : « Soyons ce que nous prétendons être : une nation grande, puissante de force et de civilisation, qui veut marcher à la tête des peuples vers un avenir meilleur; soyons conséquents à nos principes, portons la vie en Afrique et non la mort. Suivons une voie toute d'honneur, de justice et d'humanité. » (2)

Extermination, refoulement, domination : trois essais, trois insuccès; il n'en pouvait d'ailleurs être autrement : basées sur une profonde méconnaissance de la psychologie contemporaine, ces doctrines constituaient de véritables

(1) X... : *L'Algérie et la Lettre de l'Empereur*, Paris, 1863, p. 30.

(2) Général Brossard : *Alger et les moyens d'assurer la sécurité du territoire de la colonie*, Paris, 1833, p. 67.

anachronismes. Se heurtant à des idées plus conformes aux sentiments français de cette époque, elles ne devaient pas trouver d'adeptes nombreux : il est des expériences trop barbares, qu'on ne tente pas même dans une « terre de conquêtes. » La cruauté, avouée ou déguisée, qui en faisait le fond, contribuait à les rendre impopulaires : on ne remonte pas facilement le cours d'un torrent. D'une phrase, Camille Pelletan prononçait leur condamnation définitive : « Qu'est-ce qu'une civilisation, qu'une colonisation qu'on impose à coups de canon ? Qu'est-ce, sinon une autre forme de la barbarie ? Est-ce que ces populations de race inférieure n'ont pas autant de droits que vous ? Vous voulez aller chez elles contre leur gré, les violenter ensuite ; ce n'est pas ainsi que vous les civiliserez. » Ceux qui envoyaient à la mort ou au désert quelques millions d'indigènes faisaient preuve d'une sérénité bien grande et d'une présomption extraordinaire. Cruauté, impossibilité, telles étaient les caractéristiques de leurs doctrines.

Et ce fut la gloire de l'Ecole Française de ne point s'arrêter à de telles solutions : dans son immense majorité, rejetant avec mépris de semblables prétentions, elle proclamait hautement le droit des indigènes non seulement à la vie, mais encore et incontestablement à une existence libre. Le droit de la guerre ne permet pas, n'a jamais permis l'asservissement de tout un peuple : les vaincus n'ont en aucune façon renoncé à leur droit indéniable de rester sur leur territoire et d'y vivre libres : aucun traité ne peut imposer une telle abdication, aucune signature ne saurait l'avaliser. Vainqueurs, nous avons en même temps conquis sur les Arabes certains droits — ne fût-ce que celui de vivre à côté d'eux —, nous avons aussi contracté vis-à-vis d'eux des obligations dont la plus élémentaire était celle de les traiter

en hommes et non en choses; la seconde, et non la moindre, était peut-être de faire honneur à notre parole, d'observer la foi jurée. Venus sur la Terre d'Afrique, disions-nous, afin de délivrer les Arabes du régime de terreur instauré par les Turcs, allions-nous, parce que conquérants et forts, prendre à notre compte des idées et un système que nous réprouvions officiellement ?

Le problème — la question algérienne, disait-on alors — avait été mal posé, sa solution ne pouvait être juste puisque partant de données fausses. Il ne comportait point dans ses termes le dilemme effrayant qui nous obligeât ou à demeurer en Afrique mais à condition d'en expulser au préalable les occupants, ou à respecter les droits des premiers possesseurs mais à condition de ne pas nous établir dans ce pays. Il était à la fois plus simple, plus élégant et plus humain de penser que conquérants et conquis pourraient peut-être vivre les uns à côté des autres sans se considérer toujours comme de perpétuels ennemis; il était logique d'espérer des relations de bon voisinage : l'Histoire en avait plus d'une fois démontré la possibilité, et Shakespeare nous l'enseigne lorsqu'il met sur les lèvres de son héros ces paroles apaisantes : « ce que tu veux obtenir par la force, tu peux l'obtenir par un sourire. »

Dès lors, si nous nous permettions d'emprunter à une autre science l'exactitude et la précision de ses formules, nous dirions volontiers que le problème posé aux théoriciens de la conquête algérienne était celui-ci : « Etant donné que, d'une part, les Français ont conquis l'Algérie, et que, d'autre part, ils y ont trouvé des populations déjà établies, trouver un *modus vivendi* acceptable pour tous et exclusif de toute méthode violente. » La réponse la plus intéressante, celle en tous cas qui va nous préoccuper au cours

de cette étude, a été donnée par les partisans d'une doctrine dont les nuances, multiples et parfois difficilement perceptibles, empruntent à l'idée d'association leur titre et leur unité. Si c'est, à la vérité, systématiser que d'étendre à des idées qui voulaient se singulariser par leur caractère personnel la même dénomination générale, nous ne nous en défendons point : c'est une nécessité de l'esprit que d'envisager d'abord dans ses grandes lignes un corps de doctrine avant d'en analyser par le détail les éléments constitutifs ; c'est aussi, avouons-le, risquer d'en donner une perspective un peu déformante.

SECTION PRÉLIMINAIRE

ANALYSE SOMMAIRE DE LA NOTION D'ASSOCIATION

*Définition du mot Association — Point de départ : idée d'humanité —
Trois stades : collaboration ; assimilation ; fusion — Ordre logique
et non pas nécessairement chronologique.*

Le mot association — entendu ici dans son acception la plus large, et sans que jamais nous lui donnions dans cette étude un sens juridique, évocateur de la loi du 1^{er} Juillet 1901 — désigne assez exactement la réalité qu'il recouvre, mais il est plus facile à comprendre qu'à définir. L'association, c'est la participation à un but commun, à une œuvre commune : la notion implique deux ou plusieurs parties et demande leur collaboration, elle ne va pas jusqu'à préciser la proportion de chacun dans le travail commun : il y aura participation dès lors que le total obtenu sera le résultat de l'addition des travaux des partenaires. Il va s'agir ici d'inviter l'Arabe à concourir avec nous pour atteindre le but commun en quoi consiste l'idéal des associationnistes — mot barbare mais significatif — et qui est de voir Français et indigènes d'Algérie réconciliés vivre d'une même vie, sentir d'un même cœur. Associer, fonder une société, c'est créer ou du moins découvrir et mettre en valeur un lien susceptible de servir de trait d'union entre les différents membres qui la composent, c'est partager la tâche à accomplir en autant de fractions qu'il y a de participants : plus ces derniers seront nombreux, moins le travail sera lourd pour chacun.

Convergence des efforts, coopération des Arabes et des Français en Algérie, but commun, tel est l'idéal : les moyens

préconisés pour y atteindre varient, pourrait-on dire, avec chaque auteur : « Tot homines, tot sententiae » ; et ce sont précisément ces différences de point de vue qui constituent comme autant de degrés, comme autant de stades successifs qui, partant de la domination tempérée, vont aboutir à la fusion.

Encore que déjà singulièrement atténuée dans ses principes, la doctrine de la domination telle que nous l'avons définie plus haut n'en choquait pas moins les mœurs contemporaines, et ses adversaires répétaient volontiers que, bonne pour les Romains de la décadence, elle ne l'était pas pour des Français du XIX^e siècle. Il fallait l'amputer de l'idée d'esclavage et de la notion de maître absolu, lui enlever son caractère de rigueur et de force, songer enfin que les indigènes étaient plusieurs millions et que nous étions quelques milliers seulement, ne plus voir dans les Arabes uniquement un objet d'exploitation. Mais alors, c'était en même temps saper la doctrine par sa base, lui ôter son fondement essentiel : ceux qui en revendiquaient la paternité ne l'eussent plus reconnue pour fille : une nouvelle prétendante était née, qui va concilier les idées d'autorité et d'humanité, laisser à chacune la place qui lui revient : cette prétendante se dénommait elle-même domination tempérée, marquant par là son but, définissant ainsi son action. La contradiction, apparente dans les mots, ne devait point dans l'esprit de ses partisans franchir les limites de la terminologie.

Basée sur les idées d'humanité et de bonté, la théorie de la domination tempérée ne prétendait point renier le principe d'autorité, bien au contraire ; elle aurait pu prendre comme devise cette maxime arabe : « Respectez la force, car la force est une manifestation de la volonté de Dieu. »

Avant de gouverner un peuple aussi belliqueux, aussi vaillant que celui de l'Algérie, il fallait le persuader de la supériorité de ses vainqueurs, lui démontrer la puissance de nos armes et lui répéter jusqu'à lui faire comprendre qu'il ne lui servirait à rien de se révolter parce qu'en face de lui il trouverait toujours une force plus grande, un rempart infranchissable. Et quand les indigènes auraient senti peser sur eux cette domination — car la domination est toujours pesante sur les épaules du vaincu — alors, d'eux-mêmes, subjugués, fatigués peut-être de mourir en vain, ils déposeraient les armes et demanderaient l'aman. La doctrine que nous étudions établit en quelque sorte deux stades, le premier n'étant qu'un moyen : vaincre d'abord, gouverner ensuite ; et pour vaincre, dit-elle, il n'existe qu'un procédé efficace qui est de soumettre, de manifester une incontestable supériorité qui soit reconnue et acceptée par ceux à qui elle prétend s'imposer. Après avoir soumis, il faudra gouverner, et dans ce but encore faire preuve d'autorité : ne gouverne pas celui qui se contente de donner des conseils et des directives mais non des ordres, non plus celui qui, devant un refus d'obéissance, ne veut pas édicter et appliquer une sanction juste mais sévère. Si tel est le but que nous nous proposons en Algérie, sa recherche implique une hiérarchie : les uns dirigeront, les autres obéiront, ceux-ci n'ayant que le droit de proposer des suggestions, qui ne sauraient s'imposer à ceux-là. Dans cette société nouvelle, les Français et eux seuls sont désignés pour jouer le rôle de chefs, les Arabes n'ayant que la qualité de sujets. C'est donc bien le caractère essentiel de la domination que nous retrouvons ici, et le moyen qui y conduit est sinon la force qui détruit, du moins l'autorité qui subjugue.

Toutefois, ainsi que plus tard le fera remarquer Ismaïl Urbain, « notre droit politique ne peut admettre sur une partie de l'empire l'existence d'une population qui ne serait ni nationale, ni étrangère, dont les droits ne seraient pas garantis par notre pacte fondamental, hôtes tolérés par une sorte de transaction tacite, mais séparés de nous aussi bien dans le passé que dans l'avenir. Non, la position des indigènes ne peut pas, ne doit pas être telle. Ils ne sont pas des hôtes n'ayant vis à vis de nous que des devoirs; ils ne sont pas des étrangers; ils ont tous les droits à la qualification de régnicoles. En nous appropriant la terre, nous avons accepté les habitants, nous les avons admis dans notre grande unité politique. » (1)

Aussi bien, en vertu de cette idée de Proudhon que la société veut la justice, laquelle est de trouver chez autrui une personne libre, les partisans de la domination tempérée vont-ils exclure de leur théorie tout ce qui, de près ou de loin, ferait penser à la barbarie des procédés anciens : plus d'esclavage, il est indigne du peuple qui a propagé l'idée de liberté. Il est également vrai que, conquérant l'Algérie, nous avons contracté envers les indigènes des devoirs impérieux, qui, pour n'être écrits dans aucun code, pour n'être reconnus dans aucun traité, n'en constituent pas moins un chapitre essentiel de cette légalité supérieure et profondément humaine qu'est le droit naturel. Voilà pourquoi, sachant être forts et sévères à l'occasion, nous ne devons jamais être durs : la brutalité n'est pas une méthode de gouvernement ou d'administration, elle est bien plus souvent l'aveu d'une impuissance dont les excès mêmes cachent mal la stérilité. Lorsque nous

(1) Ismaïl Urbain : *Indigènes et immigrants*, Paris, 1862, p. 3.

serons amenés à étaler notre puissance, ce sera sans vain orgueil, lorsque nous serons obligés de l'employer, ce sera sans férocité.

Notre établissement, notre domination seront plus durables et mieux assis, ayant pour bases des sentiments plus humains : c'est en ce sens que Ducos, au lendemain de la révolte de 1871, critiquait les méthodes employées jusqu'à là et les assimilait aux procédés des Romains : il expliquait ainsi, sans le justifier, le soulèvement des Arabes : « Les populations africaines pouvaient-elles accepter sans résistance cette dure domination romaine qui ne tendait qu'à s'approprier le fruit de leurs labeurs et à procurer des esclaves et des gladiateurs au peuple roi, toujours insatiable dans ses besoins et dans ses caprices ? Nos mœurs, nos idées, notre civilisation sont-elles aujourd'hui les mêmes ? En sommes nous encore à ne reconnaître que la force ? Les idées d'humanité, de justice, de charité fraternelle n'ont-elles fait aucun progrès depuis le temps des Césars et des Marius ? » (1) La doctrine de la domination tempérée, s'appuyant sur un tel fondement, ne pouvait que répudier la notion d'esclavage : son programme consistait à considérer les Arabes comme des hommes et non plus comme des choses, à apporter dans nos relations avec eux — relations de vainqueurs à vaincus, de supérieurs à inférieurs — un peu plus de bienveillance et d'humanité, un peu plus de justice et de bonté. Aux esprits grossiers et superficiels qui disaient : « Grattez l'Arabe et vous trouverez un sauvage », elle répondait avec le Comte de Montebello : nous disons, nous, avec plus de respect pour la

(1) Ducos : *l'Algérie* : Quelques notes de réponse à la brochure *La vérité sur l'Algérie*, Paris, 1871, p. 5.

nature humaine : « Grattez l'Arabe et vous trouverez un homme. » Or nous savons que le plus sûr moyen de se concilier les hommes, c'est d'être juste et de leur faire du bien. » (1)

C'est donc un lien de dépendance qui unit l'indigène au Français ; mais n'était-ce point un sentiment bien naturel, bien humain aussi, que cette conscience qu'avait de sa supériorité le vainqueur ? Pour soumettre un ennemi il faut être le plus fort, et il est des époques où la force est sinon le seul du moins le plus évident critérium de la grandeur. Et puis, nous avons à gouverner une race de couleur et longtemps ce fut là un préjugé assez vivace pour fonder un sentiment d'orgueil ; il serait même bien osé d'affirmer qu'il a aujourd'hui entièrement disparu, mais peut-être la race blanche n'en possède-t-elle plus le monopole.

Quoiqu'il en soit, la conception primitive de domination, absolue et sans restriction, avait reçu un coup ; la plaie qu'il avait ouverte, en s'approfondissant et en s'élargissant, devait un jour être mortelle. Ce n'est pas impunément que, dans un pays comme le nôtre, on fait appel à des idées humanitaires : imprécises au début, elles ne répondent guère qu'à de vagues aspirations, et les termes d'arabophilie et d'arabophobie désignaient alors bien plus un sentiment qu'une doctrine constituée. Mais la semence était jetée au gré des vents ; peu à peu elle va germer : de même que la déclivité du sol trace au ruisseau le chemin qu'il empruntera pour gagner la rivière proche, après avoir décrit de multiples méandres, de même l'idée qui veut

(1) Charles de Montebello : *Quelques mots sur l'Algérie à propos de l'enquête*, Paris, 1870, pp. 28-29.

que l'on traite humainement les Arabes, va-t-elle se préciser ; par des voies détournées elle arrivera infailliblement à son plein et total épanouissement : travail non pas d'un jour, mais de plusieurs générations, qui se poursuit encore à notre époque.

La première étape nous conduit directement à la notion de collaboration. Gouverner le peuple vaincu avec justice, traiter les indigènes avec bonté, apporter dans nos relations avec eux une sincère bienveillance, c'est bien ; ce n'est pas assez. Le problème se présente sous un aspect quelque peu différent ou plutôt il est envisagé d'un point de vue plus large, le but à atteindre est formulé d'une autre façon. Il ne suffit pas, puisque nous ne voulons, ni ne pouvons détruire ou expulser d'Algérie les Arabes, de les maintenir sous un régime de dépendance dont le résultat le plus certain serait de souligner les différences de toutes sortes qui nous éloignent d'eux. Rien n'est plus dangereux, lorsqu'on veut s'implanter au milieu d'une race étrangère, vivre en paix à ses côtés, que de lui rappeler à chaque instant, de façon plus ou moins insolente, qu'on l'a d'abord vaincue. C'est une politique qui n'est ni généreuse, ni habile ; n'est-il pas beaucoup plus adroit pour nous de faire oublier notre conquête ? En de telles conjonctures, le devoir le plus pressant n'est-il pas de nous faire pardonner notre victoire ? Montrons à l'indigène que, si nous avons mis le pied sur la terre d'Afrique, ce n'est pas pour le pressurer ni l'exploiter ; invitons-le à collaborer à nos travaux, à nos entreprises. Surtout apprenons à le connaître en nous mêlant à sa vie, en le mêlant à la nôtre. Par la force des choses, inéluctablement, sa défiance se dissipera, il viendra volontiers converser avec nos colons : il y viendra parce que le commerce muet n'est et ne peut être qu'une étape

dans les relations de deux peuples voisins. Il y viendra d'autant plus volontiers qu'à son égard nous nous serons montrés justes et généreux, dans la mesure où il jugera agréable notre compagnie ; et ainsi il oubliera plus tard — beaucoup plus tard, peut-être — que nous sommes des intrus en Algérie.

Aussi bien y a-t-il là pour les colons une nécessité : le temps n'est plus où l'on songeait à transporter sur une terre étrangère des populations entières. Le principe de la colonisation libre a triomphé, et le colon européen se trouve placé à la tête d'un immense domaine : seul il ne peut rien, il lui faut de l'aide, nous dirions maintenant : il lui faut de la main-d'œuvre. Ne pouvant songer à l'importer de France ou d'Europe, il va se résoudre à la chercher sur place. Pour un salaire équitable, expose la théorie de la collaboration, il va engager les services d'ouvriers indigènes. Et l'on ne voit pas a priori de raison pour que celui-ci refuse une place qui lui permette de vivre ; bien plus, connaissant mieux que le maître de l'entreprise cette terre qu'il habite depuis longtemps, il pourra être appelé à donner des conseils. Se voyant écouté, il prendra confiance, il attirera d'autres coreligionnaires, le contact sera rendu facile, il gagnera de proche en proche toutes les couches de la population et rendra inefficace et stérile la résistance des plus obstinés.

Un trait frappe dans cette théorie : ayant émis l'idée d'une collaboration amicale entre les ennemis d'hier, elle ne la dissèque pas, elle s'arrête à mi-chemin, puisqu'elle conserve non plus un lien de dépendance proprement dit, car les engagements seront librement consentis de part et d'autre, mais encore le principe de la subordination des Arabes aux Européens. Les premiers seront employés au

service des seconds, ils auront la qualité de serviteurs, aux gages d'un maître Français. La hiérarchie s'atténue, elle n'en subsiste pas moins très réelle : à la fois hiérarchie sociale et hiérarchie de races. Le sentiment domine toujours dans les esprits, encore qu'il s'extériorise de moins en moins, que c'est notre droit le plus absolu de régner en ce pays conquis. Mais on ne s'aperçoit pas que c'est aux dépens des indigènes et si le mot de spoliation n'est plus prononcé, la chose n'est peut-être pas très éloignée. L'insuffisance de la théorie consiste à ne pas vouloir renverser les rôles, à ne pas accepter que l'indigène soit maître, disons propriétaire au sens français, et l'Européen serviteur. Il s'agissait en réalité bien plus d'un timide essai de vie en commun que d'une collaboration proprement dite : si déjà on mettait en avant la notion de fraternité — en conservant à notre avantage le droit d'aînesse — celle d'égalité n'avait point place dans la doctrine. Ses adeptes proclamaient à l'envi que ce qui paraissait timidité n'était que prudence : il fallait procéder par étapes, le but qu'ils proposaient n'était peut-être pas l'idéal, du moins y conduisait-il : plus le but est élevé, plus le chemin qui y mène est long.

Le mouvement arabophile, teinté d'égalité et de fraternité, pressé d'aboutir à des réformes administratives et politiques en Algérie, se souciait alors fort peu de respecter l'ordre naturel des choses ; brûlant parfois les étapes et demandant un grand effort de mutuelle compréhension aux deux races qui s'opposaient en Afrique, il affirmait que notre devoir à nous vainqueurs était d'assimiler les Arabes. Le mot était nouveau, la doctrine fit fortune.

En vertu de ce principe que toute action entraîne une réaction, des auteurs se sont trouvés, sur les deux rives de

la Méditerranée, qui ont nié la possibilité d'une semblable tâche, traitant d'utopie ou de folie la théorie naissante. Comment, vous voulez que les Français s'assimilent des Arabes ? vous ne connaissez pas ceux-ci : race remuante, belliqueuse, fanatique et fataliste, elle n'offre par aucun côté prise à la civilisation française. Mais victorieusement la doctrine de l'assimilation rétorque par des faits et des chiffres, elle montre l'Arabe se francisant peu à peu, et aussi le Français s'arabisant de son côté.

Aussi bien son but est-il de soutenir que la théorie de la domination renferme en elle-même un germe de mort : on ne s'impose pas par la force, mais par la douceur ; le mot est de Bismarck : « On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ». Ce n'est pas en créant des fortifications, en jetant sur la terre d'Afrique des milliers de soldats que nous arriverons à nous implanter en Algérie ; non plus en maintenant les Arabes dans des liens de dépendance trop accentués ou en leur réservant le rôle exclusif de serviteurs. Attachons-nous les indigènes par des liens autrement solides et durables ; et d'abord souvenons-nous qu'ils sont hommes et que la pigmentation de leur peau ne les empêche en aucune façon d'être nos égaux. Soulignons au passage l'influence philosophique du XVIII^e siècle et spécialement celle de J. J. Rousseau : la notion du bon sauvage, du « nègre comme il y en a peu » était acceptée par tous : sentimentalité entretenue par quelques voyageurs qui chantaient la poésie des ciels d'Afrique et de la vie patriarcale de ses habitants. Bien plus, les indigènes étant nos égaux, aucun obstacle ne s'oppose à ce que nous les traitions en frères : frères puînés sans doute, mais faisant néanmoins partie de notre grande famille. Le jour où nous avons conquis leur patrie, nous les avons du même coup

adoptés : ce n'est point assez, dès lors, de les traiter avec bienveillance, avec bonté, de leur accorder parcimonieusement, au compte-gouttes, des droits qui nous paraissent essentiels; « vous entretenez ainsi à votre insu un état d'esprit susceptible de vous causer plus tard de graves ennuis ». L'Arabe considéré comme un inférieur n'acceptera jamais cette humiliation, lui qui eut autrefois une civilisation brillante, lui qui soumit l'Espagne. Puisque nous l'avons intégré en quelque sorte dans notre famille, pourquoi lui refuserions-nous les mêmes droits qu'aux autres membres ? Il a une mentalité différente de la nôtre, sinon contraire ? C'est vrai, mais ne disons pas que sa civilisation est inférieure à la nôtre ; qu'il nous suffise de constater qu'elle est autre, n'établissons pas entre elles une hiérarchie purement factice. Et notre tâche va consister précisément à unifier, à aplanir les chemins, à arrondir les angles. Il est difficile de ne point faire ici un rapprochement avec un autre corps de doctrine plus spécifiquement anglo-saxon, l'impérialisme, enseignant que si c'est pour les Aryens, pour les Blancs, un droit de coloniser, c'est également pour eux un devoir, car c'est apporter plus de prospérité et de bien-être, c'est étendre une civilisation qui, seule à leurs yeux, a droit à la vie parce que bien supérieure à celles qu'elle a mission de supplanter. Le point de vue change quelque peu dans la doctrine de l'assimilation, puisque ce qui importe avant tout, ce n'est pas tant un accroissement de prospérité matérielle qu'une élévation morale des êtres que nous avons adoptés ; mais l'idée demeure que le « fardeau du blanc », pour employer l'expression de Rudyard Kipling, se résorbe en un devoir. Ici, il consistera à éduquer les Arabes, à leur présenter des institutions plus conformes à une morale qui nous paraît être la seule vraie, à supprimer chez eux des

coutumes barbares et sanguinaires, en un mot à les civiliser. La mission du Français sera d'élever jusqu'à lui l'indigène, tout en évitant de se contaminer à son contact : c'est peut-être méconnaître la puissance singulièrement agissante de l'imitation et du voisinage, l'interpénétration qui en doit résulter presque inévitablement, si bien que le point final doive être un compromis entre les deux civilisations ; mais le but n'est pas sans grandeur. On le voit, l'idée de supériorité n'est pas encore tout à fait étrangère à cette doctrine, puisque nous jugeons notre civilisation supérieure à celle des arabes ; mais elle est très atténuée, d'autant que les moyens employés seront faits de douceur et de persuasion, bien plus que de force. Le principe d'autorité — signe des temps — s'estompe et fait place à l'idée d'égalité, qui grandit. Ainsi, les Arabes comprendront les Français ; les ayant compris, ils les aimeront peut-être, et en tous cas ne les fuiront plus : le contact sera pris réellement et de façon durable, parce que basé sur un sentiment d'amitié sincère : *ignoti nulla cupido*.

Et la voie est tracée à la théorie de l'association proprement dite ; au cours de cette étude, il nous sera donné de signaler que des mots différents ont été employés, qui au fond désignent la même chose : c'est ainsi qu'un auteur contemporain s'est servi du terme protectorat, dans le sens d'association : peu important les mots, l'idée seule est en cause. Il n'est point de société véritable sans égalité, c'est de l'essence même de cette institution, sa définition l'implique : que ce ne soit pas du moins une égalité purement abstraite et philosophique parfaitement inopérante, mais une égalité de fait qui mette sur le même plan Arabes et Européens. Le temps est révolu où notre tâche consistait simplement à conduire, à guider les indigènes ; maintenant

qu'à notre contact ils ont compris tout l'avantage qu'il y aurait pour eux à ne pas se laisser submerger par une civilisation qui les engloutirait et les ferait disparaître s'ils ne se soumettaient à ses lois, notre devoir est d'en faire nos associés. Il y a place pour tous en Algérie, que tous aillent la main dans la main vers un idéal commun : combattant ensemble, ils seront plus nombreux et plus forts. Genty de Bussy l'avait bien compris qui dès 1835 traçait ainsi un programme de colonisation : « Faire vivre à côté l'une de l'autre deux des religions les plus opposées de la terre, le mahométisme et le christianisme, pacifier un pays remuant, régénérer des peuples sauvages, mesurer le revenu de la colonie sur sa richesse et par conséquent attendre, la mettre le plus vite possible de pair avec la métropole ; constituer au profit de l'une assez d'avantages pour qu'elle ne puisse jamais songer à rompre avec l'autre ; procurer à leur commerce et à leurs produits réciproques des débouchés qui augmentent leur prospérité commune, s'établir sur un sol fécond mais immense, ne point s'en tenir là peut-être en présence d'un continent entier, donner à des moyens d'exécution toute la durée nécessaire, ne pas déclarer être fait à toujours ce qu'on défait si souvent peu de temps après, concilier des intérêts, des passions, des besoins divers, créer et fonder durant beaucoup d'années, et après créer et fonder encore, telle est la mission de la France en Algérie » (1).

En admettant même que les Arabes puissent résister à l'attrait de mœurs plus policées que les leurs et d'une civilisation plus raffinée, ils seront conquis définitivement

(1) Genty de Bussy : *De l'établissement des Français à Alger*, Paris, 1835, p. 494.

et bien vite si nous savons établir entre eux et nous cette communauté d'intérêts qui est la base même de toute société. Aussi bien est-ce pour nous une nécessité : si nous laissons les Arabes en dehors d'un cercle étroit que nous nous serons réservé, alors ils échapperont à notre influence, et ne pouvant se soustraire aux lois de l'imitation et du contact, ils emploieront contre nous les armes qu'ils nous auront vu forger ; nous serons les artisans de notre propre défaite. Il n'est plus question maintenant d'expulsion : indigènes et français sont résolus désormais à vivre côte à côte sans réticence. De la sorte, la solidarité que nous voulons établir entre colons et Arabes ne sera pas vaine. Associons les indigènes à tous nos travaux, à nos industries, à notre commerce ; nous trouverons en eux — l'expérience l'a déjà prouvé — autre chose que des aides sans initiative : l'intérêt n'est-il pas le meilleur stimulant ?

Sans doute, ce n'est pas en un jour que disparaîtront les différences de mentalité, ni les préventions réciproques, mais nous voyons dans la méthode préconisée un moyen d'y parvenir dans un avenir plus ou moins proche. Quand, pour une même cause — l'histoire des doctrines n'est pas indépendante de l'histoire tout court — Français et Arabes ont mêlé leur sang sur les champs de bataille, quand beaucoup sont accourus volontairement au secours de la patrie en danger, quand, enfin, ils vivent les uns chez les autres librement, ne peut-on juger que l'heure de l'association a sonné ? Les indigènes sont vraiment intégrés dans notre famille, ils font partie de l'Empire. Les ayant associés à nos intérêts matériels par une loyale collaboration, ne pouvons-nous espérer les faire participer bientôt à la conduite des affaires du pays ? C'est là un aspect — moins essentiel

que le premier, mais cependant bien actuel — de la doctrine de l'association.

A dessein, nous n'avons parlé dans les paragraphes précédents que de l'association des intérêts ; il en est une très distincte et infiniment plus profonde qu'Enfantin désigna d'un mot qui fit fortune, l'affamiliation. N'est-ce donc rien qu'éprouver, les mêmes sentiments, jouir des mêmes plaisirs, souffrir des mêmes peines, n'est-ce donc rien que deux âmes qui vibrent à l'unisson ? C'est le propre des membres d'une même famille et c'est bien l'idéal que poursuit cette doctrine. L'association du travail et des intérêts conduit tout droit à l'association des cœurs. Et quand vraiment une possession est fondée sur des sentiments aussi amicaux, aussi fraternels, elle n'a plus guère à craindre le risque d'une séparation, tout au moins d'une séparation violente.

Nous sommes déjà loin de la domination tempérée, qui fut notre point de départ. Et cependant, la doctrine de l'association, pour être complète, pour trouver l'atmosphère où elle s'épanouira pleinement, doit encore franchir un suprême degré : les Américains le désignent d'un mot qui nous paraît quelque peu barbare : « amalgamation » ; disons nous, qu'il s'agit de fusion ou d'agrégation, idée qui fut plus souvent taxée d'utopie que de théorie ; mais, ainsi que l'a écrit un publiciste du 18^e siècle, « les utopies ne sont bien souvent que des idées pratiques qui ont avancé d'une heure ». Quoiqu'il en soit, elle était bien faite pour séduire l'esprit et les tendances humanitaires de certains auteurs, qui — surtout aux environs de 1848 — se berçaient volontiers du rêve d'une communauté universelle, lointains héritiers du Platon des « Lois » et de là « Répu-

blique ». Par l'effet du contact permanent qui doit résulter de l'association d'intérêts, une vie commune s'établira : constamment mélangés, Français et Arabes finiront par se considérer comme égaux. Les uns se persuaderont bien vite que pour rester dans ce pays ils doivent y poser des fondements inébranlables ; les autres, flattés peut-être, du moins conquis par les sentiments et la façon d'agir des premiers, se livreront en toute confiance. Il y aura compénétration inévitable ; dans les villes aussi bien que dans les campagnes, la vie commune créera des foyers d'échanges : échanges de produits, certes, mais aussi et surtout échanges d'idées et d'opinions. Loin de la mère patrie, les Français adopteront quelques unes des mœurs indigènes, celles qui sont comme une émanation de la nature et du climat, comme un reflet du terroir, cependant que les Arabes, parcourant le plus long chemin, viendront à nous et se civiliseront. Certes, les obstacles sont multiples, les divergences profondes, surtout celles qui proviennent de la différence de religion ; à quoi les partisans de la fusion répondent qu'on a exagéré à plaisir le fanatisme des mahométans. En tous cas, il n'y aura plus indifférence réciproque et mieux vaut la haine que l'indifférence. Il suffit de parcourir les ouvrages de l'époque sur l'Algérie — et Dieu sait s'ils sont nombreux — pour y voir tracés des tableaux idylliques où, pendant que les hommes seront aux champs, les femmes françaises et arabes « potineront » amicalement en surveillant les ébats communs de leurs enfants. Une mentalité nouvelle naîtra, tout au moins après quelques générations : des « hommes nouveaux » — l'expression ne viendra que plus tard — peupleront l'Algérie : « Ils seront Algériens avec la même conviction, la même confiance intime d'être des Français au coefficient 10 qu'un

Américain est un blanc au coefficient 10 en Amérique. » (1)
Un jour peut-être, nous assisterons à la naissance d'une race nouvelle qui ne sera proprement ni française, ni arabe, ce dernier mot étant pris dans son sens générique, mais qui aura emprunté à l'une et à l'autre ses caractères essentiels. La théorie de l'agrégation va plus loin, elle reste logique avec elle-même. Pour avancer l'heure de la fusion des races en présence, il existe un moyen très simple : pourquoi les unions légitimes ne viendraient-elles pas consacrer cette amitié entre Arabes et Français ? Il faut encourager ces mariages mixtes, en accordant toute facilité aux époux de vivre sous une loi spéciale, sous un régime qui ne sera, lui non plus, ni tout à fait français, ni tout à fait arabe. Les préjugés de race ont fait leur temps et les principaux obstacles à ces unions sont la religion musulmane et les institutions civiles, plus que les mœurs. Mais le Coran n'interdit pas formellement le mariage d'un mahométan avec une femme infidèle ; il ne tient qu'à nous de modifier les institutions et de les adapter aux mœurs.

Lorsqu'après la guerre de 1914-1918 des milliers de Kabyles sont restés dans nos villes, souvent en qualité d'ouvriers, la théorie de la fusion a pris un nouvel élan. Ce n'est point le lieu ici de constater la réalité, qui n'a pas répondu aux espoirs qu'avaient émis les partisans de l'agrégation. Il n'en reste pas moins que de tels mariages, durables, auraient créé de nombreux liens de parenté et d'amour entre les indigènes et nous, liens très puissants parce qu'indissolubles. La génération qui en serait issue aurait ignoré les mots d'inimitié, de supériorité et de conquête ;

(1) Jean Leune : *Le miracle algérien*. Cité par Pierre Mille : *Au Maroc, chez les fils de l'ombre et du soleil*, Paris, 1931, p. 193.

il en serait résulté une unification presque absolue, où toute distinction de race, tout préjugé ethnique aurait disparu.

Il semble bien qu'avec l'idée de fusion nous ayons épuisé l'analyse de la doctrine d'association ; et c'est à retracer son histoire et ses vicissitudes que nous consacrerons cette étude ; nous y ajouterons un chapitre pour exposer dans leurs grandes lignes les moyens divers qui furent proposés dans le but d'arriver au résultat envisagé. Ce ne sera d'ailleurs point quitter le terrain purement doctrinal sur lequel nous comptons évoluer. En effet, peu nous importera que l'on ait suivi en Algérie telle ou telle politique, que l'on ait envisagé tour à tour la collaboration ou l'assimilation ou bien que l'on en soit resté au stade de la domination. Notre but est tout autre : l'Algérie fut à beaucoup de points de vues une terre d'expériences ; nous essaierons de montrer que c'est à son sujet qu'est née et que s'est développée la doctrine de l'association. D'autres revendiquent cet honneur parce qu'ils en appliquent les principes, mais il est plus pénible et aussi plus glorieux d'inventer que d'exploiter les découvertes du voisin.

L'histoire d'une doctrine offre d'ailleurs un puissant intérêt : il n'est point nécessaire pour cela qu'elle ait été que Gustave Flaubert, dans l'« Education sentimentale », met sur les lèvres de Bouvard s'adressant ironiquement à appliquée. Nous avons présente à la mémoire la question son ami Pécuchet : « Croyez-vous que le monde va changer grâce aux idées d'un Monsieur ? » A quoi Platon eût répondu par cette autre question : « Croyez-vous qu'un peintre en serait moins habile, si, après avoir peint le plus beau corps d'homme qui se puisse voir et donné à chaque trait sa dernière perfection, il ne pouvait prouver que la nature

en pût produire un semblable ? » L'histoire de l'évolution d'une doctrine n'offre pas que le charme du souvenir ; par les noms qu'elle fait revivre, elle est souvent l'histoire de toute une époque. Aussi bien, quand une idée plonge dans le passé de profondes racines, serait-il vain de vouloir en saisir tout le sens actuel si l'on n'en connaît la généalogie ; il y a comme une hérédité qui pèse sur elle et dont elle subit l'influence. En fouillant l'histoire des siècles derniers, surtout du XIX^e, nous allons pouvoir reconstituer cette généalogie. Mais, parce que ce sont des idées et non des hommes que nous étudierons, nous y découvrirons ce caractère curieux, qui lui permettra de suivre un ordre logique et non pas nécessairement chronologique. C'est le propre des théories de n'être l'apanage d'aucune époque : s'il est vrai que certaines peignent plus spécialement un siècle et semblent en emprunter le sceau, c'est qu'elles y ont trouvé un terrain plus propice pour germer, un soleil plus chaud pour s'épanouir. Mais l'élaboration d'une doctrine résulte bien plus du travail d'un philosophe ou d'un sociologue que de l'ambiance extérieure et des chances de succès ; c'est au contraire le plus souvent en se dépouillant des préjugés et des théories admis de tous et par là même indiscutés que l'auteur va formuler une idée neuve. Celle-ci entre désormais dans le champ de la discussion : contredite par les uns, adoptée par les autres, elle sera l'objet d'une analyse de plus en plus serrée, ses adversaires y trouveront l'occasion de la combattre et peut être de la réfuter ; ses partisans l'élèveront bien vite à la hauteur d'un idéal, ils combattront pour elle, puisque c'est le privilège des Français de servir un idéal. Toutefois, les adeptes de la doctrine nouvelle eux-mêmes ne s'interdisent pas d'ajouter à l'idée première le résultat de leurs découvertes, et c'est là ce qui fait les nuan-

ces multiples de la doctrine de l'association, puisque, étudiée par beaucoup, elle le fut par chacun d'une façon un peu différente. Ainsi, peu à peu, se précisent les détails, s'affirment les contours : d'une théorie très simple au début, on met en lumière toute une gamme de nuances, de même que d'une fleur rare on extrait tout le suc pour l'incorporer à un parfum. Des aspects nouveaux surgissent, que l'on n'avait même pas soupçonnés ; en vertu du principe que tout être tend naturellement à son plein épanouissement, les doctrines, êtres dans le monde des idées, se développent et atteignent leur plus haut degré d'expansion. Travail d'un siècle, peut-être, mais qu'importe le temps ? Il est digne de remarque que, pour parfaire ce travail, nombreux furent et sont encore ceux qui apportent leur contribution : modeste ou grande, elle fait accomplir un pas de plus à la doctrine défendue. Et ce n'est pas le caractère le moins curieux de la théorie de l'association que d'avoir été développée par une multitude d'écrivains très différents à bien des points de vue. Nous trouvons dans cette phalange des Arabes — n'est-il pas naturel que pour se défendre et revendiquer des droits et des libertés ils prennent eux-mêmes la plume ? — mais ils sont peu nombreux, parce que, fatalistes, ils ont longtemps pratiqué le principe du moindre effort. A côté d'eux, aussi rares, se rangent quelques auteurs étrangers, mais l'Algérie les intéresse relativement peu, d'autres colonies les préoccupent, qui les touchent plus directement.

La doctrine de l'association est plutôt, sinon exclusivement, une doctrine française ; répondant aux aspirations humanitaires du pays, elle a connu une certaine vogue. C'est d'ailleurs une règle plus générale que ce sont les écrivains et les philosophes de la métropole qui ont préparé les

mouvements pro-indigènes : nous n'en voulons pour témoins que les brochures retentissantes d'un Joseph Laval-lée ou les idées professées par un Jean Jacques Rousseau. A cette raison d'ordre historique, s'ajoutait pour l'Algérie une raison d'ordre patriotique ; beaucoup ont vu dans sa conquête le début d'un grand empire français, ils ont voulu le fonder sur des bases solides et dans ce but se sont ralliés à la doctrine de l'association. S'attacher un peuple par la douceur, se l'associer, c'est l'intéresser à la prospérité de la communauté.

Cette question théorique, spéculative, préoccupé davantage les Français de France que les colons : c'est que, constate Paul Leroy-Baulieu, « dans la vie du colon, tourmentée par le désir et l'espoir du lucre, il n'y a point de place pour les pensées spéculatives ; *primum vivere, deinde philosophari* » (1). Charles Benoist, vingt ans plus tard, écrira : « Les colonies, surtout les jeunes colonies, surtout celles qu'habite très dense encore une population ancienne et demeurée primitive, surtout les « Terres de violence », les terres conquises, ne sont pas des terres où fleurissent ni le sentiment, ni les principes. La race ancienne s'est endormie dans son enfance et ne les connaît pas ; les nouveaux maîtres, en ce pays où ils ne sentent pas la tradition, où ils n'ont pas d'attache, ne les connaissent plus » (2). Ne nous étonnons pas, dès lors, de voir, sinon exclusivement, du moins en très grande majorité, des noms français couvrant une doctrine française.

(1) Leroy-Baulieu : *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1874, p. 589.

(2) Charles Benoist : *Enquête algérienne*, Paris, 1892, p. 84.

CHAPITRE I^{er}

Doctrine de la collaboration

Toute classification est arbitraire.

SECTION I. — *Théorie de la Domination tempérée* : Quelques précurseurs. Bugeaud : nécessité pour les Français de rester forts. Autorité tempérée par la justice et la bienveillance. Les intérêts des indigènes doivent être respectés. Rôle de tuteur assumé par le peuple colonisateur.

SECTION II. — *Théorie de la collaboration « stricto sensu »* : Hiérarchie au sommet de laquelle sont les Français, égalité imparfaite. Solidarité d'intérêts économiques. Infantin : « Correspondance politique » et « Colonisation de l'Algérie ». Correch : « La monade sociale ». Influence des théories socialistes de la première moitié du XIX^e siècle. Warnier. Progrès matériel des Arabes. Sympathie et compréhension mutuelles.

Il est parfois bien difficile de donner à la naissance d'une doctrine une date précise : les éléments constitutifs viennent la plupart du temps de sources différentes et d'époques éloignées ; puis, se rencontrant, ils se conjuguent et

prennent corps, mais on ne peut pas pour autant fixer à ce moment exact la date de sa formation. Les civilistes introduiraient ici volontiers les notions de conception et de naissance, laissant à cette dernière seule une certaine efficacité. Il en va différemment pour les idées, leur évolution n'est pas un fait simple, mais singulièrement complexe, difficile à suivre et à reconstituer ; et s'il est possible de désigner sous des noms différents les stades qui la conduisent à son terme, il est moins facile d'en fixer les limites. La distinction est encore plus délicate lorsqu'il s'agit de ranger dans telle ou telle catégorie un auteur, parce qu'en émettant ses idées celui-ci ne s'est point préoccupé la plupart du temps de leur procurer une étiquette, qui, dans sa concision, ne correspond pas toujours à une définition exacte. Voilà pourquoi toute classification semble artificielle, toute division factice : ainsi lorsque nous séparons en deux tronçons distincts la doctrine de la collaboration, qui nous dira exactement où finit la domination tempérée et où commence le stade que nous appelons la collaboration, hiérarchisée ? Et cependant, c'est une nécessité à laquelle il faut bien se résoudre : le tableau embrassera peut-être un horizon moins vaste ; ce qu'il perdra en étendue, il le gagnera en clarté.

SECTION I

DOMINATION TEMPÉRÉE

Nous avons vu que, succédant et s'opposant aux théories de l'extermination et du refoulement, la doctrine de la domination tempérée limitait les droits des conquérants en leur traçant des frontières et en leur ménageant des contre-parties sous la forme de devoirs à remplir vis-à-vis des Arabes. Enseignant que notre but ne devait pas, ne pouvait pas être de porter sur la terre d'Afrique, avec des principes qui n'avaient plus cours en Europe, la ruine et la destruction, elle ne prenait point pour tâche d'enlever à notre colonisation naissante l'appui d'une autorité forte qui n'excluait pas toute sévérité. Cherchant dans l'histoire ancienne et dans l'histoire moderne des précédents, elle y trouve sur les lèvres de l'Empereur Claude des paroles de sagesse et d'humanité par lesquelles il déclarait conforme à la nature des choses de voir dans les exotiques des hommes égaux aux Romains. Et, profond politique parmi un peuple où la notion de grandeur — nous dirions aujourd'hui d'impérialisme — n'a jamais perdu ses droits, il ajoutait que les considérer comme des inférieurs n'était que vain orgueil ; les éloigner de Rome, c'était se les aliéner, former autour de la Ville un cercle d'ennemis qui finirait par l'étouffer. Mais il n'y eut point alors de doctrine proprement dite, et l'exemple de Claude n'était qu'un cas isolé, on préférerait écouter la voix austère et cruelle de Caton l'Ancien. Toutefois, il est certain que le droit de conquête s'humanisait peu à peu : cherchant parmi les vaincus une main-d'œuvre peu onéreuse, les Romains surent apporter à l'esclavage des adoucissements qui leur suffisaient à le justifier.

Ce ne fut que plus tard, à la fin du XV^e siècle, lorsque, poussés par des vents favorables, des aventuriers eurent découvert de nouveaux continents, que la doctrine fut reprise en tant du moins que principe général et en conformité avec les idées de cette époque. Il s'agissait, pour les États Européens, de se partager les territoires annexés, partage infiniment plus délicat que la conquête : les princes, s'adressant à la seule autorité qui eût alors assez de prestige pour parler au monde chrétien tout entier, demandèrent au Pape de régler le différend. Dans une bulle célèbre, Alexandre VI, en 1493, opère le partage des pays découverts, et il légitime la conquête, à la condition essentielle que les indigènes soient traités avec humanité, « moralisés et catéchisés », que les Européens travaillent à les civiliser : c'était donc déjà limiter les droits des vainqueurs et leur imposer des devoirs. C'est pour avoir trahi ces principes que les Espagnols virent un jour un de leurs évêques, Las Casas, s'élever avec indignation contre leurs procédés barbares.

Cook lui-même était partisan de traiter les indigènes avec bonté, parce qu'on a toujours besoin d'un plus petit que soi. Et chez nous, Montesquieu stigmatise avec véhémence les cruautés des vainqueurs.

Cependant, il n'y avait pas là de base suffisante pour édifier une doctrine ; il s'agissait bien plutôt d'opinions isolées qui ne durent leur retentissement qu'à la renommée de leurs auteurs. Du jour, au contraire, où se pose pour la France la question Algérienne, hommes d'action et sociologues, les uns parce que croyant connaître pour les avoir étudiées sur place les données du problème, les autres parce qu'y voyant un nouveau domaine ouvert à leurs investigations, vont prétendre découvrir une solution adéquate et définitive, comme si l'on pouvait d'un mot clore pour l'é-

ternité un débat aussi vaste et aussi complexe. Constatons que l'unanimité est très loin d'être réalisée, chacun ne voyant le plus souvent qu'une face du problème ; mais en ajoutant les uns aux autres les remarques et les solutions de chacun, on s'aperçoit vite que des éléments communs demeurent, qui constituent vraiment les idées maîtresses de l'édifice.

Le plus illustre représentant de cette doctrine est sans contredit le Maréchal Bugeaud, qui, ayant été l'un des premiers gouverneurs de l'Algérie, voulut enseigner à la France par quels moyens elle réussirait à conserver sa conquête : curieuse figure où l'on retrouve à la fois l'influence saint-simonienne, dont il ne fut d'ailleurs pas le seul à porter l'empreinte sur la terre d'Afrique, et le sceau de sa carrière militaire, formée aux combats et à la discipline, tempérant sa rudesse naturelle par une simplicité et une bonté qui l'empêchaient de tomber dans une excessive sévérité. Avant 1830 partisan de l'abstention de la France en Algérie, convaincu que nous perdriions là-bas beaucoup d'argent et que des vies humaines y seraient sacrifiées, alors que la métropole pouvait avoir besoin de son armée, il se rallia loyalement à la politique de conquête dès qu'il vit le pays engagé, malgré ses objurgations, dans ce qu'il appelait ironiquement l'aventure algérienne. Lorsque le gouvernement de Louis-Philippe lui confia la direction de la colonie, il y vit peut-être autre chose qu'une charge ordinaire, qu'un commandement suprême ; l'Algérie était à ses yeux une terre neuve, propice aux expériences, apte à voir des applications des théories saint-simoniennes. Mais, militaire avant d'être socialiste, Bugeaud envisage avant tout les moyens de conserver l'Algérie, de reculer les frontières du pays conquis et de pacifier les Arabes : l'Algérie est annexée et il

faut que la France, pour sa gloire et ses intérêts, sache tirer parti de sa conquête. Sa foi profonde lui intéressait de songer à l'extermination, sinon pour en dénoncer la cruauté ; avec un sens très vif des réalités, il découvrit que le refoulement n'était qu'une manière plus raffinée peut-être, mais tout aussi certaine et décisive de la destruction des Arabes : c'était la tache d'huile qu'il combattit de toutes ses forces. Très tôt, il vit l'importance de l'expédition algérienne, il voulut lui donner un caractère humain : « le monde, dit-il, voit dans la colonisation de l'Algérie par la France une conquête de la civilisation sur la barbarie » ; (1) il n'admettrait pas que notre pays use de procédés qu'il réprouve officiellement : la bonne foi la plus élémentaire exige que les actes soient conformes aux paroles. Toutefois, en conduisant l'expédition d'Afrique, la France a par là même acquis certains droits ; ayant encouru des responsabilités et ayant délivré le monde civilisé d'une véritable servitude — et combien humiliante —, nul n'aurait compris qu'elle ne se réservât pas quelques avantages. Personne ne pouvait lui dénier le droit de coloniser, et Bugeaud a de cet acte une conception un peu spéciale, toute personnelle. Coloniser, c'est à ses yeux importer en territoire conquis, disons en Algérie, une population française susceptible de s'y accoutumer et de cultiver le sol. A la fois saint-simonien et disciple des Romains, il veut former des colonies au sens latin du mot, dont les occupants seraient en même temps soldats et cultivateurs, capables tout à la fois de défendre le sol et de s'y implanter. Laissons-lui plutôt la parole : dans son livre « *De l'Algérie* » il définit la colonisation : « le

(1) Bugeaud : *L'Algérie : des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Paris, 1842, p. 101.

peuplement de l'Algérie et, si l'on peut s'exprimer ainsi, la mise en valeur du sol. » (1) Il voit dans ce pays nouveau un débouché idéal pour le trop-plein de la population française de la métropole, et il octroie volontiers des concessions aux militaires, justifiant ainsi sa ligne de conduite : *« ense et aratro. »*

Il importe de souligner cet aspect original que prend dans l'esprit du Maréchal la notion de colonisation : elle n'est pas étrangère à ses doctrines. Suffisamment averti des réalités pour ne point s'arrêter aux solutions trop brutales de l'extermination et du refoulement des indigènes, il admet que la population européenne qu'il importera de France devra composer avec eux. Il convient volontiers que la civilisation gagnerait à la disparition des indigènes, ou plutôt à leur inexistence, mais ils sont et cela seul fixe son attention. Telle est donc la base de sa doctrine : acclimater en un pays pour elle inconnu une population qui devra vivre à côté des autochtones. Les différences entre les deux races sont trop profondes, l'inimitié entre vainqueurs et vaincus trop vive, la conquête trop récente pour qu'il pense un seul instant à les mélanger sans précautions : ce serait vouer les immigrants à la mort ou à une existence extrêmement dure et précaire. En face du bloc indigène il s'agit de poser un bloc, moins fort peut-être numériquement, mais savamment organisé, de telle sorte qu'il puisse subsister et prospérer. Or, que lui faut-il pour cela, sinon, avec le prestige de la victoire, la force qui s'impose et protège ? Car, dans un pays où Bugeaud lui-même avouait que les armées victorieuses, à mesure qu'elles avançaient, laissaient

(1) Bugeaud : *L'Algérie : des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Paris, 1842, p. 65.

derrière elles des ennemis vaincus en apparence, mais n'admettant pas leur défaite, il eût été de la dernière imprudence de jeter quelques colons isolés : dans un milieu contraire, ils se fussent étiolés. Au surplus, un vainqueur ne s'abaisse pas à mendier aux vaincus une protection qu'il estime être en mesure d'assurer à ses partisans, et le rôle des Français ne pouvait être celui d'enfants timides, égarés parmi les tribus sauvages.

Donc, colonisons, mais non sans avoir au préalable soumis les Arabes ; et pour atteindre ce but, il ne suffit pas de promener dans tout le territoire algérien des troupes impuissantes parce qu'à peine disparues l'ennemi se découvre ; ce n'est pas assez non plus que de poster en des points stratégiques quelques régiments toujours prêts à réprimer des insurrections inévitables. Pour Bugeaud, ce sont là procédés propres à prolonger la guerre ; mais la guerre ne fut jamais pour lui un but ; ce qu'il veut, c'est que les Français s'établissent solidement en Algérie par le moyen de colonies durables, de fondations stables. Créer sur la terre d'Afrique des villages français « comparables à ceux de notre Normandie », en y introduisant quelques principes socialistes tels que le travail en commun, voilà l'idéal ; mais « on ne s'insinue pas chez un peuple pareil : il faut l'avoir vaincu pour pouvoir prendre et coloniser une partie de son territoire. » (1) Et dans trois brochures successives, sans compter de multiples discours et rapports, Bugeaud va exposer son système de colonisation : en 1842 paraît : *L'Algérie ; des moyens de conserver et d'utiliser*

(1) Bugeaud : *L'Algérie : des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Paris, 1842, p. 6.

cette conquête, ouvrage qui sera suivi de deux autres à bref intervalle : en 1846 *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*, et l'année suivante : *De la colonisation de l'Algérie*. Son principe essentiel, le fond de sa doctrine, reste qu'avant de coloniser il faut conquérir et qu'après avoir conquis il faut encore et toujours dominer ; il déclare sans ambages qu' « il n'y a pas de colonisation raisonnablement possible sans la domination politique » (1). Il est très beau peut-être, et c'est tout à la louange des Français, de vouloir organiser les tribus, leur nommer des chefs, apprendre aux Arabes à les respecter, vacciner les enfants, ouvrir des écoles, en un mot instaurer un ordre social jusque-là inconnu « mais ce sont là, dit Bugeaud, autant de progrès que l'on voudrait voir réalisés ici aussitôt que conçus, alors qu'ils n'ont pu être exécutés en France qu'après des siècles de persévérance et de luttes » (2). Aussi bien, « puisque tout le monde est unanime sur ce point que le seul moyen d'arriver à résoudre ce que l'on appelle la question d'Afrique est d'établir sur le sol d'Algérie une population chrétienne assez considérable pour nourrir l'armée, fournir à son recrutement et à son entretien et imposer par sa masse aux populations musulmanes » (3), c'est un devoir d'aider à ce peuplement, à cette grande invasion. Ce sera

(1) *Ibidem*, p. 124.

(2) Bugeaud : *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*, Paris, 1846, p. 8.

(3) Bugeaud : Observations de M. le Maréchal Gouverneur Général sur le projet de colonisation présenté par M. le Lieutenant Général De La Moricière, Paris, 1847, p. 43.

la mission principale de l'armée, mais l'armée toute seule est vouée à l'impuissance : il faut en Algérie constituer une société européenne fortement organisée ; « lorsqu'on a la prétention de dominer, de modifier, de civiliser un peuple aussi guerrier que l'Arabe, quand on veut introduire dans son sein une population nouvelle qui s'empare des populations et des terres les mieux situées et les plus riches, il serait bien imprudent, bien insensé de poser devant lui, en première ligne, une population débile » (1). Bugeaud reconnaît franchement — c'est un rare mérite à son époque — que les colons, pour s'établir devront avoir recours à la spoliation ; il y voit une nécessité et y apporte des tempéraments ; mais qui veut la fin veut les moyens.

Pour présenter cette force indispensable, au début tout au moins, à l'établissement des européens, personne n'est plus qualifié qu'un ensemble de colonies militaires, dont les membres, habitués au pays et prêts à prendre les armes, sauraient se faire respecter. Toutefois, devant la réprobation que soulève un tel projet dans la métropole, le Maréchal veut bien admettre à la rigueur des colons civils, mais il souligne qu'ils devront être fortement hiérarchisés, entraînés au maniement des armes, si bien que le nom seul change, car la colonisation est avant tout une question de force. Les Arabes sont prompts à la révolte, leur antipathie pour nous et notre religion durera des siècles, restons donc forts au milieu d'eux sous peine de perdre en quelques jours le fruit de nos travaux ; aussi, « le colon africain ne devra-t-il jamais laisser rouiller son fusil » (2). Nous

(1) Bugeaud : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1847, p. 38.

(2) Bugeaud : *De l'Algérie : des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Paris, 1842, p. 8.

pouvons, au surplus, marquer en passant avec quel zèle Bugeaud, ayant fait l'apologie de l'armée, attaque ceux-là qui voudraient la retirer d'un territoire à peine soumis ; il conteste à ceux qui ont voulu la conquête le droit de la paralyser par le retrait des troupes ou la parcimonie des subventions qu'on lui accorde. Psychologue averti, il écrivait en 1842 : « La France, dans son impatience irréfléchie, ne calcule pas assez combien il est long et difficile d'obtenir les premiers résultats en tous genres. A peine un germe a-t-il été semé qu'elle demande s'il a poussé des rameaux et qu'elle songe à retirer les moyens encore indispensables pour en protéger la végétation » (1).

Aux Français de la métropole qui lui reprochent son esprit étroit, alors qu'ils parlent déjà d'assimilation politique et administrative, Bugeaud, plus près des réalités, connaissant mieux le peuple qu'il gouverne, répond que la grande, la seule question est dans la lutte que nous soutenons avec le peuple le plus belliqueux et le mieux préparé à la guerre qu'il y ait au monde : « Avant d'appliquer à toute la nation arabe des théories administratives et gouvernementales qui conviendraient tout au plus aux 90.000 Européens d'Algérie, il faut être maître et bien maître du pays. Efforcez-vous d'abord à dompter les Arabes et à leur donner un gouvernement qui s'allie avec leurs mœurs et leur religion » (2).

Aussi bien, nos premiers actes sur la terre d'Afrique furent-ils des actes de vigueur ; « notre empire n'est assis que sur la force ; nous n'avons, nous ne pouvons avoir d'autre action sur les Arabes, nous ne pouvons nous per-

(1) *Ibidem*, p. 53.

(2) Bugeaud : *Quelques considérations, etc.*, Paris, 1846, p. 8.

pétuer en Afrique que par la force. » (1) Une autre raison nous incite à rester forts au milieu d'un peuple chez qui la force est respectée : le paysan, qu'il soit en Europe ou en Afrique, ne peut travailler utilement que s'il est dégagé de tout souci de protection, si à l'ombre du nom français partout respecté il se sent en sécurité, si, loin de toute préoccupation politique, il a la certitude du lendemain : « comment coloniser ruralement quand on n'est pas maître du pays, quand les travailleurs ne peuvent, sans se faire couper la tête, se répandre sur la surface du territoire comme l'exigent les travaux des champs ? » (2) Et ayant analysé les éléments en présence, Bugeaud trace cette ligne de conduite, hors de laquelle il n'est point de conquête stable ; « vous êtes en présence d'un peuple fier, belliqueux, admirablement constitué pour la guerre, toujours prêt à combattre, jaloux de son indépendance. Pour le dominer, le modifier et le spolier au profit du peuple nouveau que vous voulez introduire dans son sein, il faut que vous soyez toujours forts, soit par une armée permanente, soit par la nature et la constitution du peuple dominateur. Il semble que pour Bugeaud la politique idéale soit résumée dans ce triptyque : « pas d'occupation féconde sans colonisation, pas de colonisation sans domination. »

Ces colonies européennes vont former à côté des Arabes un peuple nouveau, qui ne se mêlera pas à eux. Mais le Maréchal Bugeaud sait bien qu'un tel voisinage ne peut pas ne pas engendrer un contact forcé que nous devons mettre à profit : « en même temps que nous tiendrons les indigènes séparés des Européens, nous devons travail-

(1) Bugeaud : *De la Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1847, p. 7, note.

(2) *Ibidem*, p. 9.

ler avec activité à les modifier. » Il en résultera une influence qu'en 1885 le Capitaine Javary définira de la sorte : « Nous combinerons les deux éléments en telle façon que l'un soutienne l'autre, comme se soutiennent les pierres d'une voûte, la suprématie de la métropole restant à la clef. Les intérêts indigènes sont solidement engagés dans l'œuvre de la colonisation avec les intérêts européens, et aucune force, aucune ressource ne sera perdue, — ici apparaît déjà une idée de collaboration — ce fait sera pour les deux races une garantie mutuelle de leur existence et de la solidité de leurs relations, et à la métropole une garantie de la durée de sa domination en Afrique. » (1)

Ainsi défini, notre rôle apparaît comme celui d'un maître à l'égard de ses serviteurs, avec les droits et la supériorité qu'il comporte, mais aussi avec les devoirs qu'il implique. Avec toute l'autorité nécessaire pour remplir notre tâche, avec toutes les responsabilités qui en découlent, nous sommes appelés à guider les indigènes. Dans quelle voie ? Le mot civilisation n'est pas encore prononcé, on parle seulement de modification, terme dont l'imprécision même laisse place à toutes les interprétations ; on songe alors avant tout à des améliorations, à des progrès matériels. Nous montrerons le chemin aux indigènes ; en les dominant, nous pourrons le leur faire suivre, employant au besoin la force.

Tel est donc l'un des aspects de la doctrine de Bugcaud : il n'est pas le seul, il n'est peut-être pas le plus caractéristique. Répudiant hautement toutes les théories

(1) Javary : *Etudes sur le Gouvernement militaire d'Algérie*, Paris, 1855. p. 14.

dont la brutalité le choquait, le Maréchal ne pouvait qu'apporter à sa propre doctrine, qui reste empreinte de sévérité et de force, des tempéraments qui la rendraient plus humaine. Dans ses « *Observations sur le projet de colonisation de De La Moricière* », il relève avec indignation cette phrase où l'intérêt porté aux indigènes est décoré du nom de sollicitude pusillanime et taxé de duperie compromettante vis-à-vis d'un ennemi quelquefois tranquille par épuisement, mais qui nous garde au cœur une haine implacable ; Bugeaud affirme à l'encontre qu' « il n'en veut pas blesser en eux tous les sentiments humains, les enlever aux lieux qui les ont vus naître, non plus que les éloigner du tombeau des ancêtres. » (1) Sachant que la force qui ne s'accompagne point de justice est bien près de dégénérer en cruauté, laquelle fait des esclaves mais non point des sujets, il réclame des mesures qui rendent notre joug tolérable. Il se refuse à parquer les indigènes dans une zone, et, par un orgueilleux mépris, à les séparer des colons français : ce serait, dit-il, former deux camps ennemis en présence l'un de l'autre ; il lui paraît infiniment plus sage de les mêler à notre société, car il espère que le contact fera faire un grand pas, « sinon vers la fusion — qu'il n'ose entrevoir — du moins vers un état de calme et de résignation. » (2) Autant Abd-el-Kader cherchait à nous séparer des Arabes, autant nous devons tendre à entrer en relations directes avec eux : « c'est l'alcool qui a vaincu les Indiens, c'est le commerce qui soumettra les Arabes » (3). Ce n'est pas en soumettant les indigènes à des vexations

(1) Bugeaud : *Observations sur le projet...* op. cité, p. 15.

(2) Bugeaud : *Quelques considérations sur...* op. cité, p. 45.

(3) Bugeaud : *L'Algérie : des moyens de conserver...* op. cité, p. 110.

incessantes que nous nous ferons pardonner notre conquête; succédant aux Turcs, nous avons la prétention de ne point élever comme eux à la hauteur d'institutions l'injustice et les exactions. Bugeaud réclame la justice, « la bonne et impartiale justice qui ne distingue pas l'européen de l'Arabe », à cette condition nous ferons accepter notre force et notre sévérité. Il est, toutefois, un problème qui semble fort inquiéter notre saint-simonien : pour installer sur le sol arabe, déjà occupé, déjà possédé, une population européenne, nous serons contraints de resserrer les indigènes sur le sol, « ce qui nuira beaucoup à leur bien-être et changera leurs habitudes. » Où donc est la justice, car, Bugeaud l'avoue d'ailleurs lui-même, resserrer les Arabes n'équivaut-il pas à les spolier ? Mais, outre qu'il y voit une nécessité inéluctable, il estime que la mesure profitera également aux Arabes qui jouiront d'une meilleure administration et, prenant exemple sur leurs voisins, inaugureront des méthodes de culture qui sur un territoire moins vaste leur donneront des récoltes plus abondantes. Plus tard, Napoléon III dira qu'il s'agit d'une « expropriation pour cause d'utilité humanitaire » : l'euphémisme est joli, il n'empêche pas la spoliation d'exister, simplement atténuée. Et l'on comprend mal que Bugeaud ne se conforme pas à ses principes : « la mesure est-elle juste, demande Aristide à Périclès ? — Non, répond celui-ci, mais elle est utile au salut de la République. — Qu'importe ? Elle est mauvaise puisqu'elle est injuste.

Quoiqu'il en soit, reconnaissons que Bugeaud essaie d'atténuer les conséquences inévitables de cette mesure ; « pour exécuter une chose qui blesse à un si haut degré les intérêts les plus chers à l'homme, il faut agir avec beaucoup de ménagements ; il faut que la rigueur de l'acte soit tem-

péré par des mesures favorables qui compensent en grande partie le dommage causé. » (1) Aussi bien n'a-t-il jamais entendu que l'on prît aux Arabes leurs terres sans les indemniser ; c'est déjà bien assez de les en priver et de les forcer ainsi à réduire leurs troupeaux qui sont leur principale richesse. La justice, au même titre qu'une bonne politique, veut que l'on paie aux tribus propriétaires le prix de leurs terres.

Malgré ces tempéraments, Bugeaud semble craindre que l'expropriation soit très mal accueillie des Arabes et qu'elle suscite de leur part des protestations véhémentes qui pourraient aller jusqu'à l'insurrection. Ce lui est une occasion de concilier ses deux principes : force et justice, d'une façon tout à fait harmonieuse. « Il faut avoir toujours la force nécessaire pour maîtriser les soulèvements et en même temps prendre toutes les mesures indispensables pour tempérer les mécontentements, cause première des révoltes. En un mot, il faut être fort pour faire supporter l'injustice dont on ne peut manquer de se rendre coupable envers les indigènes et atténuer ses effets par les compensations d'une administration intelligente et paternelle. » (2) Et l'on ne saurait plus clairement résumer la doctrine de Bugeaud que par la phrase qu'il écrivait lui-même en 1847 : après avoir souligné et tenté de justifier comme nous venons de le voir une mesure inique mais nécessaire, il proclame que « la meilleure politique du conquérant consiste à mettre de son côté la justice en même temps que la force. » (3)

(1) Bugeaud : *Quelques considérations sur...*, op. cité, p. 46.

(2) *Ibidem*, p. 31.

(3) Bugeaud : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1847, p. 88.

S'il était besoin d'une dernière justification à sa théorie, Bugeaud la trouve dans cette remarque basée sur l'expérience : il est vrai que l'entretien d'une nombreuse armée en Algérie, élément de force et gage de sécurité, coûtera fort cher ; mais ces dépenses de premier établissement auront du moins un effet durable : c'est en ce sens que le Maréchal pouvait dire : « la colonisation la plus fortement constituée et la plus rapide sera de beaucoup la plus économique et la plus politique. »

Il y a dans l'œuvre de Bugeaud plus qu'une simple opinion, une véritable doctrine : elle constitue le premier essai tenté pour donner à la politique française en Algérie une ligne de conduite basée sur des principes solides. Néanmoins, elle est encore timide, puisque, fondée sur l'autorité, elle estime suffisant d'accorder aux Arabes une stricte justice et rien de plus. Observateur attentif des réalités, acteur aussi, Bugeaud ne pense pas devoir s'aventurer hors du domaine de la domination tempérée ; il en trace les limites et ne s'aperçoit pas qu'elles sont étroites.

Bugeaud avait le mérite d'exposer des idées originales pour l'époque et le courage de s'élever contre les méthodes de violence, qui étaient préconisées avant lui. Quelques années plus tôt, en 1833, alors que Bugeaud se rangeait encore parmi les adversaires de l'expédition d'Alger, le Docteur Barrachin proclamait dans un discours des principes où l'on pourrait bien voir une ébauche de la théorie de la domination tempérée : « C'est donc, disait-il, de la sévérité légale qu'il faut faire chez les Arabes, mais non de la barbarie. Il faut être probe pour avoir le droit de punir le vol ; être humain pour déshabituer de l'assassinat ; accueillir les indigènes avec franchise, cordialité, être fidèle à ses engagements, à ses promesses pour les attacher à

nous. Il faut leur frayer le chemin de la civilisation, mais non leur tendre des pièges sur la route pour avoir le droit de punir les dupes ; mais non les traquer comme on traque les lions et les tigres de leur désert ; enfin il ne faut pas opposer aux Bédouins d'Afrique les Bédouins de France ; car ce n'est pas en se montrant aussi féroce que les sauvages que l'on parvient à les apprivoiser » (1).

Dans le même temps que Bugeaud exposait sa doctrine, un autre théoricien, un autre saint-simonien, qui devait faire franchir à la doctrine de l'association une étape nouvelle et lui donner une orientation définitive, Enfantin, enseignait aussi que nous devons nous hâter de coloniser un pays où nous n'avions encore fait que la guerre. « Tout en nous montrant forts et redoutables par la guerre, il faut pour vaincre la résistance des Arabes nous montrer forts et bienfaisants par la culture, par le travail. L'Arabe adore la force qui produit autant que la force qui détruit. » (2) Lui aussi se préoccupe des concessions de terres aux colons européens, il ne veut pas que ce soient autant de vols commis au préjudice des Arabes. Partisan de la force parce qu'il la jugeait indispensable pour affermir notre domination, il prêchait la modération et condamnait toute cruauté et toute injustice.

De plus en plus, on va mettre l'accent sur les tempéraments à apporter aux manifestations de l'autorité ; notre joug sera d'autant mieux supporté qu'il sera plus doux, notre domination d'autant plus agréable qu'elle sera moins

(1) Barrachin : *Discours préliminaire exposant les considérations qui doivent servir de base au système administratif propre à la Régence d'Alger*, Paris, 1833, p. 13.

(2) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 32.

apparente et plus humaine. Il est piquant, toutefois, d'entendre s'élever contre cette tendance humanitaire des voix qui n'ont confiance que dans la force : ainsi le Docteur Bodichon, dans un livre extrêmement violent, et après avoir affirmé que depuis les Caïpurnius et les Salluste jusqu'à notre époque, l'Afrique a été le pays chéri des concussionnaires et des dilapidateurs, semble par une singulière contradiction en rejeter la responsabilité sur les Arabes. Adeptes encore d'une domination qui soit tempérée par la bonté, il paraît bien oublier celle-ci lorsqu'il affirme que « pour civiliser les indigènes, il faut les soumettre à l'influence étrangère, à toute l'énergie du principe : compelle intrare, et au glaive de la correction » (1).

Mais c'est là une exception, et l'on peut dire que dans cette période tourmentée que fut en France la fin de la première moitié du XIX^e siècle tous ceux qui s'occupèrent de près ou de loin de la question algérienne adoptèrent dans ses grandes lignes la conception de Bugeaud. Sous la pression des idées de liberté et des sentiments humanitaires dont notre pays va bientôt se constituer le champion dans l'Europe, on ne considère plus la force comme le seul, ni même comme le meilleur argument ; on en conserve le principe, jugé nécessaire pour l'affermissement d'un empire, mais on s'empresse de lui adjoindre, pour l'excuser, la notion de justice. L'exemple d'autres pays et les enseignements de l'histoire sont trop récents pour que déjà nous puissions oublier les paroles de Burke : « la générosité en politique est souvent la véritable sagesse ; un

(1) Bodichon : *Considérations sur l'Algérie*, Paris, 1845, p. 97.

grand empire et des idées étroites vont mal ensemble. » (1)
Le moment n'est pas venu où, sans parler encore d'égalité, on commence à prononcer le mot d'amitié. Les Français gardent au cœur l'orgueil de leur victoire et les Arabes vaincus ne sauraient aspirer à l'honneur d'être traités par eux en égaux : ils sont par rapport à nous des inférieurs. Dès lors, que l'Européen ait donc le pas sur l'indigène ; parfois déjà on se défend qu'il y ait là une question d'étiquette pour n'y voir qu'une hiérarchie naturelle entre la civilisation et la barbarie, parce que des deux civilisations qui se disputent la possession du pays, la nôtre nous semble la meilleure. Imposons-la aux vaincus, et pour cela nous avons besoin de garder intacte l'autorité que nous a donnée la conquête, et surtout ayons la force de ne pas nous laisser contaminer par les mœurs des Arabes. Les ayant soumis, nous nous attirerons leur confiance par une conduite à la fois ferme et généreuse, après quoi peut-être nous gagnerons leur amitié. Il est facile de se rendre maître du sol, d'y implanter une population européenne pour le mettre en valeur ; il l'est infiniment moins de faire accepter par les indigènes des mesures injustes ou brutales, car il n'est pas vrai que « la terre appartienne à qui sait la mettre en valeur et que la colonisation européenne unisse au droit de la conquête celui de la supériorité de l'exploitation » (2). Il ne suffit point que nous soyons maîtres du sol ; si nous ne le sommes pas de l'esprit des habitants, nous ne

(1) Burke : *Speech on conciliation with America*, 22 mars 1775 : « Magnanimity in politics is not seldom the truest wisdom, and a great empire and little winds go ill together ».

(2) Comte de Raousset Boulbon : *De la colonisation en Algérie*, Paris 847, p. 25.

pourrons pas faire de ceux-ci des sujets fidèles et dévoués ; exerçant sur eux une puissance matérielle indiscutable, nous n'aurons point une puissance morale réelle, la seule pourtant qui soit véritablement efficace : nous ne l'acquerrons, ni en méprisant les indigènes, ni en les accablant : aussi bien personne ne comprendrait de notre part une politique aussi cruelle : « les victoires des peuples païens et barbares avaient toujours pour résultat l'esclavage ou l'extermination ; les triomphes des peuples chrétiens et civilisés doivent logiquement avoir pour effet la liberté avec tous les bienfaits de la civilisation. » (1)

Ce n'est point, suivant l'expression du Colonel Walsin Esterhazy, par la force et la compression seules que l'on conduit et que l'on domine un peuple. La colonisation est un art qui réclame trop de souplesse pour se concilier avec des méthodes rigoureuses. Mais, avant 1850, les partisans de la domination tempérée estiment que c'est faire aux Arabes une concession suffisante que de les traiter avec humanité et justice, tout en les contenant entre les flots pressés de la population européenne. Tout au plus, parce qu'il y a là une fatalité plus forte que toutes les théories, pourrons-nous entretenir avec les indigènes des relations commerciales : ce sera un moyen de prouver notre compréhension de la justice, si nous y apportons une sévère probité, encore que nous ne devions pas en attendre autant de nos partenaires ; il faut, en outre, que ces relations, par un effort de notre part, soient empreintes de cordialité : « il faut parler au cœur des Arabes, à leur esprit, à leur caractère, les conduire par la force qu'ils ont en grand

(1) Castell : *La colonisation pacifique et la civilisation des Provinces françaises de l'Algérie*, Paris, 1846, p. 10.

respect, par la justice dont ils ont une idée très nette, par l'intérêt — voilà le germe de l'idée de collaboration — sur lequel ils sont fort éclairés et avides. » (1)

Subitement, avec l'avènement de la révolution de 1848, la doctrine de la domination tempérée semble disparaître : elle cède la place à des théories plus conformes aux idées de fraternité qui dominaient alors ; et puis les yeux se tournent davantage vers les événements de France et d'Europe, la question algérienne passe au second plan. Il fallut, pour lui rendre son actualité, le voyage de l'empereur à Alger, où il justifia notre domination : « la conquête ne signifie plus pour nous l'appropriation violente du sol pour être distribué aux envahisseurs. C'est une rédemption du vaincu, c'est-à-dire une sorte d'expropriation pour cause d'utilité humanitaire, d'une souveraineté tombée en des mains indignes. Cette expropriation s'exerce aussi bien au profit du peuple conquis, qu'on rachète par la civilisation, qu'à l'avantage du vainqueur, qui, par les progrès mêmes qu'il fait accomplir, augmente sa gloire et accroît sa puissance » (2). Une notion nouvelle est introduite, qui, précisant le but de la conquête, apporte un nouveau tempérament, une nouvelle entrave au principe de la domination : jusqu'alors on avait tendance à considérer que la colonisation n'avait qu'un but, l'intérêt du vainqueur, Napoléon III y joint celui du vaincu. Il condamne par là même toutes les mesures qui, profitant aux seuls colons ou à la seule métropole, nuiraient aux indigènes : il y a là plus qu'un sentiment de justice. Il devient de plus en plus évident

(1) Brunet : *La question algérienne*, Paris, 1847, p. 71.

(2) Discours d'Alger, le 19 septembre 1860.

que « si l'on fait les conquêtes par la force on ne les consolide que par la justice et la liberté. » (1) L'Afrique ne doit pas être pour nous un comptoir; comme l'Inde, ni seulement un camp et un champ d'exercice pour notre armée, encore moins un terrain d'expérience pour nos philanthropes, déclare Prévost-Paradol; nous avons des tâches plus urgentes à accomplir; si nous voulons que « l'Algérie puisse un jour peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines » — et l'auteur pensait à la guerre prochaine qu'il voyait inévitable — sachons nous attacher les indigènes par les liens que ne brisent pas les plus petites secousses et qui sont d'autant plus forts que le danger est plus pressant.

De plus en plus, l'accent va changer de place; au lieu de souligner la force — notre force — et le pouvoir qui en découle, il va de plus en plus lui dicter des tempéraments. Cela implique encore que notre puissance de vainqueurs est à la base de l'édifice, mais on se garde d'insister sur ce point, parce que les indigènes ont droit à un peu de sollicitude, car ils sont sensibles, comme tous les hommes, aux bons procédés. « Si nous les traitons bien, si nous savons les conduire — rôle de chefs — ils deviendront pour la France un élément de grandeur et de force. Souvenons-nous qu'Annibal sut s'attacher les Africains et les entraîner avec lui en Italie. » (2)

S'il est vrai que, sans pratiquer la justice, l'Arabe la comprend et la vénère, il va bien vite trouver étroite la conception que les Français s'en faisaient jusque-là. L'ara-

(1) Aucapitaine: *Les Kabyles et la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1863. Paroles du Général Yusuf.

(2) Gourgeot: *Les sept plaies d'Algérie*, Alger, 1891, p. 332.

bophilie, bien qu'allant beaucoup plus loin que la domination tempérée dans le sens des concessions à accorder aux indigènes, ne pouvait pas rester sans influence sur cette doctrine. La justice, en tous cas, impliquait certainement autre chose qu'un droit d'administration et de sanction équitables, elle imposait aux vainqueurs, car elle ne peut être unilatérale, le respect des promesses solennellement faites en 1836 : de quel droit voudrions-nous, par des mesures violentes, projeter tout un peuple brutalement vers nos mœurs, vers une civilisation qu'il n'aime pas, qu'il connaît à peine ? Le temps, en cette matière, est un précieux auxiliaire, il n'est pas au pouvoir de l'homme d'usurper son rôle. S'il est nécessaire et sage d'envelopper les Arabes belliqueux d'éléments nouveaux qui brisent leur force de résistance et les empêchent de s'agiter follement, il faut du moins que, les entraînant ainsi vers une vie nouvelle, nous leur laissions leur caractère propre, nous respections leurs mœurs et leurs pratiques ; et quand Napoléon III envisage la formation d'un royaume arabe, il ne veut pas dire autre chose.

A ce stade de l'évolution de la doctrine que nous étudions, un point déjà s'est tellement estompé que personne n'en parle plus : tout le monde admet, tant cela paraît évident, que la personne même des indigènes ne peut plus être l'objet de tractations de quelque nature qu'elles soient : les Arabes ont droit, au même titre que les Français, à la liberté.

Il y avait autrefois, à l'origine de la colonisation moderne, une sorte d'exploitation de la colonie par la contrée mère ; la colonie était en perpétuelle minorité ; appartenant sans réserves ni garanties à la métropole, elle lui devait obéissance et service, en retour de la protection qu'elle

recevait. Dans le vieux droit romain le fils de famille avait une situation analogue. Puis, sous l'influence du progrès des idées morales et politiques, et aussi par une conception plus juste de l'intérêt véritable des deux parties, les principes se sont modifiés. Ainsi que le constate Leroy-Beaulieu, « on en vint à des notions plus conformes au droit naturel, qui veut que toutes les sociétés soient égales entre elles et qu'aucune, si petite et si jeune soit-elle, ne soit sacrifiée à une plus ancienne et à une plus grande. »

(1) La doctrine de la domination tempérée s'adjoint une notion nouvelle qui, développée, formera plus tard un stade nouveau dans la théorie de l'association : la conquête nous a faits chefs d'une communauté, mais, de même que le mari dans le mariage ne dispose point dans son seul intérêt de l'autorité que la loi lui reconnaît, de même, vainqueurs et guides, devons-nous agir dans l'intérêt des deux membres de la communauté : Français et Arabes.

Certes, la notion est nouvelle, mais « la France a la prétention de donner au monde l'exemple d'une conquête faite pour la première fois dans l'intérêt du peuple conquis. » (2) Puisque, dans l'échelle des peuples, nous considérons l'Arabe comme un enfant, nous serons son tuteur, nous lui devons jusqu'à sa majorité aide et protection : c'est à nous d'amener peu à peu — *natura non fecit saltus* — ce peuple de ses idées à nos idées, de le conduire tout doucement de l'enfance à l'adolescence sans effort et sans secousse.

(1) Leroy-Beaulieu : *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris 1874, p. 3.

(2) Général Lacretelle : *De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle*, Lyon, 1868; p. 68.

Mais, à force de contacts mutuels, de rapprochements intéressés, les deux races réussiront peut-être à se comprendre ; nous touchons là le dernier stade de la doctrine de la domination tempérée : les Arabes constituent un peuple trop fier pour oublier leur défaite, à moins que nous, les vainqueurs, nous ne sachions nous faire accepter d'eux, et il n'est pas interdit de songer qu'une certaine sympathie pourra régner entre les deux peuples. Nous arriverons à ce résultat en employant une politique tout empreinte de bienveillance : « Après la conquête par la force, nous réaliserons la conquête morale infiniment plus délicate et ainsi nous aurons atteint ce double but : coloniser l'Algérie et multiplier ses richesses ; supprimer le danger d'une population toujours frémissante sous notre joug tant qu'elle n'aura pas accepté nos mœurs et nos institutions. » (1)

La tâche n'est pas facile, qui propose aux vainqueurs plus de devoirs que de droits : une brochure anonyme parue en 1863 sous le titre de « L'Algérie et la lettre de l'Empereur » rappelait ainsi notre mission : « Oubliez-vous enfin que vous êtes les victorieux et qu'à ce titre vous devez vous montrer justes, modérés et généreux ? »

Après les insurrections de 1871, la doctrine de la domination tempérée semblait morte, ayant fait place à d'autres théories. Elle brilla cependant d'un dernier éclat — comme ces mourants qui, se rattachant désespérément à une vie qui s'en va, tentent un suprême effort, — à la fin du siècle dernier. Un nom illustre s'y attache, bien plus, d'ailleurs, par ses actes que par ses écrits, mais sa politique avait pour base une théorie : c'est Jules Ferry. Alors que

(1) Jules Ferry : *Le Gouvernement de l'Algérie*, Paris, 1892, p. 80.

L'on voulait accorder aux indigènes algériens l'égalité administrative et politique avec les colons, il écrivait en 1892 : « les musulmans n'ont pas la notion du mandat politique, ils n'entendent rien à la séparation des pouvoirs ; mais ils ont au plus haut degré l'instinct, le besoin, l'idéal du pouvoir fort et du pouvoir juste. A leurs yeux la France est la force, il faut surtout désormais qu'elle soit la justice » (1).

La justice, fût-elle dispensée abondamment, reste malgré tout aux yeux des indigènes une qualité tellement naturelle qu'elle passe inaperçue : réclamée quand on n'en peut apprécier les bienfaits, elle semble ignorée dès que l'on en jouit. Il lui manque ce caractère de bonté qui reste au-delà de ses limites, elle est un peu sèche et n'attire pas si elle n'en est accompagnée. Pourquoi nous, Français, n'ajouterions nous pas comme un peu de notre âme au don de la justice ? Les Arabes nous comprendraient mieux. « Traitons les musulmans avec justice, respectons leurs croyances et leurs usages, évitons de les froisser par des mesures arbitraires et inopportunes, en un mot vivons en bons termes avec eux » (2). Aussi bien, arriverons-nous plus sûrement à notre but si à la force nous unissons le charme communicatif de notre civilisation, il attirera vers nous et nous gagnera les indigènes. C'est la conquête morale qui doit suivre et compléter la conquête matérielle. A la fin du siècle dernier notre tâche en Algérie est très nettement définie : on ne parle plus de domination tempérée, mais c'est encore cette doctrine que professent certains auteurs, tout en évitant de prononcer le mot.

(1) De Sarrauton : *La question algérienne*. Oran, 1891, p. 6.

(2) Binger : *Esclavage, islamisme et christianisme*, Paris, 1891, p. 64.

Ajoutons cependant que si plusieurs mettent les Français en garde contre toute impulsion trop chevaleresque et généreuse, qui serait vite déviée au détriment de notre influence, d'autres ne craignent pas de tracer aux vainqueurs une voie moins parsemée de droits que de devoirs. Parlant de la conquête morale, Vignon écrit en 1893 : « elle exige chez le vainqueur des qualités et une application particulières : il faut qu'il étudie et comprenne l'âme des vaincus, qu'il efface de leur esprit le ressentiment de la défaite et que, sans leur imposer le renoncement à leurs mœurs ni des progrès qu'ils ne peuvent comprendre, il rende leur situation moins malheureuse et les amène peu à peu à ne pas redouter d'abord, à apprécier ensuite la présence des conquérants. » (1) Car il est indispensable qu'un certain rapprochement s'opère et qu'il y ait dans l'âme de l'indigène autre chose que la crainte du vainqueur, la reconnaissance de sa force. La France doit établir la « paix civile », faire vivre ensemble, sans rancune et sans misère du côté vaincu, l'Européen et l'indigène.

Avec le XIX^e siècle disparaît la doctrine de la domination tempérée : il en subsiste des éléments, mais on l'a amputée de sa base ; notre domination semble suffisamment bien assise désormais pour qu'il paraisse inutile de faire appel à la force ; signe des temps, le principe d'autorité est méconnu, et si quelques voix ont encore le courage de s'élever contre « cette maladie nouvelle, cette crise pathologique, subie par un peuple énervé, affaibli et déséquilibré, qui porte le nom pompeux d'humanitaris-

(1) Vignon : *La France en Algérie*, Paris 1893, Livre III : *La question indigène*, p. 335.

me », (1) elles se font de plus en plus rares et timides. La doctrine de la domination tempérée n'est pas celle du XX^e siècle, elle ne paraît plus répondre tout à fait ni aux conceptions contemporaines relatives à la prétendue supériorité d'une race sur une autre, ni à la notion de colonisation. Déjà en 1917, Onésime Reclus écrivait : « lorsque deux peuples ont dit : mourons ensemble, ils sont faits pour vivre ensemble » (2). La sentimentalité humanitaire dont le courant a déferlé sur la France après la guerre s'accommode mal de termes qui ont à ses yeux trop de rigueur : bannissant la chose, elle écarte le mot. Mais on ne peut, sans lui porter un coup mortel, enlever à une doctrine un élément qui constitue son essence et son originalité. Privée des notions d'autorité et de force, la théorie de la domination tempérée ne s'appuyait plus que sur les idées de justice et de bonté, elle ne justifiait même plus sa dénomination. Son arrêt de mort était signé.

Il ne nous appartient pas ici d'examiner quelle fut son influence sur la politique de la France en Algérie ; nous avons déjà signalé avec quelle unanimité tous ceux qui ont étudié la question algérienne ont reproché à la métropole d'opérer sans plan préconçu : entendons par là qu'ils désapprouvent la méthode employée, car il est faux que l'on puisse entreprendre une œuvre aussi immense, une « tâche surhumaine », disait Claude Farrère, sans se laisser guider par une idée. Consciemment ou non, les hommes subissent l'ascendant des doctrines, et la théorie de la domination tempérée n'a point failli à son rôle.

(1) Régismanset : *Questions coloniales*, Paris, 1912, p. 52.

(2) Onésime Reclus : *Un grand destin commence*, Paris, 1917.

Quoiqu'il en soit, du point de vue doctrinal, elle est déjà plus qu'un essai de synthèse, elle est une systématisation, base de départ d'où vont s'élancer pour une nouvelle étape les partisans de l'association.

SECTION II

COLLABORATION

Ce qui choquait dans la doctrine de la domination tempérée, c'était de trouver à sa base une prudence qui se confondait souvent avec de la timidité, et surtout un égoïsme profond et que ne réussissaient pas à dissimuler les déclarations philanthropiques de ses adeptes : égoïsme de vainqueur qui voulait exploiter sa conquête. Ayant une fois pour toutes consenti à accorder aux Arabes les satisfactions compatibles avec notre souveraineté, cette doctrine croyait avoir atteint la limite des concessions lorsque dans un mouvement de généreuse magnanimité elle avait donné aux indigènes la stricte justice. Il lui semblait que l'équité, accompagnée de bons traitements, de relations de voisinage, suffisait à asseoir notre établissement en Algérie et à nous attirer les sympathies des vaincus. Mais la justice est bien sèche, et, dispensée avec orgueil, elle s'identifie avec lui un vainqueur qui conserve au fond de lui-même le sentiment de supériorité et qui l'extériorise par des principes de force et de mépris est bien près de se faire détester, certain du moins de n'être pas accepté, surtout par une population dont la fierté supporte mal le dédain dont on veut l'accabler. C'est que la sympathie n'est pas un sentiment unilatéral : pour être durable, elle doit constituer le résultat de deux efforts convergents ; nous ne pouvions espérer la sympathie des indigènes si de notre côté nous ne tendions pas au même résultat. La doctrine de la collaboration l'a bien compris, qui, bornant ses ambitions présentes, a voulu associer dans un même travail Français et indigènes. Elle n'aspire pas encore à cette association parfaite que

constitue l'union des âmes et des cœurs, ou elle ne la pose qu'en idéal très lointain. Selon la très juste comparaison de Si Mohammed Ben Rahâl, nous sommes en Algérie, Arabes et Français, comme des voyageurs qui se trouvent dans le même compartiment et qui doivent s'arranger pour être aussi à l'aise que possible. Au début, ils se regardent de travers, ils échangent des mots aigres ; puis au cours du voyage, ils finissent par comprendre qu'il ont affaire à de très braves gens, ils se lient d'amitié et chacun d'eux fait son possible pour rendre service à l'autre.

L'adaptation de l'indigène à sa nouvelle existence, la reconnaissance et l'adoption par lui d'un voisinage qu'il n'a point voulu mais qu'on lui a imposé ne sont pas choses aisées : elles nécessitent des concessions mutuelles, une compréhension réciproque. Mais le colon se juge supérieur à l'indigène, et celui-ci méprise l'infidèle, dès lors on ne voit pas où peut se trouver le point de contact indispensable. « Evidemment, écrit Jean Hess dans *Une Algérie Nouvelle*, l'indigène est d'une autre race que l'Européen, la notion de race n'est pas un préjugé, c'est une vérité évidente. Le colon a raison de le constater, il a tort d'en tirer des conclusions qu'elle ne comporte point. La notion de la différence des races qui nous est imposée par la réalité n'implique point le dogme de la supériorité des races blanches, par quoi l'on voudrait légitimer la politique d'exploitation et la colonisation contre l'indigène » (1). Sans doute il ne va pas être facile de déraciner de l'esprit du colon ce sentiment de supériorité basé sur la force. C'est cependant là le but essentiel de la doctrine de la collaboration. Il ne s'agit plus d'unir dans un même effort le maître

(1) Jean Hess : *Une Algérie Nouvelle*, Paris, 1909, p.

européen et le serviteur indigène, maître et serviteur ne sont pas nécessairement l'un Français l'autre Arabe ; il ne s'agit pas encore d'instituer l'égalité parfaite que requiert l'association proprement dite. La collaboration s'élève d'un degré par rapport à la domination tempérée, elle n'atteint pas l'association. Si elle ne répudie pas tout à fait le principe d'autorité, parce qu'il lui paraît indispensable dans une colonie où notre souveraineté doit s'établir, du moins a-t-elle à cœur de ne pas insister sur ce point : la hiérarchie qu'elle conserve n'a pas à ses yeux le caractère d'un servage, mais simplement celui d'une société dans laquelle il faut des dirigeants et des exécutants, chaque catégorie concourant d'ailleurs dans sa sphère à un résultat économique commun. Elle ne pose plus en principe que le dirigeant sera toujours et nécessairement le Français et le subordonné, l'exécutant, toujours et nécessairement l'Arabe. « C'est l'intelligence qui est la grande force et qui doit régner, où qu'elle se trouve. Si l'indigène ne peut être qu'un instrument, qu'il ne soit qu'un instrument, mais si certains indigènes peuvent être la pensée, qu'ils soient la pensée. Vouloir le contraire, c'est nuire aux indigènes comme aux Français ; faire obéir ceux qui doivent commander c'est changer de bons maîtres en mauvais serviteurs. » (1) Ce que réclame donc la théorie de la collaboration, c'est une alliance sincère entre habitants différents d'un même pays, appelés à y vivre côte à côte, sinon en commun. Que la France conserve une supériorité politique, qu'elle exerce sur l'Algérie son « imperium », soit, car cela est indispensable, notre conquête nous ayant donné le droit et imposé le devoir de rester maîtres de ce territoire, de l'administrer

(1) Delassus : *Métropoles et colonies*, Alger, 1913, p. 23.

et de le gouverner. Mais un tel commandement, une telle autorité importent peu : ce qu'implique avant tout, sinon exclusivement, la collaboration, c'est l'alliance des individus, colons et indigènes, entre lesquels elle veut établir une certaine égalité, disons une égalité humaine. Que les Français aient plus de droits politiques que les Arabes, elle ne s'en soucie pas, non plus que la France proclame sur l'Algérie un droit de souveraineté absolue : ce sont là des dogmes dont l'importance n'apparaît pas à ceux qui ont l'ambition de mettre en valeur un territoire ; plus tard, peut-être, ils verront !

Lorsque nous sommes arrivés sur le sol algérien, nous y avons trouvé des populations dont l'idéal était l'immobilité, qui leur semblait infiniment préférable au bien-être matériel, car ce dernier implique un travail et tout travail, aux yeux de l'Arabe, porte atteinte à cette sérénité dont le bon musulman sait entourer sa vie. Mais une observation plus attentive devait montrer aux indigènes que le bien-être dont jouissait l'Européen n'était pas à dédaigner, et que son obtention valait bien quelque peine. Par leur contact de chaque jour avec les Français, les Arabes s'aperçurent que leur immobilité paresseuse n'était pas le seul plaisir possible, et, la cupidité aidant, le désir bientôt leur vint d'imiter leurs vainqueurs ; puisqu'il était maintenant impossible de garder pour eux seuls les bénéfices de l'exploitation d'un pays qu'ils n'avaient pas su mettre en valeur plus tôt, ils acceptaient pour voisins et pour guides les Européens, à condition que ceux-ci, abandonnant toute idée de domination et tout désir de profits exclusifs, acceptassent loyalement leur rôle d'initiateurs.

De leur côté, les quelques Français qui eurent au début de l'occupation l'audace de s'installer en Afrique y sont

venus, ainsi que le disait Bugeaud, non point en simples touristes, mais avec l'intention d'y faire fortune ou du moins d'y accumuler quelques bénéfices. Cultivateurs peu habitués à un climat assez dur, connaissant mal le sol qu'ils allaient exploiter, commerçants qui cherchaient une clientèle sans pouvoir compter sur celle trop mouvante des armées, ils allaient bientôt se voir obligés de réclamer le concours des indigènes. Une telle collaboration ne s'obtient pas par la force et le temps n'est plus où l'on obligeait le vaincu à travailler pour le vainqueur ; aussi bien une telle méthode n'eût-elle point répondu exactement au désir des colons. Sans doute, le travail servile ne coûte pas cher à l'employeur, mais d'un point de vue strictement économique et sans envisager le côté moral du problème, il n'est pas certain qu'il soit le plus productif ; et d'autre part, si les indigènes y avaient été soumis, ou à quelque autre modalité analogue, ils n'auraient pu rien dépenser : c'était la mort du commerce que voulaient créer les Européens. Notre propre intérêt nous faisait un devoir, et qui plus est une nécessité, d'obtenir le concours des Arabes : « Un esprit raisonnable conçoit que les indigènes aient voulu l'évolution économique de leur pays contre nous ; il ne conçoit pas que nous ayons pu la vouloir contre eux ; car sans nous, ils peuvent quelque chose, et sans eux nous ne pouvons rien. » (1) Par la force des choses, entre les intérêts matériels des indigènes et ceux des colons allait naître une solidarité assez puissante pour vaincre les résistances des Arabes, car s'ils sont paresseux ils sont plus cupides encore. Cette collaboration allait engendrer à son tour des contacts plus fréquents et surtout plus intimes entre les ennemis

(1) Jean Hess : *Une Algérie Nouvelle*, Paris, 1909, p. 91.

d'hier. A la faveur de ces rencontres de chaque instant, nécessitées par le travail en commun, ils arriveraient à mieux se comprendre : le résultat ne serait pas négligeable, l'aversion naît souvent d'un défaut de compréhension ; or, Arabes et Français ne se connaissaient pas, comment pouvaient-ils sympathiser ? Certes, la faute n'en était pas aux indigènes, qui n'avaient point demandé notre invasion ; elle incombait plutôt aux Français, qui se lançaient à la conquête de l'Algérie un peu comme ces aveugles qui s'aventurent sur la chaussée ; dès lors et en contre partie, les Français avaient le devoir de chercher à comprendre les indigènes, encore qu'un effort unilatéral risquât fort d'être stérile en ces sortes de questions. Bien des idées fausses devaient à ce contact s'émousser jusqu'à disparaître, bien des préjugés allaient s'avérer ridicules.

La doctrine de la collaboration trace cette voie, d'où n'est pas absente toute sympathie pour les Arabes : « J'admire, disait l'un de ses partisans, ceux qui peuvent travailler de concert avec les indigènes sans les aimer ; je les admire et surtout je les plains : ils ne voient pas que leur travail est inefficace et improductif ». La conquête morale, plus pénible que la victoire militaire, n'apparaît encore que comme un idéal assez lointain, plus facile à édicter qu'à réaliser, mais c'est déjà beaucoup que de la préparer, de la rendre possible.

Alors que Bugeaud se faisait le champion de la domination tempérée dans ses écrits aussi bien que dans ses actes, un autre socialiste, Infantin, théoricien le plus pur de l'esprit saint-simonien, « fait, dit Monsieur Charléty, de rigueur géométrique et de chimère sentimentale », avait à cœur de faire triompher la doctrine de la collaboration. Utopiste, le « Père Infantin », le fut au même titre, plus

peut être que tous les disciples de Saint-Simon ; comme eux et plus qu'eux il fut en butte aux sarcasmes de ses contemporains. « Il serait cependant injuste d'en rester à l'égard de tels hommes au sentiment de leurs détracteurs et de ratifier l'arrêt de l'opinion qui, ayant raillé leurs excentricités et constaté l'échec retentissant de leurs retentissantes folies, se crut quitte envers eux, malgré tant de bonne volonté. Il faut voir en eux sans doute mieux que des ambitieux banals ou des échappés d'asile, affublés d'oripeaux, qui attirent la foule ou la police. On s'en persuade aisément lorsqu'on démêle les traits importants de leur œuvre et les résultats qu'elle a produits » (1). Aussi bien, Enfantin, qui admirait Lamartine parce qu'il se moquait qu'on l'appelât rêveur, avait-il répondu à ses adversaires quand, le 13 décembre 1837, il écrivait à Arlès Dufour : « Pour la question de l'union des Arabes avec nous, certainement les praticiens, les administrateurs peuvent arriver à trouver peu à peu, par l'influence du contact journalier, des procédés chaque jour meilleurs afin de faciliter l'association et de diminuer les aspérités du contact de la Croix et du Croissant. Mais les théoriciens, les rêveurs, avec leur nez de mille pieds qui flaire par dessus les siècles, avec leur toise pantagruélique qui ne mesure que des masses et non des individus, les théoriciens, dis-je, peuvent plus facilement poser un principe, indiquer un but éloigné vers lequel chaque jour on doit tendre, enfin donner une boussole qui aide à marcher plus droit ».

L'école saint-simonienne a exercé une influence énorme en ce qui concerne la politique de la France en Algérie. Par la voix de ses plus illustres disciples elle a repoussé

toute idée de force, elle a préconisé des solutions plus conformes à son idéal, variables cependant avec chaque auteur. Enfantin fut celui qui, par ses écrits autant que par ses actes, pénétra le mieux ce problème : ses œuvres seules nous intéressent ici, et parmi elles la *Correspondance politique*, où l'on trouve éparses, voisinant avec des réflexions sur la politique générale française, des idées profondes et personnelles relatives à la question algérienne, et un ouvrage assez volumineux, « *La Colonisation de l'Algérie* », qui, selon Monsieur Tailliant, « est bien sur l'organisation de la colonie l'ouvrage à cette époque le plus complet, le plus minutieusement approfondi, le plus cohérent. C'est une construction d'une belle ordonnance, où tous les matériaux s'agencent avec une telle exactitude que, quelques pierres manquant, tout l'édifice s'écroulerait » (1).

Un esprit aussi universel et aussi vagabond que celui d'Enfantin, embrassant à la fois et avec un égal bonheur la philosophie, les sciences, la sociologie, la politique, ne se résout pas facilement à se laisser classer dans une catégorie assez étroite, tant il est vrai que toute classification est artificielle. Expert dans l'art de développer une idée, il n'admet point de limitation autre que celle qu'il s'impose à lui-même : peu importe l'étiquette sous laquelle plus tard on se préoccupera de ranger son opinion ; pourra-t-on même en découvrir une à sa taille ? Dans ce domaine relativement restreint que constitue l'étude de la question algérienne envisagée sous un seul angle, il nous est impossible d'englober dans un même chapitre, sous une seule dénomination, la doctrine d'Enfantin. Partant de la collaboration, remontant parfois — rarement, il est vrai — à la do-

(1) Tailliant : *L'Algérie dans la littérature*, Paris, 1925, p. 76.

mination tempérée, elle s'élève souvent jusqu'à l'association : c'est pourquoi, afin de nous conformer à un plan qui étudie successivement les stades divers d'une même théorie, il nous faut scinder la doctrine du Père, ne nous attardant ici que sur les idées qui ont trait à la collaboration proprement dite. Coloniser l'Algérie, pour Enfantin, c'est y transplanter une population européenne destinée à y demeurer, à s'y établir : « C'est ce transport d'une population civile considérable, d'une population agricole, commerciale et industrielle, et des arts et des sciences qu'une semblable population apporte ou attire nécessairement, c'est cette transplantation d'une population masculine et féminine formant familles, villages et villes, que j'appelle la colonisation de l'Algérie. Mais ce mot comprend aussi l'organisation par la France, c'est-à-dire le Gouvernement et l'Administration par des Français de la population indigène, dans les villes et les campagnes. » (1) Nous retrouvons ici une définition analogue à celle de Bugeaud, avec en outre l'idée de s'occuper des Arabes plus qu'on ne l'a fait jusque-là, pour les organiser, leur imposer des institutions qui fassent obstacle à leur état d'anarchie. Le journal « *L'Algérie* », auquel collabora activement Enfantin de 1843 à 1846, ne se lasse pas de répéter que « coloniser c'est civiliser, ce n'est pas brutaliser. La puissance de notre organisation, la justice et la douceur de nos lois, les relations du commerce et l'intelligence des intérêts indigènes concourront à l'œuvre tentée plus que le sang répandu. »

Il n'est point nécessaire, pour prendre pied en Algérie de faire œuvre de destructeur : « Grâce à Dieu, nous ne

(1) Enfantin : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 10.

sommes pas chrétiens à la mode de Pizarre, et nous n'égorgerons pas les Peaux-Noires comme les chrétiens d'Amérique, pendant trois siècles, ont égorgé les Peaux-Rouges » (2). Il y a place pour tous en Algérie. Il suffit que nous importions une population, agricole de préférence, qui s'acclimate et fasse souche ; dans le long préambule où il retrace l'histoire de la colonisation en Algérie et étudie plus spécialement l'époque Romaine, Enfantin montre que si la race latine ne s'est pas perpétuée en Afrique, c'est que les conquérants ne s'installèrent pas véritablement, ne fondèrent pas de foyers : « les Romains eurent des concubines indigènes, mais ce ne furent pas de vraies familles ; les armées romaines étaient plutôt « maçonnes que cultivatrices. » Tout Français qui veut coloniser doit oublier la France, la quitter sans esprit de retour et adopter l'Algérie pour nouvelle patrie. Voilà pourquoi Enfantin s'élève contre l'opinion que l'on voulait alors faire prévaloir et qui consistait à envoyer dans notre conquête tous les condamnés à la déportation, tous les déchets de la société française : ceux-là ne peuvent rien fonder de stable. « Rome envoyait des bannis, des partisans, des aventuriers, ce n'est pas là une souche de peuple, ce n'est pas là une colonisation agricole ; c'était l'inverse de ce que fut la race turque partout où elle a dominé : c'était la lie du vase comme les Turcs en furent l'écume, et les révolutions se débarrassent toujours de l'une et de l'autre pour ne conserver que le liquide clarifié, épuré par la main du temps. Que l'Algérie ne soit donc pas le Botany-Bay de la France. » (1)

(1) Enfantin : *Correspondance politique. Lettre d'Alger*, 1840, p. 184.

(2) Enfantin : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 27.

Cette population trouvant déjà établie sur le sol africain une population indigène s'installera non pas en face d'elle comme un ennemi qui se prépare au combat, mais à côté d'elle comme un ami prêt à se dévouer, ou mieux comme un tuteur prêt à servir de guide, à donner des conseils. Notre tâche présente avec les colonisations antiques ou celle des Espagnols cette différence essentielle qu'elle a pour but non plus la destruction ni même le simple partage, mais une association, une solidarité qui soit en définitive aussi avantageuse au vaincu qu'au vainqueur. S'il est vrai, ainsi que le définit Montesquieu dans « *L'Esprit des Loïs* », que le droit de conquête soit un « droit nécessaire, légitime et malheureux, qui laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter envers la nature humaine », sachons au plus vite nous libérer de cette dette. Il est juste, certes, que nous ayons la prétention de bénéficier de notre conquête, car c'est avant tout dans notre intérêt que nous l'avons tentée, et tous les sacrifices consentis ne peuvent pas rester impayés : « Ce serait à désespérer presque de Dieu, et surtout à désespérer tout à fait de la France si nous ne devions ou ne savions pas trouver une compensation de nos immenses sacrifices » (1). Aussi bien avons-nous beaucoup à gagner au contact des Arabes : seul notre orgueil de conquérants nous empêche de l'avouer, nous croyons trop facilement que les Orientaux ont tout à apprendre de nous et nous parons trop volontiers notre tentative du nom de généreuse philanthropie, alors que nous devons en retirer un avantage appréciable.

(1) Enfantin : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 149.

Il ne s'agit plus seulement de progrès matériel, d'avantages pécuniaires et commerciaux ; la fréquentation des indigènes saura créer à l'usage de nos poètes une inspiration nouvelle, à l'usage de nos philosophes une source riche en comparaisons, « Homère inspira l'Italie, Dante la France ; or l'Algérie possède le grand poème du pasteur, la poésie du plus ardent amant de la nature, du plus brillant peintre des richesses et des splendeurs de la terre. » (1) Disciple peut être inconscient des philosophes du XVIII^e siècle, Enfantin n'est pas sûr que notre morale, corrompue au contact d'une civilisation matérialiste, n'ait pas à se régénérer aux sources d'une vie plus simple et plus droite. Quels sont donc ces Européens qui, aveuglés par un sot orgueil, croient en conscience porter à l'Orient un ordre social meilleur que le sien, une morale plus pure que la sienne ? Ce sont précisément ceux qui se contentent de grands mots et se croient ainsi dispensés de se préoccuper du bien-être matériel, de l'organisation du peuple arabe, qui pourtant est un corollaire de notre conquête.

Mais l'intérêt de la France, celui des colons, ne sont pas seuls en jeu ; jusqu'à présent on a trop oublié la présence des indigènes ; en proclamant leur droit indéniable à la vie, à la propriété du sol, on a tout fait pour les en priver, croyant les endormir en les berçant de promesses que l'on n'était pas décidé à tenir. Et Enfantin se livre à un violent réquisitoire contre la colonisation telle qu'elle fut pratiquée : « La colonisation n'a jamais eu que deux résultats : ou l'extinction de la population indigène ou sa condamnation à l'esclavage, et dans les deux cas l'existence d'une classe de colons qui conserve pendant des siècles le préjugé

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 150.

des deux natures, libre et esclave, même quand elle abolit en droit l'esclavage. » (1) La raison en est simple : « Cela tient à ce qu'on a voulu posséder et non développer le peuple et le sol. Il y a des hommes qui cultivent l'affection d'une femme seulement pour faire dire que cette femme est à eux ; ceux-là sont de vrais barbares qui rapportent tout à la métropole et finissent par perdre leur colonie. » Gouverner un peuple comme propriétaire ou influencer sur son développement comme ami, telle est la différence entre les deux méthodes : Enfantin adopte la seconde, il la juge plus productive, et surtout plus humaine. On prétend, il est vrai, qu'un propriétaire aime sa propriété plus qu'il n'aime ses amis ; « c'est possible pour plusieurs, déclare Enfantin, et ceux-là ne sont pas mes amis » ; toujours est-il qu'il y a une différence entre des choses et des personnes, il faut cesser de traiter les colonies comme des choses, car les indigènes qui les habitent sont des hommes, et ces hommes sont nos égaux. Notre contact journalier leur impose des mœurs nouvelles, ayons l'élémentaire honnêteté d'aider à leur adaptation ; les besoins nouveaux que nous leur avons apportés impliquent l'existence de moyens par lesquels ils pourront être satisfaits, et c'est à nous que la tâche incombe de les propager : « Tant que l'on cherchera dans la colonisation uniquement notre profit, sans s'inquiéter de ce que l'Orient y gagne, tant que notre orgueil nous aveuglera au point de nous faire croire que les Orientaux ont tout à gagner à nous connaître et que si nous allons à eux c'est pour obéir à notre généreuse philanthropie qui veut civiliser ces barbares, on sera en dehors de la vé-

(1) Enfantin : *Correspondance politique*, Le Caire, janvier 1836, p. 160.

rité. » (1) Enfantin déplore, en même temps que l'orgueil qui lui a donné naissance, l'égoïsme insolent des vainqueurs ; dans cette lutte pour la vie ou pour la fortune que sont venus livrer les colons sur la terre d'Algérie, ils ne pensent qu'à eux, n'envisagent que leur seul intérêt, semblant oublier qu'il y a à côté d'eux les indigènes ; ils les écrasent de leur mépris. Ce n'est pas là une conduite digne d'une nation qui n'a cessé de prétendre, dans ses proclamations officielles, au rôle de protecteur, de conducteur, d'éducateur. C'est en outre une façon d'agir pleine de dangers, car le mépris n'a jamais engendré que de la rancune ; or c'est pour nous une nécessité de faire appel aux Arabes, parce que « l'Européen qui prétend conquérir l'Orient fait un rêve ; là c'est le climat, le soleil, qui sera son maître : l'Européen a la peau trop fine pour gouverner le désert : il fait pitié à l'Arabe comme au forgeron le dandy qui voudrait frapper sur l'enclume. » (2)

Nous avons mieux à faire qu'à créer en Algérie deux clans rivaux, sinon ennemis : « le premier motif providentiel qui explique et légitime l'occupation par nous de l'Algérie, c'est le progrès que nous devons faire accomplir aux Arabes. » (3) En organisant la société indigène avec la population européenne, nous formerons un agglomérat qui avec le temps deviendra de plus en plus solide. Cette société n'aura pas deux intérêts distincts et contradictoires : l'un pour les Français, l'autre pour les Arabes ; il nous appartient de les unifier, de les fondre en un seul, qui soit en même temps celui des colons et celui des indi-

(1) Enfantin : *Correspondance politique*, Alger, 1840, p. 181.

(2) Enfantin : *Correspondance politique*, Alger 1840, p. 179.

(3) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 149.

gènes. « Dès que notre domination, préparée par les moyens destructifs de la guerre, pourra être confirmée, garantie, assurée par les travaux productifs de la colonisation, alors il s'agira de faire sérieusement de l'industrie agricole ou commerciale, d'établir des villages de colons, des ports de marchands, de fonder des familles, d'élever et d'instruire une population coloniale ou indigène soumise à la France ; de régler les relations civiles, commerciales, morales, religieuses de ces deux populations si différentes ; d'étudier même, pour les diriger ensuite, les mœurs et les coutumes civiles des Africains. » (1) C'est là notre tâche, elle nous dépasse si nous voulons l'accomplir seuls. Heureusement nous avons sous la main de puissants auxiliaires, qui sont les Arabes eux-mêmes. Nous n'avons à craindre qu'une chose^{*}, ce serait, dans notre ardeur de néophytes, de vouloir trop ou trop vite ce qui ne pourrait être ou du moins ce qui ne pourrait être que lentement. Lorsque nous aurons réalisé une interdépendance de ces intérêts, lorsque ceux des Arabes seront les nôtres et inversement, lorsque les uns et les autres nous aurons admis ce but, la collaboration ne sera plus un vain mot : essentiellement active, pénétrant dans les moindres détails de la vie quotidienne, elle engendrera, l'ayant rendue nécessaire, une mutuelle compréhension. Il ne s'agit pas d'imposer aux indigènes telle ou telle méthode d'exploitation agricole, industrielle ou commerciale, mais seulement, et avec beaucoup plus d'efficacité, de leur proposer un exemple à suivre, un travail à partager et des avantages à réaliser ; ils n'y résisteront pas. « En vue de l'Algérie, de cette création nouvelle que la France a résolu de faire,

(1) *Enfantin : Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 40.

songeons donc à la puissance créatrice qui se développe en nous et non pas aux instruments vermoulus du passé ou bien à ceux qui nous ont servi à les réduire en poussière. Songeons à nous servir de la puissance d'association industrielle et non à fonder en Algérie des seigneuries ou de misérables chaumières, entourées d'un petit champ cultivé à la bêche. » (1)

Nous retrouvons ici dans une application fort intéressante l'idée de travail en commun chère à l'école saint-simonienne. Enfantin le préconise comme un moyen très efficace de parvenir à une collaboration entre colons et indigènes : travaillant les uns avec les autres, les uns pour les autres, colons et indigènes auront fatalement des intérêts solidaires, entremêlés si intimement que nuire aux uns serait aussi léser les autres.

On ne participe pas aux mêmes travaux sans éprouver le désir de se comprendre, surtout lorsqu'au travail s'ajoute une vie en commun : il y a là une fatalité, une loi de la nature. Les colons, au contact des indigènes, s'apercevront très vite qu'ils ont à apprendre d'eux beaucoup de choses dans le domaine même de l'exploitation, parce que, plus habitués au climat et connaissant mieux le sol qui les a vus naître, les Arabes, profonds observateurs, pourront leur donner d'utiles conseils. Les indigènes, de leur côté, verront bien que les Européens ne sont pas venus en Algérie pour détruire et spolier, leur ambition est de travailler en paix afin de faire fortune ; alors insensiblement ils deviendront moins farouches, moins lointains, puis ils consentiront à entrer dans une association où ils sauront trouver quelques avantages. Enfantin édicte trois règles

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 113.

marquées au coin du bon sens : « Conserver les principes communs aux indigènes et aux Européens ; détruire les principes contraires à l'union et à la prospérité de ces deux populations ; introduire et développer les principes avantageux à toutes deux et qui sont déjà en germe chez l'une et chez l'autre, telles sont les lois qui nous sont imposées, la première par la raison, la seconde par la nécessité, la troisième par l'humanité. » (1) Sans parti pris, Enfantin propose de choisir et d'adopter non pas exclusivement des principes propres aux colons, convenant à leur mentalité ; il met sur un pied d'égalité — et c'est bien là l'essence de sa doctrine — Européens et indigènes ; il se peut que chez ces derniers on trouve des principes à développer, que puissent raisonnablement accepter les colons.

Dans cette association de deux groupements, l'Européen et l'Arabe ne seront cependant pas placés sur le même plan ; car, de même que dans le mariage le mari est le chef de la communauté, de même dans cette collaboration, l'un, le colon, aura la puissance de commandement. Oh ! sans doute, l'imperium dont il jouira sera tellement réduit qu'il pourra paraître assez peu effectif : il l'utilisera non pas dans son seul intérêt, mais dans celui de tous, le sien propre devant céder le pas à celui de l'indigène en cas de conflit. Ainsi limité, son rôle apparaîtra comme celui d'un guide plutôt que d'un chef absolu, cette qualité de guide lui conférant d'ailleurs une certaine autorité. C'est à lui qu'il appartiendra, par des méthodes variables suivant les lieux et les hommes et dont Enfantin lui laisse le choix, mais en répudiant tout recours à la force, d'amener peu à peu l'indigène à accepter une collaboration qui en défi-

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 151.

nitive lui sera très avantageuse. Lorsqu'il aura donné son acquiescement en toute loyauté, alors l'appropriement commencera, mais c'est l'œuvre la plus difficile, et aussi la plus importante et la plus longue que d'amener deux races aussi différentes de mœurs, de caractère et de lois à une communauté d'idées et de sentiments : nous quittons alors le domaine de la collaboration, il s'agit d'une véritable association, et Enfantin l'a entrevue, il l'a prêchée aussi ; sous cette forme nous le retrouverons un peu plus loin.

Dans la collaboration, pour que soient possibles et la solidarité d'intérêts et notre tâche de guides, il faut qu'entre colons et indigènes se glisse un peu d'affection, que les Arabes s'abandonnent en quelque sorte entre nos mains. Et notre responsabilité augmente d'autant, car la confiance loyale et totale ne se donne qu'une fois ; à nous de savoir la conserver lorsque nous l'aurons acquise. Dans la période tourmentée qui s'étend entre 1840 et 1850, l'Algérie n'est pas encore pacifiée : n'oublions pas que notre premier devoir est de protéger les tribus qui se sont soumises contre la vengeance des révoltés. La France veut conquérir l'Algérie tout entière, soit ; mais qu'elle procède par étapes et se persuade bien qu'il vaut mieux avancer plus lentement qu'abandonner, faute de méthode, des tribus qui, s'étant livrées à nous, se sont par là même placées sous notre protection. Ayons un plan de colonisation ; nous sommes stupéfaits de voir Enfantin, « esprit qui aimait à généraliser, à voir tout de suite haut et loin, à l'aventure », étudier minutieusement tous les détails d'organisation. Il insiste : « Pour Dieu, écrit-il, n'allons chercher les tribus insoumises que lorsque nous serons en mesure de les enserrer dans notre réseau orga-

nisateur ; alors employons même le fameux procédé, le « compelle intrare » ; forçons les à se civiliser, mais ne nous efforçons pas jusque-là de rentrer avec elles dans la barbarie. Il ne s'agit pas de soumettre des tribus, quand on ne peut pas les défendre contre un Abd el Kader. » (1)

Enfantin nous apparaît ici sous un jour un peu nouveau. Partisan d'une collaboration loyale entre colons et Arabes, il ne repousse pas toute hiérarchie, et il en attribue le sommet aux Européens, persuadé que seuls ils peuvent, s'ils jouissent de quelque pouvoir, mener à bien l'entreprise qu'on a confiée à leur sollicitude. Dans le domaine du gouvernement et de l'administration, Enfantin se déclare partisan résolu de l'autorité, par quoi il se rattache encore un peu à la doctrine de la domination tempérée : « Pour fonder une société nouvelle, et surtout une société composée de deux populations très différentes, il faut à un très haut degré un pouvoir fort, intelligent, vigoureux, despotique même. Les indigènes sont un peuple qui sait très bien commander et très bien obéir. Il faut que l'autorité française sache commander, sans cela elle n'inspirerait pas le respect aux Arabes. » (1) Et plus loin il ajoute : « puisque nous avons conquis, nous devons gouverner notre conquête ; or, qu'est-ce qu'un gouvernement qui n'organise pas et n'administre pas ? Qu'est-ce surtout qu'un conquérant qui n'organise pas et n'administre pas sa conquête ? » (2) Nous ne devons pas confier l'autorité aux chefs indigènes, nous avons le devoir de gouverner par nous-mêmes, « c'est une nécessité d'organiser, de gouverner et

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris 1843, p. 400.

(2) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 192.

(3) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 324

d'administrer les tribus soumises, c'est même en cela surtout que consistera la véritable gloire de la France en Algérie. » (1) Et cependant, être fort ce n'est pas abuser de sa force, et c'est plutôt la montrer que l'employer ; l'autorité française saura s'adapter aux populations en contact ; le plus souvent son rôle sera « plus administratif que gouvernemental, il consistera à présider au contact des deux races plutôt que de pénétrer sous la tente de l'indigène ou dans la maison du colon ; elle doit gouverner entre eux plutôt que sur eux. » (1)

Pour concilier dans la vie quotidienne l'autorité dont nous avons besoin avec l'amour-propre légitime des Arabes, Enfantin veut que nous cherchions chez les indigènes la main-d'œuvre qui nous est indispensable pour mettre en valeur le sol de l'Algérie, pour y créer des établissements commerciaux et industriels. Pourquoi n'essayerions-nous pas du travail en commun, cher aux socialistes ? Au début tout au moins la direction en incomberait aux colons ; mais participant aux charges et au travail, les ouvriers algériens auraient aussi la faculté de donner des avis ; et plus tard, lorsqu'ils se seraient adaptés à la technique européenne, ils pourraient à leur tour gravir les échelons qui conduisent au patronat, obtenir des concessions, construire des manufactures, voler de leurs propres ailes. Ce qui leur manque, c'est moins le désir de bien faire que la connaissance des bonnes méthodes, il leur faut des guides : ce sera notre tâche à nous. En outre, cette colonie, séparée de la métropole par une mer, appelée dans un proche avenir à commer-

(1) Enfantin : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 336.

(2) Enfantin : *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 359-

cer avec tous les peuples du monde, devra se créer une marine ou faire appel aux services de la marine française; or, il est sur les côtes algériennes des populations auxquelles leur genre de vie et leurs habitudes ont conféré des dispositions pour devenir d'excellents marins. Nous pouvons les enrôler sur nos bateaux, organiser une marine franco-algérienne où seront mêlés, avec cette intimité particulière à la vie de la mer, Français et Arabes. De même l'existence des camps est propice à la vie en commun; et les Arabes sont d'excellents guerriers : « c'est chez les Kabyles et chez les hommes du sud que nous devons recruter surtout notre cavalerie et notre infanterie » : lutter pour le même idéal, mourir ensemble, peut-il y avoir plus belle collaboration ? Ces marins, ces soldats viendront en France, ils apprendront à connaître la métropole ; en sens inverse, envoyons en Afrique des soldats français : de la sorte, se connaissant mieux parce que vivant en commun, Français et Arabes se comprendront mieux. « Que l'Orient et l'Occident se visitent et s'unissent » ; mais aussitôt une restriction vient sous la plume du Père : « pour Dieu pas de confusion, ne répétons pas les folies des envahisseurs du passé... Dieu fit chaque terre pour une race, il ne dit point : enfant du Nord, transplante-toi sous l'Equateur. » (1)

Enfantin ne fut donc pas le parfait utopiste que, faute peut-être de l'avoir lu, on représente trop souvent s'égarant au milieu de considérations purement spéculatives et abstraites, et négligeant et dédaignant les réalités. Membre de la commission scientifique chargée d'étudier l'Afrique, il était bien placé pour se documenter ; n'ayant point de parti-pris, il pouvait dire toute la vérité. Sans doute il eût

(1) Enfantin : *Correspondance politique*, Alger, 1840, p. 180.

préféré — cela éclate à chaque page — que le premier envoi le conduisit directement à l'association; mais les réalités entrent bien quelque peu en ligne de compte dans le gouvernement des hommes, et les réalités ne permettaient pas à Enfantin de brûler les étapes. Voilà pourquoi il s'arrête le plus souvent à la collaboration : un grand pas vers le rapprochement des deux races sera accompli le jour où elles auront établi entre elles une solidarité d'intérêts qui les enserrera de tous côtés, de même que la nasse retient prisonniers les poissons qui ont l'imprudence de lui confier leur destinée. Le but qu'il se fixe n'est point inaccessible, il suffit que chacun fasse un effort et l'Arabe non seulement acceptera — ce n'est pas assez — notre présence à son côté, mais encore il recherchera notre fréquentation : « la domination la plus assurée, écrivait Tite Live, est celle qui est agréable à ceux-là mêmes sur qui on l'exerce. » Unissant leur travail, mettant en commun leurs connaissances respectives, colons et indigènes réussiront à édifier ce magnifique monument que constituera le spectacle de leur parfaite entente.

Cependant que le Père créait la doctrine de la collaboration et en exposait les détails, avant même qu'il eût publié son ouvrage sur la colonisation de l'Algérie, un sociologue, Correch, disciple de Fourier, soutenait la même thèse en y ajoutant quelques variantes dont l'originalité est incontestable. Après avoir proclamé qu'il faut être juste avec les Arabes, il se montre partisan d'une collaboration totale entre indigènes et Français ; encore faut-il procéder avec prudence. C'est ainsi qu'il ne voit que dangers dans l'incorporation d'indigènes à notre armée ou à notre marine ; en contre-partie de l'avantage certain qui résulterait de ce contact et qui serait une meilleure compréhen-

sion réciproque, l'inconvénient n'est pas moindre. Sommes-nous donc si certains d'avoir entièrement soumis les Arabes, alors que partout nous combattons encore ? Alors, il est tout à fait impolitique de réveiller dans les tribus soumises, guerrières par nature et par atavisme, l'instinct de la bataille, avec le souvenir des luttes passées et le désir d'une gloire prochaine. Il serait plus sage d'orienter leur ardeur vers d'autres tâches plus urgentes ; sinon, en instruisant les indigènes dans l'art de la guerre moderne, nous risquons de forger nous-mêmes les instruments de notre propre ruine, et bientôt nous serons chassés de l'Algérie. La culture, le commerce sollicitent leur intelligence et leurs bras ; ne les en détournons pas : « Il faut avoir les Arabes pour soi, mais il faut les avoir comme auxiliaires pacifiques. Si on en fait des guerriers, tôt ou tard l'Afrique nous échappera ; ne soyons pas les artisans de notre éviction. Il ne peut y avoir de bonheur possible, pour les masses comme pour les individus, que par l'association des intérêts économiques, intellectuels, religieux et moraux. » (1) C'est déjà un peu plus que la simple collaboration, mais il n'y a là qu'une pointe en avant, l'idée maîtresse de l'ouvrage est celle de solidarité : Les Arabes seront pour nous de précieux auxiliaires : et à ceux qui pourraient voir dans cette notion une certaine idée de supériorité de notre part, Correch répond qu'il faut une hiérarchie, mais il ne tient qu'à ceux qui seront au sommet de l'adoucir jusqu'à l'aplanir et la transformer en égalité. Les Arabes nous apportent leur collaboration, ce n'est point une dette qu'ils nous paient, car ils n'en ont contracté aucune envers nous, si ce

(1) Correch : *Le désastre de Constantine et le système de colonisation de la Régence d'Alger* Paris, 1837, p. 27.

n'est, une fois qu'ils se sont soumis, celle de respecter loyalement et fidèlement leurs engagements. Quant à nous, outre les devoirs que la conquête impose à tout vainqueur, nous avons des promesses à tenir ; et les colons ne sont venus s'établir sur la terre d'Afrique qu'avec l'espoir, sinon l'assurance, que la France leur ménagerait l'amitié des Arabes, dont ils ont besoin. Ces mêmes colons n'ont pas pour seule tâche d'édifier une fortune, ce dont leur égoïsme s'accommoderait aisément ; la nécessité leur impose une autre mission : pour faire appel au concours des indigènes, il faut les apprivoiser, et il n'est point de meilleur procédé, ni de plus efficace que de leur offrir une part des bénéfices : collaboration. Infantin préconisait déjà le travail en commun pour mélanger en quelque sorte les éléments divers qui y participaient. Fouriériste, Correch va plus loin : le travail en commun, c'est bien, mais pour l'accomplir il faut organiser des phalanstères. Une fois de plus, nous voyons transportée à la colonie une théorie née dans la métropole ; elle va y chercher un terrain d'essai. Il est superflu d'insister encore sur l'influence profonde exercée en Algérie par les doctrines socialistes de la première moitié du XIX^e siècle ; trouvant en France trop de résistance, elles s'implantent dans un pays neuf et, dans l'espoir du succès, veulent tenter l'expérience pour convaincre leurs détracteurs eux-mêmes. Sans exagération, il est permis d'affirmer qu'elles sont à la base de la doctrine de l'association ; humanitaires par principe, sociétaires — ainsi que l'on disait alors — par définition, elles adoptent vis-à-vis de l'indigène une politique faite de bonté de la part du colon européen ; elles ne considèrent pas la différence de race comme un obstacle éventuel au rapprochement des ennemis d'hier. Plaçant le Français et l'Arabe sur un pied d'égalité, elles envisa-

gent sans contrainte leur collaboration dans les domaines où tout peut contribuer à créer un intérêt commun, où rien n'est susceptible d'engendrer des conflits. Il est curieux, à cet égard, de lire dans l'ouvrage de Correch l'organisation de son espèce de phalaïstère, et qu'il dénomme la « monade sociale », dirigée par le « monadon ». C'est là, ajoute-t-il le « mode économique social » de la colonisation.

Le champ rêvé pour tenter l'expérience est bien celui de l'intérêt ; sans doute, les luttes qu'il soulève sont parfois âpres. Mais songeons un peu à l'état véritablement exorbitant pour des Européens, imprégnés depuis longtemps de l'esprit de lucre, dans lequel nous avons trouvé les Arabes ; comment aurions-nous pu imaginer que, guidés par nous, connaissant désormais les moyens de s'enrichir, ils n'auraient pas eux-mêmes demandé à entrer en lice, à courir leur chance? « La race arabe est, comme toute autre, accessible au calcul de l'intérêt, à l'appât des bénéfices, au besoin d'une vie meilleure et à l'ascendant d'une autorité juste et protectrice. » (1) Donnons pour but à son activité l'acquisition de la fortune ou du mieux-être matériel, nous le détournerons ainsi de projets trop belliqueux ; et pour y parvenir, il aura besoin de guides, de conseillers ; tout naturellement, il nous confiera son inexpérience, à nous de savoir le conduire au succès ; si nous y arrivons, il nous remerciera, nous gardant peut-être un peu de reconnaissance ; nous l'aurons conquis.

Certes, il y a un autre aspect du problème, le plus angoissant : lorsque nous aurons initié l'Arabe à nos méthodes commerciales, industrielles et agricoles, il sera pour nous autre chose que l'auxiliaire des premières années, il devien-

(1) Cavaignac : *La Régence d'Alger*, Paris, 1839, p. 58.

dra un concurrent, d'autant plus redoutable que, mieux adapté au sol et au climat, il produira en Algérie plus facilement et à meilleur compte que nos propres colons. C'est là le point névralgique de la question. Grâce à la division du travail, cette concurrence procurera une certaine aisance aux indigènes qui l'auront osée, et très vraisemblablement, avec les nouveaux besoins qu'ils auront éprouvés à notre contact, un surcroît de consommation qui se traduira par une production et un commerce plus intenses. Encore n'est-ce là qu'un point de vue secondaire, en ce qui nous concerne : avant de devenir des concurrents et pour arriver à cette situation, les indigènes vont être obligés de nous fréquenter, de se faire nos auxiliaires ; plus tard, ils auront à leur tour besoin de capitaux et peut-être de main d'œuvre européenne : collaboration, vie en commun en seront le résultat. Quant aux effets malheureux de la concurrence — n'oublions pas que nous sommes aux environs de 1840 — il ne dépend que de nos colons, de nos marchands, d'en atténuer la portée. Aussi bien a-t-il été prouvé maintes et maintes fois que deux peuples voisins pouvaient prospérer sans se nuire : il naîtra entre les intérêts des deux populations une interdépendance qui ne pourra que rapprocher les hommes : « les besoins d'échange et de rapports continuels les obligent sans contrainte à se voir et à s'entendre journellement, l'accroissement des travaux chez les Européens permet d'y occuper un plus grand nombre d'Arabes ; alors, le seul appât de l'argent, le véritable dieu des Arabes, suffira pour les attirer dans nos fermes ; ils se familiariseront avec nos travaux, ils apprécieront bientôt notre supériorité et chercheront à s'instruire dans nos arts et dans nos industries. C'est ainsi que la civilisation, en s'insinuant sans au-

cun effort, amènera la seule colonisation possible avec les Arabes. » (1)

Quelques années plus tard, toujours en prenant pour base de sa théorie la collaboration par l'analogie et la concordance des intérêts, Warnier donnait de la colonisation une définition que n'eût point désavouée Infantin : « Coloniser, c'est fonder des villes et les peupler de commerçants et d'industriels, non pas avec des hommes qui s'expatrient momentanément pour s'enrichir et rentrer ensuite dans la métropole, mais avec des hommes qui prennent racine au sol, s'y multiplient, y vivent et y meurent. Coloniser, c'est fonder des villages, des fermes, peuplés d'agriculteurs, qui d'abord se nourrissent eux-mêmes, reproduisent ensuite les aliments nécessaires aux habitants des villes et fournissent enfin au commerce des moyens d'échange. Coloniser, c'est conserver les villes, les villages, les fermes qui existent avant la conquête ; coloniser, c'est protéger les commerçants, les industriels, les agriculteurs établis sur le sol ; coloniser, c'est respecter les maisons, les jardins, toutes les cultures que le peuple conquérant trouve sur son passage. Coloniser, c'est en un mot, d'une part, conserver, protéger, respecter ce qui existe, c'est en même temps créer ce qui n'existe pas. »

(2) Il y a dans cette définition tout un programme dont l'exécution lente et progressive, où la persuasion a plus de part que l'action violente, peut paraître timide, mais qui cependant évite la haine, les révoltes et les représailles sanglantes. Si donc nous conservons les institutions déjà établies, c'est que notre intention est sinon de nous y plier,

(1) Duchassaing : *La vérité sur Alger*, Paris, 1840, p. 196.

(2) Warnier : *Examen des « moyens d'assurer la domination française en Algérie » du Gal de Létang*, Paris, 1846.

du moins de les utiliser dans notre propre intérêt autant que dans celui de l'indigène ; nous rencontrerons l'Arabe sans nous heurter à lui ; voyant la pureté de nos intentions, il sera tout prêt à nous accepter, et les répugnances provenant des différences de race ou de religion disparaîtront peu à peu. Plus tard, le Général Laperrine qualifiera cette conduite du nom de « Politique d'apprivoisement. » (1) C'est en somme une alliance que nous voulons signer avec les indigènes ; grâce à leur concours, les terrains deviendront plus fertiles, le commerce s'étendra et le bien-être augmentera, car « ce peuple nous donnera des ouvriers, des manœuvres, des artisans, des marins, si nous les lui demandons. Cessons dès lors de dénier aux indigènes une certaine aptitude aux travaux de la colonisation ; cessons de les considérer comme des ennemis irréconciliables et nous trouverons en eux des instruments dociles pour la conquête pacifique du pays : le commerce, l'industrie, l'agriculture feront plus pour soumettre les Arabes que la guerre et les razzias. » (2) Vers 1848, on parle beaucoup de la main-d'œuvre arabe ; il pourrait sembler que cette notion cache une idée de supériorité ; nous ne croyons pas trouver chez les auteurs de cette époque pareille intention : mais les colons étaient alors presque tous concessionnaires ou commerçants, patrons, et peu d'indigènes avaient à ce moment adopté les méthodes de travail européennes, tandis que pour les colons le problème de la main-d'œuvre, et surtout le travail en commun, — toujours l'influence socialiste — apparaissait comme le meilleur, sinon le seul moyen de créer entre les deux populations une série ininterrompue de relations do-

(1) Revue des Deux-Mondes, 1922, p. 330

(2) Warnier : *Examen...*, Paris, 1846, p. 53.

mestiques, avant que la solidarité d'intérêts les rapprochât dans une collaboration plus étroite. Le danger de la main d'œuvre arabe réside en ce qu'elle est exposée, grâce à son inexpérience et à ses faibles besoins, à la cupidité et aux convoitises des colons: contre une telle conduite s'élèvent avec vigueur les écrivains et publicistes français; les Arabes sont égaux aux Européens, ils ont droit comme eux à un équitable salaire. « Notre tâche en Afrique, écrit de Lamoricière, présente cette singularité toute particulière dans l'histoire des conquêtes, c'est qu'en réalité notre intérêt bien entendu, notre intérêt égoïste si je puis dire, nous oblige à civiliser la population indigène, à développer et grandir son bien-être pour assurer le nôtre. Nous croyons à la possibilité de l'association des intérêts entre européens et indigènes, les premiers prospérant par la supériorité de leur industrie, les seconds bénéficiant par le prix de revient économique de leurs productions perfectionnées, » (1) Bugeaud avait déjà assigné une semblable mission à notre conquête: administrer, pour lui, ce n'était pas seulement installer au-dessus et loin des indigènes un gouvernement, c'était avant tout « veiller à leurs intérêts, les rapprocher de nous, en faire des auxiliaires pour la colonisation comme nous en avions fait des auxiliaires pour la guerre et la police du pays. » (2)

Les premières années du Second Empire ne furent pas plus favorables à la doctrine de la collaboration qu'à celle de la domination tempérée, et celle-là ne dut un regain d'actualité qu'à l'Empereur lui-même, lorsque, dans une

(1) De Lamoricière: *De la colonisation des provinces d'Oran et de Constantine*, Paris, 1848, p. 198 et sq.

(2) Cité par Javary: *Etudes sur le gouvernement militaire de l'Algérie*, Paris, 1855, p. 14.

lettre adressée au Maréchal de Mac-Mahon, il résumait ainsi son programme : « ma politique algérienne se résume en peu de mots : gagner la sympathie des Arabes par des bienfaits positifs... Les deux éléments ont besoin de se prêter un concours réciproque : les Européens doivent servir de guides et d'initiateurs aux indigènes pour répandre chez eux les idées de morale et de justice, leur apprendre à écouter ou transformer les produits, étendre le commerce, exploiter les forêts et les mines. Les indigènes doivent seconder l'établissement des Européens, afin de trouver chez eux l'emploi de leur main d'œuvre, le placement de leurs récoltes... L'intérêt mutuel fera peu à peu, je l'espère, disparaître les antipathies » (1). Pour lui, la seule politique possible, parce qu'à ses yeux la seule efficace, est celle qui fait vivre le colon avec l'Arabe, façonne celui-ci à nos lois, l'habitue à notre domination et le convainc de notre supériorité non plus par les armes mais par le spectacle quotidien de nos institutions et de leur fonctionnement. Apportons à nos protégés — le mot est peut-être un symbole — avec une justice équitable et rapide, un accroissement de bien-être et insufflons-leur, par notre attitude à leur égard, le désir de nous fréquenter ; bientôt ils nous répondront en nous offrant leur loyale collaboration. Et comme s'il éprouvait le besoin de justifier la politique française en Algérie, Napoléon III écrit au Maréchal : « La France, qui sympathise partout avec les idées de nationalité, ne peut, aux yeux du monde, légitimer la dépendance dans laquelle elle est obligée de

(1) Napoléon III : Lettre au Maréchal de Mac-Mahon, gouverneur de l'Algérie, Paris, 1865, p. 8.

tenir le peuple arabe, si elle ne l'appelle à une meilleure existence » (1).

A la suite de l'Empereur, des écrivains vont également prêcher la collaboration ; il est certain que l'Arabe, malgré sa fierté et son traditionnel dédain des biens qu'il n'a point, ne saura pas résister aux appels de l'intérêt : « l'intérêt est un grand magicien qui n'est pas moins habile à dompter et à transformer les cœurs farouches des barbares que les consciences amollies des races civilisées » (2). Les nécessités du travail, les échanges commerciaux, la réciprocité obligée des bons offices vont présider au mélange des deux races ; il y aura des chocs, ils sont inévitables, mais bien vite empressons-nous de les amortir, et ceux qui en auront souffert les oublieront.

Burdeau, qui fut député de l'Algérie à la fin du XIX^e siècle, a parfaitement vu que la collaboration n'était pas le résultat d'un effort venu d'une seule source, et dirigé dans un seul sens ; elle est bien plutôt la suite logique d'une convergence d'efforts partis de deux points opposés ; pour parvenir, entre ces deux extrêmes, au point de rencontre, chacun a dû avancer. Il n'est pas nécessaire que le chemin parcouru par l'un et par l'autre soit égal, d'ailleurs comment l'apprécier ? Il faut du moins que tous deux se manifestent suffisamment pour prouver une bonne volonté prête à sacrifier à l'intérêt commun. « Nous devons attacher les indigènes par des intérêts et des besoins nouveaux au régime créé par notre établissement et travailler ainsi au rap-

(1) Napoléon III : Lettre au Maréchal de Mac Mahon, gouverneur de l'Algérie, Paris, 1865, p. 10.

(2) Didier : *Le Gouvernement militaire et la colonisation en Algérie*, Paris, 1865.

prochement des races. Mais il ne suffit pas qu'une race supérieure, et même animée de bonnes intentions, se trouve placée au contact d'une race inférieure pour que celle-ci en profite infailliblement. Si on la laisse entièrement sous l'action de ses institutions et de ses idées primitives, elle demeurera réfractaire à la civilisation ou elle n'en copiera que les dehors et les vices. Si on lui impose les institutions trop nouvelles, inintelligibles et impraticables pour elle, elle y résistera ou elle dépérira. Le seul moyen de gagner sur elle, c'est de prendre pour base ses mœurs mêmes, son état social, intellectuel et économique et de développer par degrés cette organisation en y introduisant peu à peu l'esprit d'une civilisation plus haute ; à l'égard d'une race demi-civilisée, on ne peut procéder que par éducation » (1). Education : ce mot évoque autre chose qu'une initiation au progrès matériel, une invitation à participer à une organisation sociale déterminée et qui serait celle du vainqueur, à épouser des sentiments nouveaux, à se forger une mentalité différente de celle que l'élève ressentait avant l'arrivée du maître. Et cependant, l'Arabe ne semble pas mûr pour supporter une pareille tentative qui, si elle réussissait, signifierait pour lui le plus profond des bouleversements, tandis que sur le plan des intérêts économiques, de la vie matérielle, il est permis d'espérer un résultat plus rapide : il est plus facile de modifier un mode de vie que des sentiments ou des croyances, parce que le premier est infiniment plus superficiel, il emprunte au milieu physique sa faculté d'adaptation et de changement. Aussi, la solution de la question indigène apparaît-elle à beaucoup comme n'étant ni administrative, ni judiciaire, ni scolaire, mais avant tout

(1) Burdeau : Rapport à la Chambre des Députés : *l'Algérie en 1891*, Paris, 1892, p. 141.

économique. « C'est par la fusion des intérêts que nous établirons la paix civile, que nous rendrons facile la vie côte à côte du colon et de l'indigène ; en nous établissant dans une province du monde musulman, habitée par des primitifs, nous avons contracté l'obligation d'assurer la paix, la sécurité et au moins une vie matérielle meilleure aux populations conquises » (1).

Par une progression insensible, l'idée de collaboration simple s'est accompagnée de l'idée du devoir qui nous incombait à nous vainqueurs, si nous voulions vraiment gagner la sympathie des Arabes. Il ne suffit pas de leur offrir brutalement une collaboration dont ils risqueraient d'être les victimes ; avant d'associer leurs intérêts aux nôtres, nous devons, à titre d'essai, les guider, les conduire dans le dédale des affaires, les familiariser avec les méthodes européennes qu'ils devront adopter ou concurrencer, bref entreprendre leur éducation commerciale, industrielle, agricole, sans laquelle ils feraient figure de petits garçons et seraient les dupes dans un monde déchaîné par l'appât du gain. « Nous nous trouvons en face d'une race mineure dont les défauts ont été grandement exagérés. Avec la France comme guide et comme éducatrice, ses progrès doivent être rapides. Nous ne dirons pas que c'est la reconnaissance qui les jettera dans nos bras ; n'escomptons pas ce beau sentiment, aussi rare aujourd'hui chez les Musulmans que chez les autres peuples, mais comptons sur l'intérêt, ce puissant mobile des hommes et des nations » (2). Que notre domination ne se fasse plus connaître uniquement par les impôts,

(1) Vignon : *La France en Algérie*, Paris, 1893, pp. 514-535.

(2) Trolard : *En Algérie. Le testament d'un assimilateur*, Alger, 1903, pp. 47-48.

les corvées et les exigences de toutes sortes, qu'elle fournisse aux Arabes la direction fraternelle dont ils ont besoin. « L'évolution d'un peuple en retard de tant de siècles ne peut pas être réalisée en un jour par la seule force de la raison. C'est plutôt la force autrement dominante de l'intérêt qui sollicitera son énergie et la dirigera vers l'effort par le progrès ; on peut en espérer aussi des résultats plus immédiats si nous savons assimiler aux indigènes nos mœurs commerciales » (1). Entre les populations algériennes, les colons et la nation directrice il y a concordance d'intérêts, en sorte que ce n'est pas seulement humain, c'est la suprême habileté que de développer le bien-être parmi les indigènes et de rapprocher les deux races, arrivant ainsi à unir librement leurs efforts pour la production et le progrès matériel, harmonie absolument indispensable à la prospérité de l'une et de l'autre.

Un auteur hollandais, dans un livre récent qui, malheureusement, n'a pas trait à l'Algérie, préconise aussi la politique de collaboration, la solidarité des intérêts entre les colonisateurs et les colonisés, il y met comme conditions primordiales le désir mutuel de se comprendre, une confiance réciproque, une estime partagée, un gouvernement prenant pour règles la douceur et la bonté ; après quoi Européens et indigènes pourraient marcher la main dans la main sans craindre un improbable divorce (2).

L'un des représentants les plus autorisés de la théorie de la collaboration — et qui fut également, ainsi que nous

(1) Rouire : *Les indigènes algériens*, Revue des Deux-Mondes, Paris, 1909, p. 630.

(2) Van Eerde : *Ethnologie coloniale, l'Européen et l'indigène*, Paris, 1927 (traduction).

le verrons, un fervent associationniste — est Jean Hess ; avec une profusion de détails qui montre bien le point de vue auquel se place la doctrine qu'il défend, il la définit ou plutôt la décrit assez exactement : « les indigènes, dit-il, seront de bons collaborateurs, s'ils peuvent nous vendre de la terre, en condition que l'acheteur en soit bien le propriétaire et l'exploite ensuite librement ; s'ils peuvent nous louer de la terre, en condition que le locataire en use librement et légitimement ; si, employés comme travailleurs, ils peuvent et veulent accomplir, librement ou par contrainte de leurs chefs à eux, le travail consenti ; si, acheteurs, ils paient ; si, vendeurs, ils livrent ce que de droit. C'est l'intérêt qui fait les bons associés, ce n'est ni la morale, ni la philosophie, ni le sentiment, c'est exclusivement l'intérêt : Tout homme respecte un contrat quand il ne lui servirait à rien de ne point le respecter : voilà le principe économique, c'est aussi celui de la colonisation » (1).

La théorie de la collaboration choisit donc comme point de départ la solidarité des intérêts matériels entre les populations en présence ; elle ne se préoccupe pas, ou du moins elle en parle peu, de la fusion des sentiments, car pour elle, il y a là une question de progression : le stade le plus facile à atteindre est celui de la vie matérielle, il importe d'y parvenir avant de tenter un nouvel effort. Aussi bien, la collaboration économique n'exclut-elle pas tout sentiment de sympathie : on ne collabore librement avec une personne que si l'on éprouve pour elle une certaine amitié. Dans l'association que nous voulons former en Algérie, nous pouvons gagner la confiance et l'affection des indigènes, lorsque ceux-ci seront bien persuadés que nous

(1) Jean Hess : *Une Algérie nouvelle*. Paris, 1909, pp. 202-203.

ne porterons pas atteinte à leurs croyances, à leurs mœurs, que notre justice est égale pour tous ; lorsque, bénéficiant de nos institutions et de notre organisation, ils augmentent leur bien-être sans rien sacrifier de leurs convictions. N'espérons pas, certes, de la part de l'Arabe, qu'il se confie aveuglément à nous ; l'affection d'un peuple ne se conquiert pas en quelques années, d'autant plus qu'à ses yeux nous restons l'infidèle et le vainqueur, deux défauts qu'il ne nous pardonnera pas de si tôt. Les mêmes raisons ne nous empêchent pas d'aller à lui, de lui parler amicalement, d'entretenir avec lui des relations empreintes de franchise et de cordialité. L'idéal serait pour nous de mériter, par notre conduite et nos bienfaits, la reconnaissance des indigènes : « souviens-toi, mon fils, disait en 1865 Abd El Kader à Bel Kassem ben Sadira, souviens-toi que les liens de la reconnaissance sont des chaînes d'or indissolubles ». La tâche n'est pas au-dessus de nos forces, pour peu que nous y mettions de la bonne volonté et que nous ne soyons pas trop impatients : plaçons la colonisation sous le signe de la bonté ; il ne suffit pas d'acquérir de vastes territoires coloniaux ; si, pour les conserver, on doit faire appel à la force, rien n'aura été fait, or nous voulons un empire durable, où règne avec la « paix civile » des anciens l'accord entre les ennemis réconciliés. Le devoir du colonisateur consiste moins à annexer des territoires vastes et fertiles qu'à les mettre en valeur, à comprendre les indigènes et à se faire comprendre d'eux et si possible à s'en faire aimer.

L'idée demeure que nous devons encore conserver une certaine autorité sur les indigènes ; mais elle ne cherche plus son fondement dans la force ou dans la supériorité d'une race sur l'autre. Ayant établi la nécessité d'une hiérarchie, la théorie de la collaboration lui assigne ce but de poursui-

vre l'intérêt de l'indigène aussi bien que celui de l'Européen. Pour y parvenir, elle juge nos méthodes, nos procédés plus idoines que ceux de l'Arabe, qui datent d'une autre époque ; il est donc normal que le chef de cette société bien organisée qu'elle veut constituer en Algérie soit un Français. Autorité, oui, mais parce qu'elle est nécessaire et que son action est utile aux deux éléments que nous voulons unir ; assumant la responsabilité de conduire le peuple arabe vers une vie meilleure, la France doit avoir — conséquence logique — l'initiative et partant l'autorité, son rôle de guide l'implique et l'exige. On parle encore de fermeté, jamais plus de force, encore moins de brutalité : « il est temps pour nous de ne plus traiter l'indigène comme un inférieur, comme un vaincu. Nous avons autant besoin de lui qu'il a besoin de nous. Nous nous trouvons en Algérie en présence de diverses populations indigènes qui toutes ont soif de bons procédés. C'est leur droit de nous les demander ; c'est notre devoir de les leur accorder » (1).

(1) Caix de Saint Aymour : *Questions algériennes : Arabes et Kabyles*, Paris, 1891, p. 117.

CHAPITRE II

Doctrine de l'Assimilation

Idee d'un devoir imposé au colonisateur

SECTION I. — *L'Arabe est-il susceptible de progrès ?* Divergences profondes entre l'Arabe et le Français. Opposition de mœurs, de religion, d'idées, obstacle au rapprochement. Y a-t-il antagonisme nécessaire entre les deux civilisations en présence ? Réfutation des arguments invoqués pour prouver l'inaptitude des Arabes à tout progrès. Il faut convaincre par la persuasion, non pas imposer par la force. Sentiment de fraternité.

SECTION II. — *Théorie de la Civilisation.* Définition du mot civilisation ; terminologie employée. Enfantin : assimilation morale, politique et administrative. Capo de Feuillide ; Emile de Girardin, Clément Duvernois : opposition entre civilisation et colonisation. But : franciser les Arabes, par le seul effet de la persuasion ; conquête morale. Idée maîtresse : fraternité. Leroy-Beaulieu : assimilation juridique. Cette théorie réprouve le mépris des colons à l'égard des indigènes. Critiques adressées à la doctrine de la civilisation.

SECTION III. — *Théorie de l'association proprement dite.*

Cette doctrine tient grand compte des réalités. Ismaïl Urbain ; Enfantin : solidarité des intérêts et surtout des sentiments , égalité parfaite entre indigènes et colons. Importance prédominante du côté moral du problème : idéalisme, altruïsme. Vignon : le « protectorat ». Ecole Sarraut : Olivier ; Bourdaries : la colonisation « création d'humanité » en même temps qu'entreprise économique.

La doctrine de la collaboration nous a fait parcourir la première étape d'une théorie qui cherchait sa formule définitive ; elle crut un moment la trouver dans les idées de fermeté et de supériorité, tempérées dans une saine application par la douceur et la bonté que réclament notre éducation et nos principes humanisés. Puis, suivant le courant des mœurs, émergea la notion d'égalité entre indigènes et Français ; unir leurs intérêts à la suite d'une intime collaboration, tel fut le but.

Des esprits formés à l'école des Grecs et des Romains, inquiets de logique, ne pouvaient s'arrêter à ce stade qui, s'il fournit bien une solution, soulève aussi de nouvelles questions ; collaborer, c'est certes un but très noble ; mais, de même que l'on « ne fonde pas de colonies par raison d'Etat », de même on ne s'attire pas le concours de toute une population par des décrets ou des lois. Il ne suffit point de montrer à l'indigène notre prospérité matérielle et d'étaler à ses yeux toutes nos richesses, de lui dévoiler l'activité de nos usines et de nos manufactures et la fécondité de notre sol ; il est vain de l'inviter à participer à notre travail et à nos bénéfices si, content de son sort, il répond tranquillement : à quoi tout cela sert-il ? L'Arabe ne nous

apportera librement son concours, et il n'est plus question d'employer la force pour l'y amener, que s'il y trouve avantage pour lui-même, et ne voyons pas que cet avantage, évident à nos yeux déjà convaincus, lui apparaisse avec la même netteté. Que lui importe d'accumuler de l'argent s'il ne réussit pas à le dépenser ? Il faut donc qu'il éprouve des besoins nouveaux qu'il essaiera de satisfaire ; sans doute le simple contact avec nos colons suscitera chez lui des convoitises, mais ce n'est pas assez ; il faut qu'il comprenne notre vie, sinon notre mentalité, avant d'y participer, qu'il éprouve les mêmes désirs, les mêmes besoins, qu'il sente en un mot que notre civilisation est meilleure que la sienne, parce que plus conforme à la nature humaine ; alors, mais alors seulement, il pourra de tout cœur travailler avec nous pour s'approprier quelques richesses dont il saura faire usage.

Avant de nous associer l'Arabe, nous devons le civiliser, et nous verrons plus loin ce qu'on entend par ce mot, dont le sens diffère avec chaque auteur. Il nous suffit, pour l'instant, de savoir qu'une doctrine nouvelle va exploiter ces notions et créer sur cette base la théorie dite de l'assimilation, prolongement tout naturel de la doctrine de la collaboration.

Au seuil de cette étude, il n'est pas inutile d'insister sur ce fait que la plupart des partisans de cette théorie de l'assimilation y voient non seulement une nécessité à nous imposée par les faits de civiliser les Arabes, mais encore et surtout un devoir imposé au vainqueur par sa conquête même : c'est véritablement en quoi consiste la tâche du blanc dont parle Kipling. Il est une autre doctrine qui voit dans la colonisation un devoir pour les races aryennes et plus spécialement pour la race anglo-saxonne : ce n'est pas

le point de vue de la théorie de l'assimilation : celle-ci accepte la conquête d'un territoire colonial par un pays européen comme un fait ; elle n'y voit que la conséquence du désir d'expansion des peuples, elle ne vise ni à le légitimer ni à le blâmer, elle le constate et c'est tout. Mais elle remarque aussitôt qu'en nous dotant d'un territoire habité par des populations indigènes dont la civilisation est distincte de la nôtre, inférieure à elle, la conquête place sous notre autorité, avec le pays lui-même, les hommes qui l'habitent. Elle nous confère le droit et le pouvoir d'utiliser à notre profit les ressources du sol, à condition de n'en point frustrer les autochtones et de respecter leurs droits, si le climat et les conditions physiques nous permettent de peupler cette terre acquise à notre activité, elle nous impose alors l'obligation, le devoir, de civiliser les indigènes. Sinon, l'injustice serait criante : nous ne pouvons pas, créant chez les Arabes des besoins nouveaux, ne pas leur proposer en même temps les moyens de les satisfaire ; leur faisant entrevoir des horizons qu'ils ne soupçonnaient pas, nous n'avons pas le droit de ne pas leur montrer le chemin qui y conduit. Les anciens colonisateurs n'ont vu, le plus souvent, dans la conquête que de la gloire à recueillir ou une affaire à réaliser, sachons y chercher autre chose : nous avons charge d'âmes, accomplissons notre mission morale ; l'affaire se réalisera ensuite plus facilement : « En conquérant les Arabes, nous sommes devenus responsables de leurs destinées ; en les mettant en contact avec une race supérieure en civilisation, nous avons contracté moralement l'obligation de les mettre en état de lutter dans une vie commune avec cette race supérieure nouvellement implantée chez eux. » (1) Tout manquement à ce devoir cons-

(1) Général Laëretelle : *De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle*, Lyon, 1868, p. 66.

tituerait une faute : lorsqu'une nation conquérante n'améliore pas le sort de la nation conquise elle se déshonore, elle est coupable. « C'est une mission pour les races supérieures d'élever à elles, après les avoir soumises, les races inférieures. C'est un devoir qui s'ajoute à un droit, il faut que la conquête morale complète la conquête matérielle, le vainqueur doit faire le bonheur du vaincu. Il faut que le colonisateur civilise en comblant la distance qui le sépare de l'indigène. » (1) C'est exactement notre situation en Algérie : en faisant des Arabes nos sujets, nous avons contracté l'obligation de les civiliser, de les rendre meilleurs, plus instruits et plus heureux ; il ne faut pas que l'on puisse dire que nous n'avons rien fait pour accomplir cette tâche ; nous en avons donné l'assurance aux indigènes en 1830 et à tous les peuples civilisés qui, ayant vu d'un œil envieux notre installation sur la terre d'Afrique, ne comprendraient pas que nous ne fassions rien pour améliorer le sort des Algériens. D'ailleurs, « nous avons compris qu'un grand peuple a des obligations envers les races qu'il subjugué ; la conquête, en lui donnant des droits, lui impose des devoirs. » (2) Tout récemment encore, M. Marsal écrivait : « cette extension de notre souveraineté crée des obligations morales auxquelles notre tempérament, nos traditions ni notre mission civilisatrice ne peuvent ni ne veulent se soustraire. » (3)

(1) Delassus : *Métropole et colonies*, Alger, 1913, p. 140.

(2) Bérard-Varagnac : *Questions Algériennes*, Revue Bleue, Paris, 1889, 2^e. 682.

(3) François Marsal : *Le domaine colonial français*, Paris, 1929, p. 346.

Il est inutile de citer d'autres auteurs, la même idée se retrouve chez presque tous les partisans de la doctrine de l'assimilation, exprimée en des termes identiques : obligation morale, devoir, mission. Elle revêt chez beaucoup un caractère mystique, et justifie seule à leurs yeux le droit de conquête ; elle montre en tous cas que l'on ne conçoit plus la colonisation du seul point de vue d'accroissement territorial, d'augmentation de population, de découverte de débouchés ou de placement de capitaux ; la colonisation cède le pas à la civilisation.

Lorsqu'il s'agit de donner de ce terme une définition claire, les avis diffèrent ; disons — cela nous suffit pour l'instant et nous essayerons pus tard de préciser — que, dans une acception très large, civiliser les Arabes consiste à nous faire comprendre d'eux, à leur inculquer nos principes de vie essentiels et à leur faire délaisser ceux des leurs qui nous choquent à l'excès. Les nombreux partisans de la doctrine de l'assimilation ont dû, avant d'aborder le fond même de leur théorie répondre à une objection capitale ; vous n'arriverez jamais, leur disait-on de toutes parts, à civiliser l'Arabe, il est trop loin de nous, il est « inassimilable. » Il est vrai que l'association n'est pas stable, si même elle est possible, entre gens dissemblables, mais précisément nous voulons, répondent les assimilateurs, élever jusqu'à nous, civiliser les indigènes avant de nous les associer ; c'est là, ajoutent-ils, une tâche qui n'est nullement impossible, ni au-dessus de nos forces.

SECTION I

L'ARABE EST-IL SUSCEPTIBLE DE PROGRÈS ?

La conquête de l'Algérie avait eu un double résultat : en même temps qu'elle faisait passer entre nos mains le pouvoir politique exercé depuis de longs siècles par les Turcs, elle mettait en contact deux populations très différentes de mœurs, de caractère, de langue, de religion et d'idées. Cette divergence profonde qui se manifestait de tant de façons n'était pas pour faciliter ni la soumission des Arabes ni l'installation des colons européens au milieu d'eux ; car avant de parler de civilisation ou de la tenter, il faut se faire comprendre de ceux-là mêmes qu'on veut civiliser. Or comment se faire connaître si aucun sentiment, aucune idée, aucun mode de vie ne sont communs ? Et ne risque-t-on pas plutôt de rester comme figés les uns et les autres dans l'état d'isolement où chacun semble devoir se réfugier ? Ce fut ainsi, d'ailleurs, que les Turcs vécurent à côté des Arabes, les uns ignorant les autres, sauf pour lever des impôts et réprimer les insurrections ; a priori il était permis de croire que le même sort nous était réservé, plus confiné peut-être, car les Turcs avaient du moins avec les Arabes un lien puissant, une religion commune ; mais nous, nous étions à leurs yeux des infidèles qu'ils méprisaient et haïssaient.

Un tel raisonnement oubliait trop volontiers que la vie a des nécessités inéluctables : il est difficile, sinon impossible, à deux peuples de vivre côte à côte à l'intérieur de frontières communes sans qu'il y ait entre eux des échanges de toutes sortes : échanges d'objets, échanges de services et fatalement échanges d'idées. Il y eut compénétra-

tion, lente parfois, parfois brusque ; mais il est curieux qu'avec l'absolutisme propre aux théories des écrivains de France et d'Algérie se soient plus les uns à exagérer l'antagonisme des deux races, les autres à le passer sous silence ou à le sous-estimer. Pour ceux-ci, coués d'un optimisme à toute épreuve, ils ne voient pas tout ce qui oppose Français et Arabes ; s'ils les aperçoivent, ils réduisent à des proportions liliputiennes les conflits susceptibles de naître : à quoi bon envenimer les discordes ? Le temps est un grand facteur d'oubli, il fera à la longue disparaître les antinomies, les difficultés s'effaceront. Les autres — ce sont les plus nombreux — ne se lassent pas de souligner les différences profondes, — ils disent irréductibles, — qui séparent les indigènes et les Européens ; non seulement elles ne disparaîtront pas : le temps ne fera qu'accroître les antipathies mutuelles qui ne peuvent manquer de naître chaque jour à la faveur d'un contact qu'aucune des deux populations ne peut supporter sans dommage. Sans doute, les deux races se fréquenteront, cela est fatal, mais leurs premiers contacts seront des luttes ; parce que tout les sépare, les deux blocs s'affronteront, se heurteront avec l'intention de s'évincer mutuellement.

C'est que tout les divise ; race, religion, mœurs, tempérament, et l'on ne voit pas un point par où le contact pourrait être adouci, par où, sans s'effriter, les deux blocs pourraient coexister. Dès lors, n'est-il pas plus impossible encore à l'Européen, orgueilleux de sa puissance, fier de sa civilisation, d'attirer à lui l'indigène ? Subir cette entreprise, ou du moins l'accepter, serait pour ce dernier un aveu d'impuissance ; vaincu déjà par les armes il consentirait à l'être par l'attrait de notre vie. Ne l'espérons pas ; l'amour-propre de l'Arabe a trop souffert de notre victoire militaire ;

il ne l'a point oubliée, il ne l'a point pardonnée : « c'est la folie des conquérants, écrit Montesquieu, que de vouloir imposer aux vaincus leurs mœurs, leur langue, leur religion, comme si le monde n'était pas assez grand pour les contenir toutes ». Une telle distance sépare l'Arabe du Français du XIX^e siècle que l'on est en droit de se demander si le premier n'est pas voué à une perpétuelle immobilité. Quand nous parlons des Arabes, nous entendons le mot dans son acception la plus large, englobant dans sa généralité les Arabes proprement dits, lointains héritiers de leurs ancêtres de l'Asie Mineure, et les Berbères du Djurdjura, descendants des Numides. Plusieurs écrivains font la distinction que l'ethnologie leur dicte, affirmant en général que les Berbères sont moins éloignés de nous que les Arabes, mais le plus souvent on confond les deux races sous l'appellation générique d'Arabes ; le sujet de cette étude nous imposant le respect des sources, nous nous plierons à la terminologie employée par chacune.

Dès le XIV^e siècle, Ibn Khaldoun déniait à ses coreligionnaires toute aptitude au progrès, il les condamnait à l'immobilité : *Ida ouribat khouribat* — ce qui devient arabe devient ruine, écrivait-il. Cinq siècles plus tard, Renan, particulièrement dur pour les indigènes algériens, lui fera écho lorsqu'il tracera ces lignes : « Tous ceux qui ont été en Orient ou en Afrique sont frappés de ce qu'a de fatalement borné l'esprit d'un vrai croyant, de cette espèce de cercle de fer qui entoure sa tête, la rend absolument fermée à la science, incapable de rien apprendre ni de s'ouvrir à aucune idée nouvelle à partir de son initiation religieuse ; vers l'âge de dix ou douze ans, l'enfant musulman, jusque là assez éveillé, devient tout à coup fanatique, plein d'une sottise fierté de posséder ce qu'il croit la vérité absolue, heu-

reux comme d'un privilège de ce qui fait son infériorité. Le musulman a le plus profond mépris pour l'instruction, pour la science, pour tout ce qui constitue l'esprit européen. La domination arabe a partout le même caractère. L'infini, la diversité, le germe du développement et du progrès semblent refusés au peuple dont nous parlons. » (1)

Renan semble accuser la religion musulmane d'être le plus grand obstacle à la modification, au progrès de ses adeptes : « islamisme et civilisation sont des choses qui hurlent de se voir réunies ; elles se dévorent l'une l'autre, elles n'existent jamais ensemble, l'une étant l'antithèse de l'autre. Vous n'obtiendrez l'assimilation des indigènes qu'à la condition de les démusulmaniser. » (2) L'Islam et la Chrétienté sont-ils tellement ennemis l'un de l'autre que leurs fidèles ne puissent, vivant côte à côte, se comprendre et s'aimer ? Sont-ils donc tellement irréductibles que l'un ne puisse influencer sur l'autre et inversement ? Certes, le fanatisme des musulmans est bien connu, il n'admet point d'autre religion, s'il en rencontre une sur son chemin il lui fait la guerre ; et l'on a présent à la mémoire ce proverbe arabe dont l'image frappa beaucoup les premiers envahisseurs : « Alors même que vous feriez bouillir pendant cent ans de la viande de chrétien et de la viande de musulman dans la même marmite, les deux bouillons ne se mêleraient pas. » (3) Il est facile — et l'on ne s'en est pas privé — de plaisanter sur la forme de ce dicton, il

(1) Cité par Caix de St Aymour : *Questions Algériennes : Arabes et Kabyles*, Paris, 1891.

(2) Cornille ; Cité par Blancard : *Questions Algériennes*, Paris, 1888, p. 8.

(3) Warnier : *L'Algérie devant le Sénat*, Paris, 1863, p. 55.

n'en est pas moins vrai qu'il est révélateur d'un état d'esprit inquiétant, car il indique plus que la difficulté de pénétrer dans un milieu qui nous est hostile, il affirme — c'est plus grave — la volonté bien arrêtée de ne point se laisser influencer, de répondre à nos avances par l'indifférence la plus complète et le mépris le plus serein et il est plus facile de forcer une résistance bien franche et avouée que de vaincre l'inertie. Toutefois, Warnier, ayant cité le proverbe et sentant bien son exagération, s'empresait d'ajouter : « en disant cela les Arabes croyaient peut-être énoncer une vérité, ils ignoraient quelle est la puissance de la contagion, ce magnétisme occulte contre lequel il n'existe pas de préservatif. » On parle, il est vrai, de civilisation musulmane, de celle qui du VII^e au XV^e siècle imprégna l'Espagne entière, au point que, selon l'expression de Louis Bertrand, l'Espagne s'arabisa, et n'est-ce donc rien qu'une civilisation qui a laissé de son art des témoins impérissables et attaché son nom à la plupart des découvertes scientifiques des temps modernes ? Il y a, semble-t-il, dans cette expression de « civilisation musulmane » autre chose qu'un mot vide de sens, qu'une superfétation ; il y a la démonstration d'une aptitude à se familiariser avec les arts et les sciences, à les propager, à chercher et à découvrir, à créer et à répandre. Or, ce que nous demandons aux Arabes consiste seulement à franchir une étape dans laquelle ils se laisseront guider par nous ; sont-ils déçus au point de refuser cet effort ? « En face du bloc colon, écrit M. Gautier, le bloc indigène musulman reste à part, clos et imperméable en gros. Il y a là deux blocs juxtaposés qui, après un siècle écoulé, ne fusionnent toujours pas, parce qu'il y a entre eux, se dressant comme un mur infranchissable, une différence trop marquée en-

tre leur religion respective ; les familles orientale et occidentale sont tout à fait étanches l'une pour l'autre. » (1)

Certains auteurs s'étonnent que la religion ou plus exactement la différence de religion soit un obstacle au rapprochement des peuples : les colons qui, aux premiers temps de la conquête, allèrent habiter l'Algérie étaient des aventuriers sans foi ni loi, ils ignoraient la religion chrétienne. Mais une religion ne se manifeste pas seulement par des dogmes ; depuis des siècles, elle a imprégné, pétri, notre civilisation occidentale, il est naturel qu'on en retrouve des traces dans toutes nos façons de sentir, de penser et d'agir, que notre vie tout entière soit marquée de son sceau, à notre insu même. De plus, les Musulmans n'ont point, devant nous, abdiqué leur foi ; pratiquants ou non, voltairiens ou athées, les non-musulmans sont toujours pour eux des « chiens de chrétiens » qu'ils dédaignent. Le Coran reste un obstacle, le principal, disent de nombreux auteurs, à la civilisation des Arabes de l'Algérie. « Peu importe, écrit Peyronnet, que le fossé soit creusé par la religion ou par la race — et nous croyons qu'il l'est par la religion et par la race — si sa largeur est telle qu'il ne sera jamais comblé. Pour dire toute notre pensée, nous croyons qu'il ne peut être comblé et que la fusion entre race arabe et race européenne est une hypothèse purement chimérique. » (2)

Les admirateurs et partisans de la civilisation musulmane, qui sut à son heure coloniser, répondent aux attaques qu'on leur livre. Il est, disent-ils, facile d'affirmer que la civilisation musulmane est un vain mot, mais affirmer n'est pas prouver, dit le sage, et cette civilisation que

(1) Gautier : *Un siècle de colonisation en Algérie*, Paris, 1930, p. 203.

(2) Peyronnet : *Le problème Nord-Africain*, T. II, Paris, 1930, p. 407.

vous niez a laissé des témoins de sa splendeur passée. Elle est un sûr garant de la possibilité d'attirer à nous les indigènes ; ils s'adaptent facilement, pourvu que nous qui prétendons être leurs guides nous sachions employer les moyens adéquats ; si les Arabes accusent sur nous un certain retard, n'oublions pas qu'au cours de notre Moyen Age, leur culture brilla d'un éclat plus vif que la nôtre ; ils se sont arrêtés dans leur évolution, rien ne permet d'affirmer qu'ils ne peuvent plus avancer. Dans tous les cas, le Coran n'est nullement un obstacle à leur progrès : c'est peut être faute de l'avoir lu qu'on se plaît à l'incriminer ; il recommande en termes exprès la tolérance vis à vis des chrétiens : « Ce n'est point dans le Coran que les Arabes puisent leur fanatisme c'est dans leur ignorance. Loin de le prescrire, le Coran le proscriit en ces termes : « point de violence en matière de religion ; la vérité se distingue assez de l'erreur » (Coran chap. II-V. 257) (1) Le fatalisme des Algériens est « un manteau dont on a souvent plu de les couvrir, pour épouvanter les chrétiens d'abord, et du même coup servir des intérêts. Cependant — c'est un musulman qui écrit — quoi de plus facile que de constater combien nous sommes raisonnables sous le rapport religieux ? » (2) Dans un langage beaucoup plus ferme et moins châtié, le Baron Gourgeot affirmera lui aussi que « le fanatisme des indigènes algériens est un de ces vieux clichés qu'il faut avoir aujourd'hui le courage de mettre au rancart. » (3) « Loin d'être un obstacle au progrès, écrit le cardinal Hergenroether dans son « His-

(1) Emile de Girardin : *Civilisation de l'Algérie*, Paris, 1860, p. 79.

(2) Alexandre Duvernois : *La question algérienne*, Paris, 1863.

(3) Gourgeot : *Les sept plaies d'Algérie*, Alger, 1891, p. 305.

toire de l'Eglise », l'Islamisme doit préparer la civilisation des peuples les plus avancés dans la barbarie et notamment des Africains. Ces peuples, qu'il fallait amener du fétichisme au Mahométisme, avaient besoin dans leur degré inférieur de culture, dans leur sensualisme brutal, de cette transition ou d'une transition analogue pour arriver au christianisme. » D'ailleurs, si ce fanatisme qu'on a exagéré à plaisir existait vraiment chez les Arabes de l'Afrique du Nord, il ne saurait longtemps résister à l'action d'un contact quotidien avec des mœurs différentes, à condition que toutes précautions soient prises pour empêcher son explosion : exaltation du sentiment religieux, il ne peut être que temporaire, momentané ; mouvement éphémère, il est susceptible d'armer en un jour contre les étrangers les bras des Algériens. Mais il a contre lui, et par définition même, son peu de durée et c'est là sa faiblesse ; si notre civilisation a la suprême habileté de s'insinuer parmi les indigènes, sans les blesser, elle ne donnera pas prise à son hostilité ; ne se dressant pas ouvertement contre lui, elle ne le rencontrera pas sur son chemin ; faute d'aliment, il s'éteindra peu à peu. Certes, il serait plus facile d'attirer dans notre sillon les indigènes algériens s'ils partageaient les mêmes opinions religieuses que nous, mais le fait est là, brutal : deux doctrines s'opposent, qui commandent deux mentalités différentes. Ne disons pas que que l'Islamisme est un obstacle au progrès, même tel que nous pouvons le concevoir ; il dépend de nous, non pas de le renverser, mais de l'abaisser ou de le contourner. Lorsqu'en 1830 nous avons promis aux Arabes le respect de leurs croyances, nous avons déjà fait beaucoup pour apaiser leurs craintes et nous avons porté un coup mortel à leur fanatisme ; il sera définitivement vaincu le jour où

notre politique adroite aura démontré aux musulmans que nos actes sont conformes à nos promesses. Est-ce donc impossible ? — Ceux-là ne le croient pas, qui proclament la nécessité, le devoir qui nous incombe de « civiliser » l'indigène ; sommes-nous assez peu psychologues pour ne pas comprendre que des deux procédés qui tenteront de faire progresser nos sujets algériens, de les élever jusqu'à nous, celui qui les jette brutalement dans un monde nouveau, les déracine et les dépayse, ou celui qui, plus lent, mais moins visible, les conduit doucement, d'étape en étape, de leur état social où ils croupissent depuis des siècles à un état totalement différent, sinon contraire, le second seul a quelques chances de succès ? Comprendrons nous enfin qu'en politique coloniale, le chemin le plus court n'est pas toujours représenté par la ligne droite, et que le temps sera le plus grand facteur d'apaisement ? Une seule génération ne peut avoir la prétention, ayant connu les Arabes avant la conquête française, de les vaincre, de les soumettre, de leur faire accepter cette paix civile dont parlera Jules Ferry et qui est comparable à la paix romaine, de leur permettre de franchir en quelques années des étapes que nous-mêmes avons mis plusieurs siècles à combler ; c'est là l'œuvre d'une nation, ce ne peut être celle d'un homme. D'autant que la religion n'est pas la seule chose qui sépare Français et Arabes, ce n'est peut-être même pas celle qui creuse le plus large fossé ; entre eux tout est différent ; rien n'est commun : « Notre erreur, écrit Rouire, est d'avoir voulu imposer nos goûts, nos mœurs, nos lois, nos habitudes d'esprit à une race qui a de la famille, de la société, de la propriété, des conceptions différentes des nôtres et d'avoir cru qu'il suffisait d'étendre les institutions françaises aux indigènes pour en faire des Français,

comme si l'on pouvait couler tous les esprits dans le même moule, incliner tous les peuples sous les mêmes lois, imposer les mêmes règles à des Français et à des Africains, à des sédentaires et à des nomades. Les mœurs ne se modifient pas du jour au lendemain, surtout lorsque les coutumes civiles et religieuses sont intimement liées les unes aux autres, et il ne faut donner à un sol que la semence qui lui convient. » (1) Outre la critique que contient cette appréciation, celle-ci renferme une constatation très juste, à savoir que Français et indigènes sont d'une race différente ; soumis à des influences diverses, ils n'ont point sur l'existence des idées analogues ; chacun garde sa conception personnelle, souvent opposée à celle du voisin. Concilier ces deux points de vue, qui forment une antithèse vivante, voilà notre tâche, est-elle possible ?

Vue sous cet angle, la question indigène a préoccupé au cours du siècle dernier beaucoup de sociologues, d'hommes politiques ou de simples observateurs. L'expérience était colossale, inédite et pour beaucoup vouée à un échec : « Il faut, dit-on, faire évoluer les Arabes dans leur civilisation, non dans la nôtre, en respectant leur conception de la vie privée et sociale. Mais cette conception peut-elle évoluer ? Non, répond Delassus, ne nous efforçons donc pas de nous assimiler les indigènes, nous n'y réussirons pas. » (2) Le même auteur ajoute cette réflexion, pour le moins inattendue : « Fût-ce possible, ce ne serait pas très désirable, le pittoresque y perdrait ! »

(1) Rouire : *Les indigènes algériens*, *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1909, p. 616.

(2) Delassus : *Métropole et colonies*, Alger, 1913, p. 20-23.

La différence de race fut longtemps considérée comme un obstacle au progrès des indigènes ; il semblait que par la pigmentation de sa peau, l'Arabe se vît refuser l'accès à une civilisation supérieure ; s'il fallait en croire les Européens, plusieurs d'entre eux du moins, la race arabe était une race dégénérée, mûre pour l'esclavage, incapable de mouvement, sinon pour reculer. Elle avait, avant de mourir lentement, jeté un dernier éclat en envahissant l'Europe ; depuis, elle dépérissait, sujette à toutes les maladies physiques et inapte au progrès intellectuel ou moral ; aucun médecin, pas même la France, ne pourrait la relever de sa déchéance. C'était donc une utopie que de vouloir ressusciter cette race, nous risquions tout simplement de nous contaminer à son contact ; n'eût-il pas été plus sage et moins dangereux de la laisser mourir en paix plutôt que d'agiter devant son grabat le spectre du progrès ? Chaque race a eu son heure de gloire et de puissance, la race arabe, comme les autres, davantage peut-être ; mais elle était finie désormais, c'était folie que de vouloir l'arrêter sur la pente. Du moins, si nous poussons la générosité jusqu'à nous occuper du sort d'une race qui ne veut que le silence et la tranquillité, n'ayons pas la prétention de l'élever jusqu'à nous, de la civiliser : tâche impossible, qui nous dépasse de cent coudées, et cependant notre race, supérieure à celle des indigènes, est forte, vivace, ne demandant qu'à étendre de toutes parts des rameaux. Mais dans une entreprise de ce genre, n'oublions pas qu'il faut être deux : l'éducateur le plus consciencieux, le plus tenace, ne peut rien enseigner si son élève ne veut pas écouter ses leçons ; la bonne volonté d'un seul, c'est trop peu, il faut celle de l'élève au même titre que celle du professeur. Or, cette bonne volonté, les Arabes ne nous l'accorderont pas, et

quand bien même nous l'obtiendrions, elle ne servirait qu'à nous faire constater l'impossibilité de la tâche entreprise. Pour enseigner, il est nécessaire, en effet, ou que l'élève s'exhausse au niveau du maître pour le comprendre, ou que le maître s'abaisse au niveau de l'élève ; si notre mission en Afrique est celle d'éducateurs, avouons qu'elle nous dépasse, nous sommes trop au-dessus des Arabes, et ceux-ci sont trop loin de nous pour que la distance qui nous sépare puisse être comblée. Nous ne comprenons pas leurs états d'âme parce que tout nous empêche de les ressentir : notre mentalité, notre religion, notre race, notre instruction, notre mode de vie ; et eux ne nous comprennent pas non plus, ils ne nous atteindront jamais. Soyons magnanimes ! Ne disons même pas que les Arabes sont d'une race déchue, qu'ils ne sont pas susceptibles de progrès ; il suffit de constater que le professeur fait défaut.

C'est la condamnation brutale de toute politique civilisatrice ; l'Arabe est destiné à rester dans l'état lamentable où l'ont placé, par rapport aux nations européennes, plusieurs siècles de stagnation. Tel fut pendant longtemps et jusqu'à ces dernières années le raisonnement implacable de ceux qui, prétendant connaître les indigènes algériens, les vouaient à un stérile isolement intellectuel et moral. Force est d'avouer que le plus souvent ils ne les avaient étudiés que dans des romans, où l'imagination de l'auteur, peut-être pour faire valoir son propre courage, se plaisait à les représenter comme de véritables sauvages, parés de tous les défauts. Les relations des voyageurs et des colons, pour être plus près de la vérité, n'en étaient pas moins la plupart du temps déformées par un esprit de système : tantôt il fallait défendre les colons contre de prétendues exactions qui leur seraient préjudiciables, alors l'indigène apparais-

sait « odieux et méprisable » ; tantôt une description pittoresque venait peindre des horizons peu familiers aux Français de la métropole, on intégrait dans ce paysage quelques cavaliers aux burnous flottants, et on louait l'hospitalité accueillante des Arabes, qui rappelait celle des tribus primitives : Jean Jacques Rousseau eût tressailli d'aise s'il avait pu lire ces ouvrages. Mais ce n'étaient point là des études sincères et impartiales ; elles n'en ont pas moins contribué à fonder des opinions ; c'est en se basant sur elles, parfois aussi sur les faits et les événements contemporains, que la plupart des auteurs ont refusé aux indigènes toute aptitude à épouser nos idées, nos mœurs, notre civilisation et traité de chimère l'entreprise française. De l'autre côté de la doctrine, on s'est plu au contraire à célébrer en termes cithyrambiques les progrès accomplis par quelques isolés, et l'on a tiré de ces quelques cas la conclusion facile et rapide que le peuple arabe en entier suivrait le chemin tracé.

Si l'on avait voulu généraliser les observations, si partisans et adversaires de la doctrine de l'assimilation avaient daigné élever un peu les yeux au lieu de s'attarder sur quelques spécimens qui formaient une exception dans un sens ou dans l'autre, ils seraient arrivés à cette constatation, faite en 1903 par Trolard, qui écrivait : « Il est aussi absurde de ne voir chez les indigènes algériens que des prototypes d'une race fière, intelligente et guerrière que de n'y voir que des barbares irréductibles, des voleurs, des fourbes et des paresseux incorrigibles. » (1)

Envisageons quant à nous avec plus de sang froid ce qui pouvait diviser Français et Arabes, et constituer un obstacle à leur rapprochement : ce fut d'abord la diffé-

(1) Trolard : *Le testament d'un assimilatcur*, Alger, 1903, p. 47.

rence de race : dans un pays qui avait pourtant proclamé l'égalité de tous les hommes, de quelque couleur qu'ils fussent, le préjugé de race subsista longtemps encore dans les cœurs, sinon dans les discours ; qui donc oserait prétendre qu'il est complètement aboli, même de nos jours ? Il est tellement facile de penser que l'on est d'une race supérieure et l'orgueil est un sentiment si humain. D'ailleurs, si de notre côté nous estimions que le peuple arabe, vaincu, était une race inférieure, il est juste de dire — et ceci contribuait à élargir le fossé — que les indigènes avaient une conception exactement inverse de la nôtre. Dès lors, vouloir civiliser les Arabes, c'était leur dire : « vous êtes incapables d'arriver seuls à un état meilleur, prenez exemple sur nous, laissez-vous guider » ; leur point de vue étant tout autre, ils pouvaient se croire en droit de nous opposer un refus et de nous tenir un langage analogue. Que chacun restât sur ses positions et c'était encore la stagnation, l'imperméabilité de deux blocs placés l'un contre l'autre : la France, allant en Algérie, s'était déclarée prête à faire les premiers pas dans la voie des concessions morales : encore fallait-il qu'elle fût suivie.

Nous avons vu que le Coran n'était pas hostile à toute pénétration ; le fait cependant qu'il y eût en contact, souvent en conflit, deux nations obéissant à deux religions différentes, ne devait pas faciliter les échanges d'idées entre elles. Lorsqu'on possède déjà la même foi, le même idéal, il est des points communs qui servent facilement de liaison, de même qu'entre deux personnes inconnues ayant un ami commun la prise de contact est grandement simplifiée par l'existence de ce dernier. Mais si le colon parle de l'Evangile et que l'indigène lui réponde par le Coran, ils ne se comprendront pas : c'est tout au moins un sujet de

conversation à éliminer de leurs entretiens, un point délicat à aborder, susceptible d'engendrer des frictions et de réveiller des rancunes à peine oubliées. Français et Arabes pourront-ils du moins trouver dans leur conception de la vie des idées communes ? Que non pas, répondent les adversaires de la doctrine de l'assimilation. Les deux populations sont profondément distinctes par leurs mœurs et par leurs croyances, elles doivent rester distinctes, vivre séparément et différemment selon leur idéal respectif ; tout ce qu'elles peuvent espérer c'est s'entr'aider au lieu de se combattre, comme s'unissent dans l'ordre physique des éléments divers qui se rapprochent par leurs différences mêmes, mais ne parviennent jamais à se combiner. Le caractère de l'Arabe est l'antithèse consommée de celui du Français ; celui-ci, gai, se moquant de tous et de tout, s'agitant beaucoup, pérorant, réclamant toujours et marchant quand-même, ne sait, dit-on, ni regarder ni attendre ; l'Arabe, au contraire, « habitué à souffrir, ne comprend pas d'autre existence que la sienne et il a contre les maux de la vie les deux grandes armes de l'Orient : les rêves de la superstition et la croyance à la fatalité. » (1) A quoi bon remuer le ciel et la terre si toute votre agitation est vaine, à quoi bon travailler puisque le succès est indépendant du travail ? Mektoub. Pourquoi se plaindre et récriminer ? La philosophie de l'Arabe, écrivait Bou-Saïd, est tout entière dans cette phrase : « vous autres, Français, vous travaillez, vous vous agitez comme si vous ne deviez jamais mourir », ce que Paul Lapie paraphrasait ainsi : « l'âme arabe est tout entière attirée vers le passé, ce trait suffit à la définir, car

(1) Léonce de Lavergne : *L'Afrique sous le Gouvernement républicain*, Revue des Deux Mondes, Paris, 1848, p. 397.

on peut en déduire tous les autres. L'Arabe ne paraît pas actif ; la lenteur de ses mouvements stupéfie le touriste ; de leur côté les musulmans raillent notre allure fiévreuse ». « Que l'Arabe soit un détestable travailleur, un pitoyable producteur, nous le croyons aisément : son bonheur suprême est de ne rien faire ; il aime s'étendre au soleil pendant de longues journées, passer son temps en d'interminables bavardages. » (1) M. Maunier nous a laissé une description saisissante des « progrès » que nous aurions à accomplir si nous voulions ressembler en tous points à un Arabe : il nous faudrait demeurer des heures entières accroupis en quelque coin de rue, subir les rayons ardents du soleil, se nourrir de quelques dattes, se rafraîchir d'un peu d'eau ou de thé à la menthe, vivre au milieu de la vermine, s'enfermer dans le gourbi ou, le soir, regarder les étoiles en écoutant une mélodie du pays et des chants stridents. Un jour, dit la légende, le sage s'était étendu sous le figuier, attendant qu'Allah lui envoyât, sous forme de figues, sa nourriture quotidienne ; arriva un Arabe qui lui demanda pourquoi il restait ainsi toute la journée sans se lever. Le sage lui enseigna sa doctrine qui se résumait dans l'éloge de l'immobilité et du moindre effort ; l'élève comprit si bien la leçon qu'il s'étendit à son tour et attendit les bienfaits d'Allah. Une figue vint à tomber à portée de sa main, il ne la prit pas et au maître qui lui demandait la raison de son abstention « J'attends répondit-il, que tu me la mettes dans la bouche » ; le sage, achève la légende, baisa sa main en disant : « tu es mon maître, car tu es la sagesse même. » Cette anecdote montre à quel point

(1) Duvernois : *L'Algérie, ce qu'elle est, ce qu'elle doit être*, Alger-Paris, 1858, p. 84.

L'immobilité est entrée dans les mœurs de l'Arabe : il n'éprouve pas le besoin de se hâter, puisqu'aussi bien le temps ne compte pas à ses yeux : différence profonde avec un peuple qui a adopté le proverbe anglais « time is money ». Deux races qui regardent la vie sous des angles aussi opposés arriveront-elles un jour à se comprendre ? Le Français peut-il espérer inculquer à l'indigène la notion de temps qu'il n'a pas, lui faire comprendre l'utilité, la nécessité du travail, puisque le temps, à ses yeux, ne représente rien et que le travail ne procure aucune satisfaction dont il éprouve le besoin ? « Le plaisir de voir les Arabes s'agenouiller, rêver, marcher, peut-il m'empêcher de songer que ce peuple rigide, immuable, inutile, ne paraît être jeté ici-bas que pour servir d'émissaire à la mort, et que sous l'ample majesté de ses burnous il recèle une pourriture lamentable, tout un sordide arriéré de vices dont l'humanité, ailleurs que là, a appris à rougir ? » (1)

Il y a dans le mode d'existence de l'Arabe, dans sa conception de la vie, plus qu'une idée de repos perpétuel dont la conséquence sera peut-être une perpétuelle privation, il y a un ensemble de tous les défauts qui en France jettent sur lui un épouvantable discrédit ; quant à lui, il y voit des qualités ; comment concilier les deux opinions ? Chacun prend nettement conscience des différences profondes qui le séparent d'autrui : l'indigène n'a nullement l'intention de changer une existence qui lui procure tout le bonheur rêvé ; l'européen croirait s'abaisser en adoptant un mode de vie tellement contraire à toutes les idées qu'on lui a enseignées. Et, si l'on cherchait bien, peut-être trouverait-

(1) Paul Dumas : *Le Français d'Afrique et le traitement des indigènes*, Paris, 1889, p. 11.

on chez l'Arabe quelques vices que, bien entendu, nous prétendons ne pas avoir. Fabar, en 1847, écrivait des indigènes algériens : « esprits souples et courtisans, les indigènes dans l'état de soumission cherchent à nous complaire par d'apparentes concessions. Tel paraîtra charmé qu'on lui bâtisse une maison, tel autre vous fera servir un repas sur une table avec de la vaisselle et des couverts. Et puis vous apprendrez plus tard que l'un continue de vivre sous la tente, l'autre de manger à pleines mains. » (1) Le mensonge et l'hypocrisie sont donc le partage des Arabes, et ce sont là défauts contre lesquels viendront se heurter tous nos efforts ; lorsque nous croirons les avoir assimilés, lorsqu'effectivement ils auront adopté sous nos yeux des méthodes, des façons européennes, ils s'empresseront de revenir à leurs anciennes coutumes dès que nous aurons tourné le dos, tel cet ancien colonel qui, le moment de sa retraite ayant sonné, reprit paisiblement le chemin de son douar où il revêtit le burnous et finit sa vie au milieu de ses coreligionnaires : les partisans de la doctrine de l'assimilation ne le lui pardonnèrent jamais, comme si la civilisation n'était qu'un ensemble plus ou moins hétéroclite de modes vestimentaires et de questions d'habitat ! Et cependant il était Kabyle, plus près de nous par conséquent que les Arabes, si l'on en croit la plupart des ethnographes. Voilà ce qui faisait écrire à Charvériat ces phrases désenchantées : « L'assimilation du kabyle est encore bien lointaine, sinon chimérique. Ni le contact journalier avec des fonctionnaires français, ni la confiance témoignée, ni les services rendus ne peuvent transformer des natures foncièrement rebelles. Tout comme l'Arabe, le Kabyle est de

(1) Fabar : *L'Algérie et l'Opinion*, Paris, 1847, p. 92.

la race du chacal, qui paraît se résigner à la servitude, mais ne s'apprivoise jamais. » (1)

Un autre sentiment dresse entre les Arabes et nous une muraille difficile à franchir ; vaincu, l'indigène a dû plier l'échine sous la force, il n'a pas accepté sa défaite ; si la France a réussi à le soumettre par les armes, c'est qu'Allah momentanément a abandonné son peuple, mais ce peuple sait affendre, car il est persuadé que l'heure de son réveil sonnera, il l'annonce terrible et vengeresse ; dès lors, il est prêt à écouter tous les prêcheurs de haine qui l'incitent à la révolte, à la guerre sainte, exaltant une cause pour laquelle il sait mourir, créant ainsi une atmosphère trouble, ouvrant une ère d'insécurité à la fois pour les colons et pour lui-même. Au milieu de cette anxiété, aucun travail utile ne peut être entrepris ; puisque les Français ne sont en Algérie que pour un laps de temps très court, à quoi bon essayer de les comprendre ou de les imiter ? Toutes relations seront bientôt rompues avec eux, lorsque le reflux aura emporté leurs derniers représentants et que les Arabes seront maîtres chez eux ; alors, pourquoi entreprendre cette inutile et éphémère conversion ? Une rancune demeure au cœur de l'indigène, celle que laisse dans l'âme du vaincu toute défaite ; il se trouve amoindri et ne veut pas l'avouer, il pense à la revanche et c'est le baume qui apaise sa douleur, en attendant que le combat exalte son courage. L'oubli n'est pas l'œuvre d'un jour ; il est des rancœurs qui résistent longtemps à son action ; l'Arabe ne nous a point pardonné notre victoire, il ne nous pardonnera pas davantage une tentative qui consisterait à le civiliser, car il y verrait le prélude d'une autre conquête, plus durable

(1) Charvériat : *Huit jours en Kabylie*, Paris 1889, p. 112.

celle-là. Vaincu par nos armes, il ne consentira jamais à l'être par nos mœurs ; il serait plus sage pour nous de nous contenter de notre premier succès : « Vous voulez que ces hommes aient pardonné, écrit Maurice Ajam ; vous voulez qu'ils aient oublié ; vous rêvez d'une assimilation que dix siècles ne produiront pas, une fusion de races que l'impartiale observation scientifique déclare absurde. Vous êtes aveugles ! Tablons sur leur affection avec méfiance et sur leur reconnaissance avec réserve ; « *ama tanquam osurus, odi tanquam amaturus.* » (1)

C'est donc entre les Arabes et nous un abîme où l'on ne voit qu'une défiance réciproque, un dédain mutuel ; chacun s'estime supérieur à son voisin, chacun croit posséder la plus haute culture et entend la garder ; figé sur une position de résistance dont personne au monde n'est capable de l'expulser, l'indigène regardera d'un œil lointain et indifférent les tentatives que nous ferons pour l'attirer à nous et qu'il sait vouées à l'insuccès. « Il y a là deux groupes d'hommes, des êtres bien vivants, réunis en deux blocs irréductibles par les communautés opposées de leurs caractères, de leurs habitudes d'esprit, de leurs passions, de leurs sentiments et de leurs intérêts. » (2)

En présence de ce tableau peu enchanteur — et qui ne cherche point à l'être — montrant les Arabes si éloignés de nous qu'il est vain d'espérer combler la distance qui nous sépare, dussions-nous employer à ce travail d'Hercule tout notre cœur et toute notre volonté, il n'est pas étonnant que le découragement s'empare des âmes les mieux intentionnées. Il eût fallu, pour mener à bien cette

(1) Maurice Ajam : *Problèmes algériens*, Paris 1913, p. 108-109.

(2) Gautier : *L'Algérie et la Métropole*, Paris, 1920, p. 229.

tâche gigantesque, les héros de l'antiquité, et l'on parle d'une impossibilité morale ; ce mot qui, dit-on, n'est pas français, s'imprime pourtant lorsque l'on traite de la question algérienne : « l'assimilation complète des Arabes est absolument impossible, écrit Charvet, c'est une véritable utopie, parce qu'il y a un abîme entre l'état d'esprit de ces hommes et celui des Français. » La même pensée revient à chaque instant sous la plume de Brunel : « ne comptons donc jamais sur leur assimilation, même progressive, à nos idées et à nos mœurs, pensée généreuse, bien digne du peuple français, mais qui n'en est pas moins une dangereuse utopie. » (1) Charles Benoist est plus pessimiste encore : « Je considère, dit-il, les deux civilisations comme des blocs ; les voici l'une contre l'autre, elles s'affrontent dans toute leur longueur et dans toute leur largeur... J'ai beau regarder, je ne vois que des murailles entre les races, et tant et tant que je n'imagine pas que nous réussissions à franchir la dernière. A la juger impitoyablement, en lui coupant tout avenir, en ne lui accordant pas demain, on aurait presque le droit de dire, au moins pour les indigènes algériens, que la race Arabe a avorté. » (2) Faut-il encore citer cette parole de Guy de Maupassant, pour qui, d'ailleurs, l'Algérie n'était pas autre chose « qu'une cheminée à grand tirage alimentée par les billets de la Banque de France. » : « Notre civilisation glisse sur les Arabes sans même les effleurer. » ? (3)

L'énumération de tous ces griefs contre les indigènes algériens montre bien qu'une partie de l'opinion française

(1) Brunel : *La question indigène en Algérie*, Paris, 1906, p. 88.

(2) Charles Benoist : *Enquête algérienne*, Paris, 1892, pp. 84-207.

(3) Guy de Maupassant : *Au soleil*, Paris, 1881, p. 110.

se déclarait prête à abandonner une mission trop pénible, trop longue, sinon impossible. Chaque race a son « climat », pourquoi vouloir le modifier ? Et cette tendance à tout ramener à notre niveau n'est-elle pas au fond qu'un aspect — certes très élégant — de notre orgueil ? Kipling avait déjà écrit : *East is East and West is West* ; c'est en vain que les hommes voudraient changer quelque chose à la répartition et à l'économie des peuples ; la tâche est trop lourde, ne nous y attardons pas !

Et cependant une autre tendance, qui ne désespère pas de civiliser l'indigène, s'élève avec vigueur contre les accusations dont on le charge tout à fait gratuitement à son avis. Elle ne nie pas que l'Arabe soit différent de nous, elle ne prétend point que nous lui soyons supérieurs, notre conquête ne prouve qu'une chose, c'est que notre force matérielle est plus grande que celle du peuple arabe ; encore est-il que ce peuple, désorganisé par une domination tyrannique, n'avait plus pour résister la vitalité et l'ardeur nécessaires. D'ailleurs, la force ne fut jamais un argument dont pussent se contenter des hommes raisonnables. Quant aux innombrables défauts qui seraient l'apanage des indigènes, elle y trouve des excuses et nie qu'ils soient tellement enracinés en eux, intégrés à leur nature, qu'une action progressive et vigilante ne puisse les faire disparaître à la longue. Nous sommes des vainqueurs, soit ; mais faisons-nous pardonner notre invasion ; le meilleur moyen n'est certainement pas d'étaler un orgueil que rien ne justifie ; il faut que nous fassions oublier notre conquête — non pas que nous l'oublions nous-mêmes ; — c'est facile, à condition de ne jamais s'en targuer comme d'une action d'éclat, car aux yeux des indigènes, elle constitue à notre actif non une gloire mais une faute. Soyons logiques avec

nous-mêmes : nous nous installons dans un pays qui n'est point nôtre, la guerre nous oblige à y commettre des « actes de sévérité » ; l'âme arabe est profondément humiliée et n'attend que l'occasion de prendre une éclatante revanche ; n'ayons pas le cynisme de l'y exciter. La colonisation réclame plus de psychologie que de brutalité : « l'Arabe est comme son cheval ; celui-là seul en tire parti qui sait comment il veut être conduit. » (1)

La différence de religion, que l'on se plaît à représenter comme un obstacle insurmontable au rapprochement des deux races, ne doit point, si nous avons assez d'habileté, nous arrêter dans notre tâche. Nous avons déjà vu comment d'illustres sociologues ont soutenu cette vérité que le Coran n'oppose point au progrès une barrière infranchissable : « il n'y a rien dans l'Islam, pas plus que dans la Chrétienté, qui puisse faire obstacle au progrès. Le fait est que le Christianisme a trouvé il y a quelques temps un *modus vivendi* avec la vie moderne tandis que l'Islamisme n'y est pas encore parvenu. Mais il est en voie d'y réussir. » (2)

On a beaucoup parlé du fanatisme de l'Arabe ; on l'a dramatisé ; dès les premières années de l'occupation, un esprit très averti des choses de l'Algérie pouvait écrire que le plus grand fanatisme de l'Arabe était celui de l'argent : « Je ne sache point, ajoutait-il, de plus puissante garantie de paix que cette tournure de l'esprit qui pousse au commerce, donc aux échanges et aux discussions cour-

(1) Baudé : *Alger : Du système à suivre*, *Revue des Deux Mondes*, Paris, 15 avril 1835, p. 5.

(2) Marmaduke Picktall : *L'Angleterre et la Turquie*, *Revue Politique Internationale*, Janvier 1914.

toises infiniment plus qu'à la guerre. » (1) Il n'y a point a priori d'antagonisme nécessaire entre indigènes et Français en Afrique.

D'ailleurs, lorsque des sociologues, des philosophes et des hommes politiques déniaient à l'indigène toute aptitude au progrès, qu'entendaient-ils par là ? Il est probable que, jugeant par comparaison et prenant pour base notre stade de civilisation, ils trouvaient trop grande la distance qui en séparait les Arabes. Mais n'est-ce point là une erreur, employer le relatif là où il faudrait l'absolu ? « Pour nous, écrit Georges Voisin, nous n'attachons à l'expression progrès que l'idée d'un mouvement en avant indépendant a priori du point dont on est parti et du but vers lequel on tend ; car il est évident que chaque race, chaque peuple, chaque homme pour ainsi dire, part d'un point qui lui est spécial et va vers un but spécial aussi à son individualité. Le monde marche ; le mouvement est lent ; il devient facilement insensible pour ceux qui, cherchant exclusivement en arrière le point fixe pour juger du progrès accompli, n'apprécient pas les modifications produites incessamment. Si l'on veut bien tenir compte de cette considération philosophique on conviendra avec nous que le musulman est perfectible au même titre que tout autre homme. » (2)

Une nation qui a donné autrefois des preuves irréfutables d'une rare vitalité, d'une civilisation raffinée, ne peut pas avoir sombré dans l'anarchie et la déchéance. Si

(1) Léonce de Lavergne : *L'Afrique sous le gouvernement républicain*, *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1848, p. 398.

(2) Voisin (Ismaïl Urbain) : *L'Algérie pour les Algériens*, Paris, 1861, p. 7-9.

elle s'est endormie, c'est à nous précisément de la tirer de son sommeil ; ses premiers cris seront peut-être des injures, bientôt ce sera le pardon qu'elle sollicitera, puis sous notre égide elle reprendra sa marche en avant au point où elle était restée ; avec un ardeur nouvelle elle repartira et ce sera notre gloire que de lui avoir donné l'élan ; « il y aurait honte à vouloir refouler ou exterminer peut-être des populations qui nous repoussent sans doute, qui nous fuient comme des innovateurs inconnus, mais que leur nature intelligente, que notre justice, si nous voulons en faire usage, notre supériorité qu'il leur faudra enfin reconnaître, doivent livrer tôt ou tard à notre ascendant civilisateur. La race arabe ne résiste pas si énergiquement qu'on le pense à tout progrès. » (1) Le fait que, sous la domination turque, les indigènes n'ont accompli aucun progrès n'indique nullement qu'ils en eussent été incapables si leurs maîtres avaient voulu se préoccuper moins de leurs propres intérêts et davantage de l'éducation de leurs sujets. Mais la notion de colonisation a changé : du moins la nôtre n'est-elle point celle des Turcs ; ceux-ci furent des maîtres, souvent despotiques, ils ne firent rien pour le peuple vaincu sinon l'utiliser pour servir leurs ambitions personnelles ; nous avons, au contraire, la prétention d'être des éducateurs, des guides. Avant de tenter l'expérience, rien ne nous autorise à la déclarer impossible ; dès 1843, Enfantin s'élevait déjà contre ce laisser-aller qui, prenant prétexte de la difficulté, menaçait d'abandonner à eux-mêmes les indigènes algériens : « Quant à la population indigène, écrivait-il, c'est un fait : elle diminue, s'appauvrit et se démoralise chaque jour davantage ; mais à qui la

(1) Cavaignac : *La Régence d'Alger*, Paris, 1839, p. 69.

faute ? A nous qui ne faisons rien pour l'empêcher de s'enliser. Elle diminue parce que nos mœurs la blessent, et la chassent ; elle s'appauvrit, parce que nous avons augmenté considérablement la valeur de ce qu'elle consomme et diminué infiniment le prix de ce qu'elle sait produire ; enfin elle se démoralise parce que, étant pauvres, ceux qui ne peuvent pas fuir nos mœurs les prennent ou en prennent ce qui peut leur procurer du pain. » (1) En même temps qu'il accusait ainsi notre carence, il affirmait la possibilité de modifier cette mentalité que d'aucuns voulaient lui représenter incapable de mouvement. Aucun partisan de la doctrine de la civilisation ne prétend, d'ailleurs, que notre tâche soit facile, mais s'il y a pour nous un devoir ayons à cœur d'en accomplir les prescriptions. « Il y a toujours un parti de Rien à faire. Facile à former, facile à soutenir, assuré de toute la complicité de la paresse humaine, prenant nos déceptions pour des arguments et les délais d'un jour pour une éternité, il met en avant cent raisons, dont aucune n'est bonne, puisqu'il s'agit des hommes, dont il n'est pas permis de désespérer. » (2)

Cette tendance, qui proclamait notre devoir d'être des éducateurs du peuple conquis et l'aptitude de celui-ci à recevoir nos conseils et à les suivre, finit par triompher. Si nous excluons quelques écrivains dont le parti pris est trop évident, tels que le Docteur Bodichon dont les violentes diatribes contre les Arabes excitent envers eux à des mesures barbares et impitoyables, il est permis de dire que, implicitement du moins, la grande majorité de nos socio-

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 472.

(2) René Bazin : *Charles de Foucauld et les Musulmans*, *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1924, p. 487.

logues et de nos philosophes a adopté cette théorie. Sans se faire d'illusions sur les vertus des indigènes, la vérité obligeait tous les hommes de bonne foi à constater qu'ils avaient des qualités éminentes, qu'ils constituaient par rapport à la nôtre une race mineure, non pas nécessairement une race inférieure. C'est encore Enfantin — l'homme qui comprit le mieux le problème algérien et en démêla avec une rare intelligence toutes les inutiles complications — qu'il nous faut avoir recours pour trouver l'opinion la plus raisonnée, qui, ne cachant pas systématiquement l'immense difficulté de la question, sut tout de même en trouver la solution : « Nous avons affaire à une race guerrière dont l'éternelle inimitié est le résultat d'une croyance religieuse immuable et chez laquelle, au sein même de la paix et de la possession la moins contestée, ne pouvant changer la religion ni faire concevoir à ces peuples d'autres lois que celles qu'elle a consacrées, nous parviendrons difficilement à associer vainqueurs et vaincus. C'est peut-être une brillante et philanthropique utopie que de rêver la civilisation des peuples de l'Atlas. Eh bien ! nous avouons que nous la faisons nôtre, parce que nous ne la croyons pas irréalisable » (1).

Sur cette base, et ayant reconnu la nécessité de ne point abandonner dans la voie du progrès les Arabes à leurs seules forces, une doctrine civilisatrice pouvait se fonder, se développer et s'épanouir. Ainsi que le constate M. Maignier, « dans le siècle dernier, quand s'est faite la conquête de notre Algérie, on a vu se formuler chez nous, pour la première fois, dans la pensée française, une idée d'assimilation proprement dite, une idée d'assimilation humaine,

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 517.

une idée d'éducation, une idée de civilisation par propagande et par enseignement ». Cette définition même exclut l'emploi de toute violence pour amener à nous les indigènes ; même employée dans ce but, elle est condamnable. Les maux qu'elle entraîne, les exactions qu'elle fait commettre ne sont pas toujours réparables, mais les victimes ne les oublient point ; elles gardent au cœur un peu plus de rancune ; celle-ci s'accumule et un jour viendra où nous serons impuissants à la contenir ; il en va de même pour les hommes et pour les peuples : on les soumet par la force, on ne les conquiert que par la douceur et la persuasion. La doctrine de la collaboration s'était élevée, non sans réticence, jusqu'à la notion d'égalité entre Français et indigènes. La théorie de l'assimilation va plus loin : retenant à son actif tous les sentiments généreux dont on a déjà voulu faire preuve à l'égard des indigènes, elle y ajoute l'amitié. Persuadée que notre rôle d'éducateurs ne sera pas rempli ou le sera mal, si nous ne prenons pas à cœur notre tâche, elle estime que seule une amitié sincère et profonde des Arabes pour les Français et inversement est susceptible de nous y aider. Il ne s'agit pas d'un « sentimentalisme pleurard » qui consiste à aimer les Arabes en paroles et non point en actes, à s'apitoyer à tort et à travers sur leur sort sans rien faire pour y porter remède, à élever la voix pour clamer son arabophilie sans même essayer de la définir ; sera seule vraiment efficace l'amitié sincère qui permet de faire des reproches quand il le faut, sans jamais s'abaisser à l'injure ou au dédain, à celui qui sait les accepter parce qu'il comprend que c'est son propre intérêt qui est en jeu. Nous ne voulons pas jouer le rôle de faux amis qui distribuent les flatteries à ceux-là auxquels il faudrait donner des conseils ; l'amitié permet d'infliger des blâmes ; il suffit

que celui à qui ils sont adressés les reçoive comme il convient et sache discerner le sentiment qui les anime. Or, ce sentiment, de notre part, est ou du moins doit être essentiellement basé sur une idée de fraternité; de même que tout éducateur a la prétention de faire entrer son élève dans sa famille intellectuelle ou spirituelle, de même le civilisateur que nous voulons être vis-à-vis des Arabes aura pour but de faire pénétrer dans la famille française élargie le peuple indigène. A quel titre ? Ici, avec cette variété de nuances et cette complexité de détails qui sont le propre de toute doctrine, les opinions sont diverses ; par nécessité de simplification nous les rangerons sous deux étiquettes : civilisation et association. Nous entendons par là que la ligne générale de notre politique va se traduire ou bien par une méthode d'appropriation, d'affabilité, ou bien, réalisant plus profondément, plus intimement, la conception de la famille, par la notion d'affiliation ainsi que déjà la nommait Enfantin.

L'union qui forme le caractère et le lien de tous les membres d'une même famille ne peut exister si tous ces membres ne communient pas à un même idéal, ne se comprennent pas les uns les autres, si entre eux ne règne pas une étroite communauté de sentiments. Or, il est certain qu'entre un Français et un Arabe de 1830 des différences existent qui contribuent à empêcher cette compréhension mutuelle, les états d'âme ne sont point identiques et les froissements sont inéluctables, qui naîtront de la diversité des mœurs. La conclusion s'impose clairement : puisque nous voulons attirer à nous les indigènes musulmans, aplanissons le chemin qui conduit de leur état au nôtre, détruisons les obstacles qui s'opposent à leur avance et allons à leur rencontre. En un mot, civilisons-les.

Il y a plus, et ce sera le second stade de la doctrine de l'assimilation : lorsque nos efforts auront été couronnés de succès, lorsque les indigènes auront compris quels liens désormais les attachent aux Français, l'impossibilité morale d'une scission, allons plus loin et offrons-leur loyalement une association devenue possible dans laquelle les deux parties, égales en droit et en fait, s'entendant fraternellement, concourront d'un même cœur à un but commun : la prospérité matérielle et morale de la France agrandie.

SECTION II

THEORIE DE LA CIVILISATION

Avant d'étudier le processus historique de l'idée de civilisation appliquée aux indigènes Algériens, il nous faut élucider une question de terminologie. Dans le cours de ce chapitre, deux mots vont être employés qui méritent qu'on définisse leur signification : civilisation et assimilation. Si le premier répond assez bien à une conception précise de l'esprit, encore qu'il soit susceptible de se parer d'attributs bien différents suivant les auteurs, la notion d'assimilation est plus trouble : elle évoque une tentative en vue de rendre semblables deux individus ou deux groupes d'individus ; elle est, suivant la définition lapidaire de Mme Pierre Cœur « la suppression des différences et la production des ressemblances. » (1) Il est vrai, mais on ne nous dit pas de quelle façon doit se produire ce résultat, et surtout on ne nous dit pas à quel point se fera la rencontre, ni même s'il y aura rencontre. On peut, en effet, entendre de deux manières la définition ci-dessus : notons au point de départ, en ce qui nous concerne, deux états d'âme opposés, celui de l'indigène et celui du Français. Cela posé, ou bien l'assimilation consistera à réduire à un seul ces éléments divers, l'autre se résorbant en quelque sorte au sein de celui qui subsistera ; or, pour les Français, il ne peut être question d'abandonner leur foi, leurs mœurs et leurs idées pour adopter celles des Algériens que nous connaissons à peine et que nous ne com-

(1) Madame Pierre Cœur (Mme Voisins d'Ambre) : *De l'assimilation des indigènes musulmans*, Paris, 1890, p. 13.

prenons pas du tout. Dans cette hypothèse, le chemin sera parcouru tout entier par les Arabes, qui, suivant nos conseils et sous notre égide, s'élèveront jusqu'à nous, se transformant ainsi jusqu'à devenir méconnaissables et à perdre leurs caractères sociaux. Mais alors, quelle différence y a-t-il entre assimilation et civilisation ? C'est tout un. Ou bien, le chemin, qui est très long, sera parcouru en sens inverse par les Français et les indigènes ; chacun, délaissant un peu de ses opinions personnelles, épousera celles du voisin ; au point de rencontre nous trouvons une espèce de compromis entre des conceptions différentes : cet amalgame risque d'être incohérent, il n'est pas sûr qu'il soit possible de réunir les pierres dissociées pour former un édifice solide. Quoi qu'il en soit, dans cette seconde acception, l'assimilation se rapproche singulièrement de la fusion, telle que plus tard nous aurons à la définir.

Dès lors chaque fois que dans ce chapitre nous parlerons d'assimilation nous entendrons par là quelque chose d'absolument identique à la civilisation. Mais ce n'est pas assez d'éliminer un terme ambigu, il nous faut encore essayer de définir ce que les auteurs ont entendu par le mot civilisation appliqué aux rapports des indigènes et des Français. Il ne suffit pas de dire avec Taine qu'elle est représentée par les cinq ou six grandes idées que nous avons sur le monde, car ces idées varient avec chaque homme ; il reste bien sans doute chez les habitants d'un même pays, formés aux mêmes disciplines, un substratum unique, mais celui-ci ne suffit pas à créer une âme commune, surtout lorsqu'il s'agit — c'est le but que la France se propose en Algérie — de s'incorporer, de s'intégrer un élément très dissemblable de formation et de caractère. Fa-bar, en 1847, définissait ainsi la civilisation : « Au début,

écrivait-il, l'opinion voulait civiliser les indigènes, c'est-à-dire leur substituer nos lois, nos mœurs, nos coutumes, nos idées ; leur imposer nos modes et nos vices, nos besoins et nos conditions de travail ; saper doucement leur religion, non pour les convertir au Christianisme, mais pour les rendre un tant soit peu voltairiens ; émanciper et dévoiler leur femmes, vacciner et éduquer leurs enfants, etc. . . » (1) C'était là une conception que l'on pourrait qualifier de brutale ; elle voulait jeter en quelque sorte les indigènes dans un milieu où certainement ils seraient dépaysés : pas plus que le tempérament, les mœurs ne s'acclimatent en un jour, et Fabar le savait bien lorsque, ironiquement, il ajoutait : « et l'on s'imaginait, de bonne foi, qu'une révolution pareille ne souffrirait pas la moindre difficulté. » Et cependant, les Français pouvaient-ils concevoir une autre civilisation que la leur ? Lorsqu'ils parlaient de civiliser les indigènes, n'est-il pas naturel qu'ils aient voulu leur imposer leurs propres idées ? Le succès d'une pareille entreprise les eût à la fois dispensés d'un long effort et de tergiversations toujours pénibles : atteindre d'un coup d'ailes le but que l'on s'est généreusement fixé : la vision était belle ; elle était peut-être irréaliste. Plus altruiste, plus humain, Napoléon III devait définir autrement la civilisation : « La Providence, disait-il dans un discours en 1860, nous a appelés à répandre sur cette terre les bienfaits de la civilisation. Or qu'est-ce que la civilisation ? c'est de compter le bien-être pour quelque chose, la vie de l'homme pour beaucoup, son perfectionnement moral pour le plus grand bien. » Le but, cependant, reste le même, car nous ne pouvons imaginer

(1) Fabar : *L'Algérie et l'opinion*, Paris, 1847, p. 14.

d'autre perfectionnement moral que celui qui rapproche l'indigène du Français, puisque nous partons de ce principe — qu'ici nous nous gardons de juger — que l'Arabe a tout à gagner à notre contact, le Français ne pouvant s'approprier aucune des conceptions musulmanes. A la même époque, Louis Vian s'inspirait de la même idée, et, croyant de bonne foi que notre civilisation représentait pour l'indigène un accroissement de bonheur, il définissait notre tâche de civilisateurs comme étant celle qui a pour but de « développer chez l'indigène le commerce par l'intérêt, l'instruction par les écoles, la moralité par la justice, l'amour de la métropole par la représentation ; c'est là un sûr moyen de se l'assimiler ou du moins de se préparer sa reconnaissance dans le cas où il s'émanciperait : c'est une question de justice et d'humanité » (1) Nous voulons, c'est incontestable, faire le bonheur des Arabes ; mais dans notre souci de la symétrie, de l'uniformité, nous oublions parfois de leur demander leur avis, qui, pourtant, en la matière, semble primordial : « Si l'on entend par assimilation, écrit De Lamothe en 1879, que les musulmans algériens doivent adopter intégralement les habitudes, les mœurs et le costume, la manière de voir, l'organisation de la famille en honneur à Carpentras et à Quimper, oh ! alors, nous le reconnaissons sans hésiter, les musulmans algériens sont inassimilables. Mais quelle nécessité absolue y a-t-il d'établir, partout où flotte le drapeau français, cette désolante uniformité, dont l'ennui naquit un jour, à ce que dit le poète ? » (2)

(1) Louis Vian : *L'Algérie contemporaine*, Paris, 1863, p. 231.

(2) De Lamothe : *L'avenir de la colonisation française et la question indigène en Algérie*. Bulletin de la Société Géographique de Paris, 1879, p. 190.

Il ressort de toutes ces définitions que notre tâche civilisatrice consiste à inculquer aux indigènes nos mœurs, nos idées, nos sentiments et peut-être plus tard nos lois et notre organisation sociale. Si le succès répond à nos efforts, à la longue, la race arabe aura perdu toute originalité, puisque, reniant sa propre civilisation, elle aura adopté la nôtre. Du moins, l'entente sera-t-elle désormais facile entre Français et indigènes : animés d'un même esprit, qui sera l'esprit français, ils se comprendront d'autant mieux que l'évolution des Arabes sera plus avancée.

C'est donc bien une véritable éducation que nous avons à entreprendre en Algérie ; la tâche est délicate, parce que pour l'accomplir, la bonne volonté d'un seul est insuffisante. Ainsi que le faisait remarquer le Général Duvivier : « Tout appel à l'esprit des indigènes nécessite deux choses : premièrement que l'esprit auquel on s'adresse veuille bien écouter, veuille bien ne pas se boucher les oreilles par suite d'un ancien principe ; secondement que cet esprit veuille bien aussi travailler, car toute conception nouvelle nécessite un travail. » (1) Une telle disposition d'esprit dépend essentiellement des Arabes ; si nous nous heurtons à une volonté contraire, il serait peut être vain de persévérer. Il est vrai, cependant, que nous pouvons favoriser la formation et le développement d'une ambiance propice à l'instauration de notre civilisation : le temps n'est plus où les Romains avaient la prétention d'assimiler de force les populations vaincues qui devaient accroître les légions. Aussi bien le peuple-Roi sut-il par des moyens plus doux où la persuasion jouait un rôle égal à la force s'assi-

(1) Général Duvivier : *Solution de la question d'Algérie*, Paris, 1841, p. 42.

miler très vite les peuplades qui entouraient la Ville ; s'il crut devoir employer la contrainte dans ses tentatives d'assimilation des peuples barbares, c'est que la distance entre eux et lui paraissait trop grande pour être couverte assez vite par les vaincus. Il y eut également dans l'antiquité d'autres assimilateurs : les Incas du Pérou faisaient venir dans la capitale de l'empire les chefs des populations soumises et leur inculquaient de gré ou de force le culte de l'Empire Péruvien.

La France répudie de tels moyens : sa politique veut être faite de douceur et non de violence. Son emprise sur l'âme indigène sera d'autant plus forte, d'autant plus durable qu'elle sera moins le résultat d'une mesure d'autorité : on ne dit pas à un peuple : vous vous franciserez, vous adopterez telles mœurs et telles idées qu'il nous plaira de vous imposer ; agissons ainsi lorsque nous voulons obtenir des résultats éphémères et mettre au cœur des Arabes une plus grande haine envers l'esprit chrétien ; mais, de grâce, si nous voulons vraiment nous établir au milieu des indigènes, si nous voulons vraiment leur communiquer une âme française, employons une autre méthode, qui nous permette de convaincre au lieu d'imposer. La transformation, moins rapide peut-être que si elle était obtenue par la contrainte, sera infiniment moins superficielle, elle atteindra le cœur des Arabes, qui nous sauront gré d'avoir respecté leurs hésitations et de ne les avoir point précipités vers une issue à laquelle ils n'étaient pas préparés.

Ainsi définie, la civilisation a été l'idéal de nombreux écrivains : ils voyaient dans la conquête de l'Algérie beaucoup plus qu'un appréciable accroissement territorial et qu'une agmentation de puissance morale et matérielle, puisque nous avions la prétention de civiliser, de franciser

disait-on alors comme pour bien marquer dans quel sens devait se faire l'évolution des indigènes. Dès 1837, dans un discours qu'il prononça à la Chambre des Députés, Duvergier de Hauranne proclamait notre mission civilisatrice, il la définissait le devoir pour nous de franciser les Arabes : « Dieu merci, il n'y a plus personne qui se figure maintenant que le régime perfectionné des avanies et des coups de bâton soit le plus propre à faire reconnaître notre supériorité civilisatrice. Tout le monde comprend que pour civiliser les Arabes il faut non pas emprunter leurs mœurs, mais leur communiquer les nôtres ; non pas descendre jusqu'à eux, mais les élever jusqu'à nous. » (1)

La civilisation que nous avions la prétention d'établir en Algérie devait d'ailleurs servir à augmenter notre puissance : « pour subjuguier il fallait civiliser ; si l'on réussit à communiquer aux Arabes les goûts et les besoins de la civilisation, on les aura rendus susceptibles de dépendance ; le seul moyen de préparer pour l'avenir cette domination, c'est de civiliser les indigènes... J'ai vu la civilisation marcher à grands pas. Et comment ce miracle s'est-il opéré ? Par un seul mot qui renferme un grand sens et une grande leçon : alliés au lieu de sujets. » (2) La civilisation moderne, telle du moins que nous la proposons aux Arabes, se fixait pour but d'apporter le plus de bonheur possible au plus grand nombre possible ; notre conquête africaine devait se signaler au monde entier par les bienfaits que nous y répandrions, et par l'attrait que nous exerce-

(1) Duvergier de Hauranne : *Discours à la Chambre à propos des crédits extraordinaires pour Alger*, Paris, 1837.

(2) Walewski : *Un mot sur la question d'Afrique*, Paris, 1837, pp. 12-25.

rions sur les populations arabes. A mesure que se développaient en France, avec les idées de nationalité et de liberté, les sentiments humanitaires qui devaient aboutir en 1848 à l'abolissement officiel de l'esclavage dans nos colonies, les revendications en faveur des indigènes algériens se faisaient plus véhémentes, prenaient plus d'ampleur et de force. C'est que la France, en devenant maîtresse de l'Algérie, avait assumé une obligation : celle de tendre une main généreuse et compatissante aux populations arabes. « Nous devons, dit l'abbé Landmann en 1841, implanter dans cette terre non seulement nos forces physiques, mais encore nos forces morales, nos lois, nos institutions, nos arts, notre langue et surtout notre religion, bref tout ce qui avait autrefois servi à civiliser notre propre patrie. Il fallait rallier à nous et nous assimiler un jour les indigènes ; d'ennemis qu'ils étaient, il fallait en faire des amis et même des frères, gagner leur cœur par les bienfaits de la charité. » (1)

Puis, nous rencontrons ici encore les théories d'Entant, qui forment vraiment l'ossature de la doctrine de l'association. Avec sa netteté habituelle, Entant s'aperçut vite que la collaboration, solidarité d'intérêts purement matériels, pouvait bien nous attacher pour un temps les indigènes, tant que la concurrence ne serait pas trop désavantageuse pour eux ; mais pour les retenir dans l'orbite de notre civilisation, il fallait agir sur eux plus profondément, plus intensément ; c'est pourquoi le journal « *l'Algérie* », de 1843 à 1846, ne cesse de proclamer que « coloniser, c'est civiliser, et civiliser ce n'est pas détruire ; ce n'est

(1) Abbé Landmann : *Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1848, pp. 3-48.

pas seulement s'approprier le sol d'un pays ; c'est y porter ses lois, ses mœurs et ses arts, c'est élever ce pays vers une vie plus haute et plus universelle ; car nous voulons fonder en Afrique une nouvelle France, y porter à grands flots une population française ; or, le meilleur moyen d'y faire affluer les courants de l'émigration européenne, c'est que l'Algérie fasse partie intégrante de la France, c'est d'y appliquer progressivement les lois du royaume. » Enfantin se déclare partisan d'une assimilation totale, aussi bien politique et administrative que morale, où l'Algérie incorporée à la métropole ne se distinguera plus des autres provinces françaises ; il demande qu'on ne la traite pas en parent pauvre, et veut que, nouvelle venue au sein de la famille française, elle y occupe le plus vite possible une place de choix. Toutefois, Enfantin se refuse à compromettre l'œuvre entreprise par une précipitation trop grande qui exclurait toute prudence. Il demande qu'on ne cherche pas à imposer brutalement aux indigènes une législation qui n'a pas été faite pour eux ; « généralement, écrit-il, on s'est demandé : comment transplanter en Algérie les mœurs, les usages, la législation de France ? Il n'est pas étonnant qu'un problème posé ainsi n'ait donné que des solutions pitoyables. » (1) Ennemi de toute brutalité, d'où qu'elle vienne et sous quelque forme qu'elle se présente, il conseille la prudence pour ne point blesser les indigènes ; ayant constaté que par ses trois formes : mer, montagne, désert, l'Algérie se prête merveilleusement à la vie contemplative et individuelle, il met en garde la France contre cette tendance qui voudrait réunir en de puissantes agglomérations, faciles à gouverner, une population habituée à plus de li-

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 128.

berté. « Il sera prudent de ne pas essayer de leur imposer trop vite cette vie sociale des cités où l'individu et la famille sont noyés dans un socialisme que la force de la vérité nous oblige à déclarer souvent asphyxiant et où la nature, de toutes parts muselée et enchaînée par la main de l'homme, est sans couleur, éternée, dépravée souvent, idolâtrée peut-être mais jamais adorée. » (1) Ce n'est pas en un jour que peuvent disparaître des coutumes séculaires ; si nous les trouvons contraires à nos idées, si elles choquent nos conceptions, essayons d'y porter un coup, mais il n'est pas nécessaire pour autant d'agir sans méthode et de compter pour rien le temps. Le résultat, pour Enfantin, n'est pas douteux : « dégageons la grande famille véritable, la ferka, de cette chaîne qui s'oppose au développement de sa vie propre et à celui de chacun de ses organes : ... ce sera là civiliser l'Algérie et nous en avons la prétention » (2), et plus loin : « ces pillards resteraient barbares si nous Français nous n'avions point passé la mer pour civiliser l'Afrique. » (3)

C'est encore la même note que nous retrouvons chez Castelli un peu plus tard : « le soldat français combattant en Algérie est l'apôtre de la civilisation portant au bout de son arme le drapeau de la liberté et de la fraternité de tous les peuples de l'univers ; s'il frappe et répand le sang, c'est malgré lui ; après sa victoire il a offert la paix, il la veut encore et l'aura, car sa mission et ses désirs tendent plutôt à donner la vie que la mort. La France vient pour édifier et non point pour détruire, elle vient en libérateur

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 63.

(2) *Ibidem*, p. 379.

(3) *Ibidem*, p. 418.

voulant tout restaurer ; elle y vient apporter ses lumières, y introduire ses lois et ses mœurs, tous les bienfaits de la civilisation. » (1) Sous l'emphase des mots, on reconnaît aisément les principes essentiels de la théorie de l'assimilation : l'indigène est à nos yeux un ami, un frère ; pour qu'il réponde à notre amour, pour qu'il nous comprenne, insufflons-lui nos propres sentiments. Nous avons, de très bonne foi, la quasi certitude que nous pouvons lui rendre la vie moins pénible, plus agréable : orgueil peut-être encore, mais du moins est-il inspiré par la bonté et c'est ce qui l'excuse. Nous avons en vue, en même temps que l'intérêt de la France puisque civiliser les Arabes c'est lui donner de nouveaux enfants, surtout le mieux être et l'intérêt des indigènes ; et notre désintéressement est le plus sûr garant de notre succès. Si vraiment l'indigène est susceptible de progrès, si vraiment ses mœurs, sa vie ne sont pas tout à fait inconciliables avec nos propres idées, pourquoi résisterait-il à notre tentative ? Lorsqu'il verra, et il dépend de nous qu'il le voie, que nous désirons avant tout améliorer son existence et qu'aussi bien nous n'avons personnellement aucun intérêt primordial à sa transformation. alors il consentira à nous écouter, il se laissera convaincre ! du moins n'apportera-t-il plus à nos leçons un préjugé défavorable ; le reste sera l'affaire de notre persuasion ! nous saurons bien nous ingénier à exercer autrement que par la force une influence souveraine sur les populations arabes.

A l'encontre de cette conception qui n'admet point que pour civiliser l'indigène on puisse proposer à son imitation d'autre exemple que le nôtre, Fabar s'élève et pré-

(1) Castelli : *La colonisation pacifique et la civilisation des provinces françaises de l'Algérie*, Paris, 1846, p. 8.

tend qu'ainsi nous renonçons volontairement à faire le bonheur de l'indigène et que notre établissement en Afrique n'est qu'une ressource pour la métropole, non un bienfait pour les Arabes, car « la civilisation spécialise toutes les facultés : les gens d'en haut deviennent des intelligences, ceux d'en bas des machines. Dans l'état que nous nommons barbare, chacun reste homme chacun est obligé de penser et d'agir » (1).

Et cependant il nous répugnerait de revenir à un état social qui nous semble étrange ou archaïque. N'avons-nous pas, d'ailleurs, pour nous le précédent de la politique romaine, qui élevait jusqu'à elle les peuples qu'elle voulait dominer, mais ne s'abaissait jamais jusqu'à eux ? Moins hautains que les patriciens antiques, nous consentons à nous pencher vers cette race mineure que constitue la population arabe ; nous irons la chercher et nous la conduirons par la main ; mais nous avons la prétention de garder, malgré ce contact, notre originalité et de ne point emprunter à la barbarie des coutumes d'un autre âge ou d'un autre monde. La France en Afrique, ce n'est pas la France conquérant par les armes ; c'est la France transportant là-bas sa justice, ses mœurs, son commerce, toutes ses attractions ; c'est la France élevant le phare de la civilisation sur les rivages barbaresques ; « c'est une magnifique et féconde oasis qui surgit dans ces mers de sable pour s'y élargir chaque jour par la culture, par l'industrie, par l'exemple. » (2) L'influence et la grandeur, qui ne pouvaient autrefois s'acquérir que par la conquête territoriale et l'assimilation matérielle, s'obtiennent aujourd'hui plus facilement par l'assi-

(1) Fabar : *L'Algérie et l'opinion*, Paris, 1847, p. 93.

(2) Lingay : *La France en Afrique*, Paris, 1846, p. 11.

milation morale et sociale, par l'empire des idées, par la communauté des esprits et des intérêts. Nous sommes chargés d'une mission d'éducation qui identifiera les mœurs des peuples vaincus à celles de la nation conquérante et fondera peu à peu l'élément indigène dans la nouvelle société ; c'est essentiellement en cela que consiste notre devoir de civilisateurs, auquel nous n'avons pas le droit de nous dérober : l'assimilation de l'indigène doit suivre la colonisation française, celle-là complétant et secondant celle-ci. C'est là méthode qui, après les inévitables excès de la conquête par les armes, apaise le plus vite les esprits, celle qui, après le sang versé dans les batailles, impose le moins de douleurs et de sacrifices, coûte le moins de larmes au vaincu et honore le plus le vainqueur. Sans doute les résultats ne seront pas immédiats, mais rien ne servirait de brusquer la transformation, aucune force humaine ne pouvant faire dans un temps ce qui n'est faisable que dans un autre.

La doctrine de la civilisation, depuis longtemps déjà définie et étudiée, atteint son apogée aux environs de 1860, lorsque, après « *l'Algérie Française* » parue en 1856 sous la signature de Capo de Feuillide, Emile de Girardin écrit en collaboration avec Duvernois la « *Civilisation de l'Algérie* ». Dans les « *Questions de mon temps* », Emile de Girardin avait déjà énoncé la façon dont il concevait la colonisation Française en Algérie, et c'est une réponse à ces questions que Capo de Feuillide lui dédie dans « *l'Algérie Française* ». Il insiste tout spécialement sur ce fait que nous n'avons pas le choix en Afrique entre deux méthodes, l'une de force et de violence, l'autre qui serait un compromis entre ces mêmes idées et le vague désir d'agir humainement. Du jour où nous nous sommes installés sur le sol africain et où nous avons proclamé notre volonté d'y demeurer, nous avons

contracté envers les populations arabes une obligation que l'on pourrait appeler passive. Par le rayonnement de notre civilisation, nous avons démontré aux Arabes la possibilité pour eux de parvenir à une vie meilleure, du moins avons-nous étalé à leurs yeux un état social qu'ils ne connaissaient pas : c'était dès lors leur droit d'exiger que nous leur montrions la voie qui y conduit. Apprendre aux Arabes l'existence d'un autre mode de vie que le leur, leur donner par le spectacle quotidien de nos coutumes et l'application de nos lois, l'envie de le connaître et d'y accéder, c'est déjà de notre part encourir une responsabilité ; leur ayant laissé entrevoir la lumière, nous ne pouvions plus refuser de la leur accorder s'ils nous la demandaient. Or, « tous les peuples désolés, à quelque degré que ce soit, de bien-être et de lumières, ont des instincts secrets qui les poussent vers les nations et vers les terres où se trouve une plus grande masse de lumières et de bien-être : races arabes, races kabyles, races sahariennes subissent cette grande loi des migrations des peuples barbares vers les foyers de la civilisation. C'est le développement de ces instincts secrets, c'est leur excitation, leur création même que la France devrait donner pour but à son gouvernement en Algérie. » (1) La race arabe, que sa religion, ses mœurs, son fractionnement en tribus, ses institutions presque féodales séparent de nous, n'est pas, autant qu'on veut bien le croire, antipathique aux lois, aux mœurs, aux progrès, en toutes choses, des peuples chrétiens. Il y a chez elle des traces d'une civilisation ancienne et des aptitudes à une civilisation plus avancée. Devant elle, la tâche du peuple conquérant ne peut consister qu'en l'une ou l'autre de ces deux politiques, éga-

(1) Capo de Feuillide : *L'Algérie française*, Paris, 1856, p. 26.

lement commandées par la force des choses et échappant par là-même à la volonté des hommes : ou s'assimiler à la nation conquise, s'il est moins avancé en civilisation, ou se l'assimiler dans le cas contraire. Qu'a été, en définitive, le monde romain, sinon la réunion à la Ville éternelle des provinces conquises par le peuple roi, à partir du centre du Latium jusqu'aux limites connues de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie ? « Nous ne ferons rien, nous ne pouvons rien en Afrique sans les indigènes, sans les Arabes ; si nous ne travaillons pas demain, aujourd'hui, à nous les assimiler par la fusion constante et progressive de leurs mœurs et de leurs intérêts dans les nôtres, ils se feront lourds à notre bras par une résistance occulte d'inertie contre laquelle toute puissance échoue. » (1) Il est dangereux, surtout au début d'une colonisation qui veut durer, de paralyser ses mouvements par le maniement d'un poids mort, d'entraver tout progrès en lui suscitant des ennemis résolus à résister à l'influence du vainqueur ; la sagesse nous commande de nous ménager des amitiés sincères qui, alimentées par nos bienfaits, gagnent peu à peu toutes les couches de la population arabe : là seulement est notre chance de succès.

Encore faut-il que cet essai d'assimilation, qu'il est de notre devoir et de notre intérêt tout à la fois de tenter et de réussir, ne soit pas voué d'avance à un échec certain, encore faut-il que les Arabes se puissent assimiler. Et Capo de Feuillide proclame hautement sa foi dans la possibilité et la grandeur de notre entreprise : « Ces intérêts se peuvent-ils assimiler ? Oui. Et ces mœurs si invétérées, si résistantes, si opposées aux nôtres ? Oui, en partie d'abord. L'en-

(1) Capo de Feuillide : *L'Algérie française*, Paris, 1856, p. 208.

grenage commencé, tout y passera. Mais enfin, les Arabes sont-ils des hommes ? Oui encore. Des hommes perfectibles ? Oui, toujours oui. » (1) Les exterminations et les refoulements qu'ont imposés à cette race les guerres et les conquêtes successives peuvent sembler l'avoir rivée en quelque sorte à une époque de temps d'arrêt, sinon de recul, dans son histoire et dans son indépendance ; mais quel peuple a le droit de s'enorgueillir d'un progrès continu et assuré ? D'ailleurs, les aspirations des indigènes, contenues pendant des siècles, mais non éteintes, seront d'autant plus fortes, elles s'extérioriseront avec d'autant plus d'impétuosité qu'elles auront été plus longtemps refoulées ; nous n'aurons même pas à les susciter ; il nous suffira de les diriger, d'en canaliser le flot : notre suprématie en Algérie, notre domination seront la récompense et le résultat de notre habileté et de nos bons procédés. A ce prix, il est permis d'entrevoir pour la colonie, et rejaillissant sur la métropole pour augmenter son prestige et sa gloire, un avenir plein de promesses : « C'est seulement par l'assimilation des races sous la loi française, accommodée à toutes les pentes de leurs intérêts et de leur génie que l'Algérie redeviendra ce qu'elle a été dans les temps de la civilisation antique, le grenier du monde, le point du globe alors connu le plus salubre, car il était de proverbe à Rome que si l'on vivait en Italie, en Afrique on ne mourait que de vieillesse ou d'accident. » (2)

Dans la polémique qui mit aux prises quelques années plus tard Emile de Girardin et Clément Duvernois, le premier affirmant la nécessité de civiliser les indigènes

(1) *Ibidem*, p. 209.

(2) *Ibidem*, p. 277.

avant de coloniser l'Algérie, (1) le second se faisant le champion de la colonisation, nous retrouvons un amour égal des Arabes, le désir d'être pour eux des éducateurs et des bien-faiteurs. L'un et l'autre se refusent à employer tout moyen de pression ou de contrainte : « L'extermination n'a aucune raison d'être ; je n'admets pas non plus que le but de la colonisation doit être de se substituer aux peuplades vaincues, écrit Duvernois. » A quoi Emile de Girardin répond : il est des lois inflexibles et des conséquences inévitables. La colonisation a pour résultat l'extermination, l'expulsion, l'oppression ou l'absorption des peuplades auxquelles elle tend à se substituer. L'un a pour devise : colonisation d'abord, civilisation ensuite, tandis que l'autre renverse l'ordre des facteurs. Mais y a-t-il donc antinomie entre ces deux éléments ? Oui, s'il faut écouter Emile de Girardin : « Si je croyais, dit-il, à la colonisation, je n'y croirais que par la liberté, nullement par la réglementation qui est toujours l'arbitraire, encore moins par la force qui est toujours l'impuissance en matière de solutions. Mais je ne veux pas coloniser. La colonisation est le système qui subordonne, je ne veux pas dire qui immole, l'indigène fanatique au colon problématique, qui de l'accessoire fait le principal et du principal l'accessoire en vertu du droit de la conquête et au mépris du droit de la nationalité, de ce droit si en faveur en ce moment, grâce à la France. La civilisation, au contraire, est le système qui subordonne le colon à l'indigène, qui du principal fait le principal et de l'accessoire l'accessoire, qui conséquemment, ayant à instituer un gouvernement

(1) Clément Duvernois était l'ancien rédacteur en chef du journal *La Colonisation* paraissant à Alger, et dans les colonnes duquel il publia la plupart de ses théories.

en Algérie après la conquête, ne l'institue pas pour cent mille colons mais l'institue pour les indigènes au nombre de 2.500.000. Qui dit colonisation dit assimilation du Musulman au Chrétien et donc abjuration ; qui dit civilisation dit extinction du fanatisme, mais non extinction de croyance. » (1)

Il arrive souvent aux Français de parler des Turcs avec dédain : soyons justes une fois au moins : s'ils gouvernent mal les Chrétiens qu'ils ont subjugués, gouvernons-nous beaucoup mieux les Musulmans que nous avons vaincus ? Cela vient de ce que nous avons voulu coloniser ; or, « avec le peu de suite dans les desseins qui est le caractère et le défaut de la France, celle-ci devrait moins s'attacher à conquérir des territoires pour les coloniser qu'à découvrir des consommateurs pour les approvisionner. » (2) Il n'y a qu'un seul parti à prendre pour rendre moins précaire l'avenir de notre possession : renoncer à l'idée fausse de colonisation pour lui substituer l'idée juste de civilisation. La colonisation complique tout : c'est l'assimilation en pays dissemblables ; tandis que la civilisation crée des besoins, les besoins multiplient les échanges, les échanges commerciaux nouent les rapports sociaux. Sans doute, Duvernois l'avait lui-même reconnu, la colonisation n'exclut-elle point entre indigènes et Français tous rapports de voisinage, par conséquent toute infiltration ni toute interdépendance. « Ce n'est pas, écrivait Duvernois en 1858, en laissant croupir la race arabe dans ses institutions que nous pourrions la régénérer ; ce n'est pas en l'isolant dans son obscurité

(1) E. de Girardin : *Civilisation de l'Algérie*, Paris, 1860, pp. 7-16.

(2) E. de Girardin : *Questions de mon temps*, Paris, 1844, T. II, p. 43.

que nous lui ferons voir la lumière ; dissipons les préjugés en versant des flots de lumière par l'instruction de l'école et par l'instruction du contact. Je dis que la civilisation des Arabes est possible par la colonisation et que c'est seulement ainsi qu'elle est possible. » (1)

A quoi Emile de Girardin répondait : « Je crois que l'on serait arrivé plus vite à la colonisation de l'Algérie par la civilisation de l'indigène que l'on n'arrivera à la civilisation de l'indigène par la colonisation de l'Algérie. » (2) D'ailleurs, la colonisation, question de force avant tout, concorde mal avec les idées que nous professons en France : il y a contradiction « entre la France se battant sur une rive de la Méditerranée pour affranchir la nationalité italienne de l'oppression de l'Autriche, et la France se battant sur l'autre rive pour retenir sous son joug la nationalité algérienne. Ou le droit de la conquête ou le droit de la nationalité, mais qu'il soit le même sur l'une et sur l'autre rive : ce qui est vérité sur l'une ne saurait être mensonge sur l'autre. Cela étant posé, je défends logiquement le droit de la conquête contre le droit de la nationalité lorsque celle-ci ne peut revivre qu'en empruntant le concours d'une intervention armée ; mais, étant donné la civilisation, je condamne souverainement le droit de conquête. » On colonise un pays d'où les indigènes, exterminés ou chassés, ont disparu ; on ne colonise pas un territoire où les indigènes qui le peuplent sont en si grand

(1) Duvernois : *L'Algérie. Ce qu'elle est ; ce qu'elle doit être*, Alger-Paris, 1858, p. 234.

(2) Emile de Girardin : *Civilisation de l'Algérie*, Paris, 1860, pp. 19-74.

nombre qu'il serait impossible de les chasser, fût-on assez impitoyable pour l'entreprendre. Barbarie et conquête se donnent la main, civilisation et conquête se tournent le dos, elles s'excluent.

La colonisation n'est pas autre chose pour Emile de Girardin qu'un déplacement de population, l'oppression organisée ; or, la question algérienne n'est point résolue par cela même : il s'agit non point de faire le vide pour laisser place libre aux émigrants, mais bien de concilier les intérêts de deux populations distinctes, de sorte que, vivant l'une auprès de l'autre, elles se comprennent et se compénètrent mutuellement. « La civilisation des Mulsulmans, au contraire, serait une solution, car s'il était démontré par l'expérience que cette civilisation est possible, ce serait l'affranchissement de tous les raïas, puisqu'il n'y aurait qu'à continuer à Constantinople ce qui aurait réussi à Alger. » (1) Or, ce n'est point là une tâche impossible ; on a, il est vrai, prétendu trouver dans l'histoire du peuple arabe la preuve de son imperméabilité, on a dit qu'il repoussait nos idées, qu'il méprisait notre bien-être. « Je ne crois pas, répond Emile de Girardin, à l'imperméabilité des indigènes algériens, à leur haine pour nos arts et notre bien-être social. » (2)

Sur un point, Duvernois et Emile de Girardin sont d'accord ; ils croient tous les deux que la liberté doit être la base des institutions algériennes, qu'elles soient d'ordre politique ou social ; c'est d'elle qu'ils attendent le succès. Et Emile de Girardin trouve ici un argument à l'appui de sa thèse : tandis que la colonisation réclame un pouvoir

(1) Emile de Girardin : *Civilisation de l'Algérie*, Paris, 1860. p. 80.

12) *Ibidem*, p. 49.

fort, une direction unique qui sache commander et se faire obéir, la civilisation s'accommode infiniment mieux de la liberté : des affinités se créeront entre colons et Arabes, qui seront propices au rapprochement des deux races, étant bien entendu qu'une égalité absolue règne entre l'Européen et l'Africain, qu'il y ait unité de population, c'est-à-dire absence de distinction légale entre le Musulman et le Chrétien. Il est trop difficile, lorsqu'on sépare en deux clans les populations de l'Algérie, de ne point ajouter à cette discrimination une idée de supériorité ou d'infériorité suivant les tendances ; or, rien n'est plus préjudiciable à une bonne entente. S'il est vrai, ainsi que l'affirme Duvernois, que pouvoir n'est point synonyme d'oppression et que l'on peut être aussi magnifique qu'un pacha sans être pillard comme un Turc, il demeure que du moment où on leur a parlé de supériorité trop de gens s'arrogent le droit d'en abuser.

La civilisation n'exclut point, d'ailleurs, le respect de la religion et des mœurs des Arabes ; il n'y a pas incompatibilité fatale entre elles et nos idées, si toutefois la prudence nous conseille et si nous ne voulons point brusquer une évolution qui ne doit atteindre son terme que beaucoup plus tard. C'est précisément parce que, jusqu'alors, on a voulu aller trop vite que l'on a échoué ; les succès passés ne prouvent donc rien ni pour ni contre la colonisation, de même qu'ils ne prouvent rien non plus ni pour ni contre la civilisation. Tout est à reprendre par le début : sachons une fois au moins commencer par le commencement : la colonisation est nécessaire, si l'on entend par là qu'elle doit amener sur le sol d'Afrique une population européenne, mais il faut qu'elle s'arrête là, car la civilisation est impossible si l'on confine le peuple arabe dans

un isolement systématique. Puisque nous voulons franciser les indigènes, il faut qu'un élément français entre en jeu ; librement ensuite une coopération s'établira, lente peut-être ; au contact de notre civilisation, les indigènes apercevront vite les avantages qu'ils peuvent retirer de son adoption. A nous donc de la leur montrer sous un jour agréable : il n'est pas question de l'imposer par voie d'autorité : n'agissent de la sorte que les peuples qui ont tout à craindre d'une connaissance approfondie et qui se sentent impuissants à se faire aimer. Pourquoi employer la force là où notre persuasion agira plus sûrement ? Notre « sociabilité » est suffisamment attractive pour se dispenser d'un tel moyen, et la douceur attache plus certainement que la force ne convainc.

Sur un dernier point, qui par la suite suscitera de nombreuses controverses, Emile de Girardin et Duvernois réclament une solution analogue ; ni l'un ni l'autre ne prétend — car ce serait une méthode qui sous des apparences bienveillantes aurait en fin de compte recours à la force — imposer sans modification nos institutions métropolitaines à un peuple qui n'est pas mûr pour les recevoir : « nous allons avoir affaire, écrit Duvernois, aux partisans de l'assimilation absolue, qui pensent que l'Algérie doit être complètement française, qui ne veulent accepter aucune modification des lois métropolitaines, sans tenir compte des différences essentielles qui existent entre un pays jeune et un pays vieux, entre un pays peuplé et un pays qui, s'il veut l'être un jour, doit faire concurrence à la libre Amérique. » (1) L'homme ne fait pas les lois,

(1) Emile de Girardin, Clément Duvernois ; *La civilisation de l'Algérie*, Paris, 1860, p. 69.

a dit Pythagore, il les découvre ; encore faut-il qu'il sache les adapter à ceux qui doivent les subir et au pays où elles s'appliquent.

La discussion qui avait motivé un échange de lettres entre Emile de Girardin et Duvernois et la brochure « *La civilisation de l'Algérie* » eut un retentissement considérable, grâce à la renommée des polémistes et à la publicité qui fut faite autour de cette correspondance. Il est piquant de remarquer que, quelques années plus tard, la brochure « *Indigènes et immigrants* », parue sans nom d'auteur, mais incontestablement due à Ismaïl Urbain, inscrivait en épigraphe : « la conquête de l'Algérie a posé la question du gouvernement et de la civilisation des indigènes. Ceux qui n'y voient qu'une question de colonisation regardent par le gros bout de la lunette. » (1) L'auteur développe avec une ardeur tout apostolique les arguments déjà mis en avant par Emile de Girardin : « L'honneur et l'intérêt de la France commandaient non plus de détruire, de refouler ou de déposséder les indigènes, mais de les bien administrer et de les rattacher à nous par la civilisation ; il eût été chimérique de vouloir doubler la population de l'Algérie par des immigrants... car la France ne veut pas plus de la conquête normande que de la civilisation à la façon des Espagnols au Mexique : la civilisation ne se répand que par la paix et le travail. » (1) S'il est vrai que la destinée des races dépend beaucoup plus des idées qui gouvernent leurs âmes que des progrès matériels qui ouvrent un cours plus large à leurs intérêts, ce sont les âmes qu'il faut gagner, c'est de civilisation qu'il faut parler et non point de colonisation. Il y a chez les Arabes

(1) Ismaïl Urbain : *Indigènes et immigrants*, Paris, 1862, pp. 17-35.

des coutumes qui ne correspondent à aucun besoin digne de ce nom, dont la barbarie, à force d'habitude, échappe peut-être à ceux qui les pratiquent sans épargner ceux qui les subissent ; elles choquent non seulement nos conceptions européennes : si ce n'était que cela, on pourrait croire qu'elles sont dues au climat, au pays, car il est vrai que l'on ne conçoit pas la vie d'une façon identique à Lille et à Alger. Mais — et c'est plus grave — elles vont à l'encontre de toute idée d'humanité et de justice qui est inhérente à notre nature : ce n'est point manquer au respect dû aux mœurs des indigènes que de signaler à nos protégés les excès où les a entraînés leur atavisme, car ce n'est pas leur imposer d'emblée une solution qui n'aurait d'eux aucune chance d'être acceptée ; il s'agit beaucoup plus simplement, par l'exemple et par l'éducation, de leur laisser entrevoir qu'il existe à leur portée un mode d'existence qui a au moins cet avantage d'être en accord avec le droit naturel commun à tous les peuples. Il existe un minimum de notions au sujet desquelles on doit réaliser l'unanimité : dans aucun pays ni dans aucun temps la malpropreté n'a été une vertu, il semble impossible d'y laisser croupir la race arabe ; à un tout autre point de vue, et puisqu'il faut que vivent ensemble Français et indigènes, la propriété collective et indéterminée crée des obstacles aux tractations nécessaires à notre établissement : tout en respectant les droits des Algériens, rien ne nous empêche d'y substituer prudemment la propriété quiritaire dans nos rapports avec eux. Bref, il y a une évolution à favoriser et à guider, et la violence n'a jamais réussi qu'à susciter des révolutions, qu'à engendrer des ruines : or, notre rôle est non pas de détruire mais d'édifier. D'ailleurs, la nature des Arabes est telle qu'ils ne viendront pas à nous si nous

n'allons pas d'abord à eux les mains tendues : notre conquête demande à être effacée par nos bienfaits ou plus exactement à être consolidée et confirmée par eux. Pour atteindre ce but, il n'est indispensable ni de spolier les Arabes, ni de violer vis-à-vis d'eux les principes de justice auxquels nous sommes par dessus tout attachés ; il n'est même pas besoin d'avoir recours à quelque mesure nouvelle ou tyrannique pour réaliser le système de l'assimilation complète. Dans l'art de la guerre, il y a une méthode qui s'appelle l'infiltration, dans laquelle, un à un, les combattants pénètrent doucement à l'intérieur des lignes adverses et, ayant de toutes parts encerclé leurs ennemis, les retiennent prisonniers. Nous devons agir en Algérie par infiltration, toute pacifique, de nos mœurs, de nos idées qui peu à peu, lentement mais d'autant plus sûrement, attaqueront la société indigène, sapant ici un préjugé, là détruisant une inimitié : le total de ces petites victoires constituera la véritable conquête morale, et nous aurons l'honneur de l'avoir effectuée sans secousse, sans avoir troublé l'ordre essentiel de la société arabe, à son insu même ; car si une grande bataille a plus de retentissement, les petits engagements donnent souvent de meilleurs résultats ; ils finissent par émousser et par anéantir toute résistance. Ainsi agirent les Romains dans la Gaule conquise.

Voilà pourquoi nous ne devons point parler d'assimilation immédiate et complète qui ne serait en définitive autre chose qu'une absorption plus ou moins totale : « ce que nous devons vouloir, c'est que les indigènes se rapprochent de nous par les idées et les besoins, que leur fanatisme s'émousse, que leurs mœurs s'adoucissent, qu'ils s'habituent à vivre paisiblement à côté de nous, que peu

à peu ils se mêlent aux populations européennes. Il faut civiliser et non perdre son temps à absorber : Si l'absorption doit s'accomplir quelque jour, tant mieux, mais instruire et moraliser, voilà la tâche du moment. » (1) Avec l'indigène hostile et ignorant, tout est difficile : pas de transaction, pas d'association possible pour les entreprises d'ordre matériel, isolement moral des deux races, défiance mutuelle, obligation de maintenir dans nos possessions un effectif militaire considérable. Avec la civilisation, au contraire, tout devient facile : le fanatisme disparaît en même temps que l'ignorance ; le mélange des idées et des intérêts se réalise ; une confiance réciproque pénètre dans les cœurs ; le bras indigène se met au service de l'Européen ou collabore avec lui ; le champ de travail s'ouvre aux deux éléments qui s'y confondent sans arrière-pensée. C'est l'esprit et le cœur que nous devons d'abord modifier ; les questions matérielles viendront ensuite ou plutôt se résoudront alors d'elles-mêmes. « Nous sommes convaincus, écrivait le docteur Warnier, que la conquête est sans but, qu'elle est même une tâche pour une nation comme la France, si nous ne parvenons pas à gagner, à conserver et à civiliser les indigènes. » (2)

Lorsqu'en 1869 Monseigneur Lavigerie prit possession du siège épiscopal d'Alger, qu'il devait illustrer, il définit merveilleusement dans la lettre pastorale qu'il adressa à cette occasion aux fidèles du diocèse la volonté qui animait la France : « Depuis trente ans, dit-il, la France te dit : reprends ta place au soleil des nations, tes

(1) X... : *L'Algérie et la Lettre de l'Empereur*, Paris, 1863, p. 43.

(2) Warnier : *L'Algérie devant l'opinion publique*, Alger, 1864, p. 175.

sœurs dans la civilisation et dans la foi ; que tes enfants apprenant de nouveau ton histoire, sachent que nous ne venons à eux que pour leur rendre la lumière, la grandeur, l'honneur du passé et que tes anciens vainqueurs eux-mêmes comprennent que nous ne venons te venger que par des bienfaits. Faire de la terre algérienne le berceau d'une nation grande, généreuse, chrétienne, d'une autre France, fille et sœur de la nôtre et heureuse de marcher dans les voies de la justice et de l'honneur à côté de la mère patrie ; répandre autour de nous, avec cette ardente initiative qui est le don de notre race et de notre foi, les vraies lumières d'une civilisation dont l'Évangile est la source et la loi, c'est là notre mission. Je réclame le privilège de vous aimer comme mes fils, alors même que vous ne me reconnaissez pas pour père. » (1) Pour que l'Afrique du Nord reste à jamais une terre française — et qui de nous ne le désire ? — alors même que dans le cours des siècles elle cesserait d'être unie politiquement à la France, il faut qu'elle soit imprégnée de notre esprit, qu'elle soit francisée non point superficiellement par des lois, mais profondément par des liens d'amitié et d'attachement réciproques. On se souvient de ce mot de Lord Durham parlant du Canada à la Chambre des Lords : « Le Canada doit-être anglifié, dût-il pour cela cesser d'appartenir à l'Empire Britannique. »

Après la guerre de 1870-71, le problème de l'assimilation, sans quitter complètement le terrain moral, pénètre dans le champ des institutions politiques et administratives, notamment sous l'impulsion de Paul Leroy-Beau-

(1) Mgr Lavignerie : *Recueil de lettres sur les œuvres et missions africaines*, Paris, 1869, pp. 13-14.

lieu : « Faire des deux éléments juxtaposés et hétérogènes — Arabes et Européens — un ensemble si ce n'est homogène, du moins régulier, c'était là un problème difficile : le seul moyen de le résoudre est la fusion de l'élément indigène avec l'élément européen : si grandes que soient les difficultés qu'il entraîne, si complexe que puisse être la question, nous disons qu'il est le seul à offrir une solution pratique et définitive. » (1) Quand l'auteur parle de fusion de l'élément indigène avec l'élément européen il n'entend point par là une absorption complète du premier dans le second, de façon qu'il ne reste aucune différence dans les mœurs et les habitudes. Il fait seulement allusion à un état de choses où les deux populations, d'origine différente, seraient placées sous le même régime économique et social, obéiraient aux mêmes lois générales et suivraient la même impulsion dans l'ordre de la production. Il resterait, bien entendu, longtemps encore et peut être toujours, des distinctions de croyances et d'habitudes ; il y aurait du moins au point de vue économique, politique et social, identité d'intérêts et de situation ; et à bien considérer les choses, c'est à son avis la seule harmonie qui soit indispensable au point de vue de la paix, de la prospérité et de la civilisation. En appliquant nos lois et notre enseignement de proche en proche, à mesure que l'élément européen avance dans l'intérieur du pays, on arrivera dans un temps relativement court à ce que tout le territoire algérien soit soumis à notre civilisation : alors, parmi les trois millions d'indigènes, le plus grand nombre sera accessible à nos usages et à nos mœurs. La définition

(1) Paul Leroy-Beaulieu : *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1874, pp. 293-326.

que donne l'auteur de la colonisation est à cet égard typique : elle résume ses idées : « C'est, dit-il, la force expansive d'un peuple ; c'est sa puissance de reproduction, c'est sa dilatation et sa multiplication à travers les espaces : c'est la soumission de l'univers ou d'une vaste partie à sa langue, à ses mœurs, à ses idées, à ses lois. Un peuple qui colonise, c'est un peuple qui jette les assises de sa grandeur dans l'avenir et de sa suprématie future. Le peuple qui colonise le plus est le premier peuple ; s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain. » (1) Englobant un peu plus tard dans une même étude nos deux possessions de l'Afrique du Nord, l'Algérie et la Tunisie, le même Paul Leroy-Beaulieu écrit en 1887 : « L'Afrique du Nord-Ouest ne nous appartiendra définitivement que si nous nous concilions les Arabes et si, dans une certaine mesure, nous les francisons... Mettre toutes les institutions européennes, écoles, tribunaux, offices ministériels à la portée des Arabes, leur en faciliter l'accès, leur en faire comprendre les avantages, les amener progressivement à y avoir recours, c'est là une œuvre vraiment utile et relativement aisée ; l'un de nos grands devoirs là-bas, c'est l'éducation de nos sujets musulmans. » (2) A la suite de ceux prononcés par Infantin et Emile de Girardin, c'étaient là des mots prophétiques, qui ne devaient pas tarder à trouver dans ces mêmes territoires de l'Afrique du Nord d'intéressantes applications. L'un de ceux qui, dans une autre colonie plus lointaine, donna le signal de leur application,

(1) Paul Leroy-Beaulieu : *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1874, p. 605.

(2) Paul Leroy-Beaulieu : *L'Algérie et la Tunisie*, Paris, 1887, pp. VII-273.

Paul Bert, celui-là même qui dès le jour de son arrivée faisait placarder sur les murs d'Hanoï la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, écrivait dans ses « *Lettres de Kabylie* » que l'intérêt de la France et celui de la population indigène coïncident et peuvent recevoir simultanément satisfaction. « Il faut qu'on sache bien que nous ne sommes pas les ennemis de la population indigène, que nous voulons améliorer son bien-être, son développement intellectuel, sa situation morale, et cela dans l'intérêt même de la France ; le relèvement du peuple vaincu est le but vers lequel nous devons tendre en Algérie. Cette tâche est digne de la France, elle est dans ses traditions et dans son caractère. Nous devons aux indigènes d'Algérie comme à des hommes la justice comme à des faibles la protection, comme à des ignorants la charité. (1)

Par cela seul — si tant est que cela arrive un jour — que les Arabes auront adopté notre vêtement ou certains de nos usages extérieurs, nous ne les jugerons pas civilisés au sens où ce mot doit être compris, car les mœurs ne sont souvent que le produit du moule dans lequel s'enferme un peuple. L'extérieur est fréquemment tenu pour un indice, voire pour une cause efficiente. « Aux yeux de toute une école, constate Charvériat, le Chinois se civilise rien qu'à couper sa natte et à endosser un habit noir. » Ce sont là transformations trop superficielles : elles peuvent être une conséquence, et alors le résultat est acquis, mais la plupart du temps elles n'indiquent nullement un état d'âme nouveau, un esprit évolué, un cœur conquis, en quoi consiste la véritable civilisation que nous voulons

(1) Paul Bert : *Lettres de Kabylie. Politique algérienne*, Paris, 1885, p. 70

porter en Algérie. « Il est possible, affirme une Roumi, si difficile que cela paraisse, d'arriver à une assimilation des Arabes à nos mœurs, à nos sentiments. Il faut pour cela, avant toute chose et tout d'abord, respecter religion, mœurs, coutumes et amener peu à peu les Arabes, par une instruction éclairée, à en écarter d'eux mêmes les exagérations. La mansuétude et la justice qui n'excluent pas la fermeté du pouvoir, gagnent plus de cœurs et font plus pour la pacification d'un pays qu'une répression impitoyable et souvent, par cela même, injuste et imméritée... Il est impossible d'imposer brusquement aux Arabes la civilisation française; peu à peu, par le raisonnement et par l'évidence, on les amènera à trouver plus avantageux que ce qu'ils ont toujours appris ce qu'on veut leur apprendre. On n'arrivera à ce résultat que par la douceur, par un système de persuasion exempt de moyens violents et arbitraires, par une démonstration sage et impartiale de la justice égale pour tous. » (1)

Les deux populations se rapprochant de plus en plus, se différenciant de moins en moins, on a tort de les vouloir identiques, tout au moins trop tôt : des étapes sont indispensables, qu'on ne saurait impunément brûler. Aussi bien — c'est un assimilateur qui le constate, — personne ne s'entend sur la portée de la question ni sur les signes extérieurs par lesquels l'assimilation doit se manifester au regard de tous : « Il y a des indigènes qui s'enivrent, il y en a chez qui les sentiments religieux disparaissent, il y en a qui travaillent et s'instruisent, d'autres qui sont des paresseux ; il y en a chaque jour davantage qui s'habillent

(1) Une Roumi: *Idées de femme sur l'Algérie. Nouvelle Revue*, Paris, 1892, pp. 163-166.

à l'européenne. Si c'est là les progrès rêvés par les Français de la métropole l'assimilation marche à grands pas. »
(1) Malheureusement, nous confondons avec une facilité déconcertante les mots assimilation, naturalisation, apostasie. Et, empiétant sur le domaine politique le Baron Gourgeot ajoute : « La population arabe refuse la naturalisation parce que nous ne la lui offrons qu'à condition pour elle de renoncer à sa loi. Or, la loi et la religion forment un corps indivisible ; elle se refuse à l'apostasie. »
(1) Combien plus sage dans la limitation même de ses espoirs et de son but cette parole de Si-Abder Rahman Ben El Manaouar, cadi malékite, au retour d'un voyage en France : « Je voudrais que tous les Musulmans d'Algérie soient constamment en rapport avec les Français de la Métropole. Cela ferait disparaître bien des malentendus et aplairait bien des difficultés. » Or, c'est ce terrain d'entente qu'il nous faut chercher afin de pouvoir bâtir ; la civilisation doit suivre et non précéder la compréhension, et ce n'est point aujourd'hui seulement — Bugeaud s'en plaignait déjà — que le Français voudrait voir terminée son entreprise le jour même où il la commence. Le Prophète enseigne que Dieu, en ne nous réunissant pas en un seul peuple, a voulu éprouver notre fidélité à observer ses préceptes ; la matière de nos disputes ne peut s'éclaircir que graduellement à condition que chacun y mette de la bonne volonté. Pour sa part, « la France, par sa conquête, n'a pas seulement acquis des droits sur les indigènes de l'Algérie, elle a aussi contracté envers eux un devoir, qui est de les éclairer, de les civiliser, de les initier aux bienfaits de notre état social plus perfectionné, plus libéral et plus mo-

(1) Gourgeot : *Les sept plaies d'Algérie*, Alger, 1891, pp. 320-321.

ral que le leur. Elle doit d'autant moins hésiter à remplir ce devoir qu'il se trouve tout conforme à son intérêt évident qui est de coloniser l'Algérie le plus rapidement possible. Le Français émigre peu, il ne faut donc pas compter sur l'élément métropolitain pour peupler rapidement ce pays. Mais pourquoi négliger cet élément de colonisation nombreux et tout acclimaté que nous trouvons sur la terre algérienne ? Les Kabyles, les Arabes sont des hommes de race blanche comme nous, leurs facultés intellectuelles sont les mêmes que les nôtres ; ils sont, il est vrai, en retard sur nous de deux ou trois siècles : c'est une distance qu'avec notre secours ils peuvent rapidement franchir. » (1) Sans heurter ni froisser les mœurs, les usages, les lois des Arabes, nous pouvons espérer les ramener à nous, les attirer vers nos institutions par la douceur, la persuasion et les bienfaits de la civilisation. Il est naturel qu'au début ils manifestent une certaine résistance, mais celle-ci faiblira bien vite lorsqu'ils verront les avantages qu'ils peuvent retirer de notre contact et le bien-être qu'il leur procure. Laissons les indigènes vivre tranquillement à nos côtés sur le sol qui les a vus naître et où reposent les cendres de leurs aïeux ; surtout qu'on n'en fasse pas un peuple à part : l'isolement pourrait être mauvais conseiller et dans tous les cas il est exactement le contraire de ce que nous nous proposons. Travaillons à les rendre Français ; assimilons-les à nous doucement, amicalement, par la persuasion et par l'exemple ; amenons-les à nos mœurs, à nos usages, à nos lois par la civilisation. L'assimilation se fera toute seule, sans secousse, sans trouble ; et les indigènes, quoique mu-

(1) De Sarrauton : *La question algérienne*, Oran, 1891, p. 6.

sulmans, tout en conservant plus ou moins une foi religieuse qu'il sera difficile d'altérer, se fondront peu à peu avec les Français, sans distinction de nationalité, de culte ou de croyance. « Nous devons trouver dans les Arabes non pas des vaincus toujours prêts à la révolte, plus que des alliés, des amis, des frères et un jour sans doute des compatriotes unis par les mêmes liens, défendant les mêmes intérêts et poursuivant les mêmes buts. » (1)

De temps à autre, parmi ce concert d'opinions unanimes à préconiser une assimilation des indigènes et des Français sous le signe des lois et des mœurs de ces derniers, une voix s'élève pour rappeler que le dogme de l'homme universel, de l'homme en soi, particulièrement cher aux philosophes du 18^e siècle et confirmé en tradition par la Révolution française n'en est pas moins qu'un dogme et rien de plus. « D'aucuns, écrit M. Hardy, nous disent : l'homme est l'homme dans tous les temps et dans tous les pays ; il contient les mêmes grands instincts et les mêmes aptitudes essentielles ; ce sont des différences toutes superficielles qui recouvrent les grands ressorts de l'esprit et du cœur. De là cet autre postulat : le mieux qu'on puisse faire pour les populations coloniales, c'est de leur appliquer le même traitement qu'à nous-mêmes, puisqu'elles ne diffèrent pas de nous essentiellement et puisque par ailleurs nous représentons de toute évidence le plus haut degré de civilisation » (2). Quelque quarante ans auparavant Jules Ferry répondait à ceux qui le pressaient volontiers de donner à l'Algérie un statut identique à celui d'un départe-

(1) Vesin : *La colonisation algérienne*, Paris, 1879, p. 51.

(2) Georges Hardy : *Nos grands problèmes coloniaux*, Paris, 1929, p. 43.

ment métropolitain : « assimiler l'Algérie à la métropole, leur donner à toutes les deux les mêmes institutions, le même régime politique et législatif, leur assurer les mêmes garanties, les mêmes droits, la même loi, c'est une conception simple et bien faite pour séduire l'esprit français. Elle a eu sur l'histoire de notre grande colonie une influence tour à tour bienfaisante et désastreuse ; elle pèse encore et pèsera toujours sur les esprits qui s'appliqueront à ce vaste problème. Elle a inspiré à Prévost-Paradol une de ses pages les plus émouvantes. Même aujourd'hui, après nombre d'expériences, il faut quelque courage d'esprit pour reconnaître que les lois françaises ne se transplantent pas étourdiment, qu'elles n'ont point la vertu magique de franciser tous les rivages sur lesquels on les importe, que les milieux sociaux résistent et se défendent et qu'il faut en tous pays que le présent compte grandement avec le passé » (1). Il n'est peut-être pas une seule de nos institutions, une seule de nos lois du continent qui puisse, sans des modifications profondes, s'accommoder à la fois aux Français, aux étrangers et aux indigènes qui peuplent notre Algérie. C'est ici le lieu de répéter le mot de Cicéron : « Quid leges sine moribus ? » Mieux vaut que les colons — et aussi les Français de la métropole — se pénètrent de la mission éducatrice et civilisatrice qui appartient à la race européenne ; et pour qu'ils mènent à bien cette tâche, il faut qu'ils ne voient pas dans les indigènes des ennemis irréconciliables. Etablissant un parallèle entre la politique anglaise dans ses colonies — le mot étant pris dans son acception la plus compréhensive — et la tâche qui nous incombe en

(1) Jules Ferry : *Le Gouvernement de l'Algérie*, Paris, 1892, p. 14.

Algérie, le colonel de Polignac, disciple lointain mais incontestable d'Emile de Girardin, marque bien la différence entre colonisation et civilisation : « l'Anglais, dit-il, propage le bien-être matériel ; il écoule aussi, dans ses heures de loisir, des principes de morale, ou plutôt il lui semble payer sa dette à ce côté de la civilisation par l'exemple correct dont il est le type, et par des exemplaires de la bible dont il est le lecteur et le commentateur à sa guise, Si haut qu'il ait porté ce titre de colonisation, si utile qu'il soit pour un pays intelligent d'en imiter certains côtés, il n'est pas douteux que notre génie soit différent de celui dont nous venons de tracer l'esquisse. Nous ne sommes pas saxons, nous sommes gallo-romains, et comme Sénèque le disait de ses concitoyens, on peut le dire des nôtres : partout où le peuple romain est vainqueur, il habite ; c'est-à-dire, il vit au milieu des populations et se les assimile. On peut affirmer hardiment que la France est appelée à être l'éducatrice de l'Islam. » (1) Et qui dit éducation ne dit pas transformation pure et simple, mais bien évolution dans le sens du progrès, changement, élévation à un niveau plus haut. Il ne suffit point qu'un Arabe boive de l'absinthe pour le dire assimilé, civilisé ; de ce qu'un Musulman a adopté nos vices, son esprit a-t-il changé ? Et s'il s'est modifié, c'est pour atteindre un niveau plus bas, puisque s'appropriant nos défauts il n'a pas pour autant dépouillé les siens ou pris nos qualités. Pense-t-il comme un Européen ? Cette parole d'un Musulman à Sir Layard, ambassadeur anglais à Constantinople, jette le doute dans l'esprit :

(1) De Polignac : *France et Islamisme*, Alger 1893, pp. 23-24.

« Une science plus vaste te créera-t-elle un second estomac, et tes yeux qui vont furetant partout te feront-ils découvrir un paradis ? » La colonisation ne consiste pas plus à acquérir un domaine colonial que l'agriculture à acheter des propriétés : coloniser, c'est fonder une nouvelle société civilisée. Car, selon le mot de M. Chailley-Bert, l'important n'est pas d'avoir des colonies qui languissent et un empire vaste qui périclité ; c'est d'avoir semé ses idées dans le monde et laissé des héritiers de son génie. « Sans aller jusqu'à rêver d'une Algérie où les indigènes, en chapeau et en blouse, ayant oublié la langue sacrée de la révélation, réciteraient le Coran dans la version française de Kasimirs-ki » (1), il est tout de même permis d'espérer non point cette identification exagérée, mais un rapprochement entre les deux races, qui résultera de la nécessité où se trouve le colon de recourir à la main d'œuvre arabe pour exploiter son domaine ou faire marcher son usine. Les colons feront plus pour l'assimilation en traitant les indigènes sans prévention, avec équité et bienveillance, que le gouvernement avec tous ses décrets ; le temps fera disparaître bien des différences et ressortir des ressemblances. Rien ne nous empêche de préparer l'avenir : si les indigènes qui sont arrivés à l'âge d'hommes doivent opposer à nos avances une fin de non-recevoir, du moins avons-nous la possibilité de pétrir à notre guise les jeunes générations, de les façonner à notre image. Il est vrai que la civilisation ne produit pas sur les indigènes que de bons effets : elle leur enlève la tranquillité d'âme, l'insouciance et les convictions religieuses qui font leur bonheur, elle étouffe parfois en eux les qualités qu'ils pouvaient avoir ; mais un tableau

(1) Henry de Castries : *L'islam*, Paris, 1896, p. 23.

aussi sombre ne saurait faire oublier que les idées évoluent, et il est probable qu'au seul spectacle de notre civilisation, les Arabes, brûlant leurs anciennes idoles, eussent fini par adorer les nôtres : alors nous serons plus humains si nous hâtons cette période de transformation, pénible comme chez les enfants la période de croissance.

Ce travail d'assimilation, sans enlever complètement à chaque peuple ses qualités propres, les plie au milieu social nouveau au sein duquel elles doivent s'exercer ; il efface les différences, atténue les oppositions. Au creuset où se coulent et se fondent tant d'éléments divers, le peuple qui a la supériorité numérique et surtout la supériorité intellectuelle et morale apporte la matière la plus abondante et la plus riche, celle qui, selon toute apparence imprimera au mélange ses vertus propres. Tout semble prouver qu'en Algérie ce rôle est réservé à la race française, pourvu que dans cette transformation notre génie national ne soit pas lui-même gravement altéré. « La politique indigène, remarque Rouire, consiste en somme à se mesurer avec la complexité des problèmes que soulève la diversité des races et des civilisations différentes, à faire entrer les indigènes dans la voie du progrès en s'inspirant de leurs mœurs et de leur caractère, et en un mot, à les faire évoluer eux-mêmes, non pas dans notre civilisation mais dans la leur. » (1) Il n'est peut-être pas tout à fait superflu de s'arrêter un instant sur les derniers mots de cette citation : ils caractérisent une tendance, celle qui, ne repoussant pas a priori toutes les institutions indigènes, parce qu'elles ont notamment ce très grand avantage d'être adaptées au mi-

(1) Rouire : *Les indigènes algériens*. *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1909, p. 616

lieu et au sol et d'être acceptées des Arabes, enseigne que notre rôle consiste uniquement à les perfectionner. Leur perennité même a suffisamment prouvé, semble-t-il, leur bien fondé pour qu'il soit inutile et dangereux de les anéantir : inutile, car leurs prescriptions ont dégénéré en habitudes et on n'extirpe pas facilement des coutumes aussi bien enracinées ; dangereux, car nous montrerons ainsi, malgré nos promesses les plus formelles, que nous entendons démolir pour construire un édifice entièrement neuf, fait de matériaux importés d'outre-mer. Tout au plus, pourrions-nous créer à côté des anciennes, d'autres institutions, animées d'un esprit plus moderne, plus conforme aux nécessités du siècle, mais dont la ligne générale restera analogue : leur rôle serait en quelque sorte d'étayer les précédentes, de les fortifier et de les adapter aux transformations politiques et sociales subies par l'Algérie.

A l'encontre de cette théorie, une autre tendance — défendue par la majorité des sociologues qui se sont préoccupés de la question algérienne — prétend que les institutions musulmanes ont fait leur temps : merveilleusement adaptées à une époque qui nous reporte très loin en arrière, elles ne le sont plus au XX^e siècle ; il est vain de vouloir leur rendre la vie, elles ne résisteront pas à l'expérience et se heurteront aux faits. Nous perdrons ainsi un temps précieux puisqu'il faudra tout recommencer ; nous risquons également d'y laisser notre prestige et l'on nous accusera très vite, trop vite, de ne pas connaître ceux que nous voulons administrer ; une fois de plus, conformément à une légende bien établie, on s'empressera de nous dénier tout génie colonisateur. Puisque ces institutions sont pernicieuses et imperfectibles, n'essayons pas de leur donner une éphémère existence ; il est plus simple et plus

sage de faire évoluer les indigènes directement dans notre civilisation. Sans doute le passage de l'une à l'autre sera-t-il ressenti un peu durement, mais il dépend de nous de ne pas brusquer la transformation, d'y apporter tous les ménagements désirables. « Voulez-vous, écrit Charles Benoist en 1892, que ces deux blocs ne s'usent pas réciproquement par le frottement ? Arrondissez les angles. Voulez-vous en construire un édifice ? Coulez un ciment dans les joints. Ou, si vous préférez une autre comparaison, les deux populations qui coexistent en Algérie s'emboîtent l'une dans l'autre comme les os de la jambe. Pour que l'assimilation s'accomplisse sans douleur, il faut que quelque chose, liquide ou tissu soit interposé. Le ciment des sociétés, le liquide ou le tissu à interposer entre les indigènes et les Européens, c'est la justice, une ferme, douce, équitable et convenable justice, intelligible pour chacun, accessible à chacun » (1).

A la rigueur, et à condition de le maintenir dans un strict isolement, nous pouvions laisser le peuple arabe endormi dans sa séculaire immobilité ; mais puisque nous avons secoué sa torpeur, puisque, par le fait même de notre présence nous avons changé, bouleversé les conditions de son existence, il faut maintenant qu'il lutte pour vivre, et que, comme tout être vivant, il se transforme pour s'adapter au milieu différent qui s'est créé autour de lui. Plusieurs millions d'hommes représentent une valeur sociale, une force économique et politique : il est inepte de la supprimer, il est insensé de la tourner contre soi, il faut savoir se l'approprier pour trouver en elle un surcroît de puissance. La France a proclamé à la face du monde en

(1) Charles Benoist : *Enquête algérienne*, Paris, 1892, pp. 84-85.

tier, en plantant son drapeau sur la terre d'Afrique, qu'elle n'y venait que dans le seul but d'y apporter le flambeau de la civilisation : « l'organisation de l'Algérie n'a ainsi d'autre base durable que le peuplement du pays par la race européenne destinée non pas à refouler les indigènes mais à se les assimiler ; car il ne faut pas enfermer les Arabes dans un cercle de fer, mais les enlacer par les mille liens de la civilisation que leur tendront de tous côtés les populations européennes qui émigreront au milieu d'eux. Bugeaud désirait imiter les Romains avec cette différence qu'au lieu d'esclaves il voulait peupler le pays d'hommes libres et chrétiens et que, loin de repousser les indigènes, il voulait les amener à nous par des bienfaits » (1).

Tout le monde, de plus en plus, appelle de ses vœux l'accomplissement de cette assimilation, « qui ouvrirait à nos frères d'Afrique l'ère de la prospérité et de la paix. Avoir dans l'indigène au lieu d'un ennemi un frère, au lieu d'un fanatique obtus un homme raisonnable et sensible, au lieu d'un être farouche, rebelle à tout progrès, impropre à tout travail, un collaborateur ardent et intelligent, d'un commerce sûr et de fréquentation agréable, c'est un si beau rêve qu'il n'y a pas un seul colon qui ne le fasse pas. Donc tout le monde est d'accord : il est tout à fait désirable que nous fassions la conquête morale des indigènes, il faut nous les assimiler » (2). Notre ambition ne se borne pas à souhaiter la mise en valeur d'un territoire, source de richesse pour la métropole, elle est plus haute : on ne peut

(1) Delfraissy : *Colonisation de l'Algérie par le Maréchal Bugeaud*, Alger, 1871, p. 10.

(2) Paul Dumas : *Les Français d'Afrique et le traitement des indigènes*, Paris, 1889, p. 62.

pas ne pas souhaiter un plein épanouissement de la civilisation dans ces pays qui en reçurent déjà les éléments de la part des Latins. Or, si nous ne parvenons pas à rapprocher de nous ces millions d'indigènes, nous n'aurons rempli que partiellement notre devoir de colonisateurs. Quand le travail d'adaptation n'a point été achevé entre un pays protecteur et un pays protégé, la possession de la colonie demeure précaire. L'essentiel de notre tâche est de créer en Afrique une société d'âmes françaises. Du moment qu'on colonise, on doit avoir en vue l'amélioration du sort d'autres hommes, et on n'améliore pas contre le consentement des intéressés ; voilà pourquoi Rouire proclame « qu'il ne faudra changer ni modifier les institutions sociales, politiques et religieuses que les populations indigènes se sont données qu'avec leur plein acquiescement et autant que possible, par le seul fait de l'influence extérieure, laquelle est surtout affaire de patience, de temps, et de persuasion » (1).

Un auteur contemporain a, semble-t-il, récemment posé la question sous son véritable jour quand il a écrit : « Doit-on créer dans l'Africain un nouvel individu totalement européenisé, en opérant une sorte de métempsychose, ou cherchons-nous à infuser dans l'africanisme une nouvelle sève capable de le pousser jusqu'au plein développement de son humanité propre ? » Pour lui, nous devons respecter de « l'indigénisme » tout ce qui n'est pas contraire à nos principes fondamentaux, développer les races

(1) Rouire : *Les indigènes algériens*. *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1909, p. 617.

dans leur sens propre, les aider sans les contraindre, leur laisser leur langue, leur littérature, leur art, leur mentalité. Sera civilisateur de nos populations africaines celui qui saura se montrer pour elles maître et éducateur, pénétrer leurs aspirations profondes et ne point s'arrêter aux apparences, qui ne sont point la vie, mais simplement la caricature de la vie. En présence des progrès matériels accomplis, de la transformation des usages extérieurs, il faut, avant de s'en réjouir, se demander si, à cette évolution correspond une avance parallèle des idées. Car cet hiatus est inquiétant, qui s'ouvre entre l'indigène matériellement métamorphosé et le même indigène non encore adapté à sa nouvelle situation ; pas plus que l'éducation de l'enfance, l'éducation d'une race ne se traduit par une formule algébrique, elle est affaire de temps, de tact et d'amour.

Alors que les doctrines que nous avons précédemment étudiées, domination tempérée et collaboration, semblent bien devoir dans un temps proche ne plus guère trouver d'adeptes, il n'en va pas de même pour la théorie de la civilisation ; à la suite d'Emile de Girardin qui fut sans contredit son plus éminent et son plus ardent représentant, ses adeptes furent et sont encore nombreux. Toutefois cette doctrine, dans beaucoup d'esprits, s'est compliquée du fait qu'on lui a adjoint des idées de fusion et d'assimilation, le plus souvent sans les définir clairement, peut-être parce qu'elles correspondaient davantage à un désir sinon à un rêve qu'à une opinion précise.

Quoi qu'il en soit, pour la première fois dans la pensée française, la doctrine de la civilisation a posé le principe de fraternité entre les indigènes et les Français, elle a mis

en lumière le devoir, non pas — c'est ce qui la distingue de l'impérialisme — de coloniser, mais une fois que l'on a acquis des colonies, de civiliser les populations qui les habitent. La distance est très grande, qui la sépare de l'idée de collaboration : il ne s'agit plus d'intérêts matériels à protéger, d'indigènes à enrichir en même temps que des colons et avec eux, ou plutôt, cela est devenu une question subsidiaire, accessoire, comme une conséquence inéluctable attachée à ce problème plus complexe qui consiste à nous gagner d'abord les cœurs, à pénétrer les âmes de nos propres sentiments, de telle sorte que tout au moins nous ne soyons plus en pays inconnu, que nous puissions comprendre les Arabes et que ceux-ci, s'élevant jusqu'à nous, cessent de nous regarder comme des intrus ou comme des ennemis. C'est encore cette même doctrine, qui, cessant d'accorder aux vainqueurs tous les droits et aux vaincus toutes les obligations, impose aux premiers, au nom de l'intérêt commun et en vertu même de leur conquête, le rôle de guides et d'éducateurs. Si le chemin à parcourir doit l'être par l'Arabe, du moins qu'il se sente soutenu, qu'il soit encouragé, et que les hésitations de ses premiers pas, non plus que ses chutes ou ses reculs ne soient accueillis par des moqueries de notre part. Comparable à l'enfant qui apprend à marcher, l'indigène en a la susceptibilité ; si, sur son chemin, alors qu'il compte sur la sollicitude à laquelle il a droit, il ne rencontre qu'une dédaigneuse ironie, alors prenons garde qu'il ne fasse volte-face. Retenons cet avertissement que donnait dans une lettre adressée au *Times* le 10 août 1891 si Gobdie, président de la Royal Niger Company : « Orgueilleux de sa puissance, convaincu qu'il a le droit sinon de mépriser toutes les autres nations, comme a osé le dire un de ses

écrivains les plus populaires, William Cobbet, du moins de refuser toute espèce de supériorité à qui n'est pas de son sang, l'Anglais a parfois expié chèrement sa superbe présomption » (1). Le mépris n'a jamais été une bonne méthode de gouvernement ; s'il est une arme pour détruire, il est inapte à reconstruire. Si dans le domaine de l'éducation il n'est point à conseiller, à plus forte raison ne peut-il être érigé à la hauteur d'une institution lorsque l'élève qu'on se propose non seulement d'instruire, mais encore et bien plus d'attirer à soi, est l'indigène algérien, lequel a déjà contre nous suffisamment de préjugés pour qu'il soit inutile de leur donner un fondement solide. Le mépris, indice d'une intelligence bornée et d'un cœur sans pitié, irrite et éloigne ; or, nous voulons rapprocher de nous les Arabes. Qu'il se manifeste par des paroles ou par des actes, il ne peut qu'élargir le fossé qui sépare les populations en contact ; car, si l'indigène, vaincu par les armes, doit à la longue accepter sa défaite à condition qu'il trouve dans notre domination des avantages consolidés par des bienfaits, il n'oubliera pas les vexations de toutes sortes que lui infligerait un dédain que rien, d'ailleurs, ne justifie. On comprend, dès lors, l'insistance avec laquelle les partisans de la doctrine de la civilisation mettent en garde les colons contre ce penchant, trop naturel chez un vainqueur, auréolé, qui plus est, du prestige d'une glorieuse nation ; traiter les indigènes avec mépris c'est fatalement se les aliéner : est-ce cela que nous voulons ? Il est une méthode qui a certainement beaucoup plus de chances de succès : elle consiste à faire preuve de

(1) Cité par Jean Darcy : *France et Angleterre : 100 ans de rivalité coloniale*, Paris, 1904, p. 185.

douceur à l'égard des Arabes, à leur tendre une main secourable : l'étape que nous voulons leur faire franchir est longue et parfois difficile ; sachons les aider, ils nous en seront reconnaissants et auront à cœur de nous le montrer, par la bonne volonté qu'ils mettront à suivre nos conseils. Leurs progrès seront ainsi plus rapides, et moins pénible la période de croissance ; nous y trouverons nous-mêmes un avantage incontestable, notre intérêt étant de civiliser les indigènes le plus tôt possible, tout en sachant respecter l'ordre logique du processus et marquer, le cas échéant, des temps d'arrêt que chacun mettra à profit pour reprendre haleine et repartir ensuite d'un pas plus léger.

Et cependant, malgré le progrès incontestable qu'elle a marqué dans la doctrine de l'association, la théorie de la civilisation n'a point satisfait tout le monde. Monsieur Hardy a résumé d'une façon saisissante les critiques qu'on lui adresse : « Ce que la plupart des coloniaux d'aujourd'hui condamnent, écrit-il, c'est l'assimilation brusque et totale, l'assimilation en masse ; ils admettent aisément l'assimilation par cas d'espèce ; ils admettent aussi l'assimilation comme fin suprême de la colonisation, mais après une série d'étapes qu'il est dans l'intérêt de tous de ne point brûler. Pour beaucoup d'excellents esprits, pour des indigénophiles du meilleur aloi, cette doctrine n'a guère que le mérite d'être apparemment généreuse et de satisfaire du premier coup notre besoin de justice ; dans le courant de la vie, elle se heurte à toutes sortes de faits très résistants » (1). C'est déjà cette même critique que nous avons retrouvée maintes et maintes fois sous la

(1) G. Hardy : *Nos grands problèmes coloniaux*, Paris, 1929, p. 51.

plume d'un grand nombre d'auteurs : vraiment la patience et le don d'attente sont-ils donc incompatibles avec le caractère des Français ? Notre hâte à voir résolus les conflits à peine nés, si elle indique notre ardeur et notre générosité, n'est-elle également, ainsi que déjà le remarquait E. de Girardin, le signe du « peu de suite que nous avons dans nos desseins ? »

Le second reproche adressé à la doctrine de la civilisation prétend qu'elle ne tient pas compte assez des réalités, qui s'opposent à une assimilation totale : l'histoire nous apprend que les Arabes, s'ils font des progrès dans l'ordre matériel, restent fermés dès qu'il s'agit de certaines questions, de certaines habitudes, trop enracinées à moins qu'elles ne soient inhérentes à leur nature ou au sol qu'ils habitent. Chaque pays, chaque nation veut garder, parfois inconsciemment, son originalité, qui n'est le plus souvent que la manifestation de son désir d'indépendance. Et, sans pour autant affirmer l'inaptitude des indigènes à adopter les mœurs occidentales, on s'est demandé s'il était vraiment désirable de chercher à les leur imposer, même par la persuasion. Ne vaut-il pas mieux que chaque population garde son cachet, et ne risquons-nous pas, par notre insistance à nous assimiler les Arabes, de créer une monotone uniformité que nous serons les premiers à déplorer ? Mais cela, c'est précisément la critique des partisans de l'association proprement dite qu'il nous faut maintenant étudier.

SECTION III

THEORIE DE L'ASSOCIATION PROPREMENT DITE

Toute erreur est une vérité dont on abuse, a dit un philosophe. La doctrine de l'assimilation, ou plutôt de la civilisation, a procédé d'une idée à la fois généreuse et juste : elle a éliminé de son énoncé le dogme de la supériorité de la race blanche et reconnu aux Arabes des droits égaux aux nôtres. Bien plus, elle a proposé de les admettre dans notre famille française à titre de frères : c'était dire qu'elle avait pour eux des sentiments d'amitié profonde et sincère : elle n'a mis à cet avantage qu'une condition : c'est que les indigènes consentent de leur côté à mériter cet honneur, qu'ils adoptent nos mœurs et nos idées pour qu'ils ne soient pas dépaysés dans la nouvelle société où nous leur offrons d'entrer, disons le mot, pour qu'ils ne déparent pas la famille. C'est sur ce dernier point que la doctrine de l'association proprement dite se sépare de la théorie de la civilisation ; sans rien renier des sentiments généreux dont celle-ci fait preuve à l'égard des indigènes, elle pense et affirme qu'on ne peut souhaiter une transformation qui aboutisse à une identification. Les raisons qu'elle en donne sont simples : c'est d'abord l'impossibilité — actuelle tout au moins — d'une telle évolution qui ne peut s'accomplir que beaucoup plus tard ; c'est ensuite le doute qu'elle émet sur le point de décider si notre civilisation européenne est la meilleure possible pour des hommes chez qui le climat, le sol, les influences de toutes sortes, extérieures et morales, ont forgé une mentalité différente de la nôtre ; il y a peut-être aussi une crainte inavouée de voir à ce jeu se transformer notre propre génie national.

Quoi qu'il en soit, cette doctrine a un idéal différent, elle se base beaucoup plus sur les réalités : il y a en présence deux populations, entre elles aucune question de supériorité ou d'infériorité, nous admettons qu'elles sont autres et qu'elles peuvent parfaitement signer un accord, d'autant plus que nous préconisons entre elles une politique toute amical. Pourquoi cet accord ne prendrait-il pas la forme d'une association ? Le mot même indique la nuance qui distingue cette théorie de la précédente : la civilisation, dès lors qu'elle veut unifier, est incompatible avec l'idée de société ; pour créer une association, il faut être au moins deux : c'est là une évidence. Ainsi que le déclarait Ismaïl Urbain dans « *l'Algérie pour les Algériens* » : « Il ne s'agit pas d'une espèce de lit de Procuste sur lequel on coucherait successivement toutes les nations afin d'arriver à une uniformité générale pour toutes, avec la même religion, les mêmes lois, les mêmes mœurs et les mêmes habitudes. Non, le rêve des monarchies universelles n'est plus de notre temps : association : telle est la formule nouvelle qui fait la part de la liberté et de l'autorité, de l'individu et de la collectivité. Tolérance des uns pour les autres, détermination du terrain commun pour les intérêts, mais liberté absolue réservée pour l'individualité, qu'elle se formule sous le nom d'homme, de peuple ou de croyant. » (1) La doctrine de l'association va emprunter des éléments à la fois à la théorie de la collaboration et à celle de la civilisation : de la première elle retient la présence sur un même territoire et côte à côte de deux populations qui n'ont ni l'une ni l'autre le désir de se considérer comme des ennemis ; il est de leur intérêt com-

(1) Voisin : *L'Algérie pour les Algériens*, Paris, 1861, pp. 10-11.

mun de s'entraider ; il y a place pour toutes deux dans l'ordre des avantages matériels, et la concurrence est autre chose qu'une forme de la lutte pour la vie, elle constitue une émulation qui, si elle est loyale de chaque côté, n'engendre que de bons résultats. Mais la doctrine de l'association n'a garde de s'arrêter aux besoins matériels ; elle affirme avec la théorie de la civilisation que notre droit se double en Algérie d'un devoir pressant. L'association, pour ne point dégénérer en une absorption du plus faible par le plus fort, pour rester loyale, réclame une égalité parfaite entre les deux associés ; sinon, elle est une illusion, le plus fort pouvant s'attribuer la totalité des bénéfices par la vertu de cette seule qualité : « Quoniam nominor leo ». Or, pour arriver à cette égalité, l'Arabe doit être éduqué, et c'est à nous qu'incombe ce devoir ; nous n'entendons pas le renier. Mais, d'autre part, afin que l'indigène consente à entrer dans la société que nous lui proposons de former, il faut encore autre chose ; il faut qu'il ait en nous et que nous ayons en lui toute confiance, et la confiance n'existe que là où il y a estime réciproque. Pour notre part, nous sommes tout disposés à tendre la main aux Arabes, à faire oublier notre victoire ; il faut que, de leur côté, ils acceptent cette main tendue amicalement. C'est là en quoi consiste notre tâche la plus délicate, parce qu'elle nécessite plus que de la générosité — dont nous ne manquons point —, elle demande beaucoup de tact.

La doctrine de l'association se présente donc avec un cachet particulier ; elle est plus qu'un compromis entre les théories de la civilisation et de la collaboration, elle est autre chose qu'un amalgame des deux. A l'une et à l'autre elle emprunte divers éléments ; elle les combine — et nous donnons à ce mot le sens qu'il prend dans les sciences phy-

siques lorsqu'on l'oppose au mélange —, puis elle revêt le tout de son cachet personnel et original, qui lui vaut d'être rangée à part.

Nous avons cité tout à l'heure le nom d'Ismaïl Urbain, pseudonyme de Georges Voisin, qui se convertit à l'Islamisme à la mort de Hanem, noire cependant chrétienne, mais qui, s'il faut en croire Gustave d'Eichtal, « gardait au cœur l'amour si naturel du noir pour l'Islamisme ». Nous allons, au cours de cette étude, retrouver souvent sur notre chemin ce même Ismaïl Urbain, qui aimait de toute son âme les indigènes algériens et qui à plusieurs reprises éleva la voix pour les défendre contre les attaques injustes dont ils étaient l'objet de la part soit des colons européens, soit des Français de la Métropole, qui se permettaient de les juger sans les connaître. Disciple de Saint-Simon et d'Enfantin, il appartient lui aussi à cette école socialiste du milieu du XIX^e siècle qui a véritablement jeté les bases de la doctrine de l'association. Il nous plaît de citer ici l'éloge que lui décernait Masqueray : « Ismaïl Urbain a étudié la question indigène sous toutes ses faces, il l'a théoriquement résolue avec la justesse d'esprit d'un homme d'Etat, l'élévation d'un philosophe, le détachement d'un religieux. Il est mort à la peine, exécré en Algérie et soigneusement oublié en France, mais il vit d'une vie profonde dans les âmes mêmes de ceux qui feignent de l'ignorer et qui profitent de ses travaux. C'est là sa suprême récompense. Il n'aspirait dans sa foi saint-simonienne, qu'à cette sorte d'immortalité. Un peu de la grande âme du Père avait passé dans son âme ».

Dès 1839, dans sa correspondance avec d'Eichtal, il se déclarait partisan de l'association : « la première condition de succès dans les tentatives qui seront faites dans le but de

mettre fin aux souffrances des races indigènes, écrivait-il, doit-être de considérer ces races comme parfaitement distinctes de la nôtre, par conséquent comme susceptibles d'être associées. De même que la « familiarité » est la charte de la vie patriarcale et que sous la tente de l'Arabe elle unit l'esclave à son maître dans les liens d'une même famille, ainsi faut-il que dans l'association entre indigènes et Français règne cet esprit de fraternité » (1). Les brochures et les articles qu'il écrivit par la suite ne sont que des plaidoyers chaleureux en faveur des indigènes musulmans; avec une foi ardente, il montre que l'Islamisme n'est point l'ennemi irréconciliable du Christianisme, qu'il ne met nullement obstacle au progrès de ses fidèles : « pourquoi, s'écrie-t-il, persisterions-nous à croire que l'Islamisme, en tant que foi, sera toujours l'ennemi du Christianisme ? » Les populations musulmanes et françaises doivent vivre comme des frères entre eux ; ce n'est pas par les armes que nous pourrons faire accepter notre souveraineté et notre tutelle : « Quoi ! En présence de cette population misérable, ignorante, qui garde encore une foi indomptable, la civilisation n'aurait-elle aussi pour dernière raison que le canon ? Ce serait par la violence, les injures, le mépris, que nous prouverions aux Arabes la supériorité du Christianisme et la magnanimité de la France ! » (2) Un rapprochement est possible entre les indigènes et les Français, sur le terrain politique — l'article est écrit à une épo-

(1) *Lettres de D'Eichtal et Urbain*, Paris, 1839, p. 14. Cette correspondance, écrite plus spécialement pour la défense de la race noire, étend ses observations aux Arabes de l'Algérie.

(2) Ismaïl Urbain : *Le gouvernement des tribus en Algérie. Revue de l'Orient et de l'Algérie*, Paris, 1847, pp. 356 et s.

que où les libertés politiques sont ardemment réclamées — aussi bien que pour la question religieuse. Les Arabes algériens ne sont pas incorrigibles : ils ont leurs défauts, soit ! Mais n'avons-nous pas les nôtres ? Nous pourrions les amener à vivre fraternellement avec nous. Il ne s'agit pas de faire des indigènes des Chrétiens ni de rendre Musulmans les Français de l'Algérie. Que chacun garde sa foi, ses instincts, ses habitudes, mais que le travail — on reconnaît le saint-simonien — soit un lien entre les deux populations ; « qu'elles associent leurs intérêts, et soyez sûrs que, sans secousse, sans violence, elles se feront toutes les concessions nécessaires pour faciliter le rapprochement ». Il est toujours dangereux, lorsque deux peuples se trouvent en contact, de vouloir rechercher lequel est supérieur à l'autre, c'est éveiller fatalement et irriter toutes les susceptibilités ; mais enfin, puisque nous Français nous estimons orgueilleusement que notre civilisation est supérieure à celle des Arabes, la meilleure manière de prouver et de justifier cette supériorité, c'est de rechercher de tous ses efforts le moyen d'améliorer la condition sociale des Musulmans et de les amener à notre niveau de civilisation. Pour cela, il faut avant tout renoncer à proclamer que les armes et la guerre peuvent seules dompter les indigènes et que leur foi les condamne à l'immobilité et à la décrépitude.

Plus tard, beaucoup plus tard, Dubois écrira : « Faisons-nous, nous civilisés, Africains pour faire des Africains civilisés » Il se peut qu'en traçant ces lignes il ait pensé à l'exemple d'Ismail Urbain qui rêva de l'association intime des races et se fit au milieu des Arabes l'apôtre de la civilisation française, tout en faisant connaître aux Français les Musulmans qu'ils ignoraient, ou — ce qui ne

valait pas mieux —, qu'ils connaissaient fort mal et jugeaient le plus souvent avec rigueur. Au contact des indigènes, il discerna bien vite quel parti on pouvait tirer si, au lieu de perdre son temps à les déclarer irréconciliables, on entreprenait bien franchement, en toute loyauté, leur conquête non point seulement par les armes, mais par les sentiments, de façon à gagner leurs cœurs. Alors, nous pourrions espérer les soumettre à une administration régulière et les forcer à la paix en les associant à nos travaux de colonisation. « Il sera plus facile de vaincre l'obstacle qu'ils offrent à la colonisation en les associant à nos travaux qu'en les refoulant vers le désert » (1). Puis, se laissant aller à un optimisme naïf, il s'exprime ainsi : « alors un peuple nouveau, conservant des idiomes, des mœurs et des croyances diverses, se développera sous la tutelle de la France, confondant ses intérêts, s'inspirant d'un même sentiment patriotique. Ce n'est plus la fusion inintelligente des races, des habitudes, des doctrines religieuses ; c'est l'association des travaux pour atteindre un but commun, la paix et le bien-être ». Qu'on cesse d'objecter que l'Arabe est réfractaire à la civilisation, « surtout quand le civilisateur c'est la France ». Car si nous estimons assez peu les indigènes pour les croire tombés à un niveau si bas qu'on ne puisse les relever, n'espérons pas vivre en bons termes avec eux : là où manque l'estime, la bonne harmonie peut-elle exister ? « Nous ne cachons pas, écrit Urbain, que nous sommes très sympathique aux Musulmans algériens et que nous croyons qu'il est plus pro-

(1) Ismaïl Urbain : *Le gouvernement des tribus en Algérie : Français et Algériens. Revue de l'Orient et de l'Algérie*, Paris, 1848, pp. 245-259.

fitable à la France de faire aimer et estimer le peuple conquis que de le montrer odieux et à tout jamais ennemi, nous voulons que les barrières s'abaissent et nous faisons tout pour en dresser de nouvelles ! » (1) Dans « *l'Algérie pour les Algériens* », l'auteur insiste sur la façon dont la France se doit de traiter les Arabes ; il condamne violemment toute idée de colonisation : « On semble vraiment, écrit-il, perdre le sentiment de toute justice sociale lorsqu'on parle de la colonisation de l'Algérie. On ne s'aperçoit pas que derrière ce mot se cachent les passions les plus égoïstes, les plus avides, les plus contraires au caractère et à la mission de la France. Une population de 3.000.000 d'âmes, énergique, belliqueuse, intelligente, occupe ces belles terres ; elle se divise en plusieurs races qui offrent les aptitudes les plus variées pour recevoir notre civilisation » (2). Selon que nous la traiterons avec un flétrissant dédain ou avec bienveillance, elle peut se dresser comme un formidable obstacle à nos desseins ou devenir un auxiliaire puissant pour la prospérité du pays ; et l'idée de colonisation daigne pourtant à peine la compter pour quelque chose, puisque d'un trait de plume elle veut rayer sa vie, son caractère, ses mœurs, ses habitudes et la noyer dans notre droit commun. C'était une réponse vigoureuse à cette affirmation de Victor Armand Hain qui taxait de grande erreur « ce désir immodéré de civilisation des naturels, qu'il faut coloniser au lieu de civiliser. » (3) Pourquoi créer en Algérie deux castes séparées par des cloisons étanches et dont la seconde, celle des Arabes, constituerait une

(1) Voisin : *L'Algérie pour les Algériens*, Paris, 1861, p. 8.

(2) *Ibidem*, p. 127.

(3) Victor Armand Hain : *A la nation sur Alger*, Paris, 1832.

classe de parias ? Notre société, fondée sur l'égalité chrétienne, ne saurait admettre une telle iniquité. « Le Français a déserté les théories et les sentiments exclusifs, s'assimilant aux milieux dans lesquels il vit, ingénieux à se concilier les cœurs par sa bienveillance sympathique, plus empressé à s'assimiler ce qu'il voit de bon chez les autres que soucieux d'imposer autour de lui ses idées et ses habitudes ; nous voyons dans cet état d'esprit le gage d'un prompt rapprochement des Musulmans algériens et des Français » (1). C'est leur intérêt commun qui leur commande de collaborer dans tous les domaines ; lorsque colons et indigènes travailleront sur les mêmes chantiers, les antipathies disparaîtront bientôt ; l'association des intérêts amènera la fusion des familles. Soulignons en passant ce résultat lointain auquel aspire certainement Urbain comme à un idéal. Si les relations entre les deux races sont bienveillantes de notre part, les indigènes profiteront beaucoup du contact ; si au contraire nous nous montrons violents et brusques, si nous n'avons pas de ménagements pour la fierté des Arabes, qui est très grande, nous ne ferons qu'aviver les haines et préparer les représailles.

Ismail Urbain préconise donc l'association surtout parce qu'il y voit pour les Français le meilleur moyen d'accorder aux Arabes un traitement bienveillant et juste ; c'est aussi le procédé qui sera le plus favorable à l'extension de nos idées et de nos mœurs chez les indigènes sans choquer, sans heurter de front celles des Arabes, elles s'imposeront d'elles-mêmes, doucement ; à leur contact les Musulmans sauront les apprécier, et les ayant estimées supérieures aux leurs ils les adopteront, car le désir

(1) Voisin : *L'Algérie pour les Algériens*, Paris, 1861, p. 11.

du progrès et de l'amélioration morale est au cœur de tout homme. Dans un sens plus restreint, mais non moins généreux, plus proche des réalités et tenant compte des difficultés qu'il côtoyait chaque jour, Bugeaud avait lui aussi déclaré qu'après avoir vaincu les Arabes, il faudrait bien un jour leur faire apprécier les avantages de notre gouvernement, les faire entrer dans notre société et participer à notre colonisation ; mais, à la différence, à l'opposé d'Imaïl Urbain, il tenait encore à la colonisation, tempérée il est vrai dans sa rigueur par la bonté qu'il recommandait dans les relations entre indigènes et Français.

Avant même qu'Urbain se fût, autrement que par ses actes, déclaré partisan de la doctrine de l'association, une voix autorisée s'était élevée en sa faveur, celle d'Enfantin, que nous avons vu ailleurs se faire le champion de la collaboration. L'idée d'association plane en quelque sorte sur ses œuvres, elle y est éparse, pénétrante, mais il ne la formule clairement qu'à deux ou trois reprises. D'abord dans une lettre datée d'Alger en 1840 il écrit : « Comment faire comprendre aux peuples et aux rois que la conquête n'est plus de saison, et qu'il s'agit d'associer les peuples, de les mettre en famille ?... La prophétie française aujourd'hui est universelle ; elle est pour l'Orient comme pour l'Occident, pour le Mahométan comme pour le Chrétien : c'est l'association, l'affiliation des peuples — néologisme bien expressif. — Tant qu'on ne partira pas de cette base et qu'on voudra supprimer des races ou les conquérir ou exciter la guerre entre elles, on n'avancera qu'en aveugles, sans conscience des résultats obtenus et par la seule puissance de Dieu, qui veut bien nous faire avancer, même en aveugles, mais qui nous pousse à voir

clair. Alger enterrera encore des milliers de Français et des millions de francs, parce que nous voulons coloniser comme on colonisait à l'époque où l'on s'emparait d'un pays peuplé d'anthropophages ; comme on colonisait lorsqu'on faisait la traite des noirs, lorsqu'on réduisait en esclavage les ennemis vaincus, en un mot lorsqu'on ignorait qu'il fallait s'associer avec eux. » (1) Une autre fois, dans « *La colonisation de l'Algérie* », Enfantin développe ce thème : il ne s'agit plus, affirme-t-il, de dépouiller ou d'exterminer des peuples, ni de leur donner des chaînes, mais de les élever au sentiment de civilisation, d'association, dont nous fûmes toujours les représentants les plus généreux ; nous devons préparer la place des indigènes à côté de nous, mais non pas sous nous, comme ils le sont dans nos villes où nous les écrasons physiquement et moralement et où ils nous gênent et nous nuisent. (2) Mais il y a, chez Enfantin, plus et mieux que ces phrases que nous venons de citer, en faveur de la doctrine de l'association ; la collaboration qu'il prêche est tellement auréolée de bonté, qu'on peut à juste titre, croyons-nous, y voir non pas le but essentiel de ses théories, mais un moyen d'arriver par cette solidarité d'intérêts économiques à une association morale d'où ne sera même pas exclue une espèce de fusion des sentiments. Trop idéaliste pour se limiter aux avantages purement matériels que la race arabe est appelée à retirer de notre fréquentation assidue et confiante, il veut atteindre le cœur même des Arabes, le gagner par la bienveillance et la douceur, persuadé que là seulement est la véritable solution de la question algé-

(1) Enfantin : *Correspondance Politique*, Alger, 1840, pp. 170-176.

(2) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, Paris, 1843, p. 32.

rienne. Associer les indigènes à notre action, ce n'est point seulement à ses yeux les faire participer aux bénéfices et aux pertes de la colonisation, leur enseigner des méthodes nouvelles et plus productives de culture ou d'exploitation, leur apprendre l'existence du machinisme naissant et les initier aux procédés d'un commerce étendu et profitable. Dans sa foi saint-simonienne, tout éprise d'idéalisme, il vise plus haut : il veut qu'un autre commerce s'institue, celui des âmes et des cœurs ; il assigne aux Français le devoir d'élever les indigènes dans le chemin de la civilisation, afin qu'il n'y ait plus entre eux de ces chocs violents qui, provenant d'une regrettable incompréhension mutuelle, ébranlent notre domination sans épargner les Arabes. Il ne veut pas créer entre les deux populations une liaison basée uniquement sur les intérêts matériels : elle risquerait trop d'être éphémère et de sombrer à la moindre tempête, car l'aboutissement naturel, normal, d'une telle collaboration est la concurrence ; alors, si les intérêts ne sont pas tout à fait concordants, s'opposent même, quel lien unira donc les races en présence, à moins que nous n'ayons pris soin de poser des assises plus profondes, partant plus résistantes ? Et puis, le perfectionnement moral est un bien que nous n'avons pas le droit de refuser à nos protégés, si nous voulons mériter leur reconnaissance et leur affection, qui ne nous feront point défaut le jour même où, dans le danger, nous ferons appel à eux. D'ailleurs, association sous toutes ses formes, n'est-ce point le mot d'ordre laissé par Saint-Simon ? Puisque nous admettons une égalité parfaite entre les indigènes et les Français en tant qu'hommes, il n'y aura aucune raison de leur fermer l'entrée de notre société dès le moment où, comprenant ses avantages et ne

répudiant point ses risques, les Arabes la solliciteront. Dans tous les domaines où se manifeste l'activité humaine, acceptons leur concours ; le problème de la colonisation de l'Algérie est assez vaste et assez complexe pour que nous ne refusions aucune aide, d'où qu'elle vienne, surtout lorsqu'elle émane des principaux intéressés eux-mêmes. Il est chez nous un vieux proverbe qui proclame qu'il y a plus dans deux têtes que dans une ; vrai dans tous les temps, il l'est aussi pour toutes les races ; l'Arabe nous apportera au moins sa connaissance profonde de l'Orient et, si nous avons la sagesse de l'écouter, il nous évitera ainsi bien des maladresses, de celles qui souvent laissent au fond des cœurs une rancune tenace, parce que la nature humaine est ainsi faite qu'elle attribue à la haine ou à la mauvaise volonté des décisions ou des solutions qui ne sont dictées que par l'ignorance. C'est donc notre intérêt le mieux entendu qui nous commande de nous associer dans notre grande œuvre des indigènes eux-mêmes ; pourquoi hésiterions-nous quand l'intérêt et le devoir concordent ? Au lieu de chercher à nous passer des Arabes, travaillons au contraire à ce qu'ils puissent se passer de nous ; au lieu de séparer leurs intérêts des nôtres, tâchons de les rapprocher, de les confondre. Cette politique n'est pas seulement plus libérale, plus humaine, plus digne d'un peuple civilisé, elle est encore plus habile et plus sûre. Nous n'entendons pas élever une séparation infranchissable entre les indigènes et nous. Est-ce à dire que nous devions, pour nous faire accepter des Arabes, revêtir une foi que nous n'avons pas au cœur ? Certes non : l'hypocrisie est le plus hideux des vices et a produit peut-être plus de mal que le fanatisme ; ce que réclament l'honneur et l'intérêt de la France, c'est qu'en se conci-

liant nos ennemis d'hier elle crée en Algérie un foyer de civilisation ; même avec des différences dans le langage, les mœurs, la religion, l'union est très possible, elle est souhaitable.

La doctrine de l'association eut au moment de la Révolution de 1848 une très grande vogue ; faut-il rappeler le toast du Lieutenant de vaisseau Zürcher levant son verre le 7 avril 1848 « à la fraternité universelle des peuples ; arrière donc, s'écriait-il, les cris de refoulement et d'extermination que naguère encore nous entendions proférer. Marchons résolument dans la voie de l'association pacifique ! » Ce sont-là des paroles qui se ressentent un peu de l'atmosphère d'une réunion publique, mais elles n'en indiquent pas moins qu'elles correspondaient à l'opinion générale, facilement encline en ces périodes troubles des débuts de révolutions à une belle générosité, peut-être d'ailleurs plus verbale et sentimentale que prompte à se manifester par des actes ou des concessions.

Par la suite, l'influence d'Ismaïl Urbain se fit plus forte, elle inspira d'illustres et nombreux auteurs ; non toutefois sans avoir provoqué un essai de réfutation par le docteur Warnier du livre « *Indigènes et Immigrants* », dans lequel Urbain n'était pas tendre envers les colons qu'il accusait d'égoïsme et de cruauté. Warnier montre que l'œuvre des colons mérite mieux que cette sentence ; il se déclare aussi bien partisan de l'association des deux races : « Le remède à l'impuissance des Arabes consiste à les autoriser à avoir plus de rapports avec les colons, au lieu de chercher à créer entre eux un antagonisme, qui, heureusement, ne se produira pas. Les intérêts des indigènes sont tout aussi sacrés que ceux des Français, il faut les concilier ; nous rallierons les Arabes à la cause com-

mune par la justice, l'équité et cet esprit de sociabilité qui est le fond du caractère français. » (1) Puis vinrent les années sombres de 1870-1871, des indigènes se sacrifièrent à côté des Français pour défendre un pays qui n'était pas encore le leur officiellement. C'était une occasion pour les partisans de la doctrine de l'association de redoubler d'ardeur : ils n'y manquèrent point. « C'est avec du sang, écrivait l'un d'eux, qu'a été cimentée la fraternité algérienne ; il n'y a plus de distinction de race, de question de religion, de mœurs traditionnelles à respecter devant l'ennemi. L'Arabe a prouvé qu'il était notre égal en valeur et en abnégation sur les champs de bataille ; il est en outre la force vive de l'Algérie. Par conséquent, on peut et on doit l'associer à notre colonisation aussi bien qu'à notre constitution ; tant que cette association n'aura pas été réalisée, la question algérienne ne sera pas résolue, la justice ne régnera point dans la colonie. » (2) Le problème de la colonisation indigène ne consiste pas à condamner chaque race à se façonner sur le moule unique dans lequel, à une certaine époque, on a cru que la civilisation avait été coulée et que l'on voudrait imposer à l'exclusion de tout autre comme la dernière expression du bien et du beau. Il pose, au contraire, la question de l'union, du rapprochement de deux races qui, quoiqu'on fasse, resteront longtemps encore, sinon toujours, profondément distinctes ; il faut pour la résoudre, associer les indigènes à nos opérations, leur créer dans la colonie autant d'intérêts que nous pourrions en avoir nous-mêmes,

(1) Warnier : *L'Algérie devant l'opinion publique*, Alger, 1864, p. 71.

(2) Maurin : *L'humoriste*, Alger, 1871, p. 198.

ce qui nous engagera vis-à-vis des Arabes dans la mesure même où ils s'attacheront à nous par de nouveaux liens. « C'est ainsi, affirme Javary, que pourra se faire la fusion tant recommandée des indigènes et des Européens, non par la vaine promiscuité des individus, mais par l'association intime des intérêts qui amènera la communauté de sentiments » (1). Il ne s'agit pas de faire un Français d'un Arabe des grandes tentes ou d'un Kabyle du Djurdjura ; il s'agit de le rapprocher de nous, d'associer davantage ses intérêts aux nôtres, de lui accorder d'une main discrète et prudente, mais bienveillante, des droits civiques ; il s'agit enfin d'abaisser graduellement les barrières. De plus en plus, les adeptes de la doctrine de l'association s'attachent à demander que l'on confère aux indigènes des droits politiques, qui, leur faisant encourir des responsabilités dans la conduite du pays, les intéresseront davantage à sa bonne marche ; s'identifiant en quelque sorte à ce point de vue avec les Français de la métropole, ou du moins — si on limite leurs droits au Gouvernement de la colonie — aux colons, ils auront le même but, le même idéal. A la fin du siècle dernier, Maurice Wahl se fit l'ardent défenseur de cette idée, il demanda pour les Arabes l'octroi généreux de prérogatives politiques : faire vivre ensemble les colons et les indigènes, si dissemblables par les mœurs et par la religion, concilier leurs intérêts distincts et parfois opposés, désarmer les préventions, apaiser les défiances, opérer sinon une fusion encore impossible, au moins un rapprochement qui les associe dans une collaboration féconde ; laisser aux uns tout en maintenant les prérogatives de la souveraineté nationale, cette

(1) Javary : *Etudes sur le Gouvernement militaire de l'Algérie*, Paris, 1885, p. 190.

liberté de mouvement dont les jeunes sociétés ont besoin pour grandir ; protéger, surveiller, guider les autres, que leur ignorance constitue à l'état de peuple mineur, tel est, d'après Wahl, la tâche ardue et compliquée qui s'impose en Algérie à la politique française. « De cette cohue de demi civilisés et de barbares, il faut faire un ensemble souple et consistant, homogène sans uniformité, un être politique un et multiple, étroitement associé aux destinées de la métropole et vivant pourtant d'une vie propre, recevant beaucoup d'elle et lui rendant plus encore, fournissant une matière à son activité créatrice, un stimulant et un emploi à ses énergies, lui ménageant pour l'avenir toute une réserve de puissance et de richesse. » (1) Si nous ne voulons pas préparer un réveil de la nationalité vaincue, comme le réveil de l'Irlande ou celui des Tchèques, instruisons les indigènes algériens, émancipons-les graduellement de la situation de sujets asservis et sans droit pour les associer à notre entreprise où, ayant les mêmes devoirs que nous, ils auront des droits égaux sinon identiques.

Dès 1903, Roussel avait signalé l'analogie que présentait le problème algérien avec cette question non moins angoissante de la coopération ou de la lutte des classes dans la métropole. M. Maunier devait plus tard, par l'analyse détaillée et pénétrante de ces deux situations, montrer plus nettement encore le lien qui rattache l'une à l'autre. « Il s'agit, écrivait Roussel, de concilier les intérêts de la colonisation avec ceux de l'indigénat. Il se produit en Algérie un phénomène qui, sans être l'image exacte de la lutte engagée dans la métropole entre le capital et le tra-

(1) Wahl : *La France aux colonies*, Paris, 1896, p. 298.

vail, offre des analogies avec cette situation » (1). La comparaison est saisissante ; elle montre que, de même qu'unis le capital et le travail donnent de magnifiques résultats, mais sont l'un et l'autre impuissants dans le domaine économique dès qu'ils se séparent ou se combattent, de même colons et indigènes associés sont capables de réussir là où ils échoueront nécessairement s'ils ne marchent pas la main dans la main à la poursuite d'un même idéal. De même encore que capital et travail ne sont point unis simplement par des liens économiques, dans des rapports purement économiques, et que leur union ou leur antagonisme soulève un problème social, un problème humain, de même l'association des indigènes et des colons implique d'autres accords que ceux qui résultent de la satisfaction d'intérêts matériels : dans les deux cas, il faut une association morale qui unisse les cœurs aussi bien qu'elle donne aux deux associés des avantages de l'ordre physique ; ainsi le baume de l'amitié adoucira les inévitables frictions.

Si dès la conquête de l'Algérie la doctrine de l'association a été formulée, si même elle a trouvé de nombreux et ardents partisans, il n'en est pas moins vrai que c'est au XX^e siècle qu'elle doit son plein épanouissement ; et même elle ne prend véritablement forme de théorie, analysée, malaxée, pour ainsi parler, en tous sens, que dans les toutes dernières années. Auparavant, on se borne trop souvent à parler d'association sans en définir l'essence, sans en préciser les caractères ; on nous dit bien qu'il faut associer, on ne nous dit pas en quoi consiste l'asso-

(1) Roussel : *Une question algérienne en souffrance*, Paris, 1903 p. 5.

ciation. C'est ainsi, pour prendre un exemple entre mille, que Trolard, écrivait en 1903 : « Pour le moment, nous devons nous borner à transformer nos sujets musulmans de l'Algérie, à en faire de bons voisins, des associés sincères. L'assimilation morale et civilisatrice sera ensuite l'œuvre du temps. Ne parlons donc pas d'assimilation en ce moment, mais gardons le mot et ayons la chose pour objet ; il n'est pas impossible de l'atteindre à condition d'associer colons et indigènes, car vouloir amener ceux-ci à notre civilisation et en même temps les isoler des premiers est ou une erreur à réparer ou un calcul à déjouer. » (1) Peu à peu la doctrine, en grandissant, va sortir de l'imprécision, elle va revêtir son aspect original qui la distingue à la fois de la collaboration et de la civilisation. Le point essentiel, nous semble-t-il, consiste dans l'importance de plus en plus prédominante qu'elle réserve à l'élément moral, le point de départ va être une nouvelle définition de la colonisation, entreprise de solidarité humaine la plus haute, car, si elle n'avait point pour but et pour résultat d'élever en moralité, en dignité et en bien-être le peuple qu'elle pénètre, elle serait une erreur grossière et brutale, on la jugerait indigne d'une grande nation. C'est cette note altruiste et intéressée à la fois que l'on trouve chez Rouire : « Le meilleur moyen de maintenir l'autorité métropolitaine dans ce pays et dans le reste de l'Afrique musulmane est de s'y faire aimer des indigènes, de se concilier leurs bonnes grâces de faire vivre en paix, sans heurt, conquérants et vaincus ; en un mot, d'user, à l'égard de nos sujets musulmans, d'une politique

(1) Trolard : *En Algérie. Le testament d'un assimilateur*, Alger, 1903, p. 49.

d'association largement pratiquée. » (1) Il n'est pas indifférent à la France que les Arabes soient riches et heureux ; leur bien-être profite à la métropole, leur franche adhésion est une partie de sa force : c'est une application nouvelle de la théorie de l'association. Nous savons désormais qu'il n'y a, dégagées de toutes les subtilités des détails, que deux manières de concevoir l'administration des indigènes : l'une est ce que l'on est convenu d'appeler la manière forte, qui ne tenant compte ni des besoins, ni des aspirations du peuple soumis, a en vue surtout la domination par la compression ; l'autre, la manière douce si l'on veut, qui repose sur la persuasion et associe les indigènes à l'œuvre de progrès et de prospérité du pays. C'est la seconde qui seule nous convient : il faut que de sujets vaincus et résignés nous sachions faire des associés satisfaits et confiants, dont le progrès moral et matériel sera à notre bénéfice commun.

La seule politique coloniale qui aura chance de succès, nous la trouverons en rejetant les idées barbares de supériorité, d'égalité ou d'infériorité des races. Pourquoi ne pas se contenter de voir dans nos indigènes coloniaux tout simplement des hommes différents, dont les capacités, différentes des nôtres, sont adéquates à leurs milieux, tout comme nos capacités, différentes des leurs, sont adéquates à nos milieux ? « Ni exploitation, ni assimilation, écrit Jean Hess, association, formule en quoi se résument toutes les réalités des lois de la race et de la nationalité. Qu'y a-t-il de plus différent que l'eau et le feu ? Associés n'est-ce point la vapeur ? Dans le groupement familial, ethnique, l'association des forces diffé-

(1) Rouire : *Les indigènes algériens*. Revue des deux-Mondes, Paris, 1909, p. 411.

rentes des individus même les plus contraires, fait les familles, les races fortes. Dans le groupement national, l'association des forces différentes des races même les plus contraires fera les nations fortes. De même les colonisations fortes seront celles dont l'association réunira les éléments nécessaires. Il faut qu'en ordonnant la colonisation non point contre l'indigène, mais avec lui, nous sachions créer à nos associés l'intérêt suffisant pour qu'ils veuillent librement nous supporter chez eux. » (1).

Aussi bien les nations ne peuvent-elles pas vivre indéfiniment côte à côte en se combattant ou en s'ignorant. Il est inévitable et il est bon que les sociétés agissent les unes sur les autres. « S'il était possible, remarque Aynard, d'amener par la vertu de quelques apôtres ou des tournées de conférenciers les peuples arriérés à reconnaître l'inutilité de la résistance au progrès, à s'associer librement à leurs frères plus forts, plus riches, plus intruits pour la lutte contre la nature, pour le mieux-vivre matériel et surtout moral, quelle épargne de sang, d'or, de temps, de larmes, parfois fécondes, cruelles toujours ! » (2) Cette grande entreprise de l'association est désintéressée dans son principe ; elle dément la théorie qui rattache à des mobiles de faim et de lucre tous les grands mouvements de l'Histoire. Sans doute, si la colonisation a poussé des racines profondes dans le cœur des Arabes en même temps que dans le sol, elle sera indestructible et durable, nous en retirerons un surcroît de bénéfices, de gloire et de puissance ; mais ce qu'avant tout nous avons en vue c'est l'ac-

(1) Jean Hess : *Une Algérie nouvelle*, Paris, 1909, p. 90 et suivantes.

(2) R. Aynard : *L'œuvre française en Algérie*. Paris, 1912, p. 2.

croissement du bien-être chez les indigènes, l'augmentation de l'estime et de l'amitié réciproques. Les avantages certains qui en découleront pour nous apparaissent dès lors comme une conséquence, heureuse, de notre œuvre d'association, leur recherche n'aura pas été la cause efficiente de notre entreprise. On voit par là quel suprême degré d'idéalisme atteint la doctrine de l'association, surtout lorsqu'on la compare à la théorie de la collaboration, tout imprégnée de ce que nous appellerions aujourd'hui le sens des affaires. Une politique indigène libérale et confiante doit viser au plein épanouissement des forces vives de l'Algérie par le rapprochement des cœurs en même temps que par l'association des intérêts. Comme le constatait dans une forme imagée Espé de Metz en 1914 : « D'impérieuses nécessités ont tout d'abord contraint colons et indigènes à contracter un mariage de raison qui les attache au foyer commun. Que les conjoints prennent la peine de s'étudier et d'arrondir les angles. Qui sait ? L'amour viendra peut-être un jour par la suite. » (1)

La politique d'association ne représente pas seulement pour ses partisans l'apport par chacun de ses facultés particulières en vue d'un résultat commun sur le terrain matériel et économique, mais aussi une certaine pénétration fraternelle. Nous rencontrons ici la critique adressée à cette théorie par M. Vignon : « le nom qui convient, dit-il, à ses adeptes est celui d'idéologues. Idéologue, qui ne voit que les seules notions abstraites — humanité, civilisation, droit, justice, liberté — et prétend en poursuivre la réalisation sans aucun souci des contingences pratiques ; idéologue, qui se présente en libérateur et prétend imposer en Afrique et en Asie les idées, les formes de l'Europe occiden-

(1) Espé de Metz : *Pour les colons*, Paris, 1914, p. 23.

tales ; idéologue, qui prétend greffer sur le passé de vieilles races très peu évolutives le présent en continuelle évolution d'une autre race » (1). Nous croyons, pour notre part, que ces reproches sont mal fondés s'ils s'adressent à la doctrine de l'association telle que nous l'avons définie, telle surtout que la comprennent ses partisans les plus autorisés de l'époque contemporaine ; elle ne prétend nullement méconnaître les différences qui séparent les races en contact puisqu'elle est basée sur cette discrimination ; encore moins voudrait-elle — le mot même la choque — imposer aux indigènes des principes qu'ils sont tout prêts à rejeter. Elle demande seulement une entente amicale entre deux races, qui, par l'effet même du contact, réagiront nécessairement l'une sur l'autre ; l'un des résultats de cette fréquentation sera que les indigènes accepteront et adopteront quelques-unes de nos mœurs, de nos habitudes, non pas toutes nos mœurs, toutes nos habitudes, toutes nos idées. Ce faisant, sans y être nullement contraints, pourquoi reviendraient-ils ensuite en arrière ? M. Vignon veut substituer à la politique d'association celle de protectorat. Qu'entend-il par ce mot ? « C'est l'art — car c'est un art — de conduire les populations indigènes par l'intermédiaire de leurs chefs naturels, sans les troubler dans leurs croyances, leurs modes de vivre et habitudes, en se bornant à leur demander de réformer leurs coutumes pour ce qu'elles ont de trop contraire à nos idées morales et juridiques ; l'art de leur faire accepter le contact des colons ou d'agir du moins de telle sorte qu'elles en souffrent le moins possible ; l'art enfin de les mener lentement, à leur pas, sans qu'elles en pâtissent, vers un état social, politique, économique, meil-

(1) Louis Vignon : *Les questions indigènes*, Paris, 1919, p. 202 et suivantes.

leur, état qui toutefois ne cessera pas de répondre à leur mentalité, demeurera conforme aux facultés évolutives de leur intelligence. » (1) Cette définition contient tout l'idéal des associationnistes qui y ajoutent seulement, pour parvenir à leurs fins, la nécessité de faire participer les indigènes et les colons aux mêmes charges et aux mêmes droits, étant bien entendu que cette communauté, s'opérant sous le signe de la douceur et de la persuasion, ne deviendra définitive qu'en vertu de la volonté même des indigènes. Dès lors, quelle différence reste-t-il entre la politique du protectorat et la politique de l'association ? Peu importe la question de terminologie, si au fond la chose est la même ; voilà pourquoi nous prenons ici la liberté de ranger M. Vignon parmi les partisans de la théorie de l'association telle que nous l'avons déterminée dans ses éléments constitutifs. Qu'il y ait des différences de détail, nous ne songeons pas à le nier ; c'est le propre de chaque opinion de conserver sa personnalité grâce à des nuances qui la séparent de sa voisine, mais n'altèrent en rien l'essence même d'une doctrine.

Les deux éléments, français et indigène, sont désormais parties complémentaires d'un même tout ; ils acquièrent toute leur valeur, toute leur force de production, d'expansion et de rayonnement l'un par l'autre. Unissons-nous pour la préparation de l'avenir, donnons au monde entier l'admirable exemple de ce que peut l'association de la race arabe avec l'élément civilisateur. A quoi bon apporter à l'indigène plus de bien-être, plus d'aisance et par conséquent plus d'indépendance, s'il persiste à nous haïr ou simplement à nous méconnaître ? Ce n'est pas pour voir se perpétuer une mutuelle incompréhension, pour créer

(1) Vignon : *Les questions indigènes*, Paris, 1919, p. 212.

deux mondes inconciliables, séparés par une cloison étanche, que nous travaillons en Algérie.

Depuis quelque dix ans, la doctrine de l'association a reçu une impulsion nouvelle et très forte ; ses partisans forment maintenant une école, dont M. Albert Sarraut est le chef. Du fait de la conquête, deux civilisations ont été mises en présence ; « On peut, dit M. Olivier, suivant le système de l'assimilation, considérer les institutions sociales indigènes comme imperfectibles et s'efforcer de leur substituer de plano nos propres institutions ; on peut aussi laisser subsister des institutions indigènes tout ce qui n'est pas contraire aux principes généraux de notre civilisation : c'est ce qu'on appelle en France la politique d'association : c'est ce que les Anglais désignent par l'expression « *differentiation policy* ». Or, qui dit assimilation dit destruction. Une race ne peut en assimiler une autre qu'après avoir anéanti toutes ses forces de résistance et parmi celles-ci en première ligne les cadres sociaux. Quant à moi, j'ai trop la conviction que les intérêts des colons et aussi des indigènes sont étroitement solidaires pour avoir jamais songé à les dissocier, encore moins à les opposer. » (1) S'il est exact qu'un contact brutal entre l'eau et le feu conduit inévitablement à la destruction du feu par l'eau ou inversement, il est exact également qu'une utilisation judicieuse et raisonnée de ces deux éléments permet de faire marcher une locomotive.

Au demeurant, c'est méconnaître les tendances actuelles de la colonisation qu'y voir — en France au moins — avec obstination l'assujettissement d'une société par une au-

(1) Marcel Olivier : *Six ans de politique sociale à Madagascar*, Paris, p. 238 et suivantes.

tre. Nous sommes bien loin de cette conception. Nous allons de plus en plus vers des associations qui laisseront aux uns et aux autres leur personnalité, leurs institutions, leurs coutumes, et qui seront fondées à la fois sur une solidarité d'intérêts et sur une entente morale. Selon le joli mot de M. Hardy, il y aura des sortes de symbioses. Pour accroître les résultats déjà obtenus, il faut qu'il y ait union étroite, intime, collaboration de tous les instants entre ceux qui ont la charge et l'honneur de diriger notre colonie et les Arabes, il faut qu'il y ait association entre colons et indigènes. Dans un livre tout récent, Pierre Mille a une image assez juste pour dépeindre le travail qui s'opère dans l'association : après avoir affirmé qu'il n'y a de véritable colonisation que celle qui met en rapports, en contact, Européens et indigènes, il emprunte à la géologie un terme de comparaison : « Les cellules indigènes, activées par les cellules françaises, entrent en vibration. Il y a en géologie un phénomène bien connu, qui s'appelle le métamorphisme. Quand des couches de calcaire et d'argile subissent une forte pression superficielle, que de plus, elles sont traversées par des filons ignés, elles se transforment, elles se métamorphosent : le calcaire ou l'argile devient un marbre cristallin. Il en est de même pour les races auxquelles nous venons nous superposer ; si la pression est assez forte, si la chaleur européenne est assez constante, ces races se métamorphosent. » (1)

L'Algérie est une terre où notre race doit s'enraciner fortement, non pas avec la pensée brutale de refouler les indigènes ni avec l'espoir chimérique de les assimiler, mais

(1) Pierre Mille : *Chez les fils de l'ombre et du soleil*, Paris, 1931, p. 195.

avec la ferme volonté de leur assurer la place, toute la place qui leur revient, c'est-à-dire d'accueillir nos sujets musulmans dans la famille française comme les meilleurs des collaborateurs et des associés. « Je me suis toujours élevé, dit M. Jonnart, contre ceux qui, proclamant infranchissable le fossé qui sépare la Chrétienté de l'Islam, voudraient décourager les tentatives généreuses qui se proposent la conquête morale de l'Afrique du Nord par une politique de rapprochement et d'association. Il faut que les indigènes voient en nous autre chose que des gendarmes ou des marchands, et que ça et là se dresse, visible à tous, un symbole de la bonté française. »

L'expérience et la raison s'accordent à démontrer que la meilleure politique, bienfaisante et féconde, est celle qui se garde de dédaigner les différences profondes des mœurs et des races, qui a soin de faire état de l'empreinte ineffaçable de la loi coranique sur le sol africain, mais qui prétend faire vivre et prospérer côte à côte des races diverses par l'association des intérêts et le rapprochement des cœurs. Cette politique a trouvé aujourd'hui sa formule ; elle tient compte des réalités, sans jamais méconnaître l'idée de justice et d'humanité qui est l'idée maîtresse de notre œuvre de colonisation. Renan prétend que l'élément constitutif d'une nation, comme celui des bons ménages, est le désir de vivre ensemble ; faisons en sorte que les derniers venus dans la grande famille française ressentent chaque jour davantage le désir de vivre à nos côtés. « Quelle que soit la politique envisagée, écrivait Monsieur Bourdarie, dans la Revue Indigène de 1921, elle ne saurait être établie et poursuivie si l'on ne met à son service, outre le ressort de l'intérêt, dont la puissance est connue, ces deux armes non moins puissantes que sont le respect et l'amour : le

respect né de la compréhension première des valeurs humaines respectives : respect de la personne, respect de la race, respect des traditions morales et sociales ayant une vertu efficace ; l'amour, animateur des plus hauts apostolats. Car la vie des peuples ne comporte pas que des satisfactions matérielles ; il importe de répondre à leur soif d'idéal, petit ou grand, très haut ou peu élevé. » (1) S'il est vrai que certaines idées ne sont pas des articles d'exportation, il est encore plus vrai que la France, au dehors, ne peut abdiquer l'essence même de son génie, de sa mission humaine, qui est d'agir dans le droit et pour le droit, de civiliser au sens plein du mot, d'affirmer en tous lieux une inspiration où se retrouvent les grands traits de la tradition nationale. C'est pourquoi l'on a vu, à mesure que se déroulait l'histoire de notre pays, se préciser, s'accuser, se fixer progressivement les traits d'une doctrine de civilisation qui, partie d'un concept de puissance et de profit métropolitains, mais instinctivement imprégnée d'altruisme, va travailler aussi pour les colonies elles-mêmes, pour leur propre avantage, pour leur accroissement économique et leur développement moral et social, et concilier de plus en plus ces deux éléments sans lesquels toute politique risque fort de demeurer stérile : le cœur et la raison, le devoir et l'intérêt. A côté du bien-être matériel, il est une autre richesse que le protecteur français va s'attacher aussi et surtout à accroître : la richesse humaine, la valeur morale et sociale, la valeur d'humanité des races protégées. Il n'y a plus dès lors droit du plus fort, mais bien, selon l'expression de M. Albert Sarraut, droit du plus fort à aider le plus faible. « L'opération n'est plus unilatérale,

(1) Bourdarie : *Revue Indigène*, Paris, 1921, p. 10.

elle est conçue pour l'avantage et le bien des deux parties. Il n'y a plus spoliation d'une race par une autre, mais association, suivant la formule qui est devenue la devise de notre politique coloniale. Les colonies ne sont pas des marchés, ce sont des entités vivantes, des créations d'humanité, des parties solidaires de l'Etat français dont on va, par le progrès scientifique, économique, moral et politique, favoriser l'accès à de plus hauts destins, au même titre que les autres parties du territoire national » (1) La politique coloniale française voit en nos protégés, quelle que soit la couleur de leur peau, quelque soit le retard de leur évolution, des hommes et non une masse anonyme et servile. des âmes et non des troupeaux d'ergastule. Elle n'opprime pas, elle libère ; elle n'épuise pas, elle féconde ; elle n'exploite pas, elle partage. Cette politique fonde des comptoirs, mais aussitôt, autour d'eux, elle bâtit une école, un hôpital, un prétoire. Elle affirme non plus seulement les droits de la nation colonisatrice, mais ses devoirs, elle les inscrit même au premier rang. Mieux encore, puisqu'à son effort civilisateur, elle veut, à mesure et en proportion de leurs capacités, associer ses protégés.

Le caractère largement humain de la doctrine de l'association ne se limite pas à une expression de sentimentalité ; il s'appuie fortement sur une idée de justice et de droit. Tels colonisateurs croient avoir tout dit quand ils ont recommandé d'être bons pour les indigènes ; la sensibilité même de la formule n'en accuse que mieux la distante rigueur, puisqu'elle suggère et suppose la permanence du fossé jamais comblé entre le blanc et l'indigène dans l'indélébile inégalité de la race supérieure et des races dites

(1) Albert Sarraut : *Revue indigène*, Paris, 1921, p. 18.

inférieures. La France, elle, n'admet pas comme un dogme l'infériorité perpétuelle de certaines races ; elle constate le retard de leur évolution, s'emploie à en corriger les effets et s'efforce d'en accélérer les étapes. La bonté, certes, est à la base de son œuvre civilisatrice, mais aussi, pour éviter toute inutile sensiblerie, la pensée de justice qui imprègne notre tradition. La dignité et la capacité de l'être humain ne se mesurent point à la nuance plus ou moins accusée de son teint, mais bien à la valeur de conscience individuelle, au coefficient de valeur personnelle dont il sait faire la preuve. Et dès qu'il se montre capable, par l'irrécusable témoignage de son élévation intellectuelle et morale, d'accéder à de plus hautes destinées, aucun texte ni aucun dogme ne lui refusent en territoire français le bénéfice de cette accession. « Le lien qui unit nos colonies à la métropole est moins de vassalité que de solidarité, et la solidarité exclut la servitude. Le secret de notre paix coloniale est beaucoup moins dans la réalité de notre force que dans le signe de notre autorité et ce signe c'est le cœur. Moins généreux peut-être que d'autres nations dans le libéralisme verbal des constitutions accordées, nous compensons d'une tendresse sincère la parcimonie des franchises politiques. Chez d'autres, l'homme de couleur obtient peut-être de plus larges chartes, mais jamais il ne franchira le seuil de la demeure européenne, et sa main ne touchera pas la main refusée du blanc » (1).

Répudiant de bonne heure l'égoïsme utilitaire et la tyrannie morale et matérielle des premières occupations conquérantes, la France a rénové l'esprit initial de la colonisation en le pénétrant d'un sens altruiste qui ne légitime les droits du colonisateur que par l'accomplissement de

(1) Albert Sarraut : *Revue indigène*, Paris, 1921, p. 41.

tous ses devoirs à l'égard des masses humaines dont il assume la tutelle. « Dans la terre lointaine où d'autres n'ont cherché que le réservoir de richesses, ou le point d'appui politique, la colonisation française a fait la découverte la plus haute : l'homme, notre parent, le frère de couleur » (1). Dans l'argile informe des multitudes primitives, elle s'est attachée à modeler patiemment le visage d'une nouvelle humanité, habilitée peu à peu, par les effets du progrès, de l'instruction, de la santé physique, intellectuelle et morale, de la conscience plus claire du droit et de la justice, à devenir l'associée et la collaboratrice du tuteur français dans la gestion et la mise en valeur du patrimoine commun. Voici comment M. Albert Sarraut définit la mission de la France aux colonies : « Faire d'un peuple primitif un peuple civilisé, sans heurter trop rudement ses traditions séculaires, adapter sa mentalité aux exigences de son perfectionnement, l'instruire de ses devoirs envers lui-même, l'accoutumer au soin de sa race, lui donner le goût du travail et le sens de la propriété individuelle, l'initier aux meilleures méthodes de production, épanouir ses facultés intellectuelles et morales sous l'action de saines disciplines pédagogiques, pénétrer son esprit des sages règles qui organisent sa participation progressive aux fonctions de la vie publique et de la vie administrative, une telle tâche peut paraître aisée à l'aristarque métropolitain qui juge la vie coloniale d'après les documents de cinéma ; elle l'est en réalité beaucoup moins pour celui qui, en connaissance de cause, envisage de sang-froid et essaye de résoudre ces questions complexes » (2).

(1) Albert Sarraut : Préface de « *Six ans de politique coloniale à Madagascar* », par M. Olivier.

(2) Albert Sarraut : Même livre.

Le postulat de civilisation suppose une création à la fois temporelle et morale, une œuvre réaliste de progrès technique et une œuvre idéaliste d'humanité, une croissance de richesses matérielles, mais encore un développement de richesses humaines. « Aujourd'hui, il n'est vraiment qu'une conception qui puisse rester debout dans la grave confrontation devant le monde du droit et de l'entreprise lointaine ; sa formule est : la colonisation, œuvre de solidarité humaine. La double abondance des biens matériels et des richesses spirituelles ne peut résulter que d'une collaboration solidaire des races, échangeant amplement leurs ressources naturelles et les facultés propres de leur génie créateur... Les indigènes étant des hommes comme nous, il faut les traiter en hommes comme nous, leur assurer les garanties du droit personnel que nous réclamons pour nous-mêmes. C'est l'affirmation catégorique de la politique d'association avec ses conséquences morales et pratiques. Nous devons arriver à fournir aux indigènes les moyens de collaborer à la gestion des affaires publiques, d'être en un mot les associés et non les serfs du pouvoir qui a pris en charge les destinées de leur patrie » (1). Plus récemment encore, Albert Sarraut, dans un discours qu'il prononçait sur les devoirs de l'administrateur colonial, développait cette même idée qui lui tient à cœur : « Votre parole, disait-il, parce qu'elle est la parole de la France, doit être ferme, mais douce et humaine. Vous devez fortifier, consolider, organiser chaque jour plus méthodiquement les applications de cette politique d'association qui

(1) Albert Sarraut : *Grandeur et Servitude coloniales*, Paris, 1931, p. 109 et suivantes.

demeure la seule formule juste et prévoyante de notre action coloniale » (1).

Fidèle à sa tradition, la France appellera les indigènes à la complète collaboration dès qu'ils se seront assimilés les principes fondamentaux de notre civilisation et adaptés aux conditions particulières à leur race et à leurs propres traditions. « Où que nous tournions nos regards, écrit un disciple de M. Sarraut, M. François Marsal, nous trouverons toujours nos colons en présence d'indigènes mille fois plus nombreux qu'eux. Mais nous pouvons, par notre sens profond de l'égalité entre les hommes, associer véritablement à nous ceux à qui nous avons apporté la paix et la prospérité. En les élevant jusqu'à nous, nous saurons leur donner la liberté dans le cadre de nos lois et de nos institutions, tout en respectant les leurs. C'est aussi en quoi peut se résumer notre politique coloniale : comprendre les indigènes, les aimer, les protéger, les élever jusqu'à nous » (2). C'est également l'opinion de M. Olivier, pour qui une bonne politique indigène est celle qui, sans rien bousculer, permet l'évolution saine et normale des sociétés indigènes vers une forme de civilisation aussi rapprochée que possible de la civilisation occidentale. Une telle transformation ne peut s'opérer qu'en vertu d'un accord actif, d'une association des deux parties intéressées : indigènes et Français. Ainsi, la doctrine de l'association proprement dite a trouvé l'expression de son caractère propre et original, qui la dégage à la fois de la théorie de la collaboration et de celle

(1) Albert Sarraut : Discours prononcé à l'Ecole Coloniale de Paris en Novembre 1932.

(2) François Marsal : *Le domaine colonial français*, Paris, 1929, p. 348.

de la civilisation. Empruntant à chacune d'elles quelques éléments, elle construit un édifice distinct, dont les fondements sont le sens profond des réalités et le désir sincère d'élever à nous les indigènes. Si l'on pouvait reprocher à la théorie de la civilisation de planer un peu trop haut, de ne point voir les choses comme elles se présentent, il semblerait que la théorie de l'association doive échapper à cette critique. Elle n'aspire pas, en effet, à une assimilation complète et rapide des indigènes et des Français, à une absorption des uns par les autres, ceux-ci infusant à ceux-là leurs idées, leur religion, leurs mœurs et les pliant sous leurs lois : c'est là, pense-t-elle un beau rêve, une utopie d'autant plus dangereuse qu'elle est bien faite pour séduire des esprits naturellement enclins à voir très loin et à dédaigner les mille détails des réalités quotidiennes, qu'ils jugent mesquines. Les lois, comme les idées et les mœurs, sont autre chose que le produit de la volonté humaine ; elles sont souvent imposées à l'homme par des nécessités extérieures auxquelles il n'est pas en son pouvoir de se soustraire. Il doit, lorsqu'il les élabore ou les adopte, tenir compte du climat, du sol — surtout là où comme en Algérie le sol a forgé l'homme — et, malgré sa présomption, il n'est point totalement indépendant du passé. C'est pourquoi vouloir résorber dans les nôtres tous les sentiments et les caractères des Arabes sera toujours une chimère ; depuis longtemps, les indigènes algériens ont fait leurs des coutumes, des idées, une religion qui leur sert de loi, tout cela trop conforme à leur personnalité, à leur originalité, pour que nous puissions prétendre les déraciner quelque jour. A leur place, nous importerions de la métropole nos propres institutions, notre civilisation pour en suggérer — non pas en imposer — l'adoption aux Arabes. Sans doute,

une fois accomplie cette transformation, cette assimilation, la colonisation serait accomplie : plus de différences entre les indigènes et les colons, il y aurait identité entre les deux : ne voit-on pas que c'est là une chimère ? La doctrine de l'association, dont les représentants les plus éminents ont l'immense mérite de connaître, pour l'avoir étudiée de près, l'âme indigène « ondoiyante et diverse », s'attache davantage aux réalités ; elle constate entre les Français et les Arabes une différence de mentalité, elle ne s'en plaint pas. S'il est vrai que deux ennemis, quels qu'ils soient, concourent malgré eux à un but commun, celui-ci ne sera-t-il pas plus facilement atteint lorsque ceux qui le poursuivent seront, non plus ennemis, mais alliés ou mieux encore amis. Car — et c'est ce qui la distingue du système de la collaboration simple — la doctrine de l'association ne vise pas simplement à faire participer indigènes et colons à une même entreprise purement matérielle : elle voit plus haut ; elle veut créer dans le cœur et dans l'âme des Arabes ce sentiment très doux qu'est l'amitié. Celle-ci n'est point réservée uniquement à ceux que leur mentalité identique devrait le plus rapprocher, et l'on voit souvent deux caractères sinon opposés, du moins tellement différents que leur contact semble devoir se réduire à une lutte, se lier d'amitié sincère et sûre. Il n'est pas dès lors chimérique de rêver une telle entente en Algérie ; il suffira que Français et indigènes réussissent à se comprendre et arrivent à s'estimer. Et, si l'association exclut par définition même l'identité de ses membres, elle accepte entre eux une certaine analogie ; de là le droit qui nous est accordé de faire disparaître chez les Arabes tout ce qui choque trop profondément nos idées et nos mœurs, à la condition formelle que nous n'usions pour ce faire d'au-

cune violence ni d'aucun procédé de force et de brutalité ; nos armes doivent être la douceur et la persuasion ; il nous faut non pas détruire mais convaincre. Bien plus, il y a mieux qu'un droit, un devoir ; puisque nous croyons très sincèrement que certaines coutumes sont mauvaises pour les indigènes eux-mêmes, puisque de bonne foi nous sommes persuadés que celles que nous leur proposons à la place seront plus favorables à leur développement économique ou moral, nous avons l'obligation stricte, corollaire du droit de conquête et de colonisation, de conduire nos protégés vers cet idéal que nous leur aurons laissé entrevoir : conduire, ce n'est pas pousser de force, c'est simplement guider, montrer le chemin, conseiller, sans brusquer jamais, une transformation qui ne peut être que très lente, parce que très pénible. La conquête ne nous a pas imposé seulement l'obligation de mettre en valeur un sol jusque-là en jachère ou à l'abandon ni de multiplier les ressources économiques en ce pays qui consommait fort peu. Son effet le plus humain a été de nous placer comme éducateurs auprès des indigènes, rôle qui comporte plus de devoirs et partant plus de responsabilités que de droits.

Lorsque les Arabes se seront suffisamment imprégnés de notre mentalité — et la théorie de l'association affirme que ce temps est arrivé — lorsqu'ils se seront bien pénétrés de cette idée que nous ne sommes pas venus en Algérie pour les exterminer ou les subjuguier, lorsqu'enfin ils nous auront compris et que de notre côté — car notre éducation sur ce point est à entreprendre également — nous les connaîtrons mieux, alors nous pourrons participer à un but commun. Selon le vœu d'Enfantin, l'esprit de conquête aura cédé la place à l'esprit d'association. Dans tous les domaines, économique, spirituel, intellectuel, scientifique, nous collaborerons utilement ; échan-

geant avec des produits des idées et des coutumes, les deux associés subiront une influence réciproque, plus grande à mesure que l'association deviendra plus étroite. Entre les Arabes et nous, il n'y a plus dans cette doctrine de cloison étanche, nous faisons partie d'une même famille, participant aux mêmes joies, aux mêmes peines et aux mêmes gloires, oubliant nos inimitiés passées pour construire un avenir sans nuage. Nous n'avons pas contracté simplement, en effet, une société commerciale, trop sujette à notre gré aux fluctuations de l'intérêt pour unir longtemps et indissolublement deux groupes humains ; qu'il y ait entre certains Arabes et certains colons des sociétés de ce genre, rien de mieux, mais elles ne constituent qu'une application, qu'un aspect de ce type d'association plus large, plus humaine, que nous avons instituée. C'est qu'elle ne se résigne pas à n'englober que des intérêts matériels ; elle veut qu'un même esprit anime les associés. Français et indigènes sont plus que cela, ils se considèrent comme frères et s'aiment comme tels.

Nous sommes loin de la conception première qui guida les colonisateurs antiques ; ils ne voyaient dans la colonisation qu'une extension de leur puissance ou un débouché à leur commerce ; exploitant sans se soucier des habitants le sol du pays conquis dans le seul intérêt de la métropole, ils ne croyaient pas que les indigènes pussent avoir des droits : tout pour la métropole. Désormais, au contraire, nous avons découvert dans la colonie autre chose qu'un sol à exploiter, nous avons trouvé des hommes ; les ayant proclamés nos égaux, nous voulons les associer à nos efforts dans une lutte commune qui sera profitable à tous. La machine colonisatrice travaillait à grand rendement, mais elle n'était que machine ; la doctrine de l'association lui a donné une âme.

CHAPITRE III

Théorie de l'agrégation

Doctrine basée sur l'amour qui doit régner entre indigènes et Français.

SECTION I. — *Fusion des sentiments*. — Union des âmes et des cœurs. — Les deux races en présence se transforment. — Création d'une âme commune et d'une race nouvelle. — Altération des mœurs européennes et indigènes.

SECTION II. — *Fusion des races*. — Unions entre femmes indigènes et Français ou inversement. — Obstacles à ces mariages. — Ces unions sont à la fois la conséquence et le moyen de la fusion des races. — Enfants nés de ces unions : création d'une race nouvelle.

« La France, écrit Victor Piquet, au cours du XIX^e siècle a longtemps discuté sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la population indigène de l'Algérie, comme si elle était absolument maîtresse des événements. En ces matières, nulle puissance ne peut l'être, car nul ne peut empêcher l'évolution d'un peuple » (1). Or la question s'est posée précisément de savoir si l'association devait être le

(1) Victor Piquet : *La colonisation française dans l'Afrique du Nord*, Paris, 1912, p. 254.

dernier terme de cette transformation ; elle laisse en présence deux peuples, unis, il est vrai, par des liens si étroits qu'ils semblent indissolubles. La civilisation allait plus loin dans ses conclusions puisqu'elle aboutissait à l'unité, à l'identification d'une population avec une autre, mais c'était par la destruction totale de l'une — nous entendons de ses caractères originaux — au profit de l'autre qui eût conservé intacte sa personnalité tout entière, ne faisant en quelque sorte qu'en élargir les frontières. Par l'adjonction des quelques millions d'Algériens, la population française aurait augmenté le nombre de ses membres, qui se seraient amalgamés dans son sein : c'était une unification, ce n'était pas une fusion véritable. Partant de ce principe qu'à la faveur d'un contact permanent de deux éléments distincts pouvait s'opérer une transformation dans un seul sens, elle voulait élever à nous les indigènes, sans que nous nous abaissions jusqu'à eux, puisque cette dernière évolution eût constitué pour nous un retour en arrière, une altération même de notre civilisation, de notre génie national. Elle affirmait par là que le contact des indigènes pouvait rester sans influence sur les colons, que ceux-ci, éloignés de la métropole et subissant d'autant moins son emprise, pourraient demeurer eux-mêmes et assister, impassibles acteurs, à l'évolution des indigènes vers leur propre civilisation.

La doctrine de l'association avait aperçu le défaut de cette thèse : elle ne correspondait pas à la réalité, elle méconnaissait les effets pourtant indéniables du contact et de la loi de l'imitation, lesquels ont pour caractéristique essentielle d'opérer dans les deux sens : la réciprocité est leur raison d'être. Dès lors se posait le dilemme suivant : ou bien colons et indigènes, restant distincts, s'associeront

en vue d'une même fin — c'est la doctrine de l'association — ou bien cherchant à se pénétrer mutuellement, ils finiront pas se confondre, non pas dans l'une des deux races existant actuellement, comme le prétendait la théorie de la civilisation, mais à un point quelconque qui sera différent de l'une et de l'autre. C'est à proprement parler la fusion, cette communauté des âmes et des cœurs que rêvait Platon dans sa République ; mais tandis que le philosophe la voulait entre gens d'une même cité, déjà prédisposés à s'entendre, il s'agit maintenant de la créer entre deux races que différencient encore beaucoup d'aspirations, de sentiments et d'idées ; les obstacles sont grands, sinon insurmontables, quand tout porte à diviser, alors qu'il faut unir. Famille, propriété, religion, ordre social, tout évoque chez ces deux populations, indigène et française, des images différentes ; trouvons-nous, sur le chemin qui conduit des unes aux autres, un point de rencontre ? Il n'y fallait point songer en tous cas au début de la conquête chez les hommes d'un certain âge, que trop de souvenirs rattachaient au passé ; et même chez les jeunes générations, pouvions-nous espérer voir quelque jour ce rapprochement intime ?

Il est, aussi bien, une autre face du problème, un autre sens de la fusion, plus réel si l'on peut dire, parce qu'il est générateur d'une race nouvelle : c'est l'union par le mariage d'un indigène et d'une Française ou inversement. Quel lien plus indissoluble peut-on rêver ? Si l'on parvenait à généraliser ces unions, un peuple nouveau serait créé qui ne serait ni français, ni algérien, mais franco-algérien : existe-t-il une association plus étroite ?

Il n'est pas étonnant qu'en présence des multiples obstacles que la nature des choses opposait et oppose en-

core à une telle fusion, nombreux soient ceux qui n'ont voulu y voir qu'un rêve humanitaire ; et nous devons à la vérité de reconnaître qu'il n'y a pas à l'heure actuelle une théorie de la fusion, comme il en est une de la civilisation ou de l'association. Il n'en est pas moins vrai que, séduits par la grandeur et la beauté de ce rêve, beaucoup de sociologues se sont attardés à étudier et à démontrer qu'il ne renfermait aucune impossibilité de réalisation lointaine. Car il n'est que l'aboutissement normal d'une association sincère ; les barrières s'abaissent chaque jour davantage entre les peuples, pourquoi n'en serait-il pas de même entre les races ? « Qu'est-ce que cela peut bien faire, écrit Mme Pierre Cœur, qu'un colon, trouvant sa voisine indigène à son goût, le lui dise ? » Lorsque deux races s'unissent par de nombreux mariages, elles fondent ou combinent leurs qualités et leurs défauts divers ; un peuple nouveau se constitue, qui emprunte ses caractères aux deux éléments dont l'agrégation lui a donné naissance.

Toutes ces aspirations, tous ces désirs de fusion s'appuient sur un sentiment commun qui est l'amour entre indigènes et Français. Non seulement elles impliquent une égalité aussi parfaite que possible entre les deux races, non seulement elles réclament l'amitié, base de l'association, elle veulent encore l'amour, elles l'appellent comme étant le seul sentiment susceptible de créer des liens indissolubles et de fonder, de l'autre côté de la Méditerranée, un peuple franco-algérien, lointaine réplique de ce que furent autrefois les Gallo-Romains. L'association appelle logiquement l'agrégation ; il n'est pas possible que, se comprenant déjà et collaborant intimement dans tous les domaines, ne s'opère pas cette amalgamation dont parlent les

Américains et qui consiste pour les uns et les autres, indigènes et Français, à délaissier certaines de leurs idées, de leurs mœurs pour adopter les idées et les mœurs du voisin. Le contact permanent de l'association ne peut pas laisser un membre indifférent à ce que pensent les autres ; il est une facilité et un moyen donnés à chacun d'étudier son coassocié, et beaucoup de préjugés, de malentendus disparaîtront grâce à lui. L'Arabe s'apercevra vite que notre civilisation offre des avantages à qui sait appliquer ses préceptes ; et nous, de notre côté, nous apprendrons que les mœurs indigènes — ces mœurs que nous taxons volontiers de barbares — ne sont pas exclusivement le produit de l'arbitraire et de la paresse ; elles résultent aussi de l'adaptation au climat et au sol de l'Afrique. Vivant sur ce sol, subissant ce climat, nous saurons vite en apprécier les bienfaits ; de là un premier pas dans la voie de notre propre évolution : La personnalité des deux peuples s'altérera dans des sens opposés, le point de rencontre sera celui de la fusion projetée.

Ici encore, nous allons retrouver le terme assimilation ; nous avons signalé sa signification exacte en l'occurrence ; il s'oppose à la civilisation puisqu'il désigne un double mouvement et non plus une transformation unilatérale. La diversité des termes employés : fusion, agrégation, assimilation, indique assez bien, d'ailleurs, que nous ne devons pas attendre l'énoncé d'une théorie précise comme par exemple celle de l'association ; ici pas de netteté ni de clarté comme dans les exposés d'Enfantin. Ce sont des aspirations, par définition même toujours un peu vagues, parce que, n'ayant point l'appui de la réalité, elles se contentent d'exprimer un idéal plus ou moins lointain. Nous essaierons, quant à nous, d'apporter quelque lumière en

faisant autant que possible ressortir les nuances, parfois fort peu accusées, qui séparent un auteur de tel autre, et en divisant notre étude en deux paragraphes dont l'un envisagera la fusion des sentiments, des idées et des mœurs, et l'autre l'agrégation des races par la voie des unions matrimoniales.

SECTION I

LA FUSION DES SENTIMENTS

« Créer une race, écrivait en 1907 Robert Randau, n'est que donner à des hommes une esthétique nouvelle ; un jeune peuple est un progrès inouï des vieux peuples » (1). Dans sa simplicité, cette assertion nous semble trop catégorique pour être vraie. Il ne suffit pas, en effet, pour réunir en une seule deux populations venues des horizons les plus opposés, d'inculquer à chacune le même culte du beau ou la religion de la forme ; il se peut que, pour quelques personnes, ce sentiment de l'esthétique représente le plus haut degré de l'idéal ; mais ce sont là des exceptions trop rares pour qu'une doctrine, qui prétend à la généralité, en puisse tenir compte et baser sur de telles prémisses des conclusions solides. Nous disons beaucoup plus modestement, de peur de ne pas constater ce progrès inouï chez le publiciste, que la création d'une race ne requiert pas seulement un changement d'esthétique ; étant un amalgame de deux peuples, et prenant à chacun quelques-unes de ses qualités mais aussi quelques-uns de ses défauts, on ne voit pas à priori comment elle peut constituer une amélioration. Pour que se réalise cette fusion, il faut ne point s'arrêter à l'extérieur, à la forme ; sans doute, celle-ci n'est souvent que le reflet de sentiments intimes, mais parfois aussi, l'imitation jouant un rôle prépondérant, elle n'est qu'une copie, sinon une caricature de ce qu'on a vu autour de soi : la mode n'est pas un vain mot, car elle n'est qu'un aspect, une application de cet instinct d'imitation qui est

(1) Robert Randau : *Les Colons*, Paris, 1907, p. 32.

ancré chez tous les hommes ; peut-on dire qu'elle corresponde toujours aux aspirations profondes, ou qu'elle représente les sentiments ? Non. La création d'une race nouvelle, faite d'une transaction entre deux races déjà existantes, nécessite surtout l'analogie, la communauté des sentiments, des idées et des mœurs, en un mot l'union étroite des âmes et des cœurs. C'est bien ainsi que l'ont compris les auteurs qui ont rêvé cette agrégation des Français et des indigènes en Algérie ; la conséquence la plus directe de cette conception est qu'il ne faut pas chercher à réaliser la fusion entre des gens déjà âgés au moment de la conquête, car chez eux, sans compter du côté arabe la rancune qu'ils nous garderont jusqu'à leur mort, l'esprit et le cœur sont moins malléables ; ils conservent la vanité qui fait boucher les oreilles, la paresse qui empêche de travailler ; et du côté des colons, il y a également trop de méconnaissance et trop d'incompréhension. La fusion ne sera que le résultat d'une attente très longue et d'une action très lente. Ce ne sera que chez les jeunes générations que l'on pourra entreprendre avec fruit de former des prosélytes et même des enthousiastes ; l'histoire de toutes les doctrines vient à l'appui de cette affirmation, et lorsque le vieux Hassan Ibn Sabbah voulut créer cet ordre redoutable et si merveilleusement inconcevable des Assassins, il ne s'adressa qu'à des jeunes gens. Dès 1841, le général Duvivier envisageait la possibilité d'une fusion entre colons et Arabes : « Fusion intellectuelle, disait-il, par la communication de nos idées propagées par nos conversations et nos livres, et par l'adoption de quelques-unes des idées professées par les Arabes et qui ne sont point toutes pernicieuses. Fusion matérielle par la communication de nos besoins et par la nécessité dans laquelle on sera

de collaborer pour les satisfaire. Fusion d'imitation enfin, par la force de l'exemple mutuel » (1). Tel étant le but, on ne peut l'atteindre que par l'exclusion de toute violence et de tout mépris dans nos relations avec les indigènes : cela découle du calcul le plus rationnel : toute opération qui tend à nous aliéner les populations indigènes est une erreur ; toute volonté qui tend à repousser ces populations par la dureté est funeste. C'est pourquoi, si la colonisation, simple mise en valeur, exploitation de la colonie, ne peut être le but, à la rigueur, on peut l'accepter, dit à la Chambre des Députés De La Pinsonnière, comme moyen de fusion, d'alliance et d'appui dans le pays. D'ailleurs, quand on préconise la fusion en une seule masse d'éléments aussi divers et hétérogènes que les deux populations en présence sur le sol d'Afrique, on n'entend point les mêler dans un immense chaos qui ne serait autre chose que l'anarchie, mais bien les diriger dans une voie commune, en les juxtaposant, en les modifiant puis les réunissant au moyen de l'ordre, des institutions et des lois. « Les relations libres et individuelles exercent une influence considérable dans le développement d'un état social, surtout pour une fusion des races. Pour qu'il exerce sa puissance, il faut, tout en évitant de froisser les populations, ouvrir la carrière aux rapports de toute espèce entre elles et nous. Dès lors, il faut embrasser tous les éléments de l'état social : les hommes, les femmes, les enfants, les croyances, les intérêts, et s'efforcer de les influencer avec les éléments de même espèce que nous avons à notre disposition » (2).

(1) Général Duvivier : *Solution de la question d'Algérie*, Paris, 1841, p. 48.

(2) Brunet : *La question algérienne*, Paris, 1847, p. 70.

C'est ainsi que les réunions des enfants dans les jeux répandent les langues, les idées, les goûts, les habitudes, les objets, une foule de choses communes enfin, et amènent la fusion la plus rapide, la plus vraie et peut-être la plus sympathique, la plus durable aussi, car elle se perpétuera lorsque ces enfants auront grandi et constitueront l'élément actif de la population. Evidemment, une transformation de ce genre n'est pas l'œuvre d'une seule génération, c'est pourquoi longtemps on n'a pas voulu croire à ces brillantes théories humanitaires : « Il faut, écrivait le Comte de Raousset-Boulbon, laisser au temps ce qui lui appartient, et la fusion des races est l'œuvre des siècles ». Dans les relations obligées du camp et du bivouac aussi bien que dans les travaux entrepris de concert entre les Français et les indigènes, il y a un mélange de mœurs, de langues, de coutumes, qui concourt à former la fusion rêvée, l'unité de peuples et de races. Des Touareg venant à Alger demander à faire des échanges avec nous disaient à notre consul : « Nous trouverons les uns et les autres dans ces rapports des bénéfices considérables, et ces bénéfices resserreront de jour en jour les liens de notre amitié ».

Capo de Feuillide exprime clairement ses espoirs dans la réalisation de cette fusion lorsqu'il écrit : « Quand je considère les aspirations contenues vers tous les affranchissements de l'homme que Dieu a mises au cœur de toute race humaine, je me demande avec sincérité si, par la coexistence, par l'enchevêtrement et la fusion du peuple conquis avec les populations conquérantes, il n'y a point là, pour un avenir inconnu, les éléments d'un peuple nouveau, d'une société nouvelle, et, disons le mot, d'une sorte de mariage entre l'Orient et l'Occident » (1). Il montre

(1) Capo de Feuillide : *L'Algérie Française*, Paris, 1856, p. 3.

bien par cette image que la compénétration rêvée s'effectuera seulement si de chaque côté on se résout à faire des concessions aux tendances opposées ; on adoptera ainsi un *modus vivendi* qui ne sera peut-être pas tout à fait l'idéal primitif de chacun des conjoints, mais qui tout de même les satisfera tous les deux suffisamment pour qu'ils puissent s'y adapter sans trop de peine. Il ne croit point, quant à lui, que la grande difficulté réside dans la disproportion existant entre le nombre des indigènes algériens et celui beaucoup plus restreint des Européens appelés à résider parmi eux et à travailler au rapprochement des deux races ; ce serait là, dit-il, d'une part, reconnaître que pour conquérir un peuple il faut une force numérique supérieure à celle que ce peuple peut opposer ; de l'autre, admettre que pour conserver et utiliser une conquête il faut plus de monde que pour l'accomplir. Or, l'histoire nous démontre qu'il n'en est pas ainsi. « Faut-il au grand exemple de Rome conquérant le monde avec ses seules légions ajouter celui de la conquête de l'Angleterre par la poignée de Normands de Guillaume, sans contrepoids numérique avec la race saxonne ? Celui des Gaules conquises par les Francs de l'armée de Clovis au nombre de 3.000, sans contrepoids encore avec la race gallo-romaine qui se comptait par millions ? Cela aussi a duré douze ou quatorze siècles ; les peuples qui en sont sortis en Angleterre comme en France se sont confondus par la puissance des assimilations mutuelles, et cela dure encore » (1). Aussi bien, condamné par l'histoire, le système du contrepoids des populations ne l'est-il pas moins par la loi fatale de toute colonisation ; à moins d'avoir exterminé les races conquises ou d'avoir

(1) Capo de Feuillide : *L'Algérie Française*. Paris, 1856, p. 6.

spolié de leurs propriétés celles qu'elle aurait épargnées, la colonisation par immigration en masse est matériellement et moralement impossible, pour la France du moins. Ce n'est point indispensable pour arriver à la fusion : les indigènes viendront à nous par la force même des choses, car qui n'a voulu ou pu repousser l'oppression ne tarde pas à calculer l'intérêt qu'il y aurait pour lui à en partager les bénéfices. Quant au peuple colonisateur, il ne peut lui non plus espérer rester identique à lui-même : « Toute conquête porte avec elle son châtement : ce châtement consiste dans une sorte d'absorption plus ou moins complète du peuple conquérant par le peuple conquis : mœurs, habitudes, langage, lois, caractère, race, tout se modifie, tout s'altère et se dénationalise. Ainsi les Romains prirent de l'Égypte ses superstitions, de la Grèce la faconde de ses rhéteurs, de l'Asie sa mollesse et ses débauches, de l'Afrique ses combats de bêtes féroces et du Nord Germanique son mépris de la vie humaine. De l'enchevêtrement de l'habitation, du travail, de la famille, de la religion, de l'éducation, des mœurs indigènes et françaises, il est impossible qu'avant quelques générations il ne sorte point pour la fusion des résultats appréciables. Dans ce contact de chaque jour, dans cet échange de petits services qu'impose forcément tout voisinage, que d'aspérités émoussées, que de préjugés dissipés, que d'antipathies éteintes » (1). Et Capo de Feuillide conclut : « Il faut entrer immédiatement, résolument, dans les voies de la fusion d'intérêts d'où doit sortir infailliblement un jour ou l'autre la fusion des mœurs et des races, et par celle-ci une population franco-arabe » (1). La fusion rêvée consiste donc en un

(1) Capo de Feuillide : *L'Algérie Française* Paris, 1856, p. 203.

(2) Capo de Feuillide : *L'Algérie Française*, Paris, 1856, p. 232.

moyen terme, transaction entre deux extrêmes qui, obligés de vivre l'un à côté de l'autre et ne pouvant le faire au milieu de luttes perpétuelles, s'arrangent du mieux qu'ils peuvent pour effectuer ensemble un même voyage dans des conditions aussi confortables que possible. Partageant les mêmes épreuves, on met en commun toutes les ressources disponibles, afin que chacun aidant son voisin reçoive également de lui le secours dont il a besoin. Français et indigènes vont puiser dans le fonds commun constitué par des apports de deux sources, qui en se réunissant vont se confondre, mêler tous leurs éléments pour en former un tout nouveau, séparé et distinct de ses composants. Dès lors, entre eux, toutes les difficultés s'aplaniront, notre conquête sera acceptée par les Arabes, qui y trouveront avantage.

Ainsi, peu à peu, se formera une population mixte, où la différence de la race, du costume, de la religion et même de certains usages subsistera longtemps encore, sans que les relations aient à en souffrir, l'égalité la plus parfaite régnant entre les deux races. Ainsi que l'écrivait Duponchel : « De la fusion des intérêts naîtra la fusion des sentiments ; le Français s'arabiserà, l'Arabe se francisera (1) ». Nous perdrons au contact des indigènes quelques-uns de nos caractères originaux ; il serait dangereux pour nous de nous bercer du fol espoir de faire des Arabes tout simplement des Français, sans que nous subissions cette espèce de choc en retour qui altérera nos mœurs, nos idées, et nous modifiera nous-mêmes à notre insu. « Il serait puéril, écrit Mme Pierre Cœur, d'espérer que notre esprit français, héritage de nos ancêtres Gaulois, de nos civilisateurs Romains, de nos envahisseurs Germaniques, de notre Royauté, de notre Révolution, résistera de toutes pièces à l'influence de

(1) Duponchel : *Cent mille hommes en Algérie*, Paris, 1860, p. 35.

nos sujets africains. L'évolution de notre race se continuera avec un élément de plus ; la résultante sera modifiée par l'adjonction d'une composante nouvelle.» (1). La diversité des origines n'empêche nullement la formation d'un tout bien uni par les liens les plus solides, si les différents éléments ont pu se fondre et si nous pouvons les cimenter de façon indissoluble ; elle contribue à élargir le domaine de la pensée française, et c'est ce résultat que nous cherchons ; elle permet aussi à des peuples nouveaux d'entrer dans la communauté qu'elle forme : extension de son génie, accroissement du nombre de ses membres, voilà ce que réserve à notre pays la fusion des indigènes et des Français en Algérie, où le problème se réduit d'ailleurs, pour nous comme pour tout conquérant, à deux alternatives : assimiler ou détruire, être assimilé ou détruit. La fusion de deux populations, en effet, ne signifie pas autre chose que la vie dans un même groupement de ces populations, amenées à avoir généralement les mêmes pensées, les mêmes affections, les mêmes répulsions, les mêmes manières de voir et de comprendre les choses. Il faut, pour satisfaire à cette définition, qu'un mode unique d'éducation préside à la naissance de cette race nouvelle, de ces néo-Français ou plutôt de ces Algériens, ainsi que déjà ils se désignent eux-mêmes, avec le légitime orgueil d'un jeune peuple formé à travers toutes les difficultés d'une colonie nouvellement conquise. Paul Azan, en 1903, décrivait ainsi la transformation qu'il entrevoyait et espérait : « Il est très difficile, disait-il, d'affirmer aujourd'hui la possibilité d'un mélange du groupement indigène avec le nôtre, mais on peut du

(1) Mme Pierre Cœur : *De l'assimilation des indigènes musulmans*, Paris, 1890, p. 64.

moins concevoir la manière dont les deux races réagiront l'une sur l'autre. Dans cette lutte pacifique entre elles, l'influence qu'elles se feront subir sera réciproque. Les Berbères musulmans d'aujourd'hui subiront, sous l'influence européenne, une nouvelle transformation qui portera sur leur mentalité et leurs habitudes. Ils s'écarteront peu à peu de l'Islam oriental sans devenir réellement Français, tandis que les Européens d'Algérie, marchant en quelque sorte à leur rencontre, s'affranchiront de plus en plus de la tutelle française et par un phénomène d'adaptation au milieu, ou pour mieux dire au sol, deviendront une race nouvelle : les uns et les autres tendront de la sorte à devenir avant tout des Algériens » (1). Les deux races qui vivront juxtaposées s'achemineront ainsi vers une mentalité spéciale unique, qui sera la mentalité algérienne ; leur patrie commune ne sera pas en réalité la France, elle sera surtout l'Algérie. Plus les relations entre les individus seront fréquentes, cordiales, intimes, plus grandes seront les chances de fusion morale et sociale ; par une perpétuelle action et réaction, les deux races se modifient tous les jours ; chacune d'elles accepte quelques-unes des habitudes de vivre, des formes de penser et de sentir de sa voisine, et lui fait accepter une partie des siennes. Et l'on peut espérer que, malgré des habitudes ataviques et des convictions religieuses profondément enracinées dans leur âme, l'exemple de l'activité européenne éveillera de sa torpeur l'indolence des Arabes, que sa contagion s'exercera un jour, tôt ou tard et fatalement, sur les indigènes, cependant que de notre côté, nous renoncerons à conserver intact un état d'esprit qui,

(1) Paul Azan : *Recherche d'une solution de la question indigène en Algérie*, Paris, 1903, p. 79.

adapté à la métropole, s'accommode mal avec le milieu que nous côtoyons en Algérie.

Constatons, d'ailleurs, que la plupart des auteurs envisagent surtout l'évolution des Arabes, ils semblent n'aborder qu'avec crainte la transformation cependant indispensable au même titre des Français d'Afrique ; du moins laissent-ils aux indigènes le plus long chemin à parcourir, parce qu'à leurs yeux nous ne pouvons aller trop loin dans la voie des concessions sans rétrograder. Curieuse mentalité qui, reniant le dogme de la supériorité d'une race sur une autre, admet celui de la supériorité d'une civilisation, en la considérant trop souvent comme une entité indépendante du sol, du climat et du milieu qui l'accueillent. C'est ainsi qu'Ismaël Hamet assigne à ses compatriotes musulmans une tâche assez lourde en les poussant dans la voie de l'assimilation : « Plus profondément influencés qu'ils ne le furent jamais, les Arabo-Berbères engendreront une race d'indigènes qui, à des degrés variables, seront plus ressemblants aux Européens que ne l'étaient leurs ancêtres, et en tous cas Français par la mentalité. L'histoire nous montre les peuplades Berbères s'infusant le sang de tous leurs vainqueurs : Carthaginois, Romains, Vandales et Byzantins, changeant avec eux de religion, de civilisation et de mœurs. Si les Romains ont réussi, dans un temps évalué à un siècle et demi, à gagner à leur civilisation les classes élevées de la population indigène à demi barbare, l'œuvre française, avec les moyens supérieurs de pénétration dont elle dispose sur des populations qui ont un passé brillant, doit y parvenir plus sûrement » (1). Il semblerait que l'au-

(1) Ismaël Hamet : *Les musulmans français du Nord de l'Afrique*, Paris, 1906, pp. 258-291.

teur laisse aux Arabes le soin de venir à nous sans que de notre côté nous fassions un pas vers eux, mais il corrige implicitement cette impression lorsqu'il affirme que les deux peuples se complètent si bien que le développement de l'un ne va pas sans le développement de l'autre. C'est pourquoi la France ne saurait se dispenser d'attirer l'indigène, de le pénétrer, jusqu'à ce que les deux éléments, mis en harmonie, donnent à la colonie, par leur collaboration, son maximum de valeur et de rendement. Par là Ismaël Hamet se rattache à l'école de la civilisation qui voyait dans la nécessité d'élever à nous les indigènes un des devoirs que nous avait imposés notre conquête, il s'en distingue dès le moment où il voit que le contact des Arabes ne laissera pas insensibles les colons européens : « L'Afrique sera comme un vaste creuset où viendront se fondre toutes les nationalités chrétiennes qui, à des époques diverses, ont déjà vécu sur notre sol, et avec elles les Arabes et aussi nous autres les Berbères qui pourtant nous sommes toujours tenus à une si grande distance de l'étranger. Mais cette fois, ce n'est plus une armée contre laquelle on puisse combattre ou trouver un refuge ; c'est une grande marée toujours montante d'hommes énergiques et d'idées puissantes qui polit à la longue par le frottement et ramène tout à une forme unique. De même que les débris anguleux de nos roches littorales, longtemps agités par la vague, nous perdrons les aspérités de la barbarie pour acquérir la régularité et l'éclat de la civilisation : alors il n'y aura plus qu'un seul peuple en Afrique » (1). Sous la triple action sociale, intellectuelle et morale, les

(1) Ismaël Hamet : *Les musulmans français du Nord de l'Afrique*, Paris, 1906, p. 311.

indigènes algériens, gagnés aux idées françaises, oublient leurs traditions de méfiance, n'hésitent pas à emprunter à l'Europe ce qu'elle a de bon et créent ainsi une nouvelle nationalité franco-africaine. La force qui entraîne la population indigène, c'est la civilisation moderne ; l'indigène est accaparé, lentement mais sûrement, par la voie européenne qui le transforme, soit en le contraignant à son insu — mais peut-on parler en ce cas de contrainte ? — soit en soumettant son intelligence à des raisonnements décisifs. L'esprit, dans cette évolution, a sa part autant que le cœur ; chacun propose à son voisin un mode de vie, des habitudes, des idées qu'il passe au crible de l'expérience ; puis, les ayant jugées bonnes, il les adopte. Il n'en est pas moins vrai que tout dépend de la manière dont il les aura proposées, et celui qui ne tend pas par un absolutisme pour le moins impolitique à imposer ses propres sentiments a plus de chance de les faire accepter, et pour une durée d'autant plus longue qu'ils auront été adoptés avec plus d'indépendance. Les Musulmans d'Algérie, en voyant dans la France non plus une marâtre égoïste, mais une mère attentive à leurs besoins et à leurs progrès, se donneront tout entiers à la patrie qui s'offre à eux. L'Islam vivra dans leur cœur avec toute la puissance d'un lien traditionnel, mais ils ne pourront le concevoir hostile à la gloire, à la sécurité de cette nation franco-algérienne dont ils seront devenus les enfants. S'il faut en croire Raymond Aynard, il nous manque pour cette « grande œuvre, cette grande chimère peut-être, si attirante qu'on ne peut s'empêcher de la suivre » (1), trois grandes forces, « un credo précis, la possibilité de la fusion ethnique, une suprématie évi-

(1) Raymond Aynard : *L'œuvre française en Algérie*, Paris, 1912, p. 82.

dente et universelle » ; nous n'en possédons qu'une, mais bien active : la coopération. Gardons-nous surtout de confondre assimilation et rapprochement, car on peut très bien détester ceux qu'on imite le mieux. La seule richesse véritable que nous espérons trouver en Algérie, c'est une population de quelques millions d'hommes unis à nous dans les mêmes aspirations et le même idéal, notre seul but est la création d'une âme commune ; sachons limiter nos espérances et nos ambitions au rapprochement des deux populations, rapprochement moral qui deviendra une fusion. Il peut, sans danger, vivre en Algérie plusieurs peuples différents par la race, le creuset de la terre se chargera de les fondre plus ou moins à travers les siècles, à condition qu'ils unifient leurs idées et leurs mœurs sinon leur religion. « Dans quelques siècles, assure Delassus, la distinction n'existera plus en Algérie entre vainqueurs et vaincus ; on n'y verra qu'une nation formée de membres d'origine et de religion différentes peut-être, comme presque toutes les autres, ayant tous cependant les mêmes droits et les mêmes devoirs » (1). Nous sommes aux semaiiles, quand viendra l'Août ? Lorsque peut-être les enfants français et indigènes se rencontreront dans les mêmes écoles et apprendront, dans leurs jeux communs et leurs classes mixtes à se connaître, à s'estimer et à s'aimer ; entre eux la fusion serait grandement facilitée par ce contact quotidien, sans prévention de part ni d'autre. Onésime Reclus, cet apôtre enthousiaste de notre expansion coloniale africaine, constatait en 1917 que, si « jusqu'à ce jour notre sang ne contribuait que pour moitié ou un peu plus à la gènesè des franco-africains, c'était du moins notre

(1) Delassus : *Métropoles et colonies*, Alger, 1913, p. 36.

langue qui instituait leur esprit, notre langue autour de laquelle se cristallisent les éléments variés qu'attire l'Atlantide » (1). Puis, envisageant la destinée ou possible ou probable de tout notre empire africain, il entrevoit la création d'un immense peuplé, « héritier à la fois de Paris et de Rome », dont la capitale sera située quelque part sur le Niger ou sur le Congo. De même que Rome sut autrefois latiniser nos ancêtres après les avoir domptés par le fer, sachons nous aussi franciser un peu les Arabes, et laissons s'épanouir en nous l'influence des indigènes. Ce n'est plus une soudure entre leur élément et le nôtre que nous recherchons pour l'avenir, c'est une fusion, heureux effet d'une politique d'affabilité. Qu'importe le lien politique qui doit unir à la métropole la colonie que nous voulons fonder, si indigènes et Français ne sont pas rassemblés par les liens beaucoup plus solides de l'amitié ? Si l'assimilation politique est un élément de la fusion, son importance pâlit devant celle de l'agrégation morale, qui, seule, par l'identification des idées et des mœurs, est capable de créer une race nouvelle. « Il y a dans l'Afrique du Nord, écrit M. Bourdarie, des peuples de race blanche, parfois étroitement apparentés à nous, en tout cas dès longtemps en contact avec nous et qui, pour être d'une civilisation différente de la nôtre, n'en sont pas moins aptes à entrer directement dans la grande famille française, étant déjà entraînés à penser et à agir comme nous. Pour ces peuples, la fusion est désirable » (1). Entre Berbères et Européens la fusion est possible, plausible même dans un avenir plus ou moins lointain. C'est dans les mille détails de la vie de chaque

(1) Onésime Reclus : *Un grand destin commence*, Paris, 1917, p. 57.

(2) Bourdarie : *Revue Indigène*, Paris, 1921, p. 8.

jour que s'affirme cette réalité de la coexistence des races, chacun supportant son voisin tant bien que mal et tirant profit de lui, chacun ne se souciant guère non plus de faire œuvre d'assimilation. Si donc à la longue certains traits doivent devenir communs aux diverses races, ce résultat sera d'abord l'œuvre du temps. Il peut être aussi, dans une mesure plus faible, le résultat d'une politique prudente, voyant loin et dont le devoir essentiel est celui-ci : chaque fois que les mœurs indigènes ne rejettent pas absolument une habitude ou un procédé français, chaque fois que la coutume ou le Coran ne donne pas de réponse nette à la question qui se pose, indiquer à l'indigène et lui faire accepter la solution française ; par contre, lorsqu'il s'agit d'une habitude qui, sans contrarier trop brutalement nos idées, a été dictée par la nature du sol ou du climat, aucune raison valable — l'orgueil n'en est pas une — ne doit nous empêcher de l'adopter ; nous ferons ainsi une politique utile pour la fusion : plus réaliste qu'un vague sentiment d'humanitarisme ne lui eût permis de l'être, elle agira plus certainement pour conduire les deux peuples à la rencontre l'un de l'autre. Le « métamorphisme de contact » dont parle M. Gautier amènera l'unité du lien social, laquelle « tient avant tout à l'uniformité des sentiments et jugements des hommes assemblés, sans laquelle il n'est point de société ; l'uniformité, ou pour mieux dire en faisant revivre un vieux mot, la conformité plus ou moins marquée des croyances, des manières, des coutumes, des façons, et en un seul mot, des usages. Tout groupe tend à l'unanimité des états d'âme ; et s'il n'y parvient pas communément, au moins faut-il que s'élabore une sorte d'harmonie et d'unisson » (1). Il se forme un consensus, il s'opère un

(1) Maunier : *Essais sur les groupements sociaux*, Paris, 1929, p. 4.

accord des esprits, il se crée une harmonie des volontés ; en un mot, selon la très belle expression de M. Maunier, il s'établit la symphonie des âmes, car tout groupe humain a deux besoins fondamentaux : « Conservation, transformation, sont les deux lois des sociétés, ordre et progrès, ainsi qu'a dit Auguste Comte. » (1) La transformation s'opère d'autant mieux et d'autant plus facilement que la société envisagée se trouve en contact avec un autre groupe humain ; or, la loi étant générale et le principe certain, il s'en suit que, suivant une voie tracée à l'avance et de façon presque fatale, les deux groupes vont évoluer : « il faut, dit encore M. Maunier, que le coïon se plie à l'indigène, il faut donc qu'il aille vers lui et que les mœurs du peuple conquérant soient affectées, adultérées par les mœurs du peuple conquis. Adaptation, transformation, altération des mœurs des indigènes, mais à l'inverse adaptation, transformation, altération des mœurs des conquérants ; croisement d'influence en deux sens ; action et réaction, réciproques toujours, qui varient en mesure, en degré, en vertu, mais qui sont toujours déployées dès qu'a lieu le contact colonial » (2). Faut-il, pour illustrer ce principe, évoquer le héros d'*Epaves australes* que Jean d'Esme nous montre pareil — identiquement — aux gens du village où il avait été amené à vivre. « Comme eux nonchalant et veule, accroupi des journées entières au seuil de sa case ou à l'ombre d'un arbre, comme eux encore satisfait de la biquotidienne platée de riz, de manioc ou de patates douces, comme eux enfin sans besoin et sans désir, il demeure-

(1) Maunier : *Essais sur les groupements sociaux*, Paris, 1929, p. 111.

(2) Maunier : *Loi française et coutume indigène en Algérie*, Paris, 1932, p. 12.

rait sans rêve et sans espoir » (1). Ce Français isolé parmi des Malgaches, s'incorpore chaque jour davantage à la vie même du village, subissant l'influence du milieu qui l'entoure, et s'intégrant à lui peu à peu. Mais non seulement Jacques de Clauze adopte les mœurs, les coutumes et les idées de ses voisins, non seulement il copie leur mode de vivre et de penser, il épouse Imako, fille du pays, réalisant ainsi l'exemple le plus complet, le plus achevé de la fusion de deux races.

(1) Jean d'Esme : *Epaves australes*, Paris, 1931, p. 189.

SECTION II

FUSION DES RACES

Il n'est point d'amour si sincère et si bienveillant qui n'aboutisse au mariage : celui-ci semble au premier abord le couronnement de l'édifice : il n'est pas, il ne peut pas exister d'union plus intime que celle qui en dérive. Dès lors, on ne saurait imaginer un meilleur moyen de fusion entre deux races ; il fut de tout temps le procédé le plus parfait d'union, et le rapt des Sabines n'est peut-être bien qu'une légende destinée à commémorer le souvenir d'une fusion — violente celle-là — des races qui constituèrent Rome. Nous ne voulons plus d'union imposée par la force ; nos esprits de juristes y verraient volontiers une causé de nullité. Mais est-il donc impossible de rêver qu'un jour les unions entre Français et femmes indigènes ou entre Algériens et femmes françaises se réaliseront nombreuses ? Le cercle de famille irait ainsi s'élargissant, et chaque mariage, chaque union constituerait une maille de ce réseau très serré qui finirait par encercler Français et Arabes, car le mariage crée d'autres liens que ceux d'époux, il institue des liens de parenté et d'alliance entre deux familles jusque-là étrangères, il noue entre leurs membres des rapports fréquents et amicaux ; il n'est, si l'on se place au point de vue qui nous occupe, que le centre d'un cercle où s'inscrivent des relations de plus en plus intimes à mesure que l'on va de la périphérie vers le centre. Et si l'on arrive à multiplier à l'infini le nombre de ces cercles, toute la population indigène et la population européenne habitant l'Algérie s'y trouveront englobées. Se superposant à la famille morale fondée sur la communauté de senti-

ments et d'idées, elle la fortifiera, puisqu'entre les éléments qui la composent elle créera des liens du sang.

Etant donné cette magnifique perspective d'unification, d'agrégation des deux races, ne formant qu'une seule famille, il n'est point surprenant que de nombreux auteurs y aient vu un moyen infaillible de fusion et en aient préconisé la généralisation, à la suite de Bernardin de Saint-Pierre qui, pour unir les différents peuples, voulait rassembler dans sa cité « des amans de toutes les nations, liés par l'amour et l'hyménée. » Il est vrai que le mariage implique au préalable une compréhension mutuelle des époux : moyen de fusion, il en est aussi et déjà la conséquence et comme la suprême étape. Mais précisément, entre les indigènes musulmans et les Français chrétiens, l'hymen est-il possible ? Tout semble y opposer un obstacle insurmontable, élevant entre les époux éventuels des sujets de discorde : religion, habitudes, sentiments, idées. Dans une union aussi intime que le mariage, « consortium omnis vitæ, divini et humani juris communicatio », les deux époux peuvent-ils faire abstraction de différences essentielles qui risquent de compromettre la solidité de l'accord ? Plusieurs ne l'ont pas cru, qui ont conclu à une impossibilité morale visant les unions conjugales entre les indigènes algériens et les Françaises ou entre Français et femmes arabes ; ils ne nient pas, certes, qu'il y ait, comme à toutes règles, d'heureuses exceptions ; elles n'infirment point à leurs yeux le principe qui veut que pour s'unir il faille auparavant s'entendre sur un certain nombre minimum de concepts, faute de quoi le mariage manquera de stabilité : moyen de fusion dans son essence, il deviendrait une source de haine. D'ailleurs, la société indigène est endogame, on ne voit pas pourquoi elle cesse-

rait de l'être ; c'est pour cela, dit M. Gautier, qu'elle forme un bloc difficilement attaquable. Le même auteur constatait en 1930 qu'il n'y avait pas en Algérie de mélange franco-arabe, ni de la main droite, ni de la main gauche : « depuis trois quarts de siècle, il n'y a pas de métis en Algérie, et si l'on rêve fusion et assimilation, il faudrait particulièrement préciser que les familles orientale et occidentale sont tout à fait étanches l'une pour l'autre. Mais si le but qu'on imagine est l'évolution de la société orientale, il faut peut-être regretter l'absence de ce qui serait un agent de fermentation. » (1) D'autres ont envisagé la possibilité de mariages fréquents et nombreux entre des individus des deux races, sans y voir une condition indispensable de fusion, tout au plus les considèrent-ils comme un moyen secondaire de compénétration, un adjuvant qui vient parfaire d'autres conditions considérées par eux comme plus nécessaires. Dès 1846, Bonnafont, sans attendre les résultats d'une colonisation encore jeune, se déclarait convaincu que le mélange des deux populations, si opposées et si disparates par les besoins et par les sentiments, ne saurait jamais être réalisé. Cependant, avec cette supériorité que donne la foi sur le doute, parce que, selon le mot d'Emile de Girardin, celle-là est une force, celui-ci n'en est pas une, des esprits très avisés, voyant loin et ne s'arrêtant point aux obstacles dressés à l'encontre de toute entreprise humaine, ont vu qu'il y avait dans les unions entre indigènes et français le moyen idéal de réaliser l'agrégation des deux races d'une façon rapide et certaine. Parmi les procédés qu'il préconisait pour rendre

(1) Gautier : *Un siècle de colonisation en Algérie*, Paris, 1930, p. 223 et suivantes.

moins onéreuse notre possession algérienne, Fromental plaçait les mariages mixtes : « L'économie des hommes et de l'argent, d'accord avec l'humanité, exige de conserver et de protéger les tribus qui sont réunies à la France, de favoriser leur agriculture et leur commerce ; de se servir, autant qu'il est possible, des indigènes pour pacifier les tribus qui ne sont pas réunies au Gouvernement français d'Algérie ; de permettre, aider et favoriser les unions ou mariages des militaires français et étrangers avec des indigènes ; de laisser liberté pleine et entière de religion. » (1) A une époque où notre conquête était encore trop récente pour que l'on pût déjà s'abandonner à tous les espoirs que seul le succès peut susciter, il s'est trouvé quelques esprits, assez rares il est vrai, qui, tout de suite, ont prêché entre indigènes et Français la seule entente assez forte pour résister aux mille contrariétés qui naîtraient chaque jour de leur contact. Allant même plus loin et prophétisant le temps où notre conquête, s'élargissant, nous aurait annexé des individus de race noire, Ismaïl Urbain et D'Eichtal réclament « le mariage entre la race blanche et la race noire. » L'association réalise une certaine communauté d'intérêts et de sentiments : ce n'est point assez à leurs yeux ; dans la République idéale qui hantait ses rêves, Platon désirait que régnât l'union la plus complète des cœurs et des corps ; il voulait que tous les habitants fussent associés par des liens de parenté si étroits qu'ils se considérassent comme des frères d'une seule et grande famille, d'où serait exclue toute mésentente, l'amour effaçant la haine. Pourquoi l'Algérie ne

(1) Fromental : *Essai sur la pacification, la colonisation et la civilisation de l'Algérie*, Nancy, 1836, p. 1.

serait-elle pas une réplique, une image de cette République ? « Nous ne pouvons pas douter, écrit Bavoux en 1841, que les populations européennes et indigènes, menant une existence commune, vivront côte à côte, s'effleurant dans les premiers temps, s'identifiant peu à peu. Une race intermédiaire, témoignage d'union, est née entre les Turcs et les Maures : c'est celle des Coulouglis. Une autre se formera entre les Européens et les indigènes, avec cette différence que les Coulouglis sont presque toujours issus d'un Turc et d'une Mauresque, rarement d'une femme turque et d'un Maure ; tandis que nos Françaises accepteront fort bien des hommages turcs ou maures, gages d'intimité et d'influence pour le peuple vainqueur. La colonisation ne peut avoir lieu que par le mélange libre et spontané des deux races. » (1) Toute collaboration basée sur l'identité ou la conformité d'intérêts matériels risque d'être reniée le jour où les intérêts non seulement ne concordent plus, mais s'affrontent dans une lutte parfois violente ; chacun reprend sa liberté, et croyant y trouver avantage, entend travailler et agir pour lui seul : l'indigène éduqué, outillé par nous, ne sera-t-il pas un jour assez fort pour vouloir voler de ses propres ailes, séparer ses intérêts des nôtres et garder pour lui tous les bénéfices de ses entreprises ? Alors, si nous n'avons pas su infuser dans son âme une tradition d'amitié qui le retienne à nous, c'en sera fait de notre conquête : car il importe peu d'avoir un empire vaste, s'il périclité, s'il est sapé par la discorde. La France veut avant tout laisser des héritiers de son génie, son empire a la prétention de cons-

(1) Bavoux : *Voyage politique et descriptif dans le nord de l'Algérie*, Alger, 1913, p. 17.

tituer une famille, non une société. La doctrine de l'association a cru échapper au reproche adressé à la collaboration en ajoutant à l'intérêt le sentiment : s'adressant au cœur des indigènes, elle leur fait savoir que la France les adopte dans sa famille spirituelle ; mais l'adoption ne peut être unilatérale, elle nécessite de la part des Arabes une acceptation sans retour : la donneront-ils ? Ce n'est pas certain, répondent les partisans de la fusion, allons plus loin ; la compénétration profonde, durable, des deux races ne peut se réaliser que par les unions entre individus des deux sexes et des deux peuples. Ces mariages formeront un courant qui diffusera au milieu de chaque population les idées et les mœurs de sa voisine et amie ; par les liens qu'ils multiplieront, ils seront un moyen de rendre plus intime le contact ; de l'échange des sentiments qui en résultera naîtra cette compréhension mutuelle qui à son tour facilitera de nouvelles unions. Le mariage détruit en chacun des époux tout sentiment de haine, il anéantira chez l'indigène toute velléité de soulèvement ; bien plus l'Arabe sera flatté peut-être de se voir ainsi introduit au sein de notre race, puisque désormais, par le truchement de son conjoint, il s'y intégrera. Et cependant, ce n'est-là qu'un aspect, et non le plus important de la question et des avantages des mariages mixtes : de ces unions naîtront des métis dont le nombre ira s'accroissant de jour en jour ; élevés dans une famille où les éléments, français et indigène, sont représentés, par des parents qui déjà ont le sentiment de former une nationalité différente de la nationalité arabe ou française, ils épouseront des idées, des habitudes qui ne seront pas tout à fait celles des Français ni tout à fait celles des Arabes. Par leur multiplication, ils constitueront après plusieurs

générations un peuple vraiment nouveau, fort du nombre de ses membres, de sa jeunesse et de sa vitalité. Or, quels pourrioni être ses sentiments ? Il aspirera peut-être à une indépendance qui donne libre cours à sa juvénile ardeur, mais cette autonomie n'altérera point les sentiments d'amitié et de sympathie qui l'unissent aux Français ; réunissant dans ses veines du sang arabe et du sang français, il unira les deux races dans un même amour. N'éprouvant aucune aversion ni pour l'une ni pour l'autre, il dépouillera tous les préjugés qui au début de la conquête ont pu séparer les deux ennemis pour adopter les sentiments, les idées qu'il jugera en toute impartialité plus aptes à faire son bonheur ; sans faire le départ entre ceux que lui aura légués la race arabe et ceux qu'il aura hérités de la race française, il leur fera subir une transformation qui les adapte à sa mentalité nouvelle. Issu de la confusion de deux races, il ne verra point de difficultés à associer des idées que ses parents tenaient encore pour distinctes sinon antagonistes ; peuple nouveau, il aura toutes les audaces et toutes les libertés, il confondra dans une égale affection Arabes et Français : différent des uns et des autres, il leur restera uni par des liens de filiation, source d'amour. Voilà de quelles perspectives, de quels espoirs, est riche la théorie de la fusion des races par le moyen des mariages entre indigènes et Français : c'est ce qui permet à Thomas d'écrire en 1847 que « les mariages entre les Européens et les femmes indigènes seraient d'utiles unions pour la perpétuation de la race et aussi pour la cause de la civilisation ; quant à la fusion de sentiments entre les deux races sans le moyen de ces mariages, c'est pure utopie que de vouloir y songer. Si l'on refuse de créer ces unions, alors renonçons à la fusion

et contentons-nous de préparer les intelligences à mieux comprendre le bien-être moral et matériel, à distinguer la liberté de la licence et à observer le droit français, en un mot ayons pour objectif la civilisation des Arabes. » (1) Ce n'est d'ailleurs point là une opinion isolée ; à la même époque, Brunet affirmait que « les passions amoureuses étaient évidemment un des liens les plus puissants entre deux races différentes ; la population moyenne qui doit finir par occuper solidement le territoire ne peut résulter que du mélange entre les vainqueurs et les vaincus » (2). La première étape de la civilisation des Arabes peut bien être le rapprochement matériel ou économique, l'adoption par eux des mœurs européennes ; mais l'œuvre ne sera définitive et complète que lorsque le sang des deux races en présence se sera mélangé par des mariages mixtes. Ces mariages sont possibles dès lors que par l'effet d'un contact permanent et prolongé d'heureuses métamorphoses se sont produites dans l'esprit des populations arabes : « La jeune race qui sortirait d'un tel mélange aurait infiniment de beauté, de force et de grandeur » (3). En attendant que se réalise cette fusion désirée entre les éléments qui composent la population algérienne, la sympathie et la confiance réciproques ne pourront atteindre leur plein épanouissement entre indigènes et Européens, parce qu'il n'est pas de meilleure marque d'affection par laquelle puissent communier deux races. Il n'y a jus-

(1) Thomas : *De l'emploi des Arabes et de leur Réforme*, Alger, 1847, p. 19.

(2) Brunet : *La question algérienne*, Paris, 1847, p. 72.

(3) Delassus : *Les Français d'Afrique et le traitement des indigènes*, Paris, 1889, p. 90.

qu'ici d'exemple d'assimilation complète que par l'union des deux races dans le mariage ; il faut que tous ceux qui, parmi les indigènes, sont aptes à s'élever jusqu'à nous, à nous comprendre, puissent fusionner avec l'élément français et constituer ainsi dans l'Afrique du Nord une race vigoureuse et bien acclimatée, destinée à devenir notre avant-garde dans nos progrès ultérieurs vers le centre du continent noir. Ceux qui sont susceptibles de s'approprier nos idées et nos conceptions se confondront avec nos colons : « Ainsi se formera peu à peu la race nouvelle que la France prépare en Algérie par l'amalgame des peuples si divers dont les échantillons vivent aujourd'hui côte à côte sur le sol de l'antique Mauritanie. Cette race, par l'effet même des croisements auxquels elle est soumise, parviendra à un haut degré de vigueur et de vitalité » (1). Chimère ? Non pas, et différents sociologues se sont plus à constater que le nombre des mariages mixtes, d'infime qu'il était au début, tendait à augmenter, manifestant ainsi la propension des indigènes à adopter la civilisation française : cette tendance atteint sa plus haute signification quand elle aboutit au mariage de l'homme indigène avec la femme européenne ou — plus fréquemment, ainsi que l'a démontré M. Maunier — de la femme indigène avec le Français. C'était également l'opinion de Maurice Ajam qui dans ses « *Etudes Algériennes* » écrivait en 1913 : « Un bon arabophile part de ce principe que les indigènes sont susceptibles, par l'éducation, par des prévenances, par une politique de courtoisie, de devenir non seulement nos égaux en civilisation, mais encore des Français de cœur. Quand la fille d'un

(1) Chatrieux : *Etudes algériennes*, Paris 1893, p. 60.

colon européen épousera sans répugnance un Arabe, je donnerai gain de cause à vos idées ; tant que ce fait ne sera pas devenu courant, j'affirmerai qu'elles conduisent l'Algérie vers d'épouvantables catastrophes. » (1) C'est donc qu'il voyait dans les mariages mixtes la consécration en quelque sorte, le couronnement de l'assimilation morale. La guerre et l'après-guerre ont vu la multiplication de ces unions : la grande tourmente, en même temps qu'elle faisait disparaître les préjugés de classe, portait un coup mortel aux préjugés de race ; attirant sur le sol de France des milliers d'Arabes, elle les associait à nos épreuves et les initiait à notre vie ; l'après-guerre a laissé dans notre pays de nombreux indigènes — Kabyles surtout — qui se sont établis à demeure et épousent souvent des femmes françaises. « L'épigamie, selon l'expression de M. Maunier, — signe et moyen de civilisation unie — franchit à son tour les frontières. Celle des tribus, des cités et des nations, comme celle des classes, serait le témoignage vrai de leur union : le pamphlétaire Sébastien Mercier l'avait bien vu, qui voulait que l'on interdît le mariage entre riches et qu'on réalisât par des unions de classe à classe la fusion des rangs » (2).

Dans cette constatation des événements, les partisans de la fusion des races française et indigène eussent dû, semble-t-il, chercher les éléments d'une doctrine. Il n'en fut rien, et la fusion est restée à l'état d'aspiration, d'idéal qui paraît encore lointain ; tout récemment M. Peyronnet, dans son livre si intéressant sur le problème Nord-Africain, en faisait implicitement l'aveu : « c'est un fait,

(1) Ajam : *Etudes algériennes*, Paris, 1913, p. 108.

(2) Maunier : *Essais sur les groupements sociaux*, Paris, 1929, p. 71.

dit-il, que le sol et le climat d'Afrique exercent sur l'Européen une puissante influence ; mais ils ne peuvent à eux seuls modifier l'âme atavique au point de rendre pleinement semblables indigènes et Européens. Des races très différentes peuvent s'unir ; mais pour que la fusion s'opère entre les races, il est nécessaire que des caractères radicalement opposés ne mettent pas obstacle à l'union, car la fusion peut bien commencer par des échanges d'idées, par des associations économiques, des similitudes de vie imposées par le climat, elle ne s'achèvera que par des mariages mixtes. » (1) Et cependant, le peuple indigène, selon la remarque de Jules Armand, « étant obligé — *dura lex, sed lex* — de disparaître en tant que race et nation au bout d'un temps plus ou moins prolongé, » ce qui peut lui arriver de plus heureux, c'est de réussir à se fondre progressivement par le métissage avec la population européenne immigrée pour former un peuple nouveau et fort.

Avec la fusion, nous avons achevé l'examen des théories et des aspirations qui rentrent dans le cadre de la doctrine de l'association ; elle en constitue le dernier terme, sous une forme bien séduisante pour des esprits que ne préoccupe point un égoïsme desséchant. Cette aggrégation des races qui donnerait naissance à un peuple entièrement neuf, comparable, toutes proportions gardées, à celui des Etats-Unis d'Amérique, cherche encore sa formule définitive ; l'heure n'est peut-être pas éloignée où les théoriciens, guidés par les événements contemporains qui lui donnent un regain d'actualité, la lui fourniront.

(1) Peyronnet : *Le problème Nord-Africain*, Tome II, Paris, 1930, p. 406.

Puisque désormais elle s'appuie sur des réalités, elle ne doit point demeurer le simple reflet de désirs, l'expression d'aspirations idéalistes : dépouillée de son caractère utopique, elle remplacera l'optatif par le futur.

CHAPITRE IV

Moyens préconisés par la doctrine de l'association

Côté pratique de la doctrine de l'association.
Question du peuplement de l'Algérie. — Bugeaud.
Conciliation entre indigènes et Français grâce au
simple contact et à la loi de l'imitation.

SECTION I. — *Moyens de rapprochement procédant de la
communauté d'intérêts.* — Propriété. — Com-
merce. — Agriculture. — Travail. — Ces procédés
sont insuffisants.

SECTION II. — *Moyens destinés à parfaire la conquête mo-
rale des indigènes.* — Justice. — Politique hospi-
talière. — Prosélytisme religieux. — Droits politi-
ques ; naturalisation. — Instruction, communauté
de langage.

Quelque soit le but à atteindre, depuis la domination
tempérée jusqu'à la fusion, en passant par l'association,
les différents auteurs sont unanimes sur un point, peut-
être le seul sur lequel ne s'élève pas de discussion : c'est
qu'il faut tenter et réussir un rapprochement avec les

Arabes. Nous employons à dessein ce terme assez vague pour désigner un état dans lequel Français et Indigènes pourraient vivre côte à côte, sinon en parfait accord, du moins en paix. Etant admis, d'une part, que nous ne voulons ni exterminer ni refouler les Arabes, et que, d'autre part, nous avons l'intention d'envoyer sur la terre d'Afrique un certain nombre de colons pour mettre le sol en valeur et en retirer toutes les richesses qu'il est susceptible de fournir, il faut bien trouver pour ces deux populations un *modus vivendi* qui leur permette non seulement d'exister, mais encore de prospérer. Et comme deux voisins ne peuvent sans dommage demeurer perpétuellement en état d'inimitié, il faut encore essayer de leur chercher un terrain d'entente. C'est là le programme minimum que nous avons l'obligation de réaliser ; laissant même pour un instant de côté l'aspect moral du problème, il est indéniable que son élaboration constitue une nécessité vitale pour notre domination : si nous ne voulons pas que les vaincus d'hier, entretenant soigneusement une rancune très tenace, la réveillent un jour, ayons à cœur de nous y employer : la colonisation est, elle aussi, une création continue, elle impose à chaque instant de nouveaux efforts, nous n'avons pas le droit, ayant entrepris cette œuvre, de nous y dérober. Les colons, dès l'abord, ont comme un droit acquis moralement à ce qu'on leur assure à tout le moins la possibilité de vivre dans un pays où, de façon plus ou moins directe, la France les a envoyés. Quant aux indigènes, c'est assez qu'au nom d'une civilisation qu'ils n'ont point demandée nous leur ayons fait la guerre, sans que nous ajoutions à ses ravages de nouveaux troubles dans leur existence. Ils ont, en vertu de ce droit supérieur qui appartient à tout homme de

vivre libre, le droit d'exiger de nous le respect de leurs coutumes, de leur religion et de leurs mœurs. Aussi bien n'est-il point dans la tradition de la France d'encourir le reproche que Tacite mettait, à l'adresse des Romains, sur les lèvres de Galgacus : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*.

La doctrine de l'association n'a point pensé que l'on pût sans danger se cantonner dans cette politique de neutralité, qui, si elle exclut entre deux clans rivaux la haine qui engendre les guerres et les représailles de toutes sortes, se plaît à dresser entre eux des cloisons étanches. Si l'on s'en tenait à ses préceptes, régnerait l'indifférence la plus complète d'un groupe pour l'autre, et dans l'indifférence il y a une source de mépris, un raffinement d'orgueil. Deux races vivraient sur un sol commun, ignorant ou semblant ignorer mutuellement leur existence. Et que l'on ne croie pas surtout que cet état de voisinage réduit, privé des relations qu'il entraîne normalement, éviterait tout sujet de froissement entre Européens et indigènes. Ce serait méconnaître la réalité ; en fait, pour vivre en société, l'homme, malgré son désir, ne peut longtemps ignorer son voisin ; mais où n'existe pas dans les relations l'amitié risque fort de naître la haine. L'Européen, nouveau venu en Algérie, sera mal vu des indigènes, ses voisins forcés, d'autant plus qu'il auront jugé sa présence indésirable à leurs côtés et qu'il l'aura imposée à la suite d'une armée victorieuse. Dès lors et à priori, s'il persiste ainsi que l'Arabe à vouloir vivre dans une tour d'ivoire, ses actes les plus inoffensifs en apparence sembleront aux indigènes des mesures arbitraires, prises dans la seule intention de leur nuire, tant il est vrai qu'en de telles circonstances l'indifférence absolue n'est qu'un mythe. Ses paroles in-

interprétées à contre sens, ses projets déformés contribueront à accroître chez les Arabes cette idée, cependant fautive, que notre unique but en venant sur la terre d'Afrique a été de nous substituer aux Turcs et de continuer leurs méthodes d'exploitation et d'exactions. Il est difficile, sinon impossible, de stabiliser au point zéro cette indifférence en quoi consisterait la neutralité des colons vis-à-vis des indigènes ; ses oscillations marquent d'un côté l'entente, de l'autre l'inimitié et ce dernier sentiment l'emportera presque certainement si nous ne faisons rien pour le contrecarrer, non pas — pourquoi douter des dispositions favorables des indigènes ? — qu'il soit plus naturel à l'homme, mais parce que, étant arrivés en Algérie avec la guerre, nous nous sommes imposés par la force, sinon par la violence. Voilà pourquoi la doctrine de l'association, brisant cet équilibre, a délibérément fait pencher la balance du côté de l'amitié ; réaliste malgré son apparence chimérique, elle a compris que deux voisins ne pouvaient vivre sans se connaître un jour ; mieux vaut que le contact soit pris au plus tôt, avant que des préjugés défavorables aient pu naître d'un côté ou de l'autre ; étant donné la façon dont nous sommes apparus aux Arabes, la guerre étant toujours génératrice de vexations, nous devons désirer qu'ils nous connaissent mieux, nous avons tout à gagner à nous montrer à eux sous notre vrai visage, à nous faire comprendre. Puisque, d'autre part, nous sommes appelés à vivre avec les indigènes, il nous faut dès le début organiser les modalités d'existence qui permettront aux uns et aux autres d'atteindre le bonheur. La doctrine de l'association, analysant les relations qu'elle veut voir exister entre Européens et indigènes, affirme que la voie doit être commune, qui les conduit vers un idéal commun ;

la main dans la main, s'aidant mutuellement, ils l'atteindront plus vite et avec moins de difficultés. Par là même elle préconise une entente, un accord entre les deux populations ; différentes par la religion, la langue, les mœurs et les idées, elles n'en peuvent et n'en doivent pas moins tenter un rapprochement, essayer de se comprendre, abaisser les barrières qui les séparent. Bien plus, cette doctrine, sous sa forme la plus évoluée, celle de la fusion, veut créer une race nouvelle par le mélange des deux races, un amalgame qui, perdant au cours de son évolution les caractères divers qu'elle aura empruntés à l'une et à l'autre, constitue un tout, une entité distincte par son originalité. Elle a compris qu'un tel résultat ne peut être recherché si au préalable les deux peuples autrefois ennemis et maintenant réconciliés n'exercent pas l'un sur l'autre un attrait réciproque et très fort. Et cela dépasse de beaucoup les bornes d'un accord ou de la compréhension : c'est d'amitié, d'amour qu'il s'agit. Comment les faire naître ? Comment changer en affection un sentiment de haine ou d'aversion ? Il y a là en quelque sorte deux échelons à franchir : l'un purement négatif et qui consiste pour les Français à se faire accepter des Arabes, à jouir près d'eux du bénéfice de la tolérance ; l'autre, partie vraiment constructive, qui consiste à conquérir leur amitié, à atteindre leur âme et leur cœur : construction malaisée si l'on songe aux difficultés sans nombre qu'elle soulève et aux matériaux dont on dispose.

C'est pour apporter une pierre à l'édifice que chaque auteur, sociologue de profession ou d'occasion, va donner son avis sur les moyens à employer. Il ne quitte point pour autant le terrain doctrinal ; il apporte simplement à sa théorie, outre le témoignage des faits dont il l'accompagne

le plus souvent, les précisions et les détails que nécessite sa réalisation. Ce n'est point un paradoxe d'affirmer que toute doctrine revêt un aspect pratique ; sinon elle resterait dans le domaine de l'utopie : de même que la Physique Générale a pour complément indispensable la Physique Appliquée, toute doctrine sociologique comporte comme corrolaire l'exposé des moyens préconisés pour sa mise en œuvre. La règle est générale, la doctrine de l'association n'y saurait échapper.

Nous allons au cours de cette brève étude rencontrer la même variété d'opinions, s'affrontant parfois violemment, que dans l'exposé de la doctrine elle-même ; s'il est vrai que de la discussion jaillisse la lumière, il semble que dans la multitude des systèmes proposés chacun puisse opérer son choix. Pour plus de clarté, il nous a paru nécessaire de ranger sous quelques rubriques les différents moyens préconisés par les partisans de la doctrine de l'association ; il reste bien entendu que nous serons parfois obligés de faire abstraction de nuances, tellement légères que leur exposé nécessiterait le renvoi pur et simple à l'ouvrage de l'auteur.

La conquête était à peine terminée que la question se posa de savoir comment on peuplerait l'Algérie de colons européens, surtout français. Pour Bugeaud, la solution était très simple, elle est connue ; s'inspirant de l'exemple des Romains, il voulait fonder des colonies militaires, sortes de camps, séparés des villages indigènes dans les sortes de camps, séparés des villages indigènes, dans lesquels, pendant les loisirs que leur laisserait l'achèvement lui, la conquête ne peut être durable, définitive que si nous savons nous attacher au sol ; les colons ainsi recrutés eussent fondé des foyers, pris pied sur la terre d'Afrique

en y créant des familles. Dans ces camps, Bugeaud eût volontiers, pour expérimenter la théorie saint-simonienne, organisé le travail en commun : il n'était pas loin du phalanstère. Cette conception soulevait plusieurs objections : elle avait d'abord contre elle, pour des esprits épris de liberté, ce grave défaut d'être une organisation uniforme, hiérarchisée, où chaque individu disparaît derrière la collectivité à laquelle on l'a intégré. Puis l'élément militaire ne paraissait pas apte à cultiver le sol : plus experts dans l'art de manier les armes que dans les travaux de la terre, les soldats ne pourraient cumuler leurs fonctions de guerriers avec celles d'agriculteurs sans dommage pour les unes ou pour les autres. Ils risquaient fort de devenir ou de mauvais conquérants ou de médiocres cultivateurs, n'ayant pour ce dernier état que d'assez vagues dispositions. D'ailleurs — et du point de vue de la doctrine de l'association, c'était bien là le plus grave reproche — il était tout à fait impolitique d'employer à une œuvre de paix les mêmes hommes qui avaient fait la conquête. Leur présence au milieu des Arabes entretiendrait chez ceux-ci les regrets et la rancune, elle serait une provocation permanente à la révolte. Comme les Français émigraient peu sur cette terre d'Afrique dont le climat et le milieu leur étaient contraires, on proposa d'y envoyer les condamnés politiques et de droit commun dont la présence en France était un danger ; des colonies furent autrefois créées de la sorte par des exilés politiques qui, chassés de leur pays, s'en allaient échouer en quelque île inconnue et y développaient avec le culte des ancêtres la culture et les arts de leur patrie. La solution trouva chez nous peu de faveur ; si elle semblait bonne pour les condamnés politiques, ceux-ci étaient trop rares pour fonder à eux seuls

des colonies ; d'ailleurs n'eussent-ils point emporté avec eux et propagé leur haine contre le pays ou le Gouvernement ? Quant aux condamnés de droit commun, l'Algérie, disait-on, méritait mieux ; si le milieu colonial est propice à l'amendement de quelques-uns, la plupart résistent à son influence, et l'on fera ainsi de l'Algérie un pays peuplé de repris de justice ; les indigènes, vraiment, seront fondés à croire que notre civilisation est bien pourrie, qui fait tant de coupables ; ils n'apprendront pas ainsi à connaître la France. Faisant allusion aux émeutes de Lyon, Enfantin se déclarait contre le projet qui prétendait envoyer les meneurs en Algérie : « ne rêvons pas pour nos prolétaires impatients les terres fertiles de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ; ne nous délivrons pas, comme crut le faire Rome, des difficultés de ce grand problème social en envoyant périr au loin les Spartacus Lyonnais » (1). Il n'était pas de notre intérêt de faire de l'Algérie le réceptacle de tout ce que rejetait la société française ; que l'on trouve pour ces hommes, pour ces condamnés dont la métropole ne veut plus une colonie dénuée d'indigènes et n'offrant à la colonisation libre aucune ressource, soit ; mais que l'on ne compromette pas par des mesures de ce genre le succès de la conquête algérienne.

Devant le peu d'empressement des Français à s'installer en Algérie, on proposa alors d'y envoyer, lorsqu'ils seraient en âge de travailler, les enfants trouvés et abandonnés ; le changement de milieu leur serait profitable ; au lieu d'être en France regardés comme des enfants tarés, ils seraient là-bas intégrés dans une société qui ignorerait leur état-civil. Et lorsque, fuyant la domination allemande,

(1) Enfantin : *Correspondance Politique*, Alger, 1840, p. 180.

de nombreux Alsaciens Lorrains quittèrent leur province, beaucoup allèrent se fixer en Algérie où l'on vit fleurir des coutumes nées dans l'Est de la France. Cependant le principe de la liberté de l'émigration triompha : il était le seul à pouvoir donner satisfaction : on n'impose pas à un homme l'obligation de vivre à tel endroit, si tel n'est point son bon plaisir ; le désir du lucre aidant, les Français finiraient bien par se décider à traverser la Méditerranée, peut-être avec le secret espoir du retour ; puis, s'étant installés de leur plein gré sur un sol fertile, ayant prospéré, ils feraient souche : tout désormais les retiendrait en Algérie. Alors, vivant au milieu des Arabes, ces Français expatriés auraient tout intérêt à les fréquenter, parce qu'en tout pays l'homme qui se confîne dans la solitude est malheureux, à gagner leur amitié et à rechercher leur collaboration : les uns et les autres oublieraient la conquête.

L'Algérie est peuplée : deux races vivent côte à côte, très différentes, parfois opposées. La doctrine de l'association veut les concilier dans une existence commune. Par quels procédés ? Il est une théorie qui soutient que point n'est besoin de s'en préoccuper, c'est là une question superflue : le simple contact de l'Européen aura plus de force, plus d'action sur l'indigène que les meilleures institutions que nous puissions lui donner : le commerce, les besoins journaliers rapprocheront de nous les Arabes infailliblement ; nos arts, notre industrie seront en peu d'années répandus parmi eux et notre influence grandira de tous les progrès de la civilisation. Ne forçons pas la nature et ne soyons pas trop impatients : s'il faut du temps pour concevoir, il en faut bien plus encore pour réaliser. Du seul fait que Français et Arabes sont appelés à vivre

ensemble, des relations s'établiront, comme entre voisins; il y aura entre eux des communications de toutes sortes, des échanges nécessaires, échanges d'objets d'abord, puis échanges de pensées et d'idées. Il n'est pas indispensable, pour les provoquer, d'apporter en Algérie des institutions quelconques, analogues ou identiques à celles de France ; le voisinage a une vertu propre, que nous ne devons pas méconnaître ; le simple contact engendre l'imitation, qu'on le veuille ou non. Il nous sera facile « d'introduire les indigènes dans nos réunions, de les faire participer à nos travaux : nous leur procurerons ainsi les moyens de venir à nous ; en les frappant par le spectacle de nos jouissances et de nos richesses, nous augmenterons chez eux les besoins et le désir de les satisfaire » (1) Cette fréquentation de chaque jour qui mêle dans tous les détails de la vie domestique indigènes et colons doit nécessairement amener les uns et les autres à se mieux comprendre ; les préjugés qui ont cours à Paris ne sauraient longtemps résister à l'influence du contact ; les antinomies qui existent disparaîtront peu à peu ou du moins, par la force de l'habitude, ne seront-ils plus des obstacles au rapprochement des deux peuples. Voilà pourquoi « l'immixtion des Arabes parmi nous est la seule politique raisonnable de notre côté, parce que, quelque éloigné que soit le moment où ils devront admettre nos coutumes, nos mœurs, on sera assuré de moins retarder ce moment en les faisant vivre au milieu de nous qu'en les éloignant et en les réunissant en tribus nombreuses, compactes, où leur esprit de tradition, de religion, de haine aveugle au nom chrétien, se conservera plus entière et plus ardente » (2). Bon gré,

(1) Brunet : *La question algérienne*, Paris, 1847, p. 71.

(2) Baillet : *Reflexions sur l'Algérie*, Paris, 1848, p. 20.

mal gré, un mariage de raison s'instituerait au sein des populations en présence ; les indigènes s'accoutumeraient à voir dans les Français autre chose que des ennemis toujours prêts à détruire ; ils délaisseraient leur routine pour s'approprier les objets commodes empruntés à leurs voisins ; ils adopteraient certains de leurs procédés de culture et de travail, jugeant les méthodes à leurs résultats. Le spectacle du bien-être ne peut laisser indifférent aucun peuple, aucun individu ; voyant avec quelle facilité les colons s'adaptent à des conditions, à un climat, à un milieu cependant nouveaux et inconnus, les Arabes jugeraient peut-être que leur mode de vie, s'il n'exclut pas tout effort et toute peine, a du moins l'immense avantage d'apporter avec la richesse le confort qu'elle procure. Invinciblement attirés par le désir de s'initier à une existence mieux ordonnée, ils entretiendraient avec les Français des relations de plus en plus fréquentes, de plus en plus cordiales ; ils aimeraient parler avec eux, leur demander des conseils et les imiter. De leur côté, les colons, loin de la mère-patrie, appelés à vivre au milieu des indigènes, sentiraient très vite leur isolement ; ils chercheraient la compagnie de leurs voisins. D'individu à individu, puis de famille à famille — ce mot étant pris dans son sens le plus compréhensif et abstraction faite de la signification spéciale qu'il revêt en Afrique du Nord — ce serait un échange d'idées. De confiance en confiance, on évoquerait des souvenirs, on échaufferait des plans d'avenir en commun ; l'intimité qui s'établit ainsi est solide, parce qu'elle vient à son heure et que tous la désirent, elle est à l'abri des vicissitudes d'un contact passager. Dans ces rapports où l'intérêt et le sentiment ont place, toute inimitié, toute défiance disparaîtraient, les adversaires d'hier

oublieraient vite leurs dissentiments passés pour ne songer qu'à assurer une vie en commun facile et exempte de toute hostilité ; ils se voueraient une amitié sincère qui, née lentement, se fortifierait de jour en jour. « Le contact et l'habitude auraient leur effet ordinaire : les enfants de la tribu entreraient en apprentissage, ils adopteraient les industries qu'ils verraient lucratives et conformes à leurs goûts. De là la diffusion dans les tribus du commerce et de l'industrie ; de là, sans effort et sans secousse, une transformation immense dans les mœurs de tout un pays » (1). Et l'on se plaît à imaginer le tableau idyllique des femmes arabes sortant de leur gourbi ou de leur tente, le visage dévoilé, pour venir aider leurs sœurs françaises dans les travaux du ménage et les enfants indigènes mêlant leurs jeux à ceux des enfants des colons. Ce que les enfants bredouillent entre eux, ce que les femmes se disent mutuellement, répété et interprété dans chaque foyer, les exemples que l'indigène a sous les yeux, valent mieux pour notre rapprochement que tous les manifestes officiels, c'est l'idée française dans toute sa naïveté et toute sa puissance, s'incorporant par tous les organes de l'intelligence dans la nature de l'Africain, plus apte peut-être que tout autre à la féconder. « Il faut compter grandement, écrit Madame Pierre Cœur, sur l'empire que nos Françaises exerceraient sur ceux que leurs pères ont si mal conquis ; si jamais les Françaises se mettaient en tête de franciser les Musulmans, il serait peu galant — nous en convenons très volontiers — d'émettre des doutes sur le succès. » (2)

(1) Gal Lacretelle : *De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle*, p. 78.

(2) Pierre Cœur : *De l'assimilation des indigènes musulmans*, Paris, 1890, p. 21.

Aussi bien est-il vain de vouloir célébrer la vertu du contact des races pour altérer les mœurs de chacune, la force de l'imitation qui répand sous tous les cieux les objets et les idées les plus hétéroclites. Dans un ouvrage récent et spécialement consacré à l'Afrique du Nord (1), M. Maunier a magnifiquement démontré son influence, aussi bien d'ailleurs sur les Français que sur les Arabes, bouleversant coutumes et idées pour en imposer d'autres ; il a prouvé combien était irrésistible son entraînement, et qu'il constitue un facteur essentiel dans l'évolution des individus. Ce serait pure présomption de notre part que d'insister sur ce procédé de conquête pacifique, sur la puissance duquel l'éminent Professeur a fait toute lumière.

S'il est vrai, selon l'expression de Van Eerde, que l'exemple soit le plus beau des dons que l'on puisse faire à son entourage, il n'en constitue pas moins un procédé essentiellement passif, en ce sens qu'il ne réclame de celui qui l'octroie aucun effort particulier ; il suffit qu'on le voie, l'instinct d'imitation se charge d'achever la transformation ainsi ébauchée. Mais la doctrine de l'association ne se contente pas de ce rôle, elle entend accélérer l'évolution des indigènes par des mesures qu'il nous reste à déterminer ; elle veut plus encore : sachant que l'on peut très bien détester ceux qu'on imite le mieux, elle a pour but d'amener indigènes et colons à s'unir par des sentiments de profonde amitié. Lorsqu'ils auront acquis une conception assez nette de la communauté de leurs intérêts, ils s'apercevront bientôt que le seul moyen de les bien servir est d'unir leurs forces au lieu de les disperser,

(1) Maunier : *Sociologie coloniale*, Paris, 1932.

sinon de les opposer. Plus tard, comme pour sceller cette collaboration qu'ils auront reconnue féconde, confondant leurs idées et leurs mœurs, ils ne formeront plus qu'un peuple, dont les membres, sans distinction de race, vibreront à l'unisson pour un même idéal : une seule âme, un seul cœur. Etant donc unanimes sur ce point que nous devons, nous conquérants, tenter un rapprochement avec les indigènes algériens, les partisans de la doctrine de l'association se divisent une fois de plus dès qu'il s'agit de déterminer les procédés susceptibles d'y aider. Pendant que certains entendent ne faire vibrer chez l'Arabe que la corde de l'intérêt, d'autres veulent faire appel bien plutôt à des sentiments idéalistes : comblons de bienfaits nos protégés, associons-les à la gestion du pays, accordons-leur des satisfactions d'amour-propre, et surtout instruisons-les. Il est bien entendu, d'ailleurs, que la diversité de ces moyens n'exclut point leur cumul, mais ils prennent aux yeux de chacun une importance plus ou moins déterminante ; voilà pourquoi là encore il nous faut bien créer des catégories.

SECTION I

*MOYENS DE RAPPROCHIEMENT PROCEDANT
DE LA COMMUNAUTE D'INTERETS*

Nous ne savons pas si, plus que de tout autre, le véritable dieu de l'Arabe est l'argent, mais une chose est certaine, c'est que, comme tout autre, l'indigène est sensible à ses appâts. Aussi va-t-il dépendre de nous de lui faire entrevoir des richesses nouvelles, s'il consent à travailler avec nous ; le simple fait de notre présence au milieu des Arabes engendre chez eux des besoins insoupçonnés jusque-là : l'exemple joue et active leur transformation. Pour les satisfaire ils s'adresseront à nous ; voyant que notre arme est le travail, ils chercheront à s'instruire dans nos arts et nos industries, ils se familiariseront avec nos méthodes et apprécieront leur supériorité ; ils en reporteront le mérite sur ceux qui les emploient et ne jugeront plus nos colons avec le mépris que l'on peut vouer à des êtres maïfaisants et inutiles. Dans nos fermes et dans nos ateliers il viendront volontiers chercher les conseils dont ils auront besoin et faire en quelque sorte leur apprentissage : « c'est tout un peuple qu'il nous faut instruire et guider comme un unique et jeune enfant. » Or, la tâche est relativement aisée si nous savons la prendre à cœur et montrer à l'indigène son véritable intérêt, qui n'est point de se prélasser au soleil, mais bien d'amasser une certaine richesse pour parvenir à l'aisance, sinon à l'opulence ; il nous faut d'abord lui inculquer le goût du travail, qu'il ne tient pas en fort grande estime ; son opinion changera le jour où il aura compris que la prospérité qu'il nous envie en est la

récompense. Et parce qu'il a de l'amour-propre et qu'en outre il est depuis longtemps acclimaté au pays, il ne tardera pas à rivaliser avec nos colons dans la spécialité qu'il aura choisie ; il affichera orgueilleusement les résultats qu'il aura obtenus et jouira avec ostentation de la richesse acquise. Il faudrait aussi — parce qu'il y a là un grand obstacle au progrès économique — qu'il abandonne l'idée qu'il se fait de la propriété, indivise, imprécise et indistincte ; par ses caractères essentiels, cette institution à laquelle il a donné le nom de propriété, mais que, dans notre intransigeance de civilistes formés à l'école du droit romain, nous ne pouvons considérer comme telle, s'oppose à toute transaction utile sur le sol. Le colon sera dupe d'un marché qu'il aura conclu de bonne foi, et de tels contrats ne seraient point indiqués pour faciliter le rapprochement des deux peuples ; donnons donc aux indigènes la notion de propriété quiritaire : c'est également leur intérêt de l'adopter. Obtenant ainsi un droit certain et indiscutable, ils dégageront plus facilement les résultats de leur propre travail et jouiront plus directement des bénéfices réalisés ; un tel individualisme ne saurait que leur être profitable. En attribuant à chaque individu un lopin de terre qui lui soit personnel, il fixerait l'Arabe au sol et mettrait un frein au nomadisme, qui fait que, se sentant partout chez lui, l'indigène ne demeure nulle part, et dans ces conditions n'a aucunement le sens de la propriété. Dès lors, comment pourrait-il éprouver le besoin de perfectionner ses méthodes de culture s'il ne reste pas assez longtemps pour vérifier les résultats et en tirer tous les avantages qu'ils comportent, ou même si la collectivité, qu'elle soit tribu, clan ou famille — au sens arabe — doit le priver de la

plus grande part des bénéfices dus à son seul travail ? « Actuellement, écrivait le Général Duvivier en 1841, il y a chez les indigènes des tribus désir de propriété et de conserver cette propriété, mais il y a rarement le désir de l'augmenter. Il n'y a nullement calamité absolue quand toutes ces propriétés sont disparues, la consolation en est immédiate. Or, cela constitue la différence entre l'état actuel et l'état auquel on amènerait ces populations : entre ces deux états il y a la fusion et la non fusion. » (1) Ce serait déjà un beau succès si nous parvenions à fixer l'Arabe au sol, à lui imposer une vie sédentaire : obligé ainsi de compter avec ses voisins, il s'attacherait à se concilier leurs bonnes grâces ; les relations entre indigènes et Européens seraient plus suivies. Bientôt, à notre contact, les Arabes connaîtraient avec de nouveaux besoins le désir de les satisfaire : impuissants à y parvenir à l'aide de leurs seuls moyens, ils échangeraient contre nos produits ceux qu'ils récoltent ou fabriquent eux-mêmes. Le commerce naquit ainsi entre peuplades ennemies ; il ne peut pas rester muet indéfiniment, et ses caractères se transforment par cela seul qu'il se généralise.

Par les ententes purement économiques qu'il suscite, par les discussions qu'il implique, le commerce engendre un rapprochement inévitable entre les contractants, il crée un enchevêtrement d'intérêts qui lie intimement les deux parties, également soucieuses de l'exécution de l'accord conclu. Cette interdépendance, née de besoins et de désirs complémentaires, se complique et s'amplifie à mesure que de nouvelles unités viennent s'adjoindre au

(1) Gal Duvivier : *Solution de la question d'Algérie*, Paris, 1841, p. 48.

noyau central formé des tout premiers éléments ; elle ne tarde pas à englober des villages entiers, puis des tribus d'un côté, les colons de l'autre. Dès lors, tous sont intéressés à la paix et à l'ordre, qui oserait les troubler ? Notre domination s'affermirait ainsi sans effort apparent, mieux assurée que par la force, que l'on subit mais que l'on n'accepte pas. Ce n'est pas là d'ailleurs, l'unique aspect ni le plus important des avantages que procure le commerce entre indigènes et Européens : toute négociation implique chez les parties contractantes une certaine confiance mutuelle, elle contribue également à faire naître l'estime. Lorsque les colons, fidèles à foi jurée, auront respecté scrupuleusement les stipulations de l'accord, même lorsqu'en cours de réalisation elles se seront avérées désavantageuses pour eux, alors les indigènes viendront plus facilement à eux ; ils leur accorderont leur estime ; et de l'estime à la bonne harmonie et à l'amitié, il n'y a qu'un pas, qui sera franchi le jour où, de confiance en confiance, les adversaires réconciliés échangeront des idées. Les affaires n'excluent pas le sentiment lorsqu'il s'agit d'attirer à soi tout un peuple : un conseil donné avant même d'être sollicité peut apporter le réconfort et laisser au cœur un sentiment de reconnaissance. Puis les idées émises s'entrechoquant, se confrontent et s'assouplissent ; se connaissant mieux, Arabes et colons se jugent sans idée préconçue, ils admettent que l'on peut être de race et de religion différentes sans constituer pour cela des monstres. Lorsque deux personnes ont des intérêts engagés dans une affaire commune, elles ont toutes deux le désir bien compréhensible d'aboutir au succès, elles mettent à son service leurs forces et leurs ressources accumulées. Ici l'affaire prend le nom de colonisation et les intéressés sont les indi-

gènes et les Français : leur concours doit résoudre bien des difficultés, qu'une seule des parties, abandonnée à elle-même, ne pourrait surmonter. « Les Arabes peuvent être employés accessoirement, quelque imparfaite et grossière que soit leur industrie, comme des auxiliaires de la colonisation. Appelons-les à nous seconder : les uns s'accommoderont des bénéfices que leur vaudra notre agriculture ; les autres profiteront de notre commerce, auquel ils prendront part. » (1)

Tous les avantages qui naissent du commerce généralisé entre indigènes et Français en vue du rapprochement des deux peuples résultent encore, à un degré plus éminent peut-être, de l'agriculture. Celle-ci, en effet, implique une communauté de travaux et une communauté de vie de tous les instants. Ce qu'ont surtout envisagé les partisans de la doctrine de l'association, c'est la collaboration des Arabes amenés à être les auxiliaires des colons dans les travaux des champs. Isolés au milieu d'immenses étendues, les Européens seraient incapables de les mettre en valeur, ils vont être obligés d'avoir recours à la main-d'œuvre indigène en l'associant d'une façon quelconque aux bénéfices de l'exploitation, en attendant que, initiés à des méthodes nouvelles, les Arabes puissent exploiter pour leur propre compte les entreprises dont ils auront la charge. Le fait pour eux d'être employés à la culture des concessions européennes constitue une amélioration considérable de leur sort, puisque, outre les ressources pécuniaires qu'il ne manque pas de leur procurer, il les met en contact permanent avec les colons ; la portée sociale d'une telle initiative ne saurait échapper. Même au seul

(1) Lingay : *La France en Afrique*, Paris, 1846, p. 231.

point de vue des intérêts matériels et économiques, aucune institution n'est plus apte à leur inculquer la notion de propriété, le désir de se fixer à un sol qui leur appartienne en propre afin de pouvoir le cultiver si bien qu'il leur apporte des bénéfices que personne ne leur contestera. Beaucoup d'auteurs ont vu dans l'agriculture le moyen idéal de rapprocher de nous les Arabes et de réussir dans notre colonisation : « le désir du bien-être, le contact journalier, l'esprit d'imitation inhérent à l'homme, nos conseils les amèneront insensiblement à travailler, à semer, à planter comme leurs frères, peut-être même à bâtir comme eux ; et du jour où ils planteront de grands jardins autour de leurs habitations nous les aurons déjà attachés au sol, à moitié immobilisés. Car on se résout bien à abandonner ses moissons, travail d'une saison ; mais qui peut se résoudre à sacrifier de belles plantations, labeur de bien des années ? » (1) On cite ce mot d'un chef Kabyle : « je préfère voir un homme mort qu'un arbre coupé », parole que Louis Bertrand traduisait ainsi dans « *Le Prince Jaffar* » : « le civilisateur est celui qui plante des arbres. » La fixation de la population indigène au sol permet d'organiser la société musulmane, de la moraliser, de la faire participer aux bienfaits de la civilisation européenne ; elle établit forcément des liens de rapprochement entre le vainqueur et le vaincu. « Attacher le peuple arabe au sol, le lier à nous, non par une fusion qui ne sera possible que dans un avenir très éloigné, mais par la solidarité d'intérêts, tels sont les deux buts que nous devons atteindre. » (2) En faisant des Arabes nos auxiliaires, avec tout

,1) Lapasset : *Mémoires sur la colonisation indigène et la colonisation européenne*, Paris, 1848, p. 24.

(2) *Ibidem*, p. 9.

ce que ce mot comporte de dignité, nous entretiendrons avec eux une suite ininterrompue de relations qui ne resteront pas toujours dans le domaine des affaires, mais s'élèveront peu à peu jusqu'à l'amitié ; la création de besoins nouveaux qui finissent par devenir nécessaires à l'existence est le plus puissant moyen de civilisation pour un peuple primitif. « Nous croyons avoir compris dans l'histoire que les institutions doivent suivre et non devancer les progrès des mœurs et que le meilleur moyen de gagner les barbares à la civilisation c'est de leur jeter les intérêts matériels et de faire pénétrer graduellement dans leurs masses une instruction mesurée à leur intelligence et à leurs besoins. Multiplions les points de contact entre les colons et les Arabes ; leur civilisation sera l'œuvre du temps et ne pourrait être qu'ajournée par une précipitation malhabile. » (1) Il fut une époque où l'on définissait la colonisation la mise en valeur du sol par la culture des terres sous l'autorité du conquérant : on voyait dans l'agriculture la panacée universelle : par la simplicité des mœurs de ceux qui s'y adonnent elle se présentait aux Arabes sous un aspect qui ne devait point les rebuter, et surtout elle les amènerait fatalement à nous le jour où ayant compris la supériorité de nos méthodes et de nos outils ils en feraient eux-mêmes l'expérience ; « comme les mécaniques ne vont pas sans mécaniciens », les indigènes se trouveraient à leur insu envahis, conquis par toute une population d'élite d'ouvriers européens, avec laquelle ils auraient par nécessité d'abord, par amitié ensuite, des rapports constants.

(1) De Montgravier : *Deuxième lettre à M. le Président de la République*, Paris, 1849, p. 7.

Pour les peuples comme pour les individus, l'intérêt sera toujours l'argument le plus fort, le mieux écouté. Mais l'intérêt ne s'impose pas, il se révèle ; qui sait l'attendre et y aider voit toute chose venir à point. Il se peut que d'autres moyens doivent être employés pour rapprocher de nous les Arabes, mais le premier pas dans cette voie délicate consiste à nous les attacher par les intérêts matériels, au sujet desquels des conflits ne sont pas à craindre, parce qu'en les servant on est certain de faire vibrer une corde très sensible : bien peu d'hommes savent résister à leur appât. Ainsi que le constatait le Docteur Warnier : « Vouloir civiliser les indigènes par l'instruction publique, littéraire ou professionnelle avant d'avoir modifié les conditions économiques dans lesquelles ils sont fatalement placés est un non sens : ventre affamé n'a point d'oreilles » (1). C'était aussi l'opinion de ce colon qui en 1892 publiait une « *Etude sur la question Algérienne* », où l'on pouvait lire : « il n'existe qu'un seul moyen d'assimilation, c'est le travail, qui peut seul établir la solidarité nécessaire entre les Arabes et les Européens ; par le travail, nous enchaînerions l'indigène sans résistance et sans difficulté à nos mœurs et à notre civilisation » (2).

Bref, dans cette théorie, le rapprochement des indigènes est bien plus une question d'intérêt que de sentiment ; partant de ce principe économique d'après lequel l'intérêt individuel, l'intérêt matériel, est le plus puissant levier d'action chez l'homme, on en conclut qu'il suffit de le stimuler pour qu'il se confonde avec la nécessité d'un rap-

(1) Warnier : *L'Algérie devant l'opinion publique*, Alger, 1864, p. 158.

(2) Prax : *Etude sur la question algérienne*, Bône, 1892, p. 14.

prochement avec ceux qui sont susceptibles d'indiquer et de fournir les moyens de le satisfaire — en l'occurrence les colons européens — et que les Arabes soient placés dans cette alternative, dont la solution n'est pas douteuse, ou de sacrifier leur intérêt ou de se rapprocher de nous. Les inimitiés les plus amères, les antipathies les plus solides s'é-moussent et disparaissent, lorsque l'esprit de lucre s'oppose à elles dans toute sa force ; insidieusement, il trouve des prétextes vraisemblables pour justifier les abandons les plus certains : lutte toute pacifique dont nous devons savoir profiter si nous voulons un jour coloniser l'Algérie, attirer à nous les indigènes.

Si nous désirions localiser cette théorie — encore que cela semble assez artificiel — nous dirions volontiers qu'elle correspond à peu près aux doctrines de la domination tempérée et de la collaboration. Les mêmes reproches lui sont adressés, que nous avons déjà étudiés et qui se résument en ce suprême argument : vous vous attachez les Arabes, dit-on, en opposant leur intérêt à leurs sentiments ; prenez garde, du moins, que le jour où se sentant assez forts pour briser leurs chaînes, instruits par vous, ils ne s'insurgent contre votre domination qui n'aura fait que planter des jalons, sans oser s'attaquer à ce qui, au fond, constitue l'essence même de l'homme : l'âme et le cœur. Les indigènes apprendront de vous la façon dont il faut cultiver le sol et en extraire les ressources, ils sauront, grâce à vous, fabriquer des outils et des armes ; ils ignore-ront qui vous êtes et ce que vous valez ; rapprochés de vous un instant par l'intérêt, ils resteront éloignés par le cœur, que nous n'avez pas voulu ou su conquérir, alors que cela seul importe. Aussi bien, est-ce pure utopie que de vouloir instituer chez un peuple le progrès économique, sans qu'il soit accompagné parallèlement d'une évolution morale :

« Déclarer que l'Orient est en marche au point de vue matériel, mais qu'il reste immobile au point de vue social, c'est ignorer cette vérité fondamentale que les systèmes sociaux sont aussi influencés par les choses matérielles que par les idées abstraites » (1). L'emprise que nous pourrions acquérir sur l'âme et le cœur des indigènes ne serait-elle pas plus durable, plus profonde ? Il ne faut pas que notre conquête ne soit pour nous qu'un passage éphémère en Algérie : nous voulons nous y installer, non point contre les Arabes, mais à côté d'eux ; nous désirons entretenir avec eux les relations les plus cordiales, comment apaiser la défiance bien naturelle que le vaincu voue au vainqueur ? Les partisans de l'assimilation et de la fusion répondent : gagnons leur cœur.

(1) Lothrop Stoddard : *Le nouveau Monde de l'Islam* (traduction). Paris, 1923, p. 266.

SECTION II

MOYENS DESTINÉS À PARFAIRE LA CONQUÊTE MORALE DES INDIGÈNES

Il est certain que si nous réussissons à nous attacher les indigènes par l'enchevêtrement des intérêts matériels, notre domination s'en trouvera d'autant consolidée. Car on imagine difficilement un peuple se soulevant contre son propre intérêt ; nous aurons partie liée, nous participerons aux mêmes bénéfices et aux mêmes pertes, et les fautes de l'un préjudicieront à l'autre ; dès lors, comment une entente ne se réaliserait-elle pas ? Nous avons vu, toutefois, — c'est la critique de cette thèse — que l'accord tacite ainsi conclu pouvait un jour ou l'autre devenir sujet à révision, et en admettant qu'il soit dénoncé, rien ne saurait retenir les indigènes dans le giron de la France. C'est un risque à courir, et toutes les nations y sont soumises, qui entreprennent l'œuvre de colonisation ; mais il nous appartient de le réduire en multipliant les liens qui rattachent les Arabes aux Français, en tressant un réseau aux mailles si ténues qu'ils ne puissent s'en évader, et surtout en les fixant en quelque sorte par des sentiments plus solides, parce que plus profonds, que le seul intérêt, lequel fait bien des associés mais non de véritables amis. Il ne faut pas qu'un conflit, inévitable entre voisins, si minime soit-il, suffise à détacher de nous cette race que nous voulons conquérir et garder ; il faut à une rivalité possible d'intérêts opposer un contrepoids assez puissant pour retenir les indigènes sur la voie de la séparation. Or, c'est à nous de le forger, il aura la force et la résistance que nous saurons lui donner.

De même que l'homme, dans ses luttes les plus ardentes, perd rarement de vue son propre intérêt, de même et plus encore il y a des bienfaits qu'il n'oublie pas. L'Arabe aime la force, parce qu'il y voit une émanation de la volonté de Dieu, mais force n'a jamais été synonyme de violence, et c'est la gloire de la doctrine française de n'avoir pas méconnu cette vérité. C'est dire que la force doit toujours dans ses manifestations s'accompagner de justice ; si toute domination implique dans ses débuts une certaine sévérité, que du moins elle ne néglige pas l'équité, égale et ferme, dont les arrêts s'imposent aux consciences : « je pense, écrit Brunel, aujourd'hui comme hier, comme toujours, que nous devons rester justes et équitables envers les indigènes ; ils ont droit comme tous les hommes à une stricte justice, à toute la justice » (1). Etre juste en l'occurrence, c'est rendre à chacun ce qui lui appartient, en toute impartialité, sans distinction de race ou de rang ; c'est mettre sur un pied d'égalité Français et Arabes ; et ceux-ci nous garderont de la reconnaissance d'avoir aboli cette hiérarchie parfaitement inique qui voudrait que le vainqueur ait toujours raison et que le vaincu ait toujours tort. Sachant que nous sommes tout disposés à reconnaître leurs droits, fût-ce à l'encontre des prétentions mal fondées de colons trop enclins à abuser de la supériorité qu'ils se confèrent gratuitement, ils s'adresseront volontiers à nous pour trancher leurs conflits ; ils auront confiance en nos décisions, et la confiance est communicative, elle engendre la reconnaissance et la sympathie. La sagesse des nations enseigne qu'une bonne politique consiste à frapper fort à condition de frapper juste.

(1) Brunel : *La question indigène en Algérie*, Paris, 1906.

Mais pourquoi frapper lorsqu'on peut s'en dispenser, lorsqu'il suffit de persuasion ? Sachons à notre justice, qui malgré tout évoque une froide rigueur, adjoindre la charité : celle-ci s'adresse plus directement au cœur, elle commande la reconnaissance ; or, nous avons mille moyens de l'appliquer en Algérie, où les maux à guérir, physiques et moraux, sont innombrables. « Quand on prétend s'attacher les sympathies de groupes étrangers, la voie la plus sûre est de multiplier à leur égard les établissements d'assistance et d'hospitalisation ; depuis que l'on s'est décidé à tenter un rapprochement avec les indigènes, à les pénétrer, à les attirer à nous, c'est une politique hospitalière que l'on a adoptée et dans laquelle on s'est maintenu. C'est un beau rêve que d'espérer la fusion des races en Algérie par la mutualité ; il en est de plus irréalisables » (1). En soignant les plaies du corps, il serait facile d'atteindre l'âme des Arabes : tant de bienveillance les attendrirait et ferait tomber toute rancune ; nous n'avons rien à craindre de la comparaison qu'ils établiraient fatalement entre l'état de misère et de dépression où ils croupissaient avant notre arrivée et leur état actuel. Le bonheur n'est pas tout à fait indépendant du bien-être physique ; nous devant celui-ci, les indigènes nous attribueraient aussi celui-là. C'est pourquoi nous devons créer des établissements d'hospitalisation et introduire la notion de l'hygiène ; multiplions également les orphelinats pour recueillir les enfants abandonnés : il n'est pas de plus sûr moyen de conquérir un peuple que de façonner, sinon à sa fantaisie, du moins à son image, les âmes jeunes, souples, prêtes à recevoir une éducation que ne contrarie pas un milieu défavorable ou hostile.

(1) Demontès : *Le peuple algérien*, Alger 1906, p. 472.

Une autre institution oppose au rapprochement des indigènes un obstacle difficile à surmonter : le gynécée ; mais, ainsi que déjà le faisait remarquer Enfantin, « si les Arabes ont quatre femmes, ce n'est point par sensualité mais par nécessité. » Le progrès matériel aidant, la polygamie disparaît de plus en plus. Le gynécée, qui nous empêchait d'avoir quelque influence sur la femme indigène et par elle sur toute la famille, se raréfie ; nous pouvons désormais lui parler : « sachons alors faire envier aux femmes arabes la liberté et la dignité dont jouissent les femmes françaises dans notre état social. » (1) Par l'exemple d'une existence plus saine et plus digne, nous ferons naître au cœur des indigènes ce sentiment qui peut quelquefois être louable lorsqu'il engage au perfectionnement : l'envie ; par la pratique de la charité, nous nous attirerons les sympathies, gage certain d'un rapprochement sincère.

L'assimilation morale n'implique-t-elle pas autre chose encore ? Nous avons maintes et maintes fois signalé l'obstacle que le Coran oppose à notre civilisation : ce fut en tous cas l'opinion de bien des sociologues ; pourquoi dès lors ne tenterions-nous pas de lui substituer l'Evangile ? L'identité de croyances est un puissant moyen de compréhension : donnant à deux races un même idéal, elle établit entre elles cette communion d'idées qui concourt pour une grande part à l'unité. « C'est une vérité incontestable, écrit Chateaubriand dans *Le Génie du Christianisme*, et qui fut même reconnue aux beaux siècles de Rome et de la Grèce par les plus hautes intelligences, que c'est avec la religion et non avec des principes abstraits et stériles de philosophie qu'on civilise les

(1) Brunet : *La question algérienne*, Paris, 1847, p. 72.

hommes et qu'on fonde les empires. » A sa suite, l'abbé Landmann affirme qu' « il n'est peut-être pas d'exemple dans l'histoire du monde d'un peuple réellement acquis, c'est-à-dire devenu homogène à un autre, s'il n'a été auparavant conquis à ses croyances religieuses et à sa civilisation. » (1) Si la communauté de religion n'empêche pas tout dissentiment, du moins en limite-t-elle le champ; elle évite des controverses irritantes qui dressent, de façon parfois violente, l'un contre l'autre les deux antagonistes et laissent au cœur, si même elles ne les font naître, des haines tenaces. Aussi bien, le Christianisme étant à la base de notre civilisation, celle-ci s'implanterait-elle plus facilement chez les Arabes s'ils se convertissaient à cette religion : « Ce serait, écrit Mgr Lavigerie, le commencement de la régénération de ce peuple et de cette assimilation véritable que l'on cherche sans la trouver parce qu'on la cherche avec le Coran. » (2)

Il faudrait, en un mot, allier au commerçant, colporteur du progrès matériel, le médecin et le missionnaire, dispensateurs de bienfaits et d'idées; nous ne pouvons mieux résumer cette conception qu'en citant cette phrase de M. Hardy : « Entre l'attitude blessante que constitue le mépris, et l'excessive familiarité qui présente aussi des inconvénients, il y a certainement une position moyenne faite de bienveillance, de tact, de charité au sens chrétien du mot. C'est à la condition de s'y tenir qu'on peut, sans irritation, garder le contact, et l'on sait qu'il n'y a

(1) Landmann (Abbé) : *Les fermes du Petit Atlas*, Paris, 1841, p. 46.

(2) Mgr Lavigerie : *Recueil de lettres sur les œuvres et missions africaines*, Paris, 1869, p. 41.

pas de politique indigène vraiment efficace sans un contact constant du colonisateur et du colonisé. » (1)

Il est aussi des satisfactions d'amour propre que nous n'avons pas le droit de refuser aux indigènes. Si vraiment nous voulons, ainsi que nous le proclamons, trouver en eux non plus des ennemis mais des collaborateurs, des associés, nous devons les faire participer progressivement au gouvernement et à la direction des affaires du pays. Il ne pourront plus nous accuser d'administrer dans notre seul intérêt, puisque, représentés au sein de nos conseils, ils assumeront avec nous et au même titre les charges et les responsabilités du pouvoir ; nous n'avons aucune raison d'étouffer leurs voix ; leurs revendications et leurs suggestions doivent nous inspirer des mesures et des réformes. Les Arabes y trouveront une fois de plus la preuve que nous ne gouvernons pas systématiquement contre eux, que leurs intérêts nous sont chers autant que les nôtres propres ; ils se confondent. Les membres d'une famille doivent jouir, dans nos conceptions égalitaires, des mêmes droits ; or, nous avons la prétention d'intégrer les Arabes dans la famille française ; il est juste, dès lors, de leur accorder des droits politiques similaires ou identiques à ceux dont les Français de la métropole sont nantis. Lorsque le décret Crémieux eut conféré aux Juifs d'Algérie la naturalisation, avec tous les droits qu'elle comporte, de nombreuses réclamations se firent entendre afin que la même mesure fût étendue aux Musulmans : un esprit français ne saurait concevoir que des hommes libres se puissent tenir éloignés du forum : « A mon avis, disait Paul Leroy-Beaulieu, il serait temps de conférer l'électorat

(1) Hardy : *Nos grands problèmes coloniaux*, Paris, 1929, p. 202.

et l'éligibilité aux Kabyles ou aux Arabes qui auraient rempli certaines conditions qui, par exemple, auraient servi un certain temps dans les troupes françaises ou qui auraient gagné certains grades, à ceux aussi qui auraient rempli certaines fonctions. Cette accession graduelle à l'électorat d'une partie des indigènes musulmans élargirait d'une façon utile la base beaucoup trop étroite de la représentation algérienne et préparerait la fusion, si ce n'est des races, du moins des intérêts. » (1) Indigènes et colons seraient ainsi amenés à discuter leurs intérêts communs, à se faire des concessions mutuelles, dont ils comprendraient la nécessité ; un rapprochement s'effectuerait à la faveur de leurs réunions : « c'est en appliquant les « droits de l'homme » avant même qu'on les eût définis que nos pères sont arrivés si facilement à se concilier les Bretons et les Flamands et les Alsaciens et les Corses ; il faut en Algérie reprendre cette noble et utile tradition si nous voulons fusionner, autant que les circonstances le permettent, avec la race française la race Kabyle et la race arabe. » (2) Nouveaux venus dans la société française, les indigènes y doivent trouver près de nous une place de choix ; favorisons leur naturalisation ; les uns préconisent la naturalisation en masse, comme pour les Israélites ; les autres, estimant que certaines règles du Coran sont incompatibles avec notre civilisation, recommandent la prudence et verraient plus volontiers des décrets individuels présider à la naturalisation des indigènes qui réclameraient cet

(1) Paul Leroy-Beaulieu : *La politique française en Algérie*, Paris, 1881, p. 9.

(2) Paul Leroy-Beaulieu : *L'Algérie et la Tunisie*, Paris, 1887, p. 274.

honneur, contre l'abandon par eux de certaines pratiques contraires à notre ordre public. Le titre de citoyen n'est point indispensable pour faire des Français de cœur, et cela nous suffit.

Dans le même ordre d'idées, en compensation des droits reçus, les indigènes devraient l'impôt du sang ; et si nous savions organiser le service militaire, nous pourrions trouver en lui un précieux auxiliaire pour le rapprochement envisagé. Si l'on envoyait dans les garnisons de France les soldats arabes, ils seraient à même de connaître mieux notre pays, ils prendraient contact avec la métropole ; se mêlant à notre civilisation, ils en apprécieraient les bienfaits et, de retour dans leur pays, ils auraient peut-être le désir de nous imiter. Cependant et en sens inverse, on enverrait en Algérie des soldats français qui, eux aussi, s'initieraient à la vie et aux mœurs indigènes. Il y aurait en quelque sorte un courant dans les deux sens, un échange temporaire d'hommes, et cela ferait disparaître bien des préjugés, nés le plus souvent d'une incompréhension totale du voisin.

Tous les moyens que nous venons de passer en revue très sommairement, bien que procédant d'un esprit certain de bienveillance et de charité à l'égard des indigènes, présentent un grave défaut, notamment le dernier examiné, l'assimilation politique. Ils s'adressent principalement, sinon exclusivement, à une population qui a connu d'autres mœurs et d'autres idées, qui a vécu une autre existence, modelée à la fois sur son caractère et sur la tradition, très différente de celle que nous voulons lui imposer. Mais on ne détruit pas en un jour des coutumes qui font partie intégrante du mode de vie adopté ; il y a chez ces hommes des idées trop arrêtées, trop immuables, pour que

nous puissions espérer leur substituer les nôtres. Il faut beaucoup de temps et de travail pour détourner le cours d'un grand fleuve ; tout est simplifié si l'on veut bien le prendre à sa source, alors qu'il n'est encore que ruisseau. De même dans le domaine de l'éducation, l'âme de l'enfant sera infiniment plus malléable et plus plastique que celle des hommes d'un certain âge. C'est donc l'instruction, l'éducation de l'enfance qui doit constituer notre souci principal. Sur l'âme de l'enfant les caractères de notre civilisation s'imprimeront plus facilement, ils ne feront que se fortifier avec l'âge. C'est en cela que consiste notre chance principale de rapprocher de nous les indigènes dans un avenir plus ou moins éloigné. L'éducation dans l'enfance fait le caractère d'une population, c'est elle qui donne à tous ses membres les mêmes travers et les mêmes qualités d'esprit, les mêmes besoins d'action ou d'inertie, le même courage ou la même lâcheté ; elle laisse par la suite des traces ineffaçables. Si donc nous donnons aux enfants indigènes une instruction adaptée à leur caractère, mais qui néanmoins les guide dans la voie de notre propre civilisation, nous ferons œuvre utile et durable. Il ne s'agit point d'ailleurs d'enseigner n'importe quoi aux Arabes qui fréquenteront nos écoles ; on connaît cette boutade, qui cache sous son badinage un grave reproche : « O petits indigènes, je vous enseignerai d'abord ce qu'étaient vos pères les Gaulois. » Nous ne sommes plus à une époque où nous voulions forcer les élèves indigènes à connaître les subtilités de la grammaire ou les démêlés de Frédégonde et de Brunehaut. « L'éducation donnée par les gouvernements coloniaux est aussi mal comprise que possible ; elle consiste, écrit Jérôme Dowd, à donner aux indigènes une instruction littéraire

et à leur infuser les idées européennes, surtout celles qui sont en antagonisme avec leurs institutions et qui leur en apprennent le mépris. C'est une instruction dangereuse, qui développe la mémoire et non le jugement, qui fait des vaniteux et des déclassés. »

Il semble du moins que si entre les Arabes et nous on pouvait instituer la communauté du langage, on aurait fait un grand pas vers le rapprochement ; on aurait fourni ainsi aux colonisateurs et aux colonisés un moyen de compréhension : « la langue, en effet, n'est que la manifestation extérieure de la constitution mentale d'une race. Reflet de la pensée, elle réagit sur elle en lui donnant une consistance, elle en subit les modifications et les provoque dans une certaine mesure. » (1) En toute œuvre d'extension qui prétend durer toujours, humainement parlant, il y a deux tâches : la conquête, l'assimilation, celle-ci plus dure que celle-là : « cette œuvre, écrit Onésime Reclus, consiste à assimiler nos Africains en un peuple ayant notre langue pour langue commune. Car l'unité du langage entraîne peu à peu l'union des volontés. Nous avons tout simplement à imiter Rome qui sut latiniser, « méditerranéiser », nos ancêtres, après les avoir domptés par le fer. » (2) Mieux encore, il faudrait que nous fassions rédiger en français et en arabe les livres en usage dans les écoles algériennes ; de la sorte, pendant que les indigènes apprendraient notre langue, nous nous initierions à la leur, car le problème a un double aspect et tout l'effort ne doit pas venir des Arabes. N'oublions pas

(1) De Saussure : *Psychologie de la colonisation française dans ses rapports avec les indigènes*, Paris, 1899, p. 164.

(2) Onésime Reclus : *Un grand destin commence*, Paris, 1917, p. 94.

que nous devons, de notre côté, mériter la confiance et l'estime des peuples que nous voulons civiliser ; or, on ne gagne cette amitié qu'en la témoignant soi-même, et « il n'y a pas de meilleur moyen pour gagner la confiance que de parler la langue du pays et de connaître les mœurs et les habitudes et les idées chères aux indigènes. » (1)

Quoi qu'il en soit, envisagée comme procédé de rapprochement, l'instruction des indigènes a eu toujours de nombreux partisans ; elle ne pouvait donner que d'heureux résultats, si l'on en juge par les inconvénients de l'ignorance où se trouvaient, au début de la conquête, les Arabes en ce qui concerne la situation vraie de la France, sa force, sa grandeur, ses lois et ses mœurs. Ismaïl Urbain qui a envisagé la question algérienne sous toutes ses formes était partisan de donner l'instruction aux indigènes. L'école est le foyer où l'enfant se transforme en homme, écrivait-il. Et tant que les Arabes ne pourront apprécier par eux-mêmes le but poursuivi par la France, les progrès partiels que l'on pourra réaliser d'autre part n'auront rien de stable et seront toujours disposés à s'évanouir ; « le jour, au contraire, où ils auront compris par la seule vertu du raisonnement la nature des bienfaits que leur apporte la civilisation, ils cesseront non seulement de lui opposer la force d'inertie dont ils ont usé jusqu'à présent, mais encore ils se prêteront d'eux mêmes à seconder nos efforts. Il faut donc les instruire à tout prix : c'est là, et là seulement, que se trouve la véritable clef

(1) Van Eerde : *Ethnologie coloniale : l'européen et l'indigène* (traduction), Paris, 1927, p. 192.

du succès. » (1) Nous ne nous étonnerons pas de compter parmi les partisans de l'instruction Paul Bert, qui écrivait dans ses *« Lettres de Kabylie »* : « le développement des grands travaux publics, la multiplication des centres européens feront beaucoup par le contact et par l'exemple. Les écoles feront bien plus encore, et c'est sur elles qu'il faut compter. L'obligation de l'instruction primaire, qui respecte la liberté de conscience des Musulmans comme celle des Chrétiens, devra être appliquée à tous les Algériens sans distinction de race, de langue, de nationalité, de religion. » (2) C'est, en effet, par l'école que commence la transformation des mœurs de l'indigène ; elle se poursuit plus tard par le travail en commun et devient radicale, éclatante, dans le cas de mariages mixtes, qui marquent le mouvement de deux sociétés en marche l'une vers l'autre.

Renan déniait à l'Islam la possibilité même d'adopter notre civilisation, il établissait entre le Coran et la science un antagonisme absolu ; et cependant peut-on a priori lancer une telle condamnation, lorsqu'on n'a rien fait pour instruire les Arabes ? « Combien de fois ai-je pensé, écrivait M. Caillaux en 1913, qu'il appartiendrait à la France de tenter la création à Alger d'une université musulmane aussi différente d'El-Azhar que nos grandes universités modernes sont éloignées de la Sorbonne de Gerson. Est-ce que vous ne croyez pas que ce serait une grande œuvre digne de la France, d'une efficacité

(1) Abdallah : *L'avenir : conclusion de précédentes études*, Alger, 1880, p. 12.

(2) Paul Bert : *Lettres de Kabylie. La politique algérienne*, Paris, 1885, p. 72-74.

certaine à longue portée que d'établir le contact entre l'Islam et la science ? » (1)

L'école, merveilleux instrument de rapprochement entre les races, a en outre cet avantage, puisqu'on la veut commune aux enfants français et indigènes, d'instituer un contact prolongé entre les jeunes générations ; les enfants, au cours de leurs jeux ou de leurs études, se communiquent mutuellement des idées, qu'ils apportent le soir en famille, où elles sont commentées, discutées, parfois acceptées. Et c'est l'idée, ce sont les sentiments français dans toute leur simplicité qui pénétreront ainsi peu à peu dans les mœurs arabes, cependant que, par le truchement de leurs enfants, les indigènes nous initieront à leurs coutumes ; le résultat sera la fusion, compromis entre les deux races et accepté d'elles.

Sans doute l'instruction n'offre-t-elle pas que des avantages ; elle a sa contre-partie, qui est d'inculquer à la race indigène cette religion nouvelle que constitue le principe des nationalités et de la conduire dans la voie de l'autonomie ; aussi n'est-ce pas sans une certaine mélancolie que le Gouverneur Général, en 1886, avouait que « l'expérience tend à démontrer que c'est quelquefois chez les indigènes à qui nous avons donné l'instruction la plus complète que nous rencontrons le plus d'hostilité. » Toutefois, en admettant même que l'école favorise le déclassement et l'esprit de révolte de certains indigènes, on ne peut nier que, dans l'ensemble, elle ne joue un rôle de rapprochement fort efficace, à condition qu'on sache adapter l'enseignement au milieu. C'est que, suivant l'expression de Delassus, la civilisation qu'elle donne est

(1) Ajam : *Problèmes algériens* (Préface Caillaux), Paris, 1913, p. 12.

plus pure que celle qui résulte du simple contact. D'ailleurs, « on peut tout dire sur la vanité, les dangers, les méfaits de l'instruction ; elle a force de dogme. Il n'est conquérant si sceptique sur l'utilité de l'alphabet et des quatre règles qui, du moment où il a décidé de traiter les vaincus comme des hommes, ne se sente obligé de les tirer quelque peu de l'ignorance. Un vainqueur intelligent peut-il négliger le pouvoir immense et sourd que contient la fonction enseignante, la chance qu'il a d'attirer à lui par le raisonnement, la persuasion, l'infiltration lente et quotidienne des idées et des préceptes, les enfants d'un peuple hostile ou pour le moins méfiant, et de les repétrir à sa manière ? » (1)

Quelle que soit l'efficacité des moyens préconisés, peu nous importe ici ; le fait de les avoir adoptés prouve que la doctrine de l'association ne s'est point désintéressée de la mise en œuvre de ses théories. Persuadée que le seul but à atteindre, pour affermir et consolider notre conquête, est le rapprochement des Arabes, elle se divise lorsqu'il s'agit de déterminer les procédés les plus aptes à conduire au succès. C'est peut-être le point faible de la doctrine : « une des raisons pour lesquelles les Romains avaient réussi mieux que nous à assimiler les indigènes, c'est qu'ils s'en préoccupaient moins que nous. Ces durs et égoïstes conquérants, étrangers aux idées égalitaires que nous tenons du Christianisme et de la Révolution française, ne faisaient rien pour provoquer le rapprochement et le laissaient se produire de lui-même. » (2) C'est du

(1) Aynard : *L'œuvre française en Algérie*, Paris, 1912, p. 179.

(2) Augustin Bernard : *Conférence*, Paris, 1913.

moins, à n'en pas douter, une manifestation éclatante de sa bonne foi. Aussi bien n'est-il point dans ses rangs d'esprit assez exclusif pour repousser le cumul des procédés; mieux vaut essayer d'atteindre l'indigène de plusieurs côtés à la fois, faire converger sur lui de multiples influences, et tel qui prêche l'instruction n'entend point nier les effets bienfaisants de la communauté d'intérêts; il affirme simplement que dans la hiérarchie des moyens à employer l'école doit occuper une place de choix; il estime que la transformation de l'état psychologique des Arabes entraînera fatalement l'adoption par eux d'institutions économiques plus conformes à notre civilisation. Tel autre, au contraire, renverse l'ordre des facteurs parce qu'il croit que l'on ne peut changer la mentalité d'un peuple si l'on n'a pas eu soin, au préalable, de modifier les institutions économiques et sociales: différence de méthode, non point différence d'esprit; divergences dans les procédés, mais unité dans le but.

CONCLUSION

S'il nous fallait maintenant situer la doctrine de l'association par rapport à l'œuvre de la colonisation algérienne, nous dirions volontiers qu'elle s'est donnée pour but celui de justifier et de légitimer la conquête. Pour que celle-ci, selon la très forte expression de M. Gautier, ne constituât pas « une contradiction intolérable pour le besoin de logique d'un peuple qui aime les idées, non plus qu'un remords déchirant pour l'âme d'un peuple religieux à qui l'égalité des hommes est article de foi et qui par égalité ne voit pas d'inconvénient à entendre similitude » (1), il fallait qu'elle ne fût pas simplement un acte matériel et brutal. Sous le couvert de la victoire et à l'abri de notre force, nous pouvions ressusciter le Pacte Colonial et ne voir dans l'Algérie qu'une arène pour nos énergies ou moins encore un heureux placement, sans nous préoccuper davantage des hommes qui l'habitaient. Mais en dépouillant l'égoïsme et la violence de ses formes primitives, la colonisation est devenue peu à peu l'œuvre altruiste que nous avons voulu en faire : un acte de solidarité humaine, une création d'humanité. « C'était là notre beau risque, et c'est notre honneur de l'avoir couru en légitimant l'entreprise coloniale par un sens humain à défaut duquel, n'étant que le fait du plus fort, elle eût manqué de la base puissante que donnent les fondements du droit » (2).

(1) Gautier : *L'Algérie et la Métropole*, Paris, 1920, p. 251.

(2) Albert Sarraut : *Discours prononcé à l'Ecole Coloniale*, Paris, Novembre 1932.

On ne peut nier que la doctrine de l'association ait été à la base de nombreuses expériences, qui, si elles ne furent pas toutes heureuses, témoignèrent du moins du souci qu'avait la France de rénover l'antique notion de colonisation ; il entraînait dans ses desseins de compter pour quelque chose la population indigène, et de lui reconnaître, vis-à-vis de son vainqueur, des droits et non plus simplement des obligations.

Qu'est-ce donc, en effet, qu'une colonie pour cette doctrine ? On l'a souvent comparée à un rameau qu'on détacherait d'un végétal plein de sève et qu'on planterait dans un terrain plus neuf, moins épuisé et plus fécond. C'est là un rapprochement ingénieux mais dont l'exactitude n'est pas à l'épreuve de la réflexion. Tandis, en effet, que ne subsiste plus aucune relation entre la bouture et la plante dont elle a été détachée, que chacune d'elles poursuit à l'écart son développement marqué par les lois invariables de la nature, il y a entre la société à l'état d'enfance et de formation et la société adulte qui lui a donné le jour un échange permanent d'influences, une réciprocité de services, une continuité de rapports, en un mot une dépendance mutuelle qui constitue précisément ce qu'on est convenu d'appeler la colonisation. Celle-ci n'est plus considérée comme un rapport de servitude, où le maître tout puissant ne trouverait à ses caprices d'autre limitation que sa fantaisie et abuserait sans frein de la supériorité qu'il s'attribuerait, cependant qu'en face de lui l'indigène plierait l'échine sous le joug, jusqu'au jour où, sentant défaillir la main qui l'écrase, il s'empresserait de précipiter sa ruine. La doctrine de l'association est plus juste, quand elle voit dans les Arabes des hommes égaux à leurs vainqueurs, attardés peut-être si l'on envisage le stade de civilisation où

ils sont parvenus, mais non pas a priori incapables de franchir les étapes qui les séparent de nous. Elle s'élève avec violence contre la barbarie de certaines nations colonisatrices qui affichent cyniquement le plus grand dédain pour les hommes de couleur, qu'elles déclarent « impropres à l'existence ». Nous n'allons pas en Afrique uniquement pour créer de nouveaux débouchés à notre commerce et nous ne traitons pas de « grimaces philanthropiques » (1) les bons procédés qui sont de règle dans nos relations avec les indigènes. Notre doctrine proclame que la conquête par les armes n'est qu'une partie, la plus facile et la moins longue, de la tâche qui nous incombe lorsque nous colonisons ; elle doit, pour se justifier, s'accompagner de la conquête morale, infiniment plus délicate. D'ailleurs, et en cela elle s'avère essentiellement réaliste, la doctrine de l'association enseigne qu'il y va de la durée de notre domination, car moins notre joug sera lourd, moins vite les indigènes chercheront à s'en affranchir. Et l'on sait bien que les empires les mieux assurés, les plus stables, ne sont point ceux qui cherchent dans la force et la violence les fondements de leur puissance. S'il est vrai que tout royaume divisé contre lui-même soit voué à la destruction, ne dressons pas face à face en Algérie deux peuples qui sont destinés à vivre ensemble. Il est naturel qu'au début de la conquête les Arabes nous considèrent encore comme des ennemis, car la haine du vainqueur trouve toujours asile dans le cœur du vaincu. Mais il nous appartient de faire disparaître toutes ces rancunes par une politique empreinte

(1) Lettres du Major Boshart à la Neue Deutsche Rundschau, Janvier 1897. Cité par la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1897.

d'égards et de bonté. La bienveillance, l'esprit de conciliation guérissent les cicatrices de l'amour-propre blessé pourvu qu'on donne à celui-ci des compensations acceptables, sinon enviées. On n'improvise pas plus la colonisation qu'on n'improvise une bataille ; elle constitue un art souvent difficile ; il importe de s'y lancer avec prudence, car c'est une absurdité désastreuse, selon le mot de Bugeaud, que de vouloir une sottie conquête et de faire la guerre assez sottement pour ne jamais conquérir. Elle n'est point une œuvre de destruction, pour laquelle il suffirait d'accumuler les meurtres et les incendies : ce fut là une conception ancienne, simpliste et brutale tout à la fois ; la doctrine de l'association la relègue parmi les théories démodées, dignes tout au plus de figurer à titre documentaire dans la nomenclature des doctrines.

La colonisation, telle que la définissent les partisans de l'association, qu'ils se rangent d'ailleurs sous la bannière de la collaboration, de l'assimilation ou de la fusion, revêt un aspect moral auquel elle emprunte sa grandeur. Autre chose est la mise en valeur d'un territoire conquis, autre chose la colonisation. Celle-ci comporte avant tout des devoirs pour le peuple qui l'entreprend ; ayant trouvé en Algérie une population indigène, il a envers elle l'obligation de l'éduquer, de la civiliser, de l'élever jusqu'à lui non point avec le seul espoir égoïste d'en faire un auxiliaire pour la mise en œuvre de ses projets, mais en prenant pour fin le bonheur même de cette population. Le temps n'est plus où l'on pouvait se croire quitte à son égard quand on respectait la vie et les biens de ses membres : conception passive, morte, alors que la colonisation est essentiellement une œuvre d'énergie et d'action ; elle est la manifestation la plus complète de la vitalité d'une nation qui rêve de re-

produire au dehors les caractères de son génie, afin que celui-ci, enrichi de nouveaux éléments, s'épanouisse et se propage. Elle n'est, dans la conception que nous avons étudiée, qu'un épisode de l'unification des races sous l'influence de leur contact, elle tend à fonder cet empire universel intercontinental qui est la marque des temps modernes. C'est donc une société que veut former la doctrine de l'association, c'est-à-dire un groupe d'hommes ayant mêmes usages et soumis à une même autorité, ce qui n'exclut nullement toute différence dans les détails ; les nuances concourent à la beauté du tableau et c'est leur ensemble qui lui confère son unité.

Lors donc que nous avons saisi la difficulté, mais aussi la grandeur de notre rôle, il nous faut proportionner les moyens au but : Ce sont des âmes et des cœurs que nous voulons conquérir, sachons les attirer à nous, avec cette douceur, cette persuasion qui emportent les convictions sans blesser et sans opprimer. « Quel honneur pour la France, si après avoir délivré l'Europe de la piraterie, elle réussissait à transformer un pays inculte en pays cultivé, des plaines arides et malsaines en vallées fertiles et riantes ; si surtout elle savait attirer à elle les barbares qu'aujourd'hui elle est forcée de soumettre ! Le but est grand, mais on peut l'atteindre » (1). La civilisation ne s'impose pas à coups de canon, elle pénètre lentement par infiltration dans le sein de ce peuple que nous voulons attirer à nous ; ses progrès ne sont pas apparents, parce qu'elle est l'œuvre du temps et que, comme toute œuvre humaine, elle est sujette à des régressions temporaires, où, semblant s'éterniser, elle

(1) Czysnky : Colonisation de l'Algérie d'après la théorie de Fourier.

ne fait que prendre son élan pour repartir plus alerte. Il suffit de faire éclater la lumière aux yeux de nos protégés pour qu'ils l'acceptent ; encore faut-il qu'ils la voient et qu'ils ne ferment pas volontairement les yeux ; employons à cette tâche toute notre habileté et tout notre cœur, toute notre amitié. Ne rééditons pas ce paradoxe impie d'un diplomate fameux : « Si j'avais, disait-il, la main pleine de vérités, je m'empresserais de la fermer. » Nous désirons que nos associés nous aiment et nous imitent, mais nous ne voulons pas qu'ils nous suivent en aveugles ; nous avons la prétention de ne point détruire leur personnalité, de ne pas les abaisser au rang de pâles satellites incapables d'initiative, car alors ils peuvent être dociles à nos enseignements mais pourrions-nous tirer gloire d'une telle conquête, qui ressemble étrangement à une extermination morale ? Que l'on nous tolère, soit, mais en connaissance de cause : nous n'avons rien à cacher ni à renier ; et nous savons qu'il vaut mieux nous montrer loyalement tels que nous sommes que de créer des illusions, annonciatrices de terribles dépressions, peut-être de haines et de colères.

L'expérience algérienne, à qui souvent l'on a reproché d'avoir été faite sans un plan d'ensemble, abandonnée à notre bonne volonté, à défaut de principes plus certains, à du moins eu le très grand mérite de donner naissance à une doctrine colonisatrice spécifiquement française, adaptée à nos mœurs et à nos sentiments, présidée par un souci d'humanité qui la différencie singulièrement des théories voisines. Disons que la comparaison est tout à son avantage : s'il est vrai que tout ce qu'elle gagne en noblesse à n'être point mercantile, elle le perde en puissance, il n'est pas certain qu'à « l'heure des ressacs, des chocs en retour », nous ne soyons à même de louer la justesse de ses vues, car

c'est elle qui a justifié ce mot de Raymond Aynard : « Dans l'œuvre algérienne, il y a plus que de la gloire, il y a la vie ». Ayant envisagé de très haut le problème complexe qui lui était soumis, elle a parfois — mais n'est-ce point là tout ensemble le défaut et l'excellence d'une doctrine ? — regardé très loin : on l'a taxée d'utopie. La plus belle réponse que l'on puisse adresser à ce reproche est donnée par les faits eux-mêmes ; ils démentent l'opinion trop répandue suivant laquelle la puissance est incompatible avec la bonté, la domination l'antithèse de la bienveillance. La France, généralisant, avec les modifications que commandent les différences de milieu, une politique qui lui a si bien réussi en Algérie, l'a étendue à toutes ses possessions lointaines ; il n'est pas démontré qu'elle ait eu tort. D'autres nations coloniales, petites si l'on considère l'étendue de leurs possessions mais très grandes si l'on envisage leur degré de prospérité et leur organisation, n'ont pas dédaigné de faire appel aux mêmes principes. Elles les ont appliqués avec plus d'audace peut-être ; il n'en reste pas moins que la gloire de les avoir découverts revient tout entière à notre pays, et c'est l'Algérie qui en fut le terrain d'expérience.

Une question se pose à la fin de cette étude : dans la diversité des nuances qui constituent l'ossature de la doctrine de l'association, sous quelle forme celle-ci est-elle appelée à vivre et à se perfectionner ? Nous ne cachons pas qu'il est de notre part très présomptueux de formuler une réponse ; en ce domaine où l'évolution est la règle plus qu'en tout autre, il est bien délicat d'arrêter en quelque sorte une idée à un point quelconque de son développement pour tenter d'en démêler la complexité ; aussi bien n'avons-nous à aucun degré la prétention d'imposer notre point de vue ; nous disons volontiers avec Genty de Bussy : « je présente mon avis non comme bon, mais comme mien. »

Il n'est plus question aujourd'hui de domination tempérée ni de simple collaboration ; la lutte se circonscrit entre l'association proprement dite et la fusion, dernière venue dans notre doctrine. Nous convenons sans peine que celle-ci, magnifiquement défendue par ses adeptes, fait chaque jour des progrès ; il nous semble, toutefois, que les esprits ne sont pas encore suffisamment façonnés pour la recevoir, et les mariages entre indigènes et Français — c'est une constatation, non un jugement — demeurent rares. Si nous n'avons plus le préjugé de race, il reste trop de distance entre la mentalité française et la mentalité indigène pour que l'on puisse penser qu'elle sera comblée un jour.

Quant à la théorie de l'assimilation, qui se propose de faire accepter par les populations coloniales la langue, les institutions, les croyances politiques et religieuses, les mœurs et l'esprit français, elle affirme par cela même que ce qui convient aux Européens convient également à toutes les races, aux Nègres, aux Annamites, aux Canaques et aux Arabes. Elle nie de la sorte l'évolution psychologique, ou tout au moins elle s'en fait une singulière idée ; elle ignore la relation intime qui rattache les éléments moraux d'une civilisation à la race qui les a élaborés. Administrer cent races humaines en niant au nom d'un dogme la nature de la race, c'est se condamner à accumuler faute sur faute. Nous croyons que l'association proprement dite, qui rapproche sans confondre, qui laisse à chacun son originalité, fait une place plus large aux réalités. Sans viser à l'uniformité absolue, elle tend plus simplement à unir, elle conserve dans son programme la conquête morale ; c'est sa préoccupation la plus grave, car « il n'est rien de plus émouvant que de voir, près du tombeau d'une nation un

peuple nouveau qui s'éveille, et de chercher dans ses jeunes yeux si c'est la réconciliation qui s'annonce ou la vengeance » (1). Elle ne pense pas qu'une loi inéluctable contraigne les éléments contraires à se combattre et à se détruire, elle affirme qu'ils peuvent s'unir dans un but commun, et voit dans cette association le moyen de « doucement polir et défricher les indigènes » par le seul effet de notre contact et de notre fréquentation. Il existe deux façons d'élargir le cercle de famille : la France peut ou bien assimiler à ses fils en les identifiant avec eux et au risque d'altérer son propre génie, les indigènes de ses colonies, ou bien, sans compromettre l'union de ses membres, leur adjoindre des frères adoptifs, différents mais non plus ennemis, associés mais non plus sujets.

Vu : le Président,
M. MAUNIER.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

(1) Raymond Aynard : *L'œuvre française en Algérie*. Paris, 1912,
p. 10.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
SECTION PRÉLIMINAIRE. — <i>Analyse sommaire de la notion d'association.</i>	
Définition du mot association. Point de départ : idée d'humanité. Trois stades : collaboration, assimilation, fusion. Ordre logique et non pas nécessairement chronologique	23
CHAPITRE 1 ^{er} . — <i>DOCTRINE DE LA COLLABORATION</i>	
Toute classification est arbitraire.....	45
SECTION I. — <i>Théorie de la domination tempérée.</i>	
Quelques précurseurs. Bugeaud : nécessité pour les Français de rester forts. Autorité tempérée par la justice et la bienveillance. Les intérêts des indigènes doivent être respectés. Rôle de tuteur assumé par le peuple colonisateur.....	47
SECTION II. — <i>Théorie de la collaboration « stricto sensu ».</i> Hiérarchie au sommet de laquelle sont les Français ; égalité imparfaite. Solidarité d'intérêts économiques. Enfantin « <i>Correspondance politique</i> » et « <i>Colonisation de l'Algérie</i> ». Correch : la monade sociale. Influence des théories socialistes de la première moitié du XIX ^e siècle. Warnier : progrès matériel des Arabes. Sympathie et compréhension mutuelles	
	75

CHAPITRE II. — DOCTRINE DE L'ASSIMILATION.

Idée d'un devoir imposé au colonisateur 113

SECTION I. — *L'Arabe est-il susceptible de progrès?* Divergences profondes entre l'Arabe et le Français. Opposition de mœurs, de religion, d'idées, obstacle au rapprochement. Y a-t-il antagonisme nécessaire entre les deux civilisations en présence ? Réfutation des arguments invoqués pour prouver l'inaptitude des Arabes à tout progrès. Il faut convaincre par la persuasion, non pas imposer par la force. Sentiment de fraternité. 119

SECTION II. — *Théorie de la Civilisation.* Définition du mot civilisation, terminologie employée. Enfantin : assimilation morale, politique et administrative. Capo de Feuillide. Emile de Girardin. Clément Duvernois : opposition entre civilisation et colonisation. But : franciser les Arabes, par le seul effet de la persuasion : conquête morale. Idée maîtresse : fraternité. Leroy-Beaulieu : assimilation juridique. Cette théorie réprouve le mépris des colons à l'égard des indigènes. Critiques adressées à la doctrine de la civilisation..... 149

SECTION III. — *Théorie de l'Association proprement dite.* Cette doctrine tient grand compte des réalités. Ismaïl Urbain ; Enfantin : solidarité des intérêts et surtout des sentiments , égalité parfaite entre indigènes et colons. Importance prédominante du côté moral du problème : idéalisme, altruisme. Vignon : le « protectorat » Ecole Sarraut ; Olivier ; Bourdarie : la colonisation « création d'humanité » en même temps qu'entreprise économique 196

CHAPITRE III. — *THEORIE DE L'AGREGATION.*

Doctrine basée sur l'amour qui doit régner entre indigènes et Français..... 233

SECTION I. — *Fusion des sentiments.* Union des âmes et des cœurs. Les deux races en présence se transforment. Création d'une âme commune et d'une race nouvelle. Altération des mœurs européennes et indigènes 239

SECTION II. — *Fusion des races.* Unions entre femmes indigènes et Français ou inversement, obstacles à ces mariages, ceux-ci sont à la fois la conséquence et le moyen de la fusion des races. Enfants nés de ces unions : création d'une race nouvelle. 256

CHAPITRE IV. — *MOYENS PRÉCONISÉS PAR LA DOCTRINE DE L'ASSOCIATION.*

Côté pratique de la doctrine de l'Association. Question du peuplement de l'Algérie. Bugeaud. Conciliation entre indigènes et Français grâce au simple contact et à la loi de l'imitation..... 269

SECTION I. — *Moyens de rapprochement procédant de la communauté d'intérêts.* Propriété. Commerce. Agriculture. Travail. Ces procédés sont insuffisants 283

SECTION II. — *Moyens destinés à parfaire la conquête morale des indigènes.* Justice. Politique hospitalière prosélytisme religieux. Droits politiques ; naturalisation. Instruction : communauté de langage 293

CONCLUSION 309

